

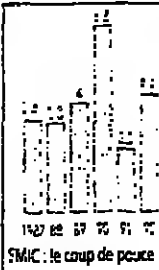
هكذا من العمل



Le Monde

LE MONDE ÉCONOMIE

L'industrie
du tourisme
8 pages
d'annonces classées



CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16312 - 7,50 F

MARDI 8 JUILLET 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Claude Allègre veut embaucher 40 000 jeunes dans l'éducation

Ces postes seront consacrés au soutien scolaire



Les « galets » de Mars

LE ROBOT Sojourner a commencé l'exploration de la « planète rouge », samedi 5 juillet, peu après l'atterrissage de la sonde américaine Mars Pathfinder.

Les premières images transmises au Jet Propulsion Laboratory (JPL) de Pasadena (Californie) depuis la « vallée d'Arès » montrent un relief apparemment érodé par l'eau et la présence de « galets ».

Cette mission, résultat du nouveau mot d'ordre de la NASA - « mieux, plus vite et moins cher » - permet à l'agence américaine de renouer avec l'esprit de conquête.

Lire pages 15 et 29

CLAUDE ALLÈGRE, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, a annoncé, dimanche 6 juillet sur France 3, le nombre d'emplois que son ministère compte créer pour les jeunes. 40 000 postes d'agents de l'Etat leur seront proposés pour participer aux études surveillées, à des activités culturelles et physiques et à l'encadrement dans des établissements difficiles. D'une durée de cinq ans, ces contrats seront rémunérés au SMIC, voire au-delà. L'Etat les financera à hauteur de 80 % du SMIC, les collectivités locales apportant le complément.

Le ministre veut aussi « débureaucratiser » son administration et réformer le « mouvement national » qui organise les changements de poste des enseignants. Un rapport de l'inspection générale de l'administration, qui sera publié dans les jours à venir, dresse un bilan sévère de la déconcentration déjà appliquée pour certaines catégories d'enseignants.

Lire page 8



L'OTAN s'ouvre à trois pays de l'Est

Bill Clinton s'oppose à d'autres adhésions

LES DIRIGEANTS des seize pays membres de l'Alliance atlantique étaient attendus à Madrid, à partir du lundi 7 juillet au soir, pour une réunion de deux jours qualifiée d'« historique ». L'élargissement prochain de l'OTAN à des pays d'Europe centrale qui ont appartenu au bloc de l'Est jusqu'à l'effondrement des régimes communistes et à la dissolution, en 1991, du pacte de Varsovie devrait y être annoncé. Le sommet de Madrid s'ouvre cependant dans un climat de tension entre Occidentaux. La volonté américaine de limiter l'élargissement à trois pays (Pologne, Hongrie, République tchèque) est en effet contestée, notamment par la France, l'Italie et le Canada, qui auraient voulu voir figurer la Roumanie et la Slovaquie dans ce premier groupe de nouveaux adhérents.

A l'est, cette étape dans l'histoire de l'OTAN est source de malaise, notamment dans les pays qui, exclus de ce premier élargissement comme les pays baltes, risquent d'être laissés pour compte une fois encore à l'étape suivante. Elle est source de malaise aussi à Moscou,

où une large partie des milieux politiques la voit d'un mauvais œil. Le président Boris Eltsine n'a pas cédé à ce courant anti-occidental : en guise de compromis, il a négocié ces derniers mois avec l'OTAN une charte régissant les relations futures entre son pays et l'Alliance atlantique, solennellement signée à Paris le 27 mai. Boris Eltsine a cependant ostensiblement décliné l'invitation à participer au sommet de Madrid.

Enfin, l'autre sujet de la rencontre de Madrid, la rénovation des structures de l'OTAN dans le sens d'une « européanisation », a engendré elle aussi certaines tensions ces derniers mois, au premier chef avec Paris. Biezo qu'ayant marqué des points, la France n'a pas obtenu tout ce qu'elle souhaitait comme réajustement de l'organisation au profit de l'Europe. De ce fait, le processus de réintégration dans le commandement intégré de l'OTAN est au point mort, même si la France souhaite poursuivre la discussion.

Lire page 3

Mexico passe à l'opposition

Le Parti révolutionnaire Institutionnel a essuyé un revers historique lors des élections de dimanche. p. 4 et notre éditorial p. 15

Le Cambodge près du coup d'Etat

Les combats entre les deux factions de la coalition gouvernementale ont tourné à l'avantage du premier ministre communiste Hun Sen. Dans un entretien au Monde, le prince Ranariddh appelle à la « résistance ». p. 2

Remaniement ministériel en Israël

M. Nétanyahou a nommé l'ancien ministre de la justice, Yaakov Neeman, ministre des finances, et non Ariel Sharon, comme on l'attendait. p. 5

La couleur fichée

La CNIL autorise les RG parisiens à créer un fichier de « gestion des violences » dans lequel sera mentionnée la couleur de la peau des intéressés. p. 9

Paris Europlace

Paris veut prendre de vitesse les Bourses de Francfort et Londres en misant tout sur l'euro dès 1999. p. 16

Le « style » Felipe Gonzalez

L'ancien président du gouvernement socialiste espagnol tire un premier bilan de son expérience politique. p. 12

Allemagne, 3 DM; Autriche-Guyane, 9 F; Belgique, 25 ATS; Danemark, 25 DKK; Espagne, 220 Ptas; France, 7,50 F; Grèce, 200 Dr; Irlande, 140 F; Italie, 2000 L; Luxembourg, 40 F; Maroc, 10 DH; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 F; Portugal, 200 Esc; Royaume-Uni, 10 £; Suède, 100 F; Suisse, 2 F; Tunisie, 12 Din; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2 \$ 50 c.

M 0147-708-7,50 F



Les ailes brisées des courriers DHL à Cuba

« NOUS TENONS vos promesses ». Ce slogan de la société de courrier rapide DHL ne peut, hélas, être pris au mot, en tout lieu et toute circonstance. L'association Reporters sans frontières (RSF), qui défend la liberté de la presse dans le monde, l'a récemment constaté à ses dépens. Le 27 mai, un reporter français envoyé à Cuba par RSF remet un colis au comptoir de DHL à l'Hôtel Nacional de La Havane. Il contient - outre ses propres travaux - des photographies prises par plusieurs confrères dissidents cubains destinées au festival de photojournalisme de Perpignan.

Ce colis n'arrivera jamais à destination et, six semaines plus tard, n'est toujours pas « localisé » par les services de DHL, qui déplorent sa « perte ». Un envoi à l'évidence pas perdu pour tout le monde. Dans les jours ayant suivi son dépôt, les cinq journalistes qui avaient confié des pellicules à RSF sont victimes d'agressions. Le domicile de Ricardo Gonzalez Alfonso est fouillé, son ordinateur et ses machines à écrire confisqués. Tania Quintero Antunez subit une perquisition. Rafaela Las-

salle et ses deux filles sont insultées et menacées par des agents du ministère de l'Intérieur. Joaquín Torres Alvarez est battu devant chez lui par des hommes de la sécurité d'Etat. La mère de Raúl Rivero reçoit la visite de policiers qui lui expliquent que son fils doit « quitter Cuba » ou « mettre fin à ses activités de journaliste ».

Personne - pas même la direction de DHL - ne semble croire à une coïncidence. Apparemment, les documents remis à RSF sont arrivés rapidement dans les mains de la police politique de La Havane. Accusée par RSF de « désinvolture fautive, gravement préjudiciable », la compagnie estime qu'elle « ne peut être tenue pour responsable des actes des autorités cubaines », notamment « les contrôles douaniers ». Elle se défousse sur la compagnie Cubana Aviation, à laquelle elle dit avoir remis le colis le 31 mai. Une affirmation que RSF juge douteuse.

L'association reproche surtout à DHL d'avoir, pendant deux semaines, affirmé à plusieurs reprises que le colis avait quitté La

Havane pour Francfort et se trouvait en Allemagne, puis en Belgique. Fort de ces assurances, RSF n'a pas prévenu à temps les journalistes qui lui avaient fait confiance. Cette affaire attire une nouvelle fois l'attention sur l'absence de toute liberté de la presse à Cuba, un pays qui compte encore officiellement un millier de détenus politiques.

Comme le rappelle RSF dans un recueil de témoignages (« L'autre voix cubaine »), les cinq petites agences de presse indépendantes sont constamment harcelées, leurs collaborateurs arrêtés, assignés à résidence, voire contraints à l'exil. La propagande officielle traite ces derniers de « malfaiteurs » ou d'« espions ». Aucun de leurs textes ne peut évidemment être diffusé dans l'île, mais seulement dans les bulletins de la diaspora. Quant à la compagnie DHL, doit-elle continuer à opérer dans un pays où elle ne peut garantir la confidentialité des envois de ses clients ?

Jean-Pierre Langellier

La bulle financière est-elle increvable ?

LA PLANÈTE financière est-elle en train, une nouvelle fois, de perdre le contact avec la réalité ? L'euphorie quasi permanente depuis des mois, voire des années, sur les places boursières européennes et américaines mène-t-elle par ses excès à un krach comparable à celui d'octobre 1987 ? Les Bourses de Wall Street, Francfort, Amsterdam, Zurich,

Londres, Madrid, Bruxelles, et même Paris, ne cessent de battre des records historiques. Ces marchés ont gagné depuis le 1^{er} janvier entre 18 % et 50 %.

Ces performances n'auraient rien d'exceptionnelles si elles ne venaient après des années de hausse. Depuis janvier 1991, l'indice Dow Jones de la Bourse de New York a ainsi gagné

210 %. Il faut remonter aux années 20, précisément entre 1921 et 1929, pour retrouver pareille progression. Contrairement à une opinion répandue, les places européennes ne sont pas en reste. Depuis cinq ans et demi, Zurich s'est envolée de 330 %, Amsterdam de 280 %, Francfort de 175 %, Londres de 140 % et Paris de 95 %. Après

avoir accumulé un grand retard, la place française semble partie pour le rattraper : elle a gagné 50 % au cours des dix derniers mois.

Ces progressions sont-elles le reflet de la réalité des performances des économies et des entreprises ou celui de la passion croissante des investisseurs pour les actions... surtout quand ils ont le sentiment de gagner à tous les coups ? Une certitude : les cours semblent particulièrement élevés. Il y a huit mois, Alan Greenspan, le gouverneur de la Réserve fédérale américaine, s'inquiétait ouvertement de « l'exubérance irrationnelle » des marchés boursiers.

Le rendement des actions américaines fourni par le versement des dividendes est inférieur à 1,7 %, son plus bas niveau depuis le début du siècle. La capitalisation de l'ensemble des sociétés cotées à New York représente plus de 100 % du produit intérieur brut (PIB) américain. Cela n'était jamais arrivé, même en 1929. Les Bourses européennes semblent aussi très « chères ». Le rapport cours-bénéfices, c'est-à-dire le nombre d'années de profits que les investisseurs achètent sur la base des prix actuels, est très élevé (21 fois les prévisions de résultats pour 1997 à New York, 25 fois à Zurich, 20 fois en France et 19 fois en Allemagne).

Eric Leser

Lire la suite page 15

Les balladuriers hués au RPR

LES ASSISES extraordinaires du RPR, qui ont été organisées dimanche 7 juillet au Parc Floral de Vincennes, à Paris, ont porté Philippe Séguin à la tête du parti néogaulliste, avec près de 80 % des mandats. La réunion a été marquée par des échanges de huées et de sifflets entre les partisans des chers de file du mouvement. Edouard Balladur et Nicolas Sarkozy étant particulièrement visés par les quolibets. Le député des Hauts-de-Seine et maire de Neuilly, candidat au poste de secrétaire général du RPR, ne s'est pas risqué à prendre la parole. M. Séguin doit arrêter dans les prochains jours la composition de la direction.

Lire pages 6 et 7

Un maître de la « pub »



MARTIN SORELL

LA « PUB » est une industrie exagérément conservatrice aux yeux d'un maître de l'art, Martin Sorell. PDG de WPPGroup (70 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1996), il indique dans un entretien au Monde que sa société entend se développer en Asie-Pacifique et en Amérique du Sud, mais aussi au Japon et en France.

Lire page 26

International	2	Aujourd'hui	19
France	6	Jeux	21
Société	8	Météorologie	22
Carnet	10	Culture	23
Annuaire classé	11	Culture	25
Régions	12	Communication	26
Movements	13	Abonnements	27
Entreprises	14	Radio-Télévision	27
Finances-Marchés	16	Kiosque	28

CAMBODGE Les rues de Phnom Penh retentissent de coups de feu, lundi matin 7 juillet, au troisième jour des affrontements entre partisans des deux co-premiers ministres cam-

bodgiens. Les combats ont déjà fait au moins dix morts et une cinquantaine de blessés. ● HUN SEN, « second » premier ministre et chef du Parti du peuple cambodgien (PPC),

avait revendiqué sa victoire, dimanche soir, et appelé à l'arrestation de son rival, Norodom Ranariddh, fils du roi Sihanouk, qui se trouvait en France. ● LES AFFRONTEMENTS ont

éclaté après des mois de rivalités dans la course aux dépouilles d'un mouvement khmer rouge en pleine décomposition. Le prince Ranariddh était parvenu à obtenir le soutien de

Khieu Samphan, un chef historique khmer rouge, qui appelle au soulèvement contre Hun Sen. Le prince déclare au Monde qu'il s'agit d'un « coup d'Etat » bien préparé.

Les combats de Phnom Penh se soldent par la défaite des sihanoukistes

Des milliers d'habitants fuient les affrontements, qui se poursuivaient lundi matin 7 juillet dans la capitale du Cambodge, entre les deux factions du gouvernement de coalition. Les partisans de Hun Sen ont pris le dessus, tandis que le prince Ranariddh dénonce un « coup d'Etat »

BANGKOK
de notre correspondant
en Asie du Sud-Est

Des colonnes de piétons, balluchons sous le bras, qui fuient vers la campagne ; des volutes de fumée qui s'élèvent au-dessus de la ville, des tirs d'artillerie... Pour la première fois depuis plus de dix-huit ans, Phnom-Penh a été le théâtre, samedi 5 et dimanche 6 juillet, de combats et de scènes de panique qui ont marqué la fin d'une parenthèse. Quatre années de fragile cohabitation entre deux co-premiers ministres, le prince Norodom Ranariddh et Hun Sen, ont volé en éclats. Alors que, de France, où il se trouve depuis samedi matin, le premier lançait un appel à la « résistance », le second qualifiait son ancien partenaire de « criminel » et de « traître » et demandait au Funcinpec, le parti du prince, de désigner un autre co-premier ministre. Lundi matin, des coups de feu étaient toujours entendus en ville alors que les troupes de Hun Sen semblaient avoir pris le dessus.

Dimanche soir, à l'heure d'un couvre-feu nocturne imposé depuis la veille, les forces du PPC (Parti du peuple cambodgien, de Hun Sen) avaient pris le contrôle, derrière le Palais royal, en plein centre ville, du QG et de la résidence du prince Ranariddh, président du Funcinpec, où flottait un drapeau blanc. Dans l'ouest de Phnom-Penh, le quartier général du général Nhek Bun Chhay, le chef militaire du Funcinpec le plus en vue, était encerclé. La situation était plus confuse aux alentours du camp de Tang Kasang, où se trou-

verait Nhek Bun Chhay et où est basé un régiment du Funcinpec, et qui se trouve à dix kilomètres du centre de la capitale et à proximité de l'aéroport international de Pochentong, fermé depuis samedi midi au trafic.

COUP DE FORCE

Quoi qu'il en soit, le coup de force du PPC entre dans la droite ligne d'une tactique développée ces dernières semaines pour réformer un gouvernement de coalition avec le Funcinpec sans Ranariddh. C'est la raison pour laquelle Hun Sen dément l'accusation de coup d'Etat. La Constitution n'est pas abolie et l'Assemblée n'est pas dissoute. Au contraire, tablant sur un remaniement de la direction du Funcinpec, le PPC souhaiterait réunir assez rapidement le Parlement pour légitimer un nouveau cabinet de coalition dont le premier-premier ministre appartiendrait au Funcinpec - on parle déjà de Loy Simcheang, premier vice-président du mouvement royaliste - tandis que Hun Sen conserverait ses actuelles fonctions de « second » premier ministre.

C'est également pourquoi Hun Sen a refusé l'offre du roi de réunir, à Pékin, les deux premiers ministres ainsi que Cheam Sim, président du PPC et de l'Assemblée nationale et, à ce dernier titre, chef de l'Etat par intérim en l'absence de Sihanouk, qui séjourne dans la capitale chinoise depuis fin février. « L'objectif de Hun Sen est d'isoler Ranariddh et il vient de marquer un nouveau point », estime un analyste cambodgien proche du PPC qui s'attend à voir des dirigeants



du Funcinpec négocier un compromis avec le PPC. Et d'ajouter : « Le coup de poing militaire de Hun Sen n'aurait pas de sens s'il n'avait pas prévu un prolongement politique ».

Toutefois, pour les habitants de Phnom-Penh, la note est salée et la flamme de combats décourageante. Un premier bilan fait état d'au moins douze morts et de dizaines de blessés. Des incendies ont été provoqués par l'explosion de roquettes et d'obus de mortier. La chancellerie française, dont les feux de la résistance ont été éteints, a été évacuée. On n'y déplorait, cependant, aucune victime. Plusieurs ambassades ont prié leurs ressortissants

de ne pas quitter leur domicile. Une soixantaine d'expatriés ont franchi dimanche la frontière thaïlandaise.

Réunis la semaine dernière à Paris pour accorder au royaume une enveloppe de 450 millions de dollars (2,6 milliards de francs), les pays et organismes donateurs n'ont, cependant, guère de prise sur un conflit dans lequel se joue la survie politique des principaux protagonistes. Il en va de même de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean), qui s'est engagée à accueillir, le 23 juillet, le Cambodge en même temps que la Birmanie et le Laos. Les pressions diplomatiques ne peuvent avoir

des effets limités car l'hypothèse d'une réconciliation avec le prince Ranariddh ne rentre plus dans les calculs de Hun Sen et du PPC.

Mis en place au lendemain des élections organisées en mai 1993 par l'ONU, le tandem Ranariddh-Hun Sen, celui du prince et du roturier, de l'universitaire cosmopolite et du paysan khmer, de l'amateur et du professionnel de la politique, n'a jamais bien fonctionné. La rupture a été consommée, début juin, avec l'annonce de négociations entre le général Nhek Bun Chhay, un proche de Ranariddh, et le dernier carré de rebelles khmers rouges, celui d'Anlong-Veng dans le nord, où se trouvent Ta Mok, Khieu Samphan et, selon des renseignements concordants, Pol Pot. Prétexte ou raison, Hun Sen a alors estimé que le prince Ranariddh était prêt à s'allier avec les principaux responsables du génocide khmer pour rétablir un équilibre de forces qui lui était défavorable. Il est vrai que, dimanche encore, l'émetteur clandestin des Khmers rouges a réitéré son appui au prince Ranariddh et appelé la population à se soulever contre le « coup d'Etat » de Hun Sen.

UNE ÉTAPE BRUTALE

Le PPC, qui a hérité du régime mis en place sous la protection d'un corps expéditionnaire vietnamien (1979-1989), avait déjà commencé à assurer ses arrières en soutenant la minorité du Funcinpec, conduite par deux gouverneurs de province et de huit députés, qui ont réclaté le

« timogage » du prince Ranariddh, à la fois de la présidence du mouvement royaliste et de la direction du gouvernement. « La démonstration de force en cours a pour objet de forcer le Funcinpec à choisir entre Ranariddh et l'alliance avec le PPC », estimait, dimanche, un expert cambodgien. Il reste donc à voir comment vont réagir les principaux intéressés et si le calme prévaudra en province, notamment dans l'ouest et le nord-ouest, où cohabitent différentes factions armées, y compris des Khmers rouges en rébellion ouverte. - c'est le cas à Anlong-Veng -, ou repliés sur leurs affaires, comme Pailin et Phnom-Malai, sous la tutelle de Ieng Sary.

Pour avoir investi plus de deux milliards de dollars dans une « pacification » manquée du Cambodge, la communauté internationale n'a, pour sa part, guère de quoi se féliciter. L'ONU peut mesurer la vanité de la mission prioritaire, qui était de désarmer les factions militaires cambodgiennes, confiée à quinze mille « Bérêts bleus » en 1992-1993. L'organisation du scrutin de 1993 n'a reporté que de quatre années une épreuve de force qui ne constitue jamais qu'une étape brutale dans le réalignement progressif de la politique cambodgienne autour d'un parti dominant, le PPC. Ce cas de figure est fréquent en Asie du Sud-Est et le Cambodge, si affaibli au sortir de deux décennies de guerres et de massacres, ne semble avoir de choix qu'entre le chaos et un pouvoir fort.

Jean-Claude Pomont

Norodom Ranariddh, « premier » co-premier ministre, en exil en France

« La résistance va s'organiser à l'intérieur et à l'extérieur »



NORODOM RANARIDDH

« Quelle est votre première réaction aux événements militaires en cours à Phnom Penh ?

— Il s'agit d'un coup d'Etat préparé. Hun Sen est en train de remettre en question la composition d'un gouvernement qui est issu de l'accord de Paris de 1991 et des élections supervisées par l'ONU en 1993. Il la remet en cause par la force. Il n'y a pas d'autre mot. En fait, nous sommes, au Cambodge, revenus à la case départ. C'est un coup d'Etat extrêmement sanglant. D'après mes informations, les hôpitaux sont bondés et il faut laver le sang à la serpillière.

— Est-ce le retour à la guerre civile au Cambodge ?

— La résistance va maintenant s'organiser à l'intérieur et à l'extérieur du Cambodge. La presse a souvent présenté cette situation [au Cambodge] comme une rivalité entre les deux premiers ministres. Mais il faut comprendre que Hun Sen était acculé à faire ce putsch. Et maintenant qu'il a réussi à faire son coup d'Etat, il dit que c'est lui qui a le pouvoir et la légitimité.

— Il ne faut pas oublier que nous avons accepté de travailler avec lui pour éviter l'effusion de sang au Cambodge afin d'empêcher que la guerre civile continue après les élections de 1993.

— Dans quelle mesure la si-

tuation d'aujourd'hui est-elle la résultante des récentes déficiences des Khmers rouges et des ralliements que vous avez vous-même provoqués de leur part ?

— En ce qui nous concerne, je pense que c'est une erreur d'avoir provoqué la désintégration du mouvement lors des ralliements de 1995-1996. D'autant plus qu'aujourd'hui, et sans que je l'aie demandé ni cherché, Khieu Samphan et le reste du mouvement khmer rouge - mais sans Pol Pot - vont se rallier à la résistance nationale. L'ère de Pol Pot est finie. Car j'ai réussi à négocier non seulement la reddition de Khieu Samphan, mais aussi la mise à l'écart de Pol Pot. Celui-ci, par ailleurs, est vivant mais gravement malade. C'est la vérité.

— Quelles sont donc les véritables raisons du « coup de force » de Hun Sen ?

— Encore une fois, Hun Sen était acculé à faire ce coup d'Etat. Il savait très bien que, s'il allait jusqu'aux élections de 1998, il les perdrait. Cela ne fait aucun doute. S'il pensait pouvoir les gagner, il n'aurait jamais fait ce coup d'Etat. Ce qui manque à Hun Sen, c'est la légitimité. Il a été porté au pouvoir par les élections de 1993. C'est moi et le roi qui avons sauvé Hun Sen du verdict populaire. C'est nous qui l'avons sauvé en formant un gouvernement bicéphale précisément

contre la volonté populaire qui s'était clairement exprimée lors du vote.

— Vos relations avec Hun Sen étaient très mauvaises depuis fort longtemps et n'avaient cessé de se dégrader. Est-ce que vous vous attendiez à un tel coup de force ?

— Absolument. Je savais que les choses se termineraient comme ça : on le voyait venir d'une façon certaine ; il y avait des mouvements de troupes, des campagnes à la télévision. Moi, je ne voulais pas partir. Mais, vendredi, mes généraux sont venus, m'ont dit : « Hun Sen va attaquer. Mon-

seigneur, m'ont-ils dit, si vous restez, vous serez pour nous un poids. Vous devez partir, parce que, ou cas où Hun Sen réussirait son coup d'Etat, nous n'aurions personne à l'extérieur pour être notre ambassadeur. »

— Avez-vous été en contact avec votre père, le roi Sihanouk, depuis le début des affrontements ?

— Non. J'ai simplement pu parler avec Sa Majesté la reine. Mais je pense que, plus que jamais, le roi, mon père, peut jouer un rôle décisif. N'oubliez pas que le roi avait lui-même été victime d'un coup d'Etat, en 1970, du général Lon Nol, alors qu'il était absent de Phnom Penh, tout comme Hun Sen a profité de mon absence.

— Je ne pense pas que mon père puisse désormais reconnaître le régime de Hun Sen. Je pense que le roi devrait adopter une position de neutralité.

— Qu'allez-vous décider maintenant ? Pensez-vous rentrer au Cambodge ?

— Il faut d'abord que l'entame une campagne de mobilisation des Cambodgiens de l'extérieur et de la communauté internationale.

Propos recueillis par Bruno Philip

Sam Rainsy dénonce le « retour à la case départ »

Sam Rainsy, chef du Parti national khmer (PNK), opposé au mouvement de Hun Sen et allié du prince Ranariddh, dénonce dans un entretien au Monde, lundi 7 juillet, « le retour à la case départ au Cambodge », c'est-à-dire à « la situation qui prévalait avant les élections de 1993 ». Ancien ministre des finances du gouvernement de coalition, M. Rainsy appelle les pays signataires des accords de Paris de 1991 à « prendre une initiative en faisant pression sur les autorités cambodgiennes ». Selon M. Rainsy, l'objectif de Hun Sen est de « créer un Funcinpec bis ; un Funcinpec bête ». « Je pense que le Funcinpec a peut-être perdu une bataille, mais pas la guerre, ajoute-t-il. La résistance est en train de s'organiser dans les campagnes. » Evoquant les Khmers rouges, dont les récents ralliements ont servi de détonateur à la crise actuelle, il affirme : « Les Khmers rouges, c'est un plat politique que l'on consomme à toutes les sauces au Cambodge. Il y a les anciens Khmers rouges, les néo-Khmers rouges, les archéo-Khmers rouges. Tout le monde essaie de récupérer les dépouilles des Khmers rouges. Hun Sen et Ranariddh ont joué avec le feu en voulant récupérer leur héritage. »

Vingt-deux ans de guerres civiles et plans de paix avortés

● 17 avril 1975 : prise de Phnom-Penh par les Khmers rouges qui font régner un régime de terreur.
● 31 décembre 1977 : Phnom-Penh rompt ses relations avec le Vietnam après de violents accrochages frontaliers.
● 25 décembre 1978 : les troupes vietnamiennes envahissent le Cambodge.
● 7 janvier 1979 : chute de Phnom-Penh où les Vietnamiens installent la République populaire du Kampuchéa (RPK).
● 22 juin 1982 : formation d'un

gouvernement de coalition du Kampuchéa démocratique (GCKD) antievnamien reconnu par l'ONU, présidé par Norodom Sihanouk et regroupant les trois factions de la résistance : khmers rouges, sihanoukistes et républicains.
● 30 août 1989 : échec de la conférence de Paris sur le Cambodge sous l'égide de l'ONU.
● 5 septembre 1989 : le Vietnam affirme avoir retiré toutes ses troupes.
● 23 octobre 1991 : signature à

Paris d'un accord scellant le retour de la paix au Cambodge. Le pays est placé sous la tutelle de l'ONU jusqu'à l'organisation d'élections libres. Le 14 novembre, Sihanouk rentre à Phnom-Penh après treize ans d'exil.
● 11 mars 1992 : début de l'opération de paix de l'Autorité provisoire de l'ONU au Cambodge (Apronuc), rejetée en juin par les Khmers rouges.
● 12 janvier 1993 : début d'une série d'attaques des Khmers rouges contre l'ONU.

● 23 mai 1993 : les élections, tenues sous la surveillance de 20 000 « Bérêts bleus », sont remportées à la majorité relative (47 %) par le Funcinpec royaliste aux dépens du Parti du Peuple cambodgien (PPC) de Hun Sen.
● 16 juillet 1993 : le prince Ranariddh forme un gouvernement de coalition regroupant sihanoukistes et ex-communistes du PPC. C'est ce gouvernement de coalition qui vient d'éclater avec les combats de Phnom-Penh des 5 et 6 juillet 1997.

POLO RALPH LAUREN

SOLDES
- 40% A - 50%

SUR LA PLUPART DES COLLECTIONS
HOMMES, FEMMES, ENFANTS ET ACCESSOIRES
PRINTEMPS/ETE 1997

2, PLACE DE LA MADELEINE - PARIS VIII - TEL.: 01.44.77.53.50

Les dirigeants de l'OTAN
le sommet de Madrid su

ESPRIT
Lectures
d'Emmanuel
Levinas

Les dirigeants de l'OTAN abordent divisés le sommet de Madrid sur l'élargissement

Le « diktat » américain sur le choix des nouveaux membres est contesté

Les chefs d'Etat et de gouvernement des seize pays de l'OTAN étaient attendus lundi 7 juillet au soir, à Madrid, pour un sommet présenté

comme « historique », mais qu'ils abordent divisés. La volonté américaine de limiter l'élargissement de l'Alliance vers l'Est à trois pays est

contestée par Paris et Rome en particulier. D'autre part, la rénovation des structures de l'Alliance laisse à ce stade la France insatisfaite.

LE SOMMET atlantique de Madrid, qui s'ouvre mardi 8 juillet, devait célébrer « la nouvelle OTAN », avec ses nouveaux membres, sa nouvelle structure et ses nouvelles relations avec la Russie. Mais le temps des réjouissances est passé. Il a atteint son point culminant, le 27 mai, à Paris, quand les seize membres actuels de l'Alliance atlantique ont signé avec Boris Eltsine l'Acte fondateur révisant leurs futurs rapports. A Madrid, les mécontents seront plus nombreux que les satisfaits.

Certes, des pays d'Europe centrale seront invités à ouvrir rapidement des négociations pour devenir membres de l'OTAN, sans doute dès 1999, à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Organisation. Certains penseront que c'est simplement la réparation d'une injustice historique. La coupure de l'Europe en deux blocs, par la volonté de Staline, après la seconde guerre mondiale, avait rejeté hors de leur famille naturelle des Etats qui aujourd'hui la rejoignent. D'autres estimeront que l'OTAN, cette organisation militaire créée au début de la guerre froide, n'aurait pas dû survivre à son objet.

Quoi qu'il en soit, trois pays seulement, la Hongrie, la Pologne, la République tchèque, feront partie de ce premier élargissement de l'après-guerre froide. Pourquoi ? Sans doute parce qu'ils remplissent les critères imposés par l'Alliance. Mais d'autres, qui satisfont aux conditions, sont laissés dehors, pour des raisons financières (le coût de l'élargissement)

ou géopolitiques (leur proximité avec la Russie). Le paradoxe est que vont officiellement bénéficier de la garantie de sécurité de l'OTAN ceux qui en ont le moins besoin, parce que les moins menacés.

Sans doute les Américains, qui ont imposé leurs vues à leurs alliés, et d'abord à la France, qui a soutenu en vain les candidatures roumaine et slovène, se défendent-ils de vouloir tracer une nouvelle

Autre source de malaise que le sommet de Madrid ne dissipera pas : la « panne » de la rénovation de l'OTAN. Les alliés se disputent des sous-commandements régionaux. Le Conseil atlantique de Berlin, en juin 1996, avait admis le principe d'un rôle plus large de l'Europe au sein de l'Organisation. Quand il s'est agi de passer aux actes, l'affaire s'est compliquée. Des progrès ont certes été accomplis : l'adoption d'un commandant

telles opérations et s'entraîner pour les mener à bien.

Mais cette nouvelle organisation risque fort de rester une coquille vide sans la participation de la France, ses alliés européens s'accrochant fort bien, pour leur part, depuis des décennies, d'une intégration dans une structure dominée par les Etats-Unis. Or, ce n'est pas encore à Madrid que la France rejoindra les institutions militaires intégrées. Le président de la République et le nouveau gouvernement français considèrent que la condition posée d'une « visibilité » de la présence européenne dans l'OTAN n'est pas remplie. Depuis l'été dernier, l'idée de cette « visibilité » s'était cristallisée autour de l'attribution du commandement-Sud à un officier européen, ce que Washington a refusé.

Ce n'est pas pour autant le retour à la case départ. Jacques Chirac souhaite que les progrès négociés depuis un an soient entérinés et que la France ne se tienne pas à l'écart du mouvement, sous une forme qui reste à définir. Ce ne sera pas facile, tout le monde en convient. Le président de la République n'a en tout cas pas lieu d'être très satisfait de la réunion de Madrid, au cours de laquelle la candidature de ses protégés roumains sera repoussée, la rénovation de l'OTAN ajournée et le grand sommet paneuropéen qu'il avait proposé dévalorisé par l'absence de Boris Eltsine.

Daniel Verdet

Les « conditions » posées aux candidats

L'OTAN n'a pas formulé de critères spécifiques pour son élargissement à l'Est mais pose aux Etats candidats à l'intégration une série de « conditions essentielles », selon l'expression du secrétaire général de l'Alliance, Javier Solana : un processus de démocratisation avancé ; l'exercice d'un contrôle civil sur les forces armées ; des relations de bon voisinage avec les pays frontaliers ; la capacité de contribuer à la sécurité collective.

L'OTAN formule en outre des « recommandations », en matière de compatibilité des armements et d'« inter-opérabilité » des forces armées. L'Alliance souhaite par ailleurs que chaque Etat candidat consacre 3 % de son PIB au budget de la défense (la Pologne y consacre actuellement 2,5 % de son PIB, la République tchèque 1,7 % et la Hongrie 1,4 %).

ligne de partage au milieu du continent. Une deuxième vague d'adhésions est promise. Mais, pas plus que l'actuelle, elle ne concernera les petits Etats qui se sentent, comme les Baltes, les victimes de l'histoire. Le premier ministre russe, Viktor Tchernomyrdine, vient de répéter que l'extension de l'OTAN était d'autant plus inadmissible qu'elle se rapprochait des frontières de son pays.

en chef des forces alliées en Europe – un officier européen – pourra diriger des opérations strictement européennes, en utilisant les moyens de l'OTAN, si le Conseil atlantique (donc les Américains) est d'accord ; ces opérations pourront être menées par l'UEO sous la direction politique de l'Union européenne ; en temps de paix, les éléments européens de l'OTAN pourront préparer, planifier de

Bill Clinton reste inflexible, mais s'efforce de ménager les susceptibilités européennes

WASHINGTON

de notre correspondant
Bill Clinton arrive à Madrid avec l'intention de rester inflexible sur le fond (l'élargissement de l'OTAN sera limité aux trois pays faisant l'objet d'un consensus), mais aussi de faire preuve de souplesse sur la forme, afin de ménager les susceptibilités européennes. L'administration a tiré les leçons du sommet de Sept de Denver, lorsque la proposition des Etats-Unis à vouloir imposer leurs recettes économiques à leurs partenaires européens avait provoqué une irritation transatlantique parfaitement inutile. On souhaite revenir à un climat plus baromique.

Madrid s'ouvre cependant sur un préalable américain qui s'apparente à un diktat. Ces derniers jours, les conseillers présidentiels se sont relayés pour tenter de corriger l'impression d'une Amérique imposant sa volonté aux quinze autres membres de l'OTAN. Le président américain a assuré que les Etats-Unis ne cherchent pas à « dicter » ses choix à l'Europe, tout en ajoutant qu'il ne changerait pas d'avis sur l'élargissement. L'administration s'attend d'autant plus à des discussions « animées », selon Sandy Berger, conseiller à la Maison Blanche pour les affaires de sécurité, que la liste d'éventuelles concessions est réduite : s'agissant de la « seconde vague » de l'élargissement de l'OTAN, Washington ne souhaite pas identifier formellement de futurs impétrants ni arrêter le calendrier de leur entrée dans le « club atlantique ».

Cette importante restriction mise à part, les responsables américains

sont prêts à décliner toutes les nuances sémantiques pour affirmer que la « porte (de l'OTAN) reste ouverte » à d'autres candidats à condition qu'ils fassent preuve de constance sur la voie de la démocratisation et de la libéralisation économique. « Ce n'est pas non, mais non pour le moment », a assuré Sandy Berger.

Après Madrid, le président américain se rendra à Varsovie pour féliciter les Polonais de leur entrée dans l'OTAN, et à Bucarest pour adoucir la déception des Roumains. Il réaffirmera la volonté de l'Amérique de rester « ancrée » sur le Vieux Continent, grâce à une Alliance atlantique s'étendant à l'Est.

LA QUESTION DU COÛT

C'est cette vision d'une nouvelle architecture de sécurité en Europe, dont les Etats-Unis sont la clef de voûte, que Bill Clinton va développer à Madrid, et dont il devra ensuite convaincre ses compatriotes. Si l'opinion américaine ne comprend pas bien en quoi l'intérêt national des Etats-Unis exige un élargissement de l'OTAN (43 % des Américains y sont favorables alors que 41 % privilégient le statu quo), c'est notamment parce que le débat est resté confiné entre experts. Le Sénat, qui va être appelé à ratifier (à la majorité des deux tiers) cette modification du traité de Washington de 1949, est en quelque sorte mis devant le fait accompli.

L'autre raison tient à l'évolution de la position de la Maison Blanche. Strobe Talbott, secrétaire d'Etat adjoint, a longtemps défendu la thèse selon laquelle l'intégration au sein de l'OTAN de pays qui

faisaient naguère partie de la sphère d'influence de l'ex-URSS risquait de renforcer les tendances nationalistes, militaristes, et communistes à Moscou. Les avis sont partagés pour expliquer cette évolution. Selon certains experts,

Le contre-modèle de l'extrême gauche

Les dirigeants d'une vingtaine de partis de gauche de seize pays européens se sont réunis, samedi 5 juillet à Madrid, pour demander la construction d'une « Europe de l'emploi, de la paix et de la solidarité », rejetant à la fois le « renforcement » de l'OTAN et le pacte de stabilité qui doit accompagner l'euro. Cette rencontre a été organisée par la coalition espagnole Izquierda Unida (communiste). La France était notamment représentée par le Parti communiste et le Mouvement des citoyens. La réunion, qui vise à prendre le contre-pied du dernier conseil européen d'Amsterdam et du sommet de l'OTAN, devrait, selon ses organisateurs, marquer « le début d'une action commune » de la gauche européenne pour offrir « un modèle alternatif » au néo-libéralisme imposé par l'Europe de Maastricht. Les partis de gauche proposent la dissolution de l'OTAN au profit d'un « désarmement nucléaire et conventionnel » en Europe.

Bill Clinton a réalisé dès 1993 que les Etats-Unis avaient une sorte de dette historique envers la Pologne, la Hongrie et la République tchèque, pays fionnés par les accords de Yalta. D'autres estiment que la conviction de M. Clinton ne s'est vraiment forgée qu'à la faveur de la campagne électorale de 1996, lorsqu'il fallait gagner les suffrages des Américains originaires d'Europe de l'Est, particulièrement nombreux dans les Etats du Midwest.

Précipitation, carence de travail pédagogique et aussi multiplication d'arguments disparates pour justifier les limites de l'élargissement expliquent que la « bataille du

Congrès » pourrait se révéler plus incertaine que prévu. Le Sénat a certes émis un vote de principe favorable l'année dernière, mais, outre que la tradition isolationniste demeure vivace, le camp des hésitants ne cesse de se renforcer, emboîtant le pas d'un establishment académique où domine un fort scepticisme.

Les critiques se concentrent sur quelques points essentiels : la « dilution » de l'OTAN et donc sa perte de crédibilité ; la création d'une nouvelle ligne de partage politique en Europe ; le coût de l'élargissement ; le risque d'envenimer les relations russo-américaines et ainsi de porter un coup fatal aux négociations sur le désarmement nucléaire ; les clauses du traité de l'Atlantique nord (article 5) qui font obligation aux Etats-Unis d'aller défendre, le cas échéant, tout Etat membre menacé par un voisin.

Conséquence de la véritable « religion » de l'équilibre budgétaire qui s'est développée à Washington, la question du coût de l'élargissement retient particulièrement l'attention des sénateurs. L'administration affirme que la facture annuelle pour les Etats-Unis se situera entre 150 et 200 millions de dollars pendant treize ans, soit environ 6 % du montant total, mais cette estimation est fortement contestée. Les Etats-Unis, insistent plusieurs experts, prennent actuellement en charge 25 % des coûts d'infrastructure de l'OTAN, et ils seront probablement confrontés à l'avenir à de « mauvais payeurs » européens.

Les aspects financiers ont donc joué un rôle important dans la décision américaine de limiter la « première vague » de l'élargissement à trois pays relativement solvables et qui, selon William Cohen, « ont la capacité d'être des "consommateurs", mais aussi des "producteurs" de sécurité » en Europe. L'accueil qui sera fait à Madrid aux thèses américaines aura une influence sur l'état d'esprit des sénateurs et sur le vote de ratification. Plus celui-ci sera serré, et plus l'administration hésitera à se lancer dans l'ouverture de l'OTAN à une « seconde vague » de pays candidats.

Laurent Zecchini

L'absence pleine de sens de Boris Eltsine

Convité à la réunion de l'Alliance, le président russe a préféré se faire représenter par un ministre anti-occidental

MOSCOU

de notre correspondant
Convité au sommet de l'OTAN à Madrid, Boris Eltsine a annoncé, fin juin, après avoir laissé planer quelques doutes, que non seulement il déclinerait l'invitation, mais qu'il aurait mieux à faire au même moment : partir en vacances. C'est ce qu'il a fait, dimanche 6 juillet, en se rendant en Carélie, à la frontière de la Finlande. Obligé néanmoins, après la signature de l'Acte fondamental Russie-OTAN à Paris le 27 mai, d'être représenté au sommet, il a choisi d'y envoyer un homme de second rang, qui, de plus, symbolise un peu les crispations post-impériales russes. Il s'agit de Valeri Serov, le plus fatot des premiers vice-premiers ministres, en charge des relations avec les Etats de la Communauté des Etats indépendants (CEI) et artisan d'un accord présenté comme une contre-mesure à l'élargissement de l'Alliance : « l'union » avec la Biélorussie. Il était difficile de mieux rappeler que si la Russie est d'accord pour « coopérer » avec l'OTAN, elle n'approuve toujours pas son élargissement, même sa « première vague ».

Boris Eltsine a ainsi opposé un refus à Jacques Chirac qui souhaitait sa présence à Madrid dans l'espoir que la question des relations Russie-OTAN ne soit pas oubliée lors de cette « fête » polono-tchéco-hongroise, où sera également signée une charte OTAN-Ukraine. Même l'idée qu'une première réunion du Conseil Russie-OTAN, créé à Paris, se tienne en marge du sommet de Madrid, fut abandonnée (cette réunion se tiendrait seulement fin juillet à Bruxelles au niveau des ambassadeurs, et fin septembre à New York au niveau ministériel, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU).

Le souci de Moscou était aussi médiatique : en évitant d'apparaître comme un égal aux côtés de ses anciens « protégés », le Kremlin essaie de préserver « l'effet Denver », où la Russie fut admise au rang des grands du monde industrialisé. C'est cette idée en tout cas qui est martelée par les télévisions russes, devenues muettes par contre sur la question moins glorieuse de l'OTAN. Si ce n'est pour parler des contradictions croissantes au sein de l'Alliance et répéter ce qui est présenté comme un adage chinois : « Si tu ne peux résoudre un problème à ton avantage, fais en sorte qu'il devienne celui de ton adversaire ».

Sur le fond pourtant, l'OTAN reste un problème russe : n'ayant pu empêcher le lancement du processus d'adhésion de la « première vague », le Kremlin veut avant tout éviter qu'il y en ait une seconde ou une troisième, qui engloberait des Etats anciennement membres de l'URSS. « Dans ce cas, nous reverrions tous nos accords avec l'OTAN », avait tonné Boris Eltsine après le sommet russo-américain d'Helsinki, où il légiféra de fait la « première vague ». Mais une telle menace ne peut tenir lieu de stratégie « post-Madrid », estime-t-on dans la classe politique russe, qui croit – ou fait mine de croire – que Washington est décidé, tout en le cachant soigneusement, à englober à terme dans l'OTAN non seulement la Slovaquie et la Roumanie, mais aussi les Etats baltes. Les menaces russes sont même contre-productives, affirme ainsi l'analyste Sergueï Kortounov dans la *Nezavisimaya Gazeta* : jusqu'ici inefficaces, elles confinent la Russie dans son image de pays agressif en donnant des arguments aux candidats à l'adhésion, comme à l'OTAN elle-même, qui y trouve une raison d'être.

Mais si une telle « opposition frontale » de la Russie à tout nouvel élargissement de l'OTAN est à éviter, il ne faut pas non plus qu'elle laisse faire l'Alliance, en se concentrant sur ses seuls problèmes intérieurs et en développant les liens avec ses voisins du Sud et de l'Est. Car une Russie clairement vaincue en Europe et cou-

pée de l'Occident serait peu attrayante pour ces mêmes voisins. De même, la Russie ne peut annoncer l'intention d'entrer elle aussi dans l'OTAN, comme certains à Moscou l'ont proposé : ce serait la voie ouverte à l'adhésion de tous les autres candidats pendant que la Russie se verrait imposer des conditions préalables sans fin et serait en même temps coupée de la Chine, de l'Inde, de l'Iran, etc. C'est pourquoi, estime M. Kortounov, la seule issue raisonnable pour Moscou serait d'utiliser au maximum les possibilités offertes par le Conseil Russie-OTAN. Les Etats-Unis peuvent certes refuser l'inscription à son ordre du jour des questions que Moscou veut y voir discutées, mais la Russie y trouverait un large champ de manœuvre entre Alliés à la cohésion flottante.


Depuis quelques mois, pourtant, le Kremlin a choisi d'aller à contre-courant

Une telle politique suppose d'être menée sans être affichée. Significativement, le Conseil russe de politique extérieure et de défense, un organe non gouvernemental mais influent qui multiplie, avant Helsinki, les rapports sur la façon de riposter à l'OTAN, a aujourd'hui changé de thème. Ses dernières recommandations visent à corriger « la mauvaise perception en Occident de la Russie et du monde des affaires russe ». Il affirme que celle-ci résulte de « campagnes de dénigrement régulièrement organisées en Occident d'un « business russe jeune, agressif, souvent hautement intellectuel ». Le Conseil propose donc que « l'Etat et les hommes d'affaires russes concourent leur politique d'information » et boycottent les médias occidentaux qui « ternissent l'image de la Russie ». Il s'agit là d'un nouvel avatar du complexe « géo-psychologique » infligé par la perte de l'empire et du statut de grande puissance à une classe politique « qui s'indigne du désir des pays de l'Est d'entrer dans l'OTAN mais réclame elle-même d'intégrer le G 7 », remarque l'analyste Andreï Pionkovski. Depuis trois mois, cependant, Boris Eltsine a su aller à l'encontre de l'avis de la majorité de cette classe politique, en cherchant des compromis avec l'OTAN, la Tchétchénie et l'Ukraine. Au point que certains voisins de la Russie se mettent à espérer que celle-ci pourrait un jour se contenter d'être un Etat « comme les autres ».

Sophie Shihub

ESPRIT

Juillet 1997



Lectures d'Emmanuel Levinas

Renseignements : 01 48 04 08 33

ESG

La Grande Ecole préparatoire leader pour l'emploi et les salaires

CONCOURS PARALLELE

d'entrée en 1ère année ouvert aux étudiants de niveau BAC+2:

2 SESSIONS

21 et 22 juillet 1997

8 et 9 septembre 1997

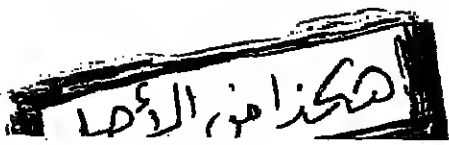
Options de concours : DROIT-SCIENCES ECO.GESTION LETTRES SCIENCES

Ecole Supérieure de Gestion

RECONNUE PAR L'ETAT DIPLOME HOMOLOGUE PAR L'ETAT

25, RUE ST-ANDRE 75011 PARIS

Renseignements : 01 43 55 44 44



Le candidat de gauche, Cuauhtémoc Cardenas, remporte la mairie de Mexico

Le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), au pouvoir depuis 1929, enregistre une défaite historique aux élections du 6 juillet et devrait perdre la majorité absolue à l'Assemblée. Dans l'Etat du Chiapas, la guérilla zapatiste a perturbé le déroulement des opérations de vote

Les premiers résultats du scrutin du 6 juillet, où devaient être élus le maire de Mexico – pour la première fois au suffrage universel – ainsi que les députés et une partie des sénateurs, donnent une ample victoire à l'op-

position de gauche et de droite au Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), au pouvoir depuis près de soixante-dix ans. Le chef de file du Parti de la révolution démocratique (PRD, gauche) Cuauhtémoc Carde-

nas, est déjà assuré d'être le prochain gouverneur de Mexico, et le Parti d'action nationale (PAN, droite) remporterait une ample victoire à l'Assemblée en faisant perdre au PRI la majorité absolue. Au Sénat,

en revanche, le PRI disposera toujours d'une écrasante majorité. La plupart des 52 millions d'électeurs ont voté dans le calme, bien que des irrégularités aient été signalées dans certains des 104 700 bureaux

de vote. Les problèmes les plus graves ont été signalés dans l'Etat du Chiapas, où la guérilla zapatiste a incendié et saqué des dizaines de bureaux de vote et bloqué des routes (lire aussi notre éditorial page 15).

MEXICO

de notre correspondant
Sans attendre les résultats officiels, le président Ernesto Zedillo a reconnu la victoire du candidat du Parti de la révolution démocratique (PRD, opposition de gauche), Cuauhtémoc Cardenas, à la mairie de Mexico dimanche 6 juillet, au cours d'un discours télévisé. « Le Mexique, a-t-il déclaré, a fait aujourd'hui un pas irréversible, définitif et historique vers la normalité démocratique ».

Selon les premières informations fournies par l'Institut fédéral électoral (IFE), portant sur 21,4 % des bulletins de vote, M. Cardenas a obtenu 46,7 % des suffrages exprimés. Le candidat du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), au pouvoir depuis 1929, Alfredo del Mazo, est crédité de 25 % des voix.

Pour le Parti d'action nationale (PAN, conservateur), Carlos Castillo recueille 17,6 % des suffrages, suivi du candidat écologiste, Jorge Gonzalez qui obtient 6,9 % des voix.

Le PRI enregistre également un revers aux élections législatives et dans les divers scrutins locaux qui se sont déroulés simultanément dans l'ensemble du pays. La formation au pouvoir perd la majorité absolue à la Chambre des députés, selon les projections réalisées à la sortie des bureaux de vote par deux sociétés de sondage, qui accordent au PRI environ 36 % des voix. Le PAN est en deuxième position avec 32 % des suffrages, suivi du PRD qui recueille 22 % des voix. Le PRI conserve, en revanche, la majorité absolue au Sénat (avec 32 sièges sur les 128 qui étaient en jeu).

Le scrutin s'est déroulé sans in-

cident sérieux, sauf dans l'Etat du Chiapas où la guérilla zapatiste a empêché la tenue du vote dans vingt-cinq bureaux de vote, conformément aux instructions du « sous-commandant Marcos », qui avait estimé que les conditions n'étaient pas favorables à une consultation électorale du fait de la présence de l'armée et du « climat de guerre civile alimenté par le gouvernement ».

L'autre mouvement de guérilla mexicain, l'Armée populaire révolutionnaire (EPR), surtout actif dans l'Etat du Guerrero, avait annoncé une trêve pour permettre aux électeurs de se rendre aux urnes.

Comme le laissent prévoir les sondages, le PRI a été victime d'un vote-sanction qui traduit la lassitude des Mexicains à l'égard d'un régime au pouvoir depuis près de

soixante-dix ans. La terrible crise économique provoquée par la dévaluation de décembre 1994 a encore aggravé le mécontentement, d'autant que les signes de reprise n'ont pas permis une récupération du pouvoir d'achat.

Beaucoup d'électeurs de la capitale, y compris des sympathisants du PAN, semblent avoir opté pour le PRD afin de barrer la route au PRI. « Si M. Cardenas ne donne pas de bons résultats à la mairie de Mexico, avouait un ingénieur électricien qui s'appretait à voter, sa victoire nous aura au moins permis d'en finir avec l'hégémonie du PRI. C'est en soi une victoire de la démocratie et elle devrait ouvrir les portes pour les autres partis lors de la présidentielle en 2000 ».

L'historien Enrique Krauze, qui vient de publier un ouvrage monu-

mental sur le Mexique des cinquante dernières années, fait la même analyse. « Grâce au nouveau Parlement, a-t-il expliqué, nous devrions enfin une république authentique. La Chambre des députés sera le laboratoire de la démocratie car la société mexicaine a envoyé un message très clair en faveur du changement, tout en faisant comprendre au PRI qu'il devait se réformer en profondeur ».

Le président Zedillo a déjà fait les premiers pas en faisant savoir à M. Cardenas qu'il pouvait « compter dès maintenant sur la volonté du gouvernement d'établir une relation respectueuse » avec le nouveau maire de Mexico, qui prendra ses fonctions le 5 décembre (lire ci-contre).

B. de la G.

L'essoufflement d'un parti « révolutionnaire » au pouvoir depuis soixante-huit ans

MEXICO

de notre correspondant
Vilipendé par des secteurs de plus en plus importants de la société mexicaine, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) n'en finit plus de mourir... tout en conservant le pouvoir. Malgré le revers électoral du 6 juillet, il contrôle toujours les principaux leviers du régime politique créé après la révolution de 1910 : la présidence de la République, le gouvernement de la plupart des 31 Etats de la fédération, le Sénat, les deux tiers des municipalités et les syndicats.

Souvent comparé au Parti communiste de l'ancienne Union soviétique, le PRI a fait preuve d'une exceptionnelle capacité d'adaptation qui lui a permis de survivre à toutes les crises depuis sa création, en 1929, à l'initiative du président Elias Calles. Ce dernier espérait ainsi mettre fin aux luttes sanglantes opposant les diverses factions issues de la révolution : il y parvint grâce à l'établissement d'un pacte prévoyant l'alternance au pouvoir des membres de la « grande famille révolutionnaire ». Tous les six ans, le président sortant désignait son successeur et organisait des élections fort peu démocratiques pour faire ratifier son choix. « Cela a permis de rétablir la tranquillité et la stabilité », a souvent expliqué l'écrivain Octavio Paz. Ce n'était pas une dictature dans le sens classique du terme, mais ce n'était pas non plus une démocratie.

Pour donner une légitimité au régime, le président Lazaro Cardenas (1934-1940) a mené une politique sociale et obtenu le soutien des syndicats ouvriers et des organisations paysannes. Un gigantesque appareil politique a été créé pour contrôler la population. La répartition de terres en faveur des petits paysans, l'accès à

l'éducation publique ont contribué à consolider le système. Cela explique en grande partie pourquoi le Mexique a échappé à la dictature militaire et aux graves conflits internes qui ont marqué les autres pays d'Amérique latine.

Parti sans véritable idéologie, si ce n'est un vague « nationalisme révolutionnaire », le PRI a pratiqué le « tout-Etat » jusqu'au début des années 80, avant de se convertir peu à peu à la privatisation au nom de la modernisation capitaliste, devenue inévitable à la suite de la chute des cours du pétrole, principal produit d'exportation. Seul pays d'Amérique latine à avoir résisté aux pressions de Washington pour rompre ses liens avec Cuba, le Mexique est aussi le premier Etat de la région à avoir signé un accord de libre-échange avec les Etats-Unis.

SCHIZOPHRÉNIE

Ces coups de barre successifs ont fini par déstabiliser un parti qui vivait déjà dans une schizophrénie permanente à la suite de la répression exercée contre les étudiants, en octobre 1968, sur la place de Tlatelolco. Le PRI justifia le massacre au nom de la souveraineté nationale – plusieurs dizaines de morts avant l'ouverture des Jeux olympiques – mais voulut préserver son image tiers-mondiste en accueillant sur le territoire mexicain des centaines de réfugiés politiques fuyant les dictatures latino-américaines. L'apparition de la guérilla zapatiste, en janvier 1994, et l'assassinat, en avril, du candidat du PRI à la présidence allaient confirmer que le système n'était plus adapté aux nouvelles circonstances.

B. de la G.

Cuauhtémoc Cardenas, prochain gouverneur de Mexico

« J'attends une collaboration réelle du président Zedillo »

LE PRÉSIDENT du Parti de la révolution démocratique (PRD, gauche), Cuauhtémoc Cardenas, est assuré de devenir gouverneur de la ville de Mexico, et a déjà annoncé sa candidature à la prochaine élection présidentielle qui aura lieu en l'an 2000.

« Allez-vous faire appel à des personnalités d'autres partis pour constituer votre équipe ? »

« Je vais former un cabinet largement ouvert aux forces démocratiques et à des personnalités qui pourront venir du secteur privé, de l'Université ou de la classe politique. Il ne s'agit pas de convaincre tel ou tel fonctionnaire, député ou sénateur de se joindre à nous. Si nous décidons d'inclure des membres d'autres partis, ce sera sur la base d'un accord politique avec leurs partis, comme cela se fait dans les pays démocratiques. Nous ne sommes pas contre l'apport d'éléments nouveaux au programme du PRD ».

« Qu'attendez-vous du président Zedillo ? »

« Une collaboration réelle. Je constate qu'il y a eu un changement d'attitude du gouvernement, en particulier dans l'organisation

des élections. Je l'attribue à la pression exercée par les forces démocratiques, qui ont également obtenu l'ouverture de la télévision.

« Comme les autres candidats, vous avez fait de la sécurité un des thèmes prioritaires de votre campagne. Comment pensez-vous résoudre le problème de la corruption au sein de la police ? »

« Le président de la République désigne le chef de la police de Mexico, mais c'est le maire qui définit la politique en matière de sécurité. Je crois que le président Zedillo aura la sagesse de désigner une personne acceptable pour nous. J'estime qu'il a commis une grande erreur en confiant (en 1996) la responsabilité des différents corps de police de la capitale au ministre de la défense, le général Cervantes. C'est une violation de la Constitution, et je n'ai pas l'intention de demander l'autorisation du ministre de la défense pour exercer les fonctions que m'accorde la loi. Je vais donc mener un combat à fond contre la corruption au sein de la police, au plus haut niveau d'abord, et contre la délinquance organisée. Les deux choses sont liées.

« Pensez-vous pouvoir influen-

cer la politique économique du président Zedillo ? »

« Je ne vois malheureusement aucun changement dans la politique économique de M. Zedillo. C'est la même que celle de son prédécesseur, Carlos Salinas : plus de chômage, davantage de pauvreté et détérioration du pouvoir d'achat. Le néolibéralisme à la mexicaine est très efficace pour accumuler la richesse entre les mains de quelques-uns, mais il ne résout pas les problèmes du pays. J'estime qu'il faut accorder la priorité à la création d'emplois, à l'amélioration des services publics et au renforcement du marché interne pour relancer la consommation. Cela peut parfaitement se faire en incitant l'entreprise privée à investir dans la production.

« Dernièrement, on vous a souvent comparé à Linnel Jospin et Tony Blair... »

« Je suis simplement Cuauhtémoc Cardenas. Je ne connais pas très bien leurs propositions et je ne sais pas jusqu'où ils veulent conduire les changements ».

Propos recueillis par Bertrand de la Grange

Bolivie : le souvenir du « Che » dans la terre rouge de Vallegrande

VALLEGRANDE

Le « squelette numéro 2 », qui, selon plusieurs indices, serait celui d'Ernesto Guevara, dit le « Che », n'est plus à Vallegrande, dans le sud-est de la Bolivie. Là où le guérillero argentin et six autres hommes ont été tués, il y a presque trente ans, ne subsiste plus qu'une fosse vide.

Les corps ont été exhumés jusque tard dans la nuit, samedi 5 juillet, par l'équipe de scientifiques cubains et argentins qui travaillent depuis maintenant presque deux ans pour retrouver les corps du « Che » et de ses compagnons.

Les restes ont été transportés à l'hôpital japonais de Santa Cruz, où « des analyses permettant une identification scientifique incontestable seront réalisées », selon les autorités boliviennes, qui ont pris cette décision.

Au lendemain de cette découverte, à Vallegrande, deux membres du Comité d'organisation du trentième anniversaire de la mort du « Che » ont ramassé les quelques os qui ont échappé aux scientifiques : ils ont déposé une planche dans la fosse et ont placé, à l'une des extrémités, un portrait du guérillero, devant lequel ils se sont recueillis. Pour eux, il n'y a aucun doute, le « squelette numéro 2 » ne peut être que celui du « Che ». A Santa Cruz, où la procédure d'identification s'est poursuivie dans la nuit de dimanche, la prudence demeure entière.

Après l'exhumation et le transfert des restes, l'émotion demeure grande à Vallegrande. Pendant toute la semaine, les squelettes ont été exhumés : les os ont été mis au jour centimètre par centimètre, à la pelle, la pioche, la gouge, l'aiguille et le pinceau par l'équipe de scientifiques. Il régnait une dévotion évidente à la vue de ces corps brisés, surgis de la terre rouge et ocre de Vallegrande comme des fossiles aux postures étranges.

DEUX AUTRES FOSSES

L'ironie de la situation veut que le retour sur cette période de l'histoire de la Bolivie coïncide avec la future entrée en fonctions d'un nouveau gouvernement. Le 6 août, le nouveau cabinet sera vraisemblablement dirigé par le général Banzer, élu cette fois démocratiquement à la présidence de la République, après avoir été dictateur de 1971 à 1978.

Alors que les recherches concernant le « Che » n'ont fait que gagner en intensité depuis deux ans, La Paz veut en finir au plus vite avec ces remugles encombrants de la mémoire.

De son côté, Cuba veut récupérer au plus vite ce qui subsiste de celui qui demeure l'archétype du révolutionnaire. Il reste deux autres fosses communes à Vallegrande ; elles n'ont pas encore été localisées et contiendraient les restes de dix autres compagnons du « Che ».

Alain Abellard



Les... ils sont là pour prendre votre boulot.
C'est sûr, ce n'est pas vous qui prendrez le leur.

CAMPAGNE INTERNATIONALE 1997 D'INFORMATIONS ET D'ACTIONS EN FAVEUR DES DROITS DES REFUGIES.

Amnesty International

Le second tour des élections confirme la victoire de l'op

La coalition...

En Israël. Benyamin Netan...
Yaakov Neeman ministre des...

Le second tour des élections législatives confirme la victoire de l'opposition en Albanie

Le nouveau gouvernement sera dirigé par le socialiste Fatos Nano

Le second tour des élections législatives albanaises, qui s'est déroulé sans incident majeur dimanche 6 juillet, a confirmé la large victoire

des socialistes sur le Parti démocratique du président Sali Berisha. Le chef du Parti socialiste, Fatos Nano, a annoncé son intention de devenir

premier ministre et de prendre pour bras droit Bashkim Fino, qui a dirigé le gouvernement d'union nationale de mars à juin.

TIRANA

de notre envoyé spécial
Aucun incident majeur ne semble avoir marqué, dimanche 6 juillet, le deuxième tour des élections législatives albanaises. Chargé de veiller au bon déroulement du scrutin, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a procédé, comme lors du premier tour, aux contrôles des bureaux de vote. Seules trente-quatre circonscriptions sur cent quinze étaient en ballotage. D'après les premiers résultats, ce second tour aurait confirmé l'écrasante victoire du Parti socialiste (ex-communiste), adversaire de la formation du président Berisha, le Parti démocratique (PD), au pouvoir depuis 1992.

A l'issue du premier tour, le 29 juin, les socialistes, avec 53,3 % des voix, s'étaient d'ores et déjà assurés la victoire en faisant élire cinquante-cinq de leurs candidats, auxquels il faut ajouter quatre députés de leurs alliés du Parti social-démocrate (PSD). Le Parti démocratique (25,3 %) n'eo avait obtenu que onze. Selon les résultats connus, lundi matin, de 30 des 34 circonscriptions encore en jeu, les socialistes devaient disposer à la Chambre d'une majorité considérable. Mais le processus électoral n'est pas terminé même si les résultats sont désormais acquis et si la

preuve a été administrée que l'Albanie a pu, dans les limites imposées par la situation, désigner librement ses représentants grâce à l'appui de la communauté internationale. Il avait fallu attendre la soirée du samedi 5 juillet pour que la commission électorale centrale (CEC) publie enfin les résultats du premier tour. De ceux-ci, il ressort que les résultats de sept circonscriptions sont considérés comme suspects pour vols d'urnes, hordereaux trafiqués, etc. A l'exception d'une circonscription où la consultation n'a pu avoir lieu dimanche 29 juin, le secrétaire de la CEC, Kristaq Kuzne, a finalement apposé sa signature sur le document validant les suffrages de 107 des 115 circonscriptions. Ce ne fut pas sans mal.

Les huit membres de la commission (quatre membres du PS et quatre du PD) ont bataillé ferme toute la semaine dernière pour vérifier les scrutins de 1412 929 Albanais sur 1 947 235 inscrits (soit une participation de 72,36 %). Un seul des vingt-trois petits partis en lice - le Parti royaliste - obtient plus de 3 % des suffrages. Taulant Dedja, membre (PS) de la commission, nous a expliqué qu'il lui avait fallu constamment lutter contre de nombreuses obstructions, de manœuvres dilatoires,

voire des pressions et des menaces venant du PD pour pouvoir faire avancer les travaux. « Je ne rentre plus chez moi que pour me laver et me changer et j'ai dû mettre ma famille en sûreté », nous a-t-il assuré.

NON À LA MONARCHIE

Le 3 juillet, la tension était de nouveau montée en Albanie, à l'occasion d'une manifestation organisée par les monarchistes d'où le prétendant au trône, Leka I^{er}, avait pris la tête, vêtu d'une tenue léopard et armé de deux pistolets. Ses partisans, fortement appuyés par les démocrates du président Berisha, entendaient dénoncer des irrégularités qui auraient, selon eux, entaché le référendum sur la restauration de la monarchie organisé en même temps que le premier tour des législatives. Une fusillade encore inexpliquée a éclaté. Un homme est mort, militant du PD. La police a dû user de la plus grande fermeté pour interdire aux manifestants de pénétrer dans les locaux de la commission. Selon différentes sources, les protestataires avaient l'intention d'utiliser la force pour empêcher celle-ci de publier les résultats du premier tour et mettre en danger le déroulement du second. Depuis, d'importantes forces de police ainsi que des membres de la Force multi-

nationale de protection (FMP) ont pris position à l'intérieur et à l'extérieur du bâtiment. Le président de l'OSCE, Niels Helveg Petersen, ministre danois des affaires étrangères, a lancé un avertissement au président Berisha et demandé à « tous les partis de cesser tout ce qui pouvait mettre en danger le processus électoral ».

Les partisans de Leka I^{er} n'en continuent pas moins de protester. Samedi, le cercueil de la victime de la fusillade a été exhibé dans les rues de Tirana et a donné l'occasion aux royalistes et aux partisans de M. Berisha de vilipender le leader du Parti socialiste, Fatos Nano, nouvel homme fort de l'Albanie. Les résultats définitifs du référendum n'ont pas encore été publiés. Après le dépouillement de la presque-totalité des circonscriptions, 33,28 % se sont prononcés en faveur du rétablissement de la monarchie et 66,72 % pour le maintien de la République. En aucun cas donc, le « non » à Leka, fils de Zog I^{er}, ne pourra être remis en question, pas plus d'ailleurs que la victoire socialiste. Que ces deux consultations populaires aient pu avoir lieu est déjà une belle performance dans un pays où régnait l'anarchie il y a seulement trois mois.

Michel Bôle-Richard

Les combats ont repris dimanche à Brazzaville

BRAZZAVILLE. Le Comité de médiation nationale du Congo, présidé par Bernard Kolelas, le maire de Brazzaville, a appelé dimanche 6 juillet les parties en conflit à prendre part mercredi à des pourparlers. Les combats entre les troupes du président Pascal Lissouba et les miliciens de son prédécesseur, Denis Sassou-Nguesso, ont repris dimanche à Brazzaville. Pourtant, un nouveau cessez-le-feu avait été accepté samedi par les belligérants à la demande du président gabonais Omar Bongo qui dirige le comité de médiation internationale. Ce cessez-le-feu, théoriquement en vigueur samedi à minuit, a aussitôt été violé. - (AFP)

AFRIQUE

■ MAROC: Ali Yata, le secrétaire général du PPS, le Parti du progrès et du socialisme, animé par d'anciens communistes, ne sera pas candidat à sa propre succession. Agé de soixante-seize ans, Ali Yata dirige le PPS depuis sa création au lendemain de l'indépendance en 1956. Il quitte la direction du parti alors que quatre membres du bureau politique ont annoncé leur intention de créer une nouvelle formation d'opposition, le Front des forces démocratiques (FFD) dont le congrès constitutif doit se tenir le 27 juillet à Rabat. - (AFP)

ASIE

■ JAPON: les résultats des élections municipales à Tokyo, dimanche 7 juillet, ont accentué les tendances qui se dégagent des législatives de 1996: victoire du Parti libéral démocrate (PLD), principale force de la coalition au pouvoir qui obtient 54 sièges sur 127, et remarquable percée du Parti communiste (PC) qui en conquiert 26. Il s'agit du meilleur résultat obtenu par les communistes depuis le début des années 70 lorsque les plus grandes villes étaient dirigées par des « maires rouges ». - (Corresp.)

PROCHE-ORIENT

■ ARABIE SAOUDITE: un nouveau Conseil consultatif a été nommé, dimanche 6 juillet, par le roi Fahd. Le nouveau Conseil, qui ne compte pas de femmes, et où la minorité chiite est représentée par quatre personnes, est nommé pour un mandat de quatre ans. Il comprend 90 membres, et est dirigé par le président de l'Assemblée sortante, cheikh Mohammad Ben Ibrahim Ben Joubait. - (AFP)
■ ISRAËL: l'armée a catégoriquement démenti, dimanche 6 juillet, que des militaires aient défilé des exemplaires du Coran découverts abîmés et maculés de peinture dans une école palestinienne d'Hébron, en Cisjordanie. La directrice de l'école a affirmé que la profanation, découverte samedi, ne pouvait être que le fait de soldats, venus la veille dans l'école, ou de colons juifs de la ville. - (AFP)
■ LIBAN/ISRAËL: les échanges de tirs entre Israël et le Hezbollah libanais se sont intensifiés, dimanche 6 juillet, après qu'un officier israélien eut été tué dans une embuscade dans la « zone de sécurité » de l'Etat juif au Liban-sud. Le Hezbollah a indiqué avoir tiré des roquettes sur des positions israéliennes, en riposte aux bombardements israéliens qui ont fait cinq blessés parmi les civils. - (AFP)

EUROPE

■ DÉMOGRAPHIE: le taux de natalité espagnol est tombé à 1,24 enfant par femme en 1996, contre 1,5 en moyenne en Europe, selon le Conseil de l'Europe. L'Italie a compté que 1,26 enfant par femme, l'Allemagne et la Grèce 1,4, la France 1,70, l'Irlande et la Norvège 1,87. Les États-Unis ont enregistré 2,1 naissance par femme, le taux jugé nécessaire au renouvellement des générations. - (AP)
■ BOSNIE: Mate Boban, l'ancien président de l'entité des Croates de Bosnie, l'« Herceg-Bosna », est décédé, lundi 7 juillet, d'une hémorragie cérébrale à Mostar (sud), à l'âge de cinquante-cinq ans, selon la radio croate de Bosnie. Premier dirigeant de l'« Herceg-Bosna », proclamée en août 1993, il avait été écarté en 1994 de cette fonction après la signature des accords de Washington, créant la Fédération croato-musulmane. - (AFP)
■ IRLANDE DU NORD: la population catholique du quartier nationaliste de Portadown, près de Belfast, a réagi violemment, dimanche 6 juillet, au défilé annuel des Orangistes. Des incidents ont éclaté en début d'après-midi sur le Garvaghey Road, dont les habitants catholiques avaient été évacués le matin même par la police. Des balles en caoutchouc ont été tirées et plusieurs dizaines de catholiques ont été blessés. De nombreux incidents ont été enregistrés dans d'autres quartiers catholiques. Ce défilé avait provoqué une série d'émeutes en 1996. - (AP)
■ TCHÉTCHÈNE: le président tchétchène Aslan Maskhadov a donné, dimanche 6 juillet, l'ordre de créer une unité anti-enlèvements aux pouvoirs « illimités » dans la république caucasienne. Deux Britanniques travaillant pour une organisation humanitaire ont été enlevés par dans la nuit de mercredi à jeudi à Grozny, a-t-on appris samedi. - (AFP)

La coalition au pouvoir en Roumanie étale sa désunion

BUCAREST

de notre correspondant
Un peu plus de deux cents jours après sa formation, l'atmosphère gouvernementale au pouvoir en Roumanie grince dangereusement. Les premières fissures entre le Parti national paysan-chrétien démocrate (PNP-CD), principale formation de la coalition) et le Parti démocrate (PD) du président du Sénat, Petre Roman, sont apparues au grand jour, mardi 1^{er} juillet. Le département de contrôle du gouvernement venait d'épingler M. Roman et plusieurs ministres de sa formation dont ceux des affaires étrangères, des transports et de la justice.

Toutes ces personnalités, indique la note, auraient abusivement obtenu ou attribué à des amis politiques des logements appartenant au service de protocole de l'Etat. « Mensonge et calomnie », a rétorqué, vendredi 4 juillet, Petre Roman. Feignant l'indignation - « c'est une question d'honneur », il doit pourtant se rappeler que les mois troubles qui suivirent la chute de la dictature en décembre 1989 firent le lit à bien des abus. Il était alors le premier ministre de Ion Iliescu. Le « scandale des appartements », comme le qualifie la

presse, n'est qu'un exemple des drapages de la démocratisation en Roumanie. Il n'est pas le plus grave comparé, entre autres, à la mystérieuse « évaporation » de l'immense patrimoine des anciens Partis communiste et syndicat unique ainsi qu'aux privatisations par des voies obscures de ombre d'entreprises bradées au profit de proches du pouvoir de l'époque. Quant à la corruption, elle est omniprésente.

POSITION AMBIGUË

Lors d'une réunion d'urgence, vendredi soir, le président de la République, le chrétien-démocrate Emil Constantinescu, a usé de toute son autorité pour étendre un feu qui menaçait de consumer la coalition au pouvoir. Celle-ci d'en sort pas indemne. « La confiance entre nous n'existe plus », a lâché M. Roman alors que les Paysans dénoncent le « chantage » du président du Sénat. Force d'appoint indispensable à la coalition au pouvoir, le Parti démocrate a en effet menacé de retirer ses sept ministres du gouvernement et de se limiter à un soutien critique au Parlement, où il dispose de 76 élus (sur un total de 486). Le danger immédiat d'une rupture est écarté - chaque partie

préchant officiellement l'union - mais le chapitre n'est pas clos.

La polémique actuelle n'est qu'une illustration du climat qui règne entre les deux membres de la coalition. Les dirigeants du PNP-CD nourrissent toujours une certaine défiance à l'égard de M. Roman, premier ministre eo juin 1990 lorsque le siège des chrétiens-démocrates fut mis à sac par les mineurs appelés par le pouvoir. Ces derniers motifs de divergence. « Le Parti paysan est plus tourné vers le passé que vers la modernisation du pays », reproche ainsi M. Roman. Pour cette raison, ses députés ont refusé une modification de la loi fondatrice qui aurait permis aux agriculteurs expropriés par les communistes de récupérer jusqu'à 50 hectares de terres. De même, il se sont opposés à restituer en intégralité à leurs anciens propriétaires les biens immobiliers confisqués après guerre.

Mais les critiques les plus véhémentes portent sur le rythme d'une réforme qui, selon les termes du Parti démocrate, avance « cahin-caha » alors que « les conditions de vie de la population s'aggravent d'une façon alarmante ». M. Roman n'est pas le seul à faire

ce constat. La production industrielle gonfle avant tout les stocks des sociétés, les privatisations ont des ratés, les dettes inter-entreprises continuent d'augmenter et certaines réformes, comme la baisse des impôts, sont remises aux calendes grecques.

Toute l'ambiguïté de la position du Parti démocrate est qu'il veut garder un pied dans le gouvernement tout eo s'autorisant une position critique qui lui permettrait de ne pas être tenu responsable d'un éventuel échec des réformes. L'exercice est délicat. Pour autant, M. Roman a annoncé qu'il devrait se poursuivre au moins jusqu'à la fin du mois d'août, lorsque le Parti démocrate réuni en Convention nationale se prononcera en faveur ou non du maintien de cet atelage ou tout le monde ne tire pas dans le même sens.

Christophe Châtelot

En Israël, Benyamin Nétanyahou a nommé Yaacov Neeman ministre des finances

APRÈS TROIS SEMAINES de crise gouvernementale, le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a créé la surprise en nommant, lundi 7 juillet, l'ancien ministre de la justice, Yaacov Neeman, ministre des finances. Il remplace Dan Meridor, qui avait démissionné en raison d'un désaccord sur la politique de gouvernement eo matière de changes.

L'annonce de cette nomination a été faite en début de matinée, et le premier ministre devait présenter le remaniement de son gouvernement dans l'après-midi à la Knesset, selon la présidence du conseil. Cette décision est d'autant plus surprenante que c'était Ariel Sharon, ministre des infrastructures nationales, qui était pressenti pour le poste.

M. Sharon a indiqué à la radio israélienne se « satisfaire d'être associé aux décisions concernant les questions politiques et de sécurité », prises dans le cadre du mini-cabinet chargé de ces questions, dont il était jusqu'à présent exclu. Un compromis devrait être formulé

sur le fonctionnement de ce minicabinet, qui devrait être démantelé conformément aux vœux du chef de la diplomatie, David Lévy.

Le bureau de la présidence du Conseil a indiqué, lundi, dans un communiqué, que M. Nétanyahou « a l'intention de se concentrer de temps à autre, avec les ministres David Lévy, Itzhak Mordechai (défense) et Ariel Sharon, en fonction des nécessités, sur des questions politiques ou de sécurité ». M. Lévy, qui avait indiqué ces derniers jours « ne pas avoir confiance en M. Nétanyahou », devrait être pleinement en charge des négociations avec les Palestiniens. Selon son entourage, un accord devait être finalisé sur le mode de coopération entre M. Lévy et plusieurs proches collaborateurs de M. Nétanyahou, dont Daony Naveh, secrétaire du cabinet, Itzhak Molcho et Ouzi Arad, conseillers du premier ministre.

Proche de M. Nétanyahou, M. Neeman avait démissionné de ses fonctions de ministre de la justice peu après sa nomination, il y a

un an, en raison de son implication dans une affaire de corruption, dans laquelle un non-lieu a entre-temps été prononcé.

Le portefeuille de la science, dont Benny Begin a démissionné le 19 janvier, après l'accord conclu quatre jours plus tôt avec l'OLP sur le redéploiement militaire partiel à Hébron, en Cisjordanie, devait être pourvu. Son destinataire pressenti était, lundi, Sylvain Sharon, considéré comme un fidèle de M. Nétanyahou au Likoud (droite).

La radio israélienne a indiqué que plusieurs autres nominations officielles étaient attendues, lundi, notamment celles de Michaël Eytan (Likoud) au poste de vice-ministre des finances, en remplacement de M. David Magen, démissionnaire du parti Guesher de M. Lévy. Michaël Kleiner, du Guesher, devrait accéder à la direction de la coalition de la majorité au Parlement, et Yéhouda Lancry, également du Guesher, est pressenti comme vice-président de la Knesset. - (AFP)

OFFRES PUBLIQUES D'ACHAT SIMPLIFIÉES DE LA COMPAGNIE BANCAIRE

SUR LES ACTIONS DE

CARDIF
au prix de

900 F
par action

- + 23 % par rapport à la moyenne des cours de bourse des 12 derniers mois
- Dernier cours coté : 655 F

UFB LOCABAIL
au prix de

600 F
par action

- + 18 % par rapport à la moyenne des cours de bourse des 12 derniers mois
- Dernier cours coté : 522 F

Durée des offres : du lundi 7 juillet au jeudi 24 juillet 1997 inclus

Contactez dès à présent votre banque ou votre intermédiaire financier habituel

Une note d'information visée par la COB (N° 97-369 en date du 2 juillet 1997) est disponible sans frais à Banque Paribas 3, rue d'Assin 75002 Paris

COMPAGNIE BANCAIRE



6

FRANCE

LE MONDE / MARDI 8 JUILLET 1997

OPPOSITION Les assises extraordinaires du RPR, convoquées au lendemain de la défaite de la droite aux élections législatives, ont porté à la présidence du parti, dimanche

6 juillet, Philippe Séguin, que son prédécesseur, Alain Juppé, a assuré de son « concours ». Les débats se sont déroulés dans un climat marqué par les divisions et les rancœurs,

dont Edouard Balladur et Nicolas Sarkozy ont été les principales cibles. ● LA NOUVELLE DIRECTION du mouvement doit être composée par M. Séguin dans les prochains jours.

Des délégués régionaux seront nommés pour assister les secrétaires fédéraux d'ici aux assises de l'automne. ● LE MAIRE DE PARIS, Jean Tiberi, qui a été aussi visé par les

huées des délégués, devait faire face, lundi, au Conseil de Paris, à une offensive de la gauche, qui conteste sa politique d'urbanisme, notamment la ZAC Seine-Rive gauche. (Lire page 7.)

Le RPR affirme sa fidélité envers Jacques Chirac

Nouveau président du mouvement néogaulliste, à la tête duquel il a été porté avec près de 80 % des voix, Philippe Séguin va tenter de réconcilier un parti divisé et dont la seule référence commune semble résider aujourd'hui dans le soutien au président de la République

ÉLU PRÉSIDENT DU RPR par 78,85 % des suffrages exprimés et un peu moins de 70 % des inscrits, Philippe Séguin n'en est pas encore le rassembleur. Tout au long de la journée du dimanche 6 juillet et, particulièrement, dans la matinée, les orateurs autorisés à s'exprimer devant les assises extraordinaires du mouvement n'ont cessé de lui rappeler ce message : s'il dispose à présent des clefs de la Rue de Lille, siège national du RPR, celui-ci ne saurait pour autant être transformé en « écurie présidentielle ».

Alain Juppé n'a pas été le moins clair à ce sujet. « Je vous remercie pour votre fidélité à Jacques Chirac, pour l'engagement à ses côtés dans les cinq ans qui viennent et en 2002 lorsque s'agira de le porter à nouveau vers la victoire », a-t-il lancé dans ses adieux aux militants. L'un des fidèles du chef de l'Etat, Pierre Mazeaud, a renchéri en s'adressant, par-delà l'assistance, directement au président de la République : « Jacques Chirac, tu es toujours des nôtres et tu es le chef naturel de la famille gaulliste ! ».

Même si, de l'extérieur, on ne comprend pas toujours très bien pourquoi M. Chirac demeurerait à jamais l'unique héritier d'un général qu'il n'a lui-même que peu fréquenté, c'est encore là une ques-

tion taboue dans la famille néogaulliste. Affaire de conviction ou de pure tactique, M. Séguin a lui-même pris, une nouvelle fois, cet engagement. « Jacques Chirac, a-t-il assuré, doit savoir que notre mouvement ne décide de se réconcilier, de se réinventer, de s'ouvrir que pour mieux le servir ».

● **DOMAINE RÉSERVÉ** Sans aller jusqu'à évoquer, comme l'a fait Charles Pasqua, des « manifestations de rue » pour le cas où le gouvernement revendrait sur les lois qui portent le nom de l'ancien ministre de l'Intérieur, le nouveau président du RPR se montre surtout soucieux de protéger la « fonction présidentielle » des

effets de la cohabitation. C'est peu dire qu'il n'a pas apprécié les incursions de Lionel Jospin dans le « domaine réservé » de la défense et des affaires étrangères. Il a, du reste, trouvé bien molle la réaction de l'Elysée à ce propos. « Notre pays a besoin, plus que jamais, d'une fonction présidentielle reconnue et respectée. C'est l'acquis majeur de plusieurs décennies d'efforts. Nous veillerons donc à ce que nul ne l'oublie », a-t-il prévenu.

Dans ses nouvelles occupations, M. Séguin aura aussi à veiller à d'autres formes de cohabitation, internes celles-ci. L'hostilité, proche de la haine, que certains responsables de l'appareil, inquiets pour leur propre avenir,

continuent de vouer à Nicolas Sarkozy et, dans une moindre mesure, à Edouard Balladur, ne simplifie pas la tâche du nouveau président. Comment nommer, en effet, au secrétariat général du Rassemblement, un homme, M. Sarkozy, qui, de fait, a été empêché de prendre la parole aux assises ? La « réconciliation » souhaitée par M. Séguin risque d'ailleurs d'être d'autant plus longue à venir que M. Chirac lui-même - à la différence de M. Juppé - s'est bien gardé jusqu'ici d'en donner des signes avant-coureurs.

Inquiet sur la qualité de « Thérèse » qu'il va trouver Rue de Lille, le député des Vosges a décidé de se donner un temps de réflexion avant de mettre en place la direction collégiale provisoire qui sera chargée de modifier les statuts du RPR et de préparer les prochaines assises. Pour se laisser une marge de manœuvre, il est vraisemblable qu'il conservera pour lui-même, jusqu'à la prochaine rentrée parlementaire, les fonctions de président du groupe RPR de l'Assemblée nationale. Il désignera par ailleurs des « chargés de mission régionaux » pour contrôler les secrétaires départementaux nommés par la direction sortante. Confirmant son intention d'être « un président à plein temps », il a

repris une formule du général de Gaulle pour lancer cet avertissement : « Je ne me sens aucune vocation pour inaugurer les chrysothèmes ! ».

Sur le plan des idées, enfin, de sérieux clivages demeurent entre les différents sensibilités du RPR. Jouant l'apaisement, M. Séguin s'est gardé de trop développer ses propres conceptions européennes, en jugeant simplement que le débat sur Maastricht est « désormais dépassé ». M. Juppé, lui, n'a pas hésité à souligner que l'Europe constitue « le débat crucial » entre les néogaullistes, débat sur lequel ils ont « des différences souvent profondes ».

● **MOINS-DISANT SOCIAL**

De même, M. Séguin s'est employé à minimiser les oppositions entre « libéralisme et gaullisme ». « Il n'existe aucune contradiction entre le choix républicain et une économie compétitive », a-t-il assuré, mais la dénonciation par M. Balladur « des dépenses publiques sans cesse croissantes, des impôts sans cesse plus lourds, des acquis sociaux sans cesse consolidés, des emplois publics sans cesse plus nombreux » ne participe-t-elle pas, d'une certaine manière, de ce que M. Séguin appelle « une course sans fin au moins-disant social » ?

Seul le débat institutionnel a vu s'opérer de nouveaux rapprochements entre les trois principaux animateurs du mouvement. M. Balladur, le premier, avait soulevé le problème posé par les « cohabitations à répétition » (Le Monde du 25 juin). Dimanche, M. Juppé a précisé qu'il partage cette analyse. « Si le quinquennat doit permettre la coïncidence du choix d'un président et d'une Assemblée, alors, il faut aller vers le quinquennat », a affirmé l'ancien premier ministre, en soulignant le « caractère hybride » du régime actuel.

Encore prudent au sujet d'une évolution vers un régime de type présidentiel, M. Séguin estime cependant qu'il « n'existe pas de Constitution définitive » et que « la nôtre peut et doit évoluer ». Pour lever toute ambiguïté, l'ancien président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, Pierre Mazeaud, lui-même fraîchement converti au quinquennat (Le Monde du 26 juin), a précisé dans son adresse à Jacques Chirac : « Si certains vont jusqu'à imaginer des modifications constitutionnelles, ce n'est pas contre toi, Jacques. » Cela n'allait-il pas sans dire ?

Jean-Louis Saux

Alain Juppé « prêt pour la reconquête »

« JAMAIS, sans doute n'oi-je prononcé ces mots, "compagnons, mes amis", avec autant d'émotion, avec autant de gravité. (...) Aujourd'hui, devant vous, je viens assumer la

pleine responsabilité de mes actes », a affirmé Alain Juppé, dimanche 6 juillet, devant les délégués du RPR. « Soucieux de l'unité de notre Rassemblement et persuadé qu'il a toutes les qualités requises pour donner l'impulsion souhaitée, je vous appelle à faire confiance à Philippe Séguin. Il soit qu'il peut compter sur mon concours », a-t-il ajouté.

Sans vouloir « esquiver un programme », l'ancien premier ministre a déclaré nécessaire de « renouveler notre approche du problème du chômage et marquer fermement notre volonté d'emprunter les chemins d'une nouvelle croissance ». Il faut « inventer une nouvelle démocratie qui sache répondre aux aspirations profondes et contradictoires de nos concitoyens ». M. Juppé a consacré, sans le nommer, un long développement au Front national : « Notre ambition doit être de rassembler autour [de ces valeurs] le plus grand nombre possible de Français et de Français, même - et je dirai surtout - quand ils se sont éloignés de nous parce qu'ils ont cru, à tort ou à raison, que nos convictions s'affaiblissaient ».

« A cette reconquête de l'opinion, je suis prêt, a précisé le maire de Bordeaux, mais je dis avec la même vigueur que je ne suis pas prêt à des alliances électorales avec des états-majors de partis qui, eux, n'ont cessé, dans leurs paroles et dans leurs actes, de bafouer ces valeurs. Là est la frontière. C'est une question de morale ! »

M. Juppé a affirmé partager « l'analyse de ceux qui pensent que faire de la cohabitation non plus l'exception mais, en quelque sorte, la règle (...) ». C'est, a-t-il ajouté, brouiller l'image de la France sur la scène internationale, quels que soient les efforts de nos dirigeants pour parler d'une seule voix (...). C'est, insidieusement, le retour à une forme de paralysie qui nous a coûté si cher depuis le début du siècle. »

Les résultats des votes

Les quelque quatre mille six cents délégués réunis dimanche 6 juillet au Parc Floral de Vincennes étaient porteurs de 85 966 mandats au total.

● **Election du président** : sur 79 265 mandats représentés dans le vote, soit un taux de participation de 92,21 %, Philippe Séguin en a obtenu 60 026, soit 75,85 % des suffrages exprimés et 69,83 % des inscrits. Les autres candidats ont obtenu, par ordre décroissant : Jean-Michel Fourgous, 5 598 mandats (7,35 %) ; Magali Benelli, 5 263 (6,91 %) ; Alain-Frédéric

Fernandez, 2 718 (3,57 %) ; Alain Aubert, 2 186 (2,87 %) ; Solange Renaud, 335 (0,44 %). Il y a eu 3 139 bulletins blancs ou nuls (4,12 %).

● **Motions d'orientation** : la motion de synthèse Séguin-Juppé, défendue par Frank Borotra et Jacques Toubon, a recueilli 54 654 mandats (73,23 %). La motion numéro 2, présentée par André Bel (Veillées), qui réclamait l'élection des responsables du parti à tous les niveaux, a obtenu 19 960 voix (26,75 %). Il y a eu 4 651 bulletins blancs ou nuls (6,23 %).

Le « rhinocéros » du Front national

QUE FAIRE du Front national ? Comment en détacher les électeurs qui l'ont rejoint en désertant le RPR et l'UDF ? Comme après chaque défaite, la question revient tarauder la droite. Depuis le 1^{er} juin, ses dirigeants affirment que, cette fois, ils ne lâcheront pas, et qu'ils prendront à bras le corps un sujet qui, selon les termes de Philippe Séguin, « n'a cessé de grossir comme le rhinocéros chez Ionesco ». Il y va, estiment-ils, de la survie d'une droite menacée d'être confinée dans l'opposition pour longtemps.

Le 6 juillet, les assises du RPR ont cependant apporté une nouvelle illustration des deux lignes qui s'affrontent à droite sur ce sujet. Le mouvement néogaulliste n'échappe pas à cette division. Tour à tour, Alain Juppé et Philippe Séguin ont écarté toute idée d'alliance avec le parti d'extrême droite et toute surenchère sur le terrain des valeurs.

« Je ne suis pas prêt à des alliances électorales avec des états-majors de partis qui, eux, n'ont cessé (...) de bafouer [les] valeurs [gaullistes] », a affirmé l'ancien premier ministre, fidèle à une ligne dont il n'a jamais varié. « La est la frontière. C'est une question de morale », a-t-il ajouté.

Pour le nouveau président du RPR, la seule manière de ramener les électeurs du Front national dans l'orbite de l'opposition est de « porter des sujets qui les engagent : de la nation et de son devenir, de l'Europe, du chômage (...), de l'avenir des banlieues et des zones de non-droit qui n'ont cessé de s'étendre, des institutions, qui leur paraissent en déshérence ». « Et de l'immigration, ajoute-t-il, ce problème que nous avons abandonné aux slogans et aux fausses vérités qu'ils véhiculent ».

A ces deux analyses voisines, les militants du RPR s'en sont vu opposer une tout autre par Alain Peyrefitte, qui, dès le lendemain du 1^{er} juin, avait prôné le dialogue avec le Front national. Le président du comité éditorial du Figaro, qui a consacré l'intégralité de son intervention au Front national, a interrogé son auditoire : « Une force politique est apparue sur notre droite. Nous lui avons opposé un mépris de fer. Cette attitude est-elle tout à fait étrangère à notre défaite ? »

Pour le sénateur de Seine-et-

Marne, il n'est « pas question de faire alliance » avec le Front national, « ce qui ferait fuir plus de voix du centre que nous n'en gagnerions à notre droite ». En revanche, il « s'agit simplement de ne plus l'excommunier, de ne plus insulter ses électeurs ».

● **SILENCE PRUDENT**

M. Peyrefitte, qui reproche aux dirigeants de la majorité d'avoir donné trop souvent « l'impression d'agir sous l'emprise de l'intelligence de gauche », propose au RPR de ne plus « esquiver le débat », face aux « réponses souvent excessives » du Front national, sur le patriotisme, la « sauvegarde de l'identité française », l'immigration, la sécurité et la famille. « Celle qui réunit un homme et une femme, celle qui élève des enfants ». « Sur ces enjeux, nous ne devons pas avoir d'ennemis à droite ni au centre. Des débats, peut-être, mais pas d'ennemis », a-t-il fait valoir.

Le début du discours de M. Peyrefitte a été accueilli par un silence prudent des militants présents aux assises. Puis, au fil de son intervention, la salle s'est dégelée, jusqu'à saluer sa personnalité par des applaudissements nourris. Insuffisants, semble-t-il, pour Jean-Louis Debré, qui a demandé à l'auditoire d'applaudir à nouveau Alain Peyrefitte.

Cé. Ch.

Philippe Séguin : « la revanche de personne »

EN ÉVOQUANT « la primauté » de l'élection présidentielle de 1995 sur les dernières élections législatives, Philippe Séguin a expliqué, dimanche 6 juillet, aux assises du RPR, que cela avait deux conséquences. « Nous n'avons pas oublié (...) les idées sur lesquelles [Jacques Chirac] a bâti sa campagne présidentielle victorieuse, a-t-il dit. Qu'on sache bien que ces idées, nous y sommes plus que jamais attachés ! (...) La seconde implication de la primauté de 1995 est d'ordre constitutionnel : les institutions donnent au président de la République un rôle que nous entendons voir respecter ».

● **VERBATIM**

A propos du Front national, le nouveau président du RPR a distingué le « noyau dur, qui assure sa direction et dont les idées sont celles de l'extrême droite la plus classique » de « la majeure partie de ses électeurs, [qui] ne sont pourtant ni fascistes ni hostiles à la démocratie ». « Le Pen a réussi à leur faire croire qu'il était le seul à les comprendre, le seul à savoir leur parler, le seul à savoir parler au peuple », a-t-il ajouté.

M. Séguin a défini le « gaullisme » comme « une

conviction et une méthode » : « La conviction que chacun doit avoir les moyens de maîtriser son destin. D'être acteur et non objet (...). Quant à la méthode, elle a toujours consisté à rassembler. Autrement dit, à représenter l'ensemble de la société française, en dépassant les clivages. » Souhaitant « une métamorphose plus ambitieuse » du mouvement néogaulliste, le député des Vosges a expliqué en ces termes la crise du politique : « Ce qui est en cause, c'est l'étrange dérive dont les politiques ont été tout à la fois victimes et complices, dérive qui a vu le pouvoir leur échapper, quelque part entre Bruxelles et les marchés financiers, dans ce redoutable triangle des Bermudes occupé par des experts sûrs d'eux-mêmes, relayés par des communicants usurpant leur rôle de médiateurs. C'est cela qu'il faut changer, en revenant à cet autre précepte fondamental du gaullisme : la volonté. Car il ne s'agit pas de gouverner autrement. Il s'agit de gouverner tout court. »

« Ces assises, a-t-il assuré, ne sont la revanche de personne. Comme elles ne sont la défaite de personne. Elles ne sont ni le début ni l'étape nouvelle d'une aventure personnelle. (...) Nous devons être ensemble. Sinon, c'est ensemble que nous disparaîtrons. »

François Léotard définit les conditions de l'union

À PEINE Philippe Séguin était-il élu président du RPR, dimanche 6 juillet, que François Léotard lui adressait ses félicitations. Dans un communiqué, le président de l'UDF exprime le souhait « que cette élection contribue à l'union de l'opposition, dans un climat de dialogue, de concertation et de respect mutuel ». Le respect mutuel, cela signifie que la confédération n'entend plus, désormais, être à la remorque de son allié, mais qu'elle veut entretenir avec lui des relations d'égalité, ce que M. Léotard traduit par un dialogue entretenu dans « un esprit de parité et d'équilibre qui respecte la culture, les options et les objectifs de chacune des deux familles politiques ».

Dans cette optique, le président de l'UDF énumère cinq « options » que son parti entend « défendre en tout état de cause au Parlement et devant l'opinion » et qu'il voudrait « clarifier » avec son partenaire néogaulliste. Elles concernent trois thèmes sur lesquels M. Léotard, dans son discours devant la convention de Démocratie libérale, le 24 juin, voulait fonder la « carte d'identité » de l'UDF, qui « la distingue des autres formations politiques » : la décentralisation, l'Europe, et l'emploi et la politique économique.

Certaines de ces options ne devraient pas poser de problèmes

Cé. Ch.





Les assises du matin et celles du soir : sifflets et paroles de « réconciliation »

DIMANCHE 6 JUILLET, au parc floral de Vincennes, il y avait le RPR du matin et le RPR du soir. Tôt levé, le mouvement néogaulliste est certes venu élire Philippe Séguin à sa présidence.



RÉCIT

Ce sera pour l'après-midi. Ce matin, il a d'abord répondu à l'appel de la direction sortante pour défendre bec et ongles l'honneur d'Alain Juppé. Et gare à ceux qui lui auraient manqué !

Face à la tribune, Philippe Séguin est déjà assis au premier rang. Volontairement discret, il est arrivé, l'un des tout premiers, dans une salle encore clairsemée. Alain Juppé qui, dans l'après-midi, lui abandonnera les clés de la Rue de Lille, n'est pas encore là, mais, dans la halle, les nombreuses pancartes de ses partisans, concentrées à la droite de la tribune, proclament : « Juppé, c'est la fidélité ! », « Juppé, c'est le courage ! », « Pour nous, c'est toujours Chirac ! ». A gauche de la scène, mais plus éloignée, une bandière qui a fait, dans les jours précédents, l'objet de négociations serrées, certifie : « Les Vosges avec Philippe Séguin ! ».

A l'ouverture des assises, le maître de cérémonie, Jean-Louis Debré, appelle les militants à « écarter les rancœurs » et à laisser « de côté les rancœurs ». Des rancœurs, pourtant, sont bien décidés à se faire entendre. Les balladuriers en feront les frais. Depuis l'ouverture de la séance ont lieu, ça et là, des « Sarko traitre ! », ou, encore, des « Sarko dehors ! », petits au revers des pancartes officielles. Le ton de la matinée est donné.

Les cinq « petits » candidats à la présidence du RPR défilent au micro. Ils ont droit chacun à dix minutes. Jean-Louis Debré tient le chronomètre et pousse sans pitié vers la sortie l'orateur qui outre-

passé son temps de parole. Solange Renaud met les rieurs de son côté en dénonçant « les odeurs du réjouissement de veste instantanée ». Magali Benelli suscite les vifs d'une salle à l'unisson en proclamant que « ce n'est pas M. Juppé qui a perdu les élections, c'est la France qui a perdu un bon premier ministre ». Alain-Frédéric Fernandez demande aux militants de ne pas donner le RPR « à un homme seul, à un clan », et les enjoint de ne pas se laisser « imposer un secrétaire général dont [ils] ne [veulent] pas ». Il n'a pas besoin de prononcer le nom du maire de Neuilly pour déclencher les premiers sifflets courtois.

Les huées suivantes sont pour Jean Tiberi, qui apparaît dans un clip vantant les mérites des militants. Présentant avec Jacques Toubon la motion séguino-juppéiste, Frank Borotra s'empresse d'en appeler au « rassemblement » de tous. « A s'organiser autour de courants, on a fini par faire de notre mouvement un vaste courant d'air », déplore-t-il. Alors que Philippe Séguin s'est absenté un instant, Alain Juppé arrive, acclamé et escorté par une cohorte de supporters. Un quart d'heure plus tard, changement d'atmosphère : noyant des applaudissements étiés, des huées signalent l'arrivée d'Edouard Balladur. Les images de l'ancien premier ministre, projetées sur les écrans géants, ont un bouquet, puis s'évanouissent : inutile d'insister.

MISSION PÉRIEUSE

Autre clip. Cette fois, le film est consacré à Alain Juppé. On voit Alain Juppé avec Jacques Chirac, Alain Juppé tenant meeting, Alain Juppé acclamé par les militants, Alain Juppé avec Isabelle Juppé. « Il a de grandes qualités humaines », explique François Bayrou, dont les propos sont vite noyés sous... les sifflets. Troisième clip. Les appels à l'unité se succèdent. Un militant énumère : « Juppé, Séguin, Sarkozy... » C'est raté : huées, sifflets, bronca. Puis Jean-Louis Debré est

investi d'une mission périlleuse : annoncer le discours d'Edouard Balladur. « Nous sommes les assises du rassemblement et de l'unité. Je vous demande d'applaudir Edouard Balladur », ordonne l'ancien ministre. Certains participants obtempèrent. D'autres désobéissent bruyamment.

Après le discours de Charles Pasqua, qui ne retient guère l'attention de la salle, les militants s'en vont voter. A l'extérieur, Alain Juppé circule parmi les participants, pose pour la photo, signe des autographes. Nicolas Sarkozy fait sa propre tournée : cette fois, les sifflets se sont tus.

L'après-midi, le décor a changé. Les banderoles « Séguin avec Chirac » ont supplanté celles soutenant Alain Juppé. Dans la bouche des militants, le nom de l'ancien président de l'Assemblée nationale a remplacé celui de l'ancien premier ministre. Philippe Séguin fait son entrée à 15 heures. Les militants du RAP - le Rassemblement pour une autre politique - se sont rapprochés, l'escortent, le fêtent. L'éclosion de Philippe Séguin est proclamée, le message de Jacques Chirac est lu à la tribune. Un quatrième clip diffusé. Images sans paroles : Philippe Séguin avec Jacques Chirac, Philippe Séguin tenant meeting, Philippe Séguin acclamé par des militants. « La réconciliation est donc notre premier devoir », affirme M. Séguin. Et ce n'est pas qu'un mot. Nous l'avons bien mesuré ce mot. Le RPR du soir l'acclame.

Le RPR de nuit lui fait la fête. Dans la soirée, il est veu rencontrer ses jeunes partisans dans un bal du quartier de la Bastille. Les « rappeurs » du RAP l'affirment : avant que Philippe Séguin ne prenne la présidence du RPR, les néogaullistes n'auraient pas imaginé pareille fête ailleurs que dans une boîte du quartier chic de l'Étoile.

Cécile Chambraud

La droite parisienne et les socialistes polémiquent sur l'aménagement de la capitale

La majorité municipale accuse son opposition de « ne pas aimer Paris »

LUNDI 7 JUILLET, l'ordre du jour du dernier Conseil de Paris, avant de longues vacances d'été, donne à l'opposition de gauche matière à ferrailler contre la municipalité. Trois rapports de la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France ont déjà conduit le président du groupe socialiste, Bertrand Delanoë, à réclamer au maire de la capitale, Jean Tiberi (RPR), la constitution d'une commission d'enquête chargée « d'évaluer le coût total, pour le contribuable parisien, des irrégularités constatées » par les magistrats financiers (lire ci-contre).

Le changement de gouvernement éclaire d'un jour nouveau l'autre dossier chaud à l'ordre du jour, celui de la ZAC (zone d'aménagement concerté) Paris-Rive gauche, objet d'une vive polémique, lundi 30 juin, lors d'une réunion du conseil du 13^e arrondissement, entre le maire Jacques Toubon (RPR) et le nouveau député socialiste Jean-Marie Le Guen. L'engagement de l'Etat dans ce vaste projet d'urbanisme, qui doit modeler 130 hectares le long de la Seine, entre la gare d'Austerlitz et le boulevard périphérique, est au centre de la polémique. L'Etat est en effet un partenaire de premier plan de la ville de Paris dans ce secteur en pleine mutation, qui englobe d'importantes emprises SNCF, la Bibliothèque nationale de France François-Mitterrand, des

installations portuaires (le Port autonome de Paris est un établissement public, industriel et commercial de l'Etat) et qui souhaite accueillir le futur Musée de la marine, actuellement installé à Chailot, en plus d'importantes installations universitaires.

« COUP POLITIQUE »

M. Toubon pouvait espérer le soutien d'un gouvernement de droite pour l'aider à mener à bien ce projet, confronté depuis son lancement, en 1991, à de lourdes difficultés juridiques et financières. Il lui faut maintenant « traiter » avec des ministres tels que Jean-Claude Gayssot (PC) aux transports, Claude Allègre (PS) à l'éducation nationale, Catherine Trautmann (PS) à la culture et Dominique Voynet (Verts) à l'aménagement du territoire. Autant de ministres dont les conceptions, en matière d'urbanisme et d'environnement, diffèrent profondément de celles du maire du 13^e, qui est aussi le président de la Semapa (Société d'économie mixte d'aménagement de Paris). « Ne conviendrait-il pas de connaître les intentions nouvelles de l'Etat ou lieu de présenter un projet aux fondements incertains ? », avait écrit M. Le Guen au maire de Paris en apprenant que le plan d'aménagement de zone (PAZ) serait examiné le 7 juillet par les élus parisiens. Alors que les associations esti-

ment que la concertation, engagée par Anne-Marie Couderc, adjointe au maire de Paris chargée de l'urbanisme et elle-même élue du 13^e, est loin d'avoir abouti à des résultats satisfaisants, la municipalité RPR-UDF cherche à démontrer, à travers ce dossier, que « les socialistes n'aiment pas Paris ». « J'attends de voir si M. Le Guen va se comporter enfin comme un élu parisien ou s'il persistera dans son discours négatif », déclare M^{me} Couderc.

M. Toubon, lui, s'est saisi du vote universitaire du projet en faisant adopter, par le conseil du 13^e arrondissement, un vœu tendant à faire approuver, par le conseil de Paris, la décision du précédent gouvernement d'implanter une université dans la ZAC. « Il tente un coup politique, pour essayer de nous attribuer la responsabilité de l'échec de sa ZAC », rétorque M. Le Guen, en rappelant que les socialistes parisiens ont toujours été partisans de cette implantation. « y compris lors du comité interministériel d'aménagement du territoire de Mende, où nous avons vu le gouvernement Balladur, auquel appartenait M. Toubon, oser tirer un trait sur le plan Université 2000, qui, justement, la prévoyait ». « Si cette université se fait, ce ne sera pas pour sauver la ZAC de l'écroulement du désastre financier », conclut-il.

Pascale Sauvage

Les deux rapports que Jean Tiberi minimise

LA COMMUNICATION a des secrets que seuls les services du maire de Paris connaissent. En ne présentant à la presse, le 30 juin (Le Monde des 1^{er} et 2 juillet), que la lettre d'observations définitives de la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France portant sur la gestion de l'OPAC (ex-office HLM de la ville), sur les trois que cette juridiction financière avait adressées, les 13 et 19 juin, à la Mairie de Paris, Jean Tiberi aura sans doute préparé un résultat inverse de celui qu'il espérait au Conseil de Paris lundi 7 juillet.

Nous ne sommes que la curiosité aura été aiguës vers les deux autres rapports définitifs, aux conclusions peu favorables à l'administration parisienne, qui traitent, l'un, du service technique des transports automobiles municipaux (TAM) de la Ville (Le Monde du 22 mai), l'autre de la gestion de la Semidep (Le Monde daté 9-10 mars), société d'économie mixte en voie de dissolution et au cœur d'une procédure judiciaire ; mais on aura tôt fait d'oublier les commentaires, jugés ciements par la Mairie, sur la reprise en main de l'OPAC.

La lettre d'observations sur la Semidep, qui gère un parc de 6 330 logements à forte dominante sociale, reprend les critiques soulevées dans le rapport provisoire. « Le financement des constructions est assuré dans de mauvaises conditions... D'autre part, le financement de l'exploitation du patrimoine est insuffisant en ce qu'il ne permet pas un entretien satisfaisant des locaux », estime l'auteur du rapport, qui indique que les dirigeants de cette société faisaient de la « cavalerie » financière pour monter des opérations immobilières.

La Semidep réunissait en contrepartie des promesses d'obtention de logements, des fonds d'organismes tels que la chambre de commerce et d'industrie de Paris ou la Caisse d'allocation familiale du Val-de-Marne. Plusieurs années après, dans certains cas, indique la chambre, ces partenaires n'avaient pas reçu les appartements promis. Plus grave, l'examen des

comptes de la Semidep a révélé l'existence d'un solde créditeur, au 31 décembre 1995, de 4,162 millions de francs, représentant le montant des sommes à rembourser aux locataires sur les provisions pour charges récupérables. Cette trésorerie, constituée à peu de frais, lui permettait d'afficher, à l'heure des bilans annuels, un solde positif. Enfin, le rapport aborde les frasques, déjà largement évoquées, de l'ancien président, Alain-Michel Grand, mis en examen pour abus de biens sociaux et dont la dérive semble ne pas avoir été prise en compte par les dirigeants successifs.

« PRIME D'ASSIDUITÉ »

La chambre a relevé « plusieurs irrégularités dans la fixation de la rémunération des directeurs généraux ». Contrairement aux consignes de rigueur imposées au personnel, Alfred Gilder, alors directeur général de la société, s'est attribué, le 1^{er} juin 1995, une augmentation de 11 %, portant son salaire brut à 60 000 francs. Il s'est accordé, également, tout à fait irrégulièrement, « une prime d'assiduité » de 77 175 francs pour l'année. Le second rapport sur lequel M. Tiberi voulait rester discret porte sur les TAM, qui gèrent un parc de 3 191 véhicules, composé à moitié de berlines. A l'occasion de son contrôle, la chambre a découvert « le régime particulièrement favorable » pour les agents de la ville bénéficiant du forfait d'utilisation privée (FUP) qui garantit l'obtention, tant à usage professionnel que personnel, d'un contrat de location à des tarifs imbattables.

Ainsi, la Mairie met à disposition une Renault Clio pour un forfait de 1824 francs, à l'année, qui comprend les frais d'entretien, d'assurances et, dans certains cas, de rapatriement en cas de panne sur le territoire de la Communauté européenne. Au regard des tarifs admis par l'administration fiscale, le coût aurait dû s'établir à 14 600 francs. Commentaire de la chambre : « Ne s'appuyant sur aucun texte légal ou réglementaire, le

FUP représente un avantage financier injustifié pour les bénéficiaires et porte atteinte à la liberté du commerce en matière de location ou de vente de véhicules automobiles. » Les magistrats révèlent aussi, dans leur rapport, qu'entre 1990 et 1996 le contribuable parisien a réglé 7 481 660 francs d'amendes de stationnement des agents de la Ville de Paris. « Le budget de la collectivité est omé à acquiescer des amendes se rapportant à des infractions commises dans le cadre de l'utilisation privative des véhicules alors que, dans cette situation, l'usager est parfaitement identifié », indique la chambre. Elle détaille le cas d'un membre du cabinet de Jacques Chirac, alors maire de Paris, qui a collectionné à lui seul 98 000 francs de procès-verbaux entre 1991 et 1993. Elle souligne qu'il est possible d'exiger le remboursement des amendes.

Jacques Follorou

COUP DE CŒUR RFM

Philippe Hersen présente

paringer

Qui ne dorment pas, son des, chante à son réveil démentiel. Lit double gigogne. Directeur sur lattes, Métal noir. 2 Plantes laine et crin, comme en 1800. Doubles housses déhoussables, coton écri, 2 oreillers, 2 traversins.

PRIX DE LANCEMENT : 6 000 F

121, rue du Cherche-Midi, 75006 PARIS
Tél. 01.42.22.22.08 - 01.45.44.07.23
12, rue de la Chaise, 75007 PARIS

MULTIMEDIA COMMUNICATION BUSINESS AUX ETATS-UNIS

University Studies in America Inc.
Groupes linguistiques en anglais CALIFORNIE FLORIDE CHINE POPULAIRE CHINE, japonais et autres langues

Tel: 01 45 50 28 28

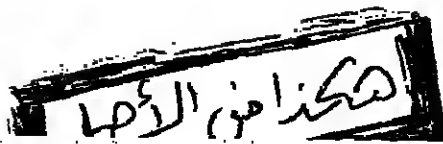
http://www.cepes.com

Concours d'AVOCAT CRFPA

Expertise comptable DECF

Préparations intensives août-sept.

IPESUP
18, rue de Clotilde-Notre-Dame 75004 Paris
01 43 25 63 30 3615 IPESUP



SOCIÉTÉ

LE MONDE/MARDI 8 JUILLET 1997

ÉDUCATION Le projet du ministre de l'éducation nationale de réformer le mouvement national, qui organise les changements de postes des enseignants du second degré,

suscite une vive polémique avec le principal syndicat concerné, le SNES. Une déconcentration de ce mouvement au niveau des académies n'offrirait plus les mêmes garanties

d'équité, observe-t-il. ● L'INSPECTION GÉNÉRALE, dans son rapport annuel, dresse un bilan critique de la gestion déconcentrée du ministère: « Contrairement aux idées reçues,

[elle] ne garantit pas naturellement la souplesse ni la prise en compte des ressources humaines. » ● CLAUDE ALLÈGRE a annoncé, dimanche 6 juillet, que 40 000 emplois-jeunes al-

laient être créés dans l'éducation nationale. Ces postes seraient liés à une refonte des rythmes scolaires et à des activités d'encadrement dans les zones d'éducation prioritaires.

La réforme du « mouvement national » des enseignants suscite une controverse

Avancé par Claude Allègre, qui souhaite « débureaucratiser » le « mammoth », un changement des règles de mutation de poste est critiqué par le SNES, premier syndicat du second degré. Pour sa part, l'inspection générale fait un bilan sévère de la gestion déconcentrée du ministère

COMMENT « dégraisser » ou « assouplir le mammoth » l'éducation nationale? Depuis qu'il a lancé cette expression, lors d'une réunion avec ses directeurs d'administration et avec les recteurs, puis à l'occasion d'une table ronde avec les syndicats, le 23 juin, Claude Allègre, ministre de l'éducation, de la recherche et de la technologie, tente d'apaiser des esprits quelque peu surchauffés dans la galaxie enseignante. S'il a clairement souhaité remettre en cause le mouvement

national, qui, sous la houlette du SNES, organise les mutations des enseignants du second degré, le verbe « débureaucratiser », lancé avec force devant la presse, le 24 juin, est désormais utilisé avec plus de parcimonie rue de Grenelle, siège d'une administration centrale forte de 3 000 fonctionnaires.

M. Allègre a néanmoins pu préciser sa pensée en plusieurs occasions. Intervenant le 1^{er} juillet devant la commission des affaires culturelles et sociales de l'Assemblée nationale, le ministre s'est montré ferme sur plusieurs points: le recrutement des enseignants restera national, a-t-il affirmé, balayant l'hypothèse de concours académiques. La possibilité pour les chefs d'établissement d'intervenir dans le choix des enseignants « relève du fantasme ». Quant à un éventuel nouveau processus de mutation, visant à « rapprocher la gestion de l'action », il a assuré qu'il « n'entraînerait en rien la mobilité géographique des enseignants ».

Le 29 juin, sur TF 1, M. Allègre avait déclaré sa préférence « pour un grand service public, souple, déconcentré, permettant aux enseignants d'être proches des décisions qui les concernent ». Les premières rencontres avec les syndicats lui ont permis de constater l'extrême sensibilité de ses interlocuteurs sur cette question. Le SNES, premier syndicat chez les enseignants du second degré, rencontrera d'ailleurs le 15 juillet un conseiller de M^{me} Royal pour entamer les discussions sur une éventuelle réforme du mouvement national.

Pour autant, le débat lancé ne peut se réduire à la question lancée en privé par un haut fonctionnaire du ministère: « Pourquoi passer par Paris pour muter un prof d'Auch à Tarbes? » Contrairement à ce qu'affirme M. Allègre, le mouvement centralisé des enseignants ne concerne pas 400 000 personnes et ne mobilise pas « 1 000 personnes pendant six mois ». En 1996, selon le rapport annuel de l'inspection gé-

nérale de l'administration de l'éducation nationale (IGAEN), qui devrait paraître ces jours-ci, le mouvement national a touché 42 200 enseignants. 56 % d'entre eux ont changé de poste à l'intérieur d'une même académie. En revanche, 67 200 personnes ont été gérées de façon déconcentrée.

TECHOCRATIE ET DIPLOMATIE

En effet, les mouvements de certaines catégories d'enseignants ne passent pas par Paris: ainsi des PEGC (professeurs de collège), des bénéficiaires de délégations rectoriales (postes provisoires attribués pour un an, 3 % des effectifs), des stagiaires reçus aux concours et affectés dans les académies (20 700 personnes), des maîtres auxiliaires (23 500 en 1996) et surtout des titulaires académiques (TA). Ces derniers sont d'abord affectés dans une académie, puis par le rectorat dans un poste à l'année

sur un ou plusieurs établissements. Les TA étaient 17 200 en 1993, ils sont 32 500 en 1997.

D'une manière générale, la gestion déconcentrée fait l'objet d'un bilan sévère de la part de l'inspection générale: « Contrairement aux idées reçues, [elle] ne garantit pas naturellement ni la souplesse ni la prise en compte des ressources humaines. La polémique traditionnelle entre les défenseurs du mouvement national et ceux de la déconcentration repose sur une dichotomie trop simpliste. » Prenant le cas des instituteurs, recrutés et gérés au niveau académique et évoqués par M. Allègre comme un bon exemple de déconcentration, l'inspection souligne que l'administration centrale a dû organiser pour eux des mouvements interacadémiques « afin de ne pas [les] cantonner définitivement dans leur académie ».

Quoi qu'il en soit, le SNES a suffisamment pris au sérieux les décla-

rations de Claude Allègre pour fournir ses armes. Dans une note remise à Alain Geismar, chargé du cabinet du ministre des relations avec les syndicats, il aligne ses arguments: le mouvement national y est associé à « un barème transparent, tenant compte essentiellement de la situation familiale, de l'ancienneté et du nombre d'années passées dans le poste précédent ». Ce barème offre donc une sorte d'égalité entre les candidats au changement de poste, qu'il serait préjudiciable de supprimer.

Allant au-delà de la défense pure et simple du mouvement, le SNES, comme l'inspection, en souligne les insuffisances: « Trop de moyens d'enseignement et de remplacement ne permettent pas d'affecter définitivement des personnels titulaires », écrit-il. En effet, la multiplication des supports provisoires - heures supplémentaires, crédits de suppléance, « restes d'heures » déga-

gés par les services à temps partiel, postes gardés en réserve par les recteurs au lieu d'être remis au pot national - très difficiles à chiffrer, selon l'inspection, créent le flou dans la gestion des personnels. Cette question permet au moins de dégager un terrain de discussion entre le syndicat et le ministère, l'un comme l'autre ayant intérêt à éviter le blocage.

« Nous sommes pour l'examen, de façon contradictoire, de problèmes complexes: il n'y a pas de réponse simple aux questions d'éducation », précise Monique Vuillat, secrétaire générale du SNES. La tâche du conseiller d'Etat que M. Allègre entend nommer pour étudier la déconcentration du ministère de l'éducation nationale promet de relever de l'exercice technocratique le plus ardu, comme de la plus délicate des missions diplomatiques.

Béatrice Gurrey

La course à un nouveau poste de Claire, Marc et Valérie

LA CHARGE lancée par Claude Allègre contre le « mammoth » l'éducation nationale a fait du bruit dans les salles de classe, juste avant la fin de l'année scolaire. La gestion des enseignants a constitué « un sujet de conversation essentiel lors du banquet de fin d'année, à l'occasion duquel j'ai fêté ma mutation », explique ainsi Marc. Il vient d'être nommé dans un lycée de l'académie de Versailles, après avoir passé neuf années « enrichissantes » en Seine-Saint-Denis, dans un collège de ZEP (zone d'éducation prioritaire).

Ce titulaire du Capes de maths, blâmissible à l'agrégation, fut maître-auxiliaire et n'est pas fêché, à quarante et un ans, de changer d'air. Fort de son ancienneté et des années passées dans un établissement difficile - des critères qui font grimper le barème -, Marc tire le bilan: « J'ai payé, d'une certaine façon, mon tribut à l'éducation. Maintenant, j'ai envie d'exercer mon métier dans des conditions plus conformes à celles que j'attends de l'enseignement. » Et il ajoute: « Je peux le faire grâce au mouvement national. Le barème garantit qu'un jour ou l'autre on arrive dans l'établissement que l'on

veut obtenir. C'est une justice. » Mathilde, sa compagne, professeuse de techno, nommée à Lille en 1985 alors qu'elle venait du Sud-Ouest, formule une opinion voisine: « C'est le système le plus équitable qui soit. »

En quoi la déconcentration des mutations serait-elle incompatible avec le barème national, qui garantit à leurs yeux l'équité? Pour Marc, mouvement national et barème sont indissociables. Si les mutations des professeurs du second degré étaient gérées par les recteurs, ce serait « la porte ouverte à l'arbitraire », dit-il. Comme certains de ses collègues, il se demande si le ministère ne veut pas, en raison « des turn-overs affolants dans les établissements difficiles, obliger d'une façon ou d'une autre les gens à y rester ».

PERMUTATION

Claire, elle, a obtenu le Capes de sciences de la vie et de la terre l'an dernier. Elle a été nommée, en novembre 1996, professeure stagiaire dans un lycée de Sarreguemines (Moselle). Mère de deux enfants, elle a demandé sa mutation pour la rentrée, au nom du « rapproche-

ment de conjoint ». Elle a obtenu un poste en collège à Sarralbe, dans le même département, ce qui la comble.

Mais ce faisant, Claire prend le poste de Valérie, qui n'était là qu'en « délégation rectorale ». Cette situation désigne, en « volapük administratif-technique », comme dirait M. Allègre, un poste transitoire, valable un an, que peuvent demander des enseignants insatisfaits de leur affectation après avoir requis une mutation. Bref, Valérie ne souhaite pas partir, à moins justement d'obtenir le poste de Claire à Sarreguemines. Le recteur discutera de cette « permutation » le 15 juillet en commission administrative paritaire académique. La gestion de leurs deux postes a transité par Paris, mais cet « arrangement » final se fait sur place. Pour Claire, le cas est acceptable, mais elle s'opposerait à ce que tous les postes soient gérés localement: « Comment garantir que ceux qui veulent bayer à l'intérieur de l'académie ne soient pas favorisés par rapport à ceux qui veulent y entrer? », demande-t-elle.

B. G.

Les syndicats discutent en ordre dispersé avec le ministère

APRÈS le temps des déclarations d'intention, celui des explications. Depuis la table ronde du 23 juin avec l'ensemble des organisations syndicales, Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, et Ségolène Royal, ministre déléguée à l'enseignement scolaire, multiplient les rencontres « bilatérales », qui devraient s'achever à la mi-juillet.

Tout à l'heure, responsables de fédérations d'enseignants, de parents d'élèves et de syndicats d'étudiants défilent dans le bureau des deux ministres, tandis que se multiplient les contacts avec les chargés de mission du cabinet pour l'étude des dossiers particuliers.

Parallèlement, les responsables des cinq groupes de travail mis en place par M. Allègre (plan pour l'emploi des jeunes, programmes et rythmes éducatifs, personnels administratifs et techniques, développement de la recherche et plan social) ont entamé leurs auditions. Dans l'entourage du ministre, on souhaite « qu'une bonne partie des dossiers soient prêts pour la confi-

rence sur l'emploi et les salaires » de l'automne, dans la mesure où, ajoute-t-on, l'un des objectifs prioritaires porte sur l'insertion des jeunes et la création des nouveaux emplois (lire ci-dessous).

Le Snuipp (FSU) est, de toute évidence, sur cette longueur d'onde. Ses dirigeants se déclarent satisfaits de cette stratégie. « Ils ont bien développé leurs idées et nous ont garanti la concertation, c'est plutôt positif », estime Daniel Le Bret, son secrétaire général. Avec la lecture ou les rythmes scolaires, des pistes « intéressantes » sont ouvertes et les évolutions promises sur la carte scolaire et les ZEP (zones d'éducation prioritaires) ont achevé de créer un climat plutôt confiant.

Au SNES, en revanche, les déclarations fracassantes sur le « mammoth » ont fait l'effet d'une douche écossaise. Si Monique Vuillat a pris comme autant de signes de bonne volonté la promesse de M. Allègre de transformer des heures supplémentaires en emplois, la secrétaire générale attend

de pied ferme des discussions précises: « Nous sommes disponibles tout l'été pour conduire tous les débats que l'on voudra. Nous avons pris nos dispositions pour cela. » Pour l'instant, rien n'est très organisé, les cabinets ne sont même pas officiellement composés, souligne Hervé Baro, pour le Syndicat des enseignants (SE-FEN). « On ne voit pas bien la méthode. Les choses s'engagent de façon désordonnée dans un grand bouillonnement d'idées, sans fil conducteur », ajoute-t-il. Même si la FEN partage « les analyses du ministre sur les difficultés du système éducatif », le secrétaire général du SE s'inquiète surtout pour la rentrée: « On ne peut que se réjouir du réemploi des maîtres-auxiliaires, mais sur quels crédits vont-ils être affectés? Si l'on n'obtient pas très vite des précisions sur les postes de la rentrée, il y aura des problèmes d'emploi du temps dans les établissements. »

« ENGAGEMENTS CONCRETS » Jean-Michel Boulhier, secrétaire général du SCEN-CFDT, serait, lui, plutôt mécontent à l'égard « des formules à l'emporte-pièces et des coups médiatiques ». Estimant qu'il n'existe aucun sujet « tabou », il est prêt en revanche à aborder les questions de fond: l'emploi, les ZEP et la « nouvelle ambition pour la politique éducative », pour lesquels il note des « engagements positifs du ministère ».

« Je ne dirais pas que le mammoth est obèse, je dirais plutôt qu'il est atteint de conservatisme et d'arthrose carpatariste. » Jean-Pierre Bocquet, président de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (FPEP), remarque « la volonté de Claude Allègre de s'attaquer au fonctionnement administratif de l'éducation nationale. J'espère qu'il ne sera pas trahi ». Satisfait du discours ministériel sur la nécessité de réussir « le pari de la qualité pour tous », la FPEP attend désormais des « engagements concrets ». Une exigence partagée par la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), dont le président Georges Dupont-Lahitte, note « un bon début après

quatre ans d'immobilisme ». Cette attente se transforme parfois en impatience. Bien qu'il ait rencontré le ministre dans la délégation de la FSU, Jean-Claude Garric, secrétaire général du Snesup, regrette de n'avoir pas encore pu aborder les problèmes spécifiques de l'enseignement supérieur. Renvoyé sur les conseils techniques, il relève « qu'il serait surréaliste que le ministre n'entende pas le principal syndicat de l'enseignement supérieur et de la recherche. Il ne faudrait pas que l'on régresse par rapport à la méthode de son prédécesseur, M. Bayrou ».

Sandrine Blanchard et Michel Delberghé

40 000 emplois-jeunes seraient créés d'ici à la fin de l'année

LE MINISTRE de l'éducation nationale, Claude Allègre, a annoncé, dimanche 6 juillet sur France 3, la création de 40 000 emplois-jeunes dans l'éducation nationale. Ces créations s'établiraient, selon son entourage, du mois d'octobre à la fin de l'année civile. Outre 350 000 emplois dans le secteur privé, le gouvernement veut en effet créer 350 000 emplois dans les secteurs public, parapublic et associatif. Martine Aubry, le jour même de la déclaration de politique générale de Lionel Jospin, le 19 juin, avait annoncé que les premiers emplois pour les jeunes seraient créés dans l'éducation nationale. Le ministre de l'emploi et de la solidarité a toujours précisé qu'il s'agissait de « vrais emplois », qualifiés et d'une durée de cinq ans, pris en charge par l'Etat à hauteur de 80 % du SMIC, les collectivités locales bénéficiaires étant appelées à apporter

le complément pour que ces emplois soient rémunérés au SMIC, voire au-delà.

Une partie de ces emplois devraient servir à l'encadrement d'activités culturelles ou de travaux dirigés qui seront aménagés dans le cadre d'une réorganisation des rythmes scolaires, a précisé M. Allègre. Devant la commission des affaires culturelles et sociales, mardi 1^{er} juillet, le ministre soulignait que l'aménagement de la journée scolaire - cours fondamentaux le matin, activités culturelles et physiques jusqu'à 16 h 30 et études surveillées jusqu'à 18 heures - réclamait « des moyens nouveaux en personnel d'éducation et de formation ». En outre, ces emplois-jeunes devraient également permettre de généraliser « l'aide à l'étude » dans les zones d'éducation prioritaires (ZEP) et de participer à « la sécurité dans les encadrement scolaires et à la

sortie des cours » dans le cadre du futur plan antiviolen-

« Au ministère de l'éducation nationale, on souligne que ce chiffre résulte d'un premier inventaire des besoins formulés par les académies. Le statut proposé serait celui d'« agent de l'Etat », sous la responsabilité de l'éducation nationale. Les personnes concernées pourraient être des étudiants en situation d'échec, des étudiants des filières de sport et des étudiants demandeurs d'emploi, voire même des maîtres-auxiliaires avec moins de trois ans d'ancienneté selon le collectif des non-titulaires de l'éducation nationale.

Dans l'entourage de M^{me} Aubry, on précise à nouveau qu'il n'a jamais été question de créer des postes de fonctionnaires: « Nous ferons des appels à projets, très précis, et nous savons d'ores et déjà qu'il y a des gisements importants au mi-

nistère de l'éducation nationale. » Dans une dizaine de ministères, une personnalité a été nommée afin de dresser « un inventaire des activités et des emplois » potentiels qu'ils recèlent et d'examiner comment on peut à la fois financer ces projets et professionnaliser les emplois proposés aux jeunes. C'est Jean-Cyril Spinetta, inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale, qui a été chargé de cette mission aux côtés de Claude Allègre.

Hughes Sibille, conseiller directement rattaché à M^{me} Aubry, assurera l'animation et la coordination de ce dispositif, tout en préparant, parallèlement, le projet de loi sur l'emploi des jeunes, qui doit être déposé au Parlement lors de la session extraordinaire du mois de septembre.

J.-M. B., B. G. et M. D.

En application de l'article 18 du décret n° 94-490 du 15 juin 1994, le CREDIT LYONNAIS, Agence Centrale Entreprises située au 46, rue Notre Dame des Victoires à PARIS (75002), informe que la GARANTIE PROFESSIONNELLE qu'il avait délivrée à la société SODITOUR N.C. VOYAGES (RCS PARIS B 692 042 542), SARL au capital de 643.400 F, dont le siège social est à PARIS (75009), 27, rue de la Chaussée d'Antin, titulaire de la licence A 732, cessera à l'expiration d'un délai de TROIS JOURS FRANCS suivant la publication du présent avis.

Les créances éventuelles nées antérieurement à la date de cessation de la garantie restent couvertes par le CREDIT LYONNAIS à condition d'être produites par le créancier dans un délai de TROIS MOIS, à compter de la présente publication, à l'adresse de l'agence précitée du CREDIT LYONNAIS.

Le présent avis ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité ou l'honorabilité de la société SODITOUR N.C. VOYAGES, qui bénéficie d'une garantie financière accordée par un autre établissement financier.

حکومت الوطن

La CNIL autorise les renseignements généraux à ficher la couleur de la peau

Cette indication pourra être portée sur les listes relatives aux violences urbaines

La Commission nationale de l'informatique et des libertés a donné son feu vert, en novembre 1996, à la création, par les renseignements gé-

raux parisiens, d'un fichier comportant des indications sur les signes physiques « objectifs et inhérents », comme la couleur de la peau.

Mentionnée dans le rapport annuel, cette détermination, jusqu'alors passée inaperçue, concerne un fichier sur les violences urbaines.

LES RENSEIGNEMENTS généraux parisiens seront autorisés à mettre en fiches la couleur de la peau de personnes « susceptibles d'être impliquées dans des actions violentes de nature à porter atteinte à l'ordre public et au fonctionnement des institutions ». En donnant son aval à la mise en œuvre d'un fichier baptisé « Gestion des violences », par la préfecture de police de Paris, la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) a accordé son feu vert au traitement automatisé des « signes physiques particuliers, objectifs et inhérents, comme éléments de signalement » des personnes malicieusement considérées comme les acteurs potentiels de violences urbaines.

Mentionné dans le rapport annuel de la CNIL, cet avis favorable a été délivré à l'occasion d'une délibération du 19 novembre 1996, qui était jusqu'alors passée inaperçue. Ce fichier « Gestion des violences » (GEVI) concernera « toutes les violences urbaines, et pas seulement le terrorisme » intéressant les RG de la préfecture de

police qui, outre la capitale, sont compétents dans les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne. On ignore encore combien d'individus seront concernés, mais les critères retenus – « personnes susceptibles », « ordre public » – sont d'une portée très extensive.

L'autorisation donnée par la CNIL constitue le premier traitement informatisé demandé par les RG, en matière de « violences urbaines », en application d'un décret général du 14 octobre 1991 sur les fichiers des renseignements généraux. L'adoption de ce texte avait été précédée d'une longue polémique, qui avait conduit le premier ministre de l'époque, Michel Rocard, à annuler en mars 1990 deux décrets sur les fichiers des RG. Ces textes visaient à officialiser des pratiques anciennes qui faisaient porter de lourdes menaces sur les libertés individuelles et publiques. Le fichier du terrorisme (24 500 fiches en 1991) et celui des associations (152 000 fiches à l'époque) étaient particulièrement visés.

Après de vifs débats, la CNIL avait finalement donné son accord au décret d'octobre 1991 mais elle avait restreint certaines des prétentions des RG, notamment la possibilité de ficher des informations sur les « origines raciales ou ethniques ». A la place, elle avait autorisé le traitement automatisé des « signes physiques particuliers, objectifs et inhérents » (Le Monde du 16 octobre 1991). Ce faisant, le décret de 1991 élargissait notablement le champ ouvert aux RG puisqu'il ajoutait au domaine de « la sûreté de l'Etat », c'est-à-dire du terrorisme, le domaine de « la sécurité publique », qui comprend les violences urbaines et les atteintes à l'ordre public.

RELIGION, SYNDICALISME... Entretemps, les RG ont développé considérablement la lutte contre les violences urbaines, sous la pression du scandale de l'espionnage d'une réunion des instances dirigeantes du Parti socialiste. Le 19 juin 1994, un enquêteur des RG parisiens avait été surpris en train d'écouter, de manière

clandestine, les débats à huis-clos du conseil national du PS. En raison de l'émotion provoquée par cette affaire, les RG avaient abandonné une large part de leurs missions de surveillance des partis politiques. Ils s'étaient alors concentrés sur des activités « opérationnelles » : la lutte traditionnelle contre le terrorisme, mais aussi la prise en compte du nouveau chapitre des violences urbaines.

C'est dans ce contexte que la CNIL a autorisé, en novembre 1996, la constitution du traitement « GEVI », qui sera « un outil de rapprochement et d'exploitation rapide d'informations sur des individus majeurs ou des personnes morales susceptibles d'être impliqués dans des actions violentes pouvant porter atteinte à l'ordre public et aux institutions ». Outre la couleur de la peau, le fichier, qui n'attend plus que la publication de son arrêté de création au Journal officiel, pourra aussi ficher les « activités politiques, philosophiques, religieuses ou syndicales ».

Erich Indryan

Manifestation pour la régularisation de « tous les sans-papiers »

DEUX MILLE PERSONNES ont manifesté, samedi 5 juillet à Paris, pour réclamer la régularisation de « tous les sans-papiers ». Organisée par la coordination nationale des sans-papiers et soutenue par des associations comme Droits devant ! et Ras l'Front, mais aussi par des sections CFDT et SUD, la CGT, la LCR et la JCR, le cortège – qui est passé devant l'église Saint-Ambroise, où le mouvement avait commencé en mars 1996 – a dénoncé la régularisation « au cas par cas » actuellement en vigueur dans les préfectures. La procédure lancée par le ministre de l'Intérieur « va laisser de côté plus de 80 % des sans-papiers », assurait-on au Gisti (Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés). « Et pendant ce temps, les arrestations et les expulsions continuent », renchérisait Madjiguène Cissé, délégué des sans-papiers de Saint-Bernard. Venu en masse, le Mouvement de l'immigration et des banlieues a réclamé de son côté la fin de la « double peine », qui permet aux tribunaux d'ajouter à une peine de prison une interdiction du territoire.

DÉPÊCHES

■ **DISPARITION** : un homme soupçonné d'avoir enlevé la petite Corinne Fréguet, neuf ans, disparue le 14 juin à Chaumont (Haute-Marne), a été mis en examen pour « séquestration » et écroué dimanche 6 juillet. Les enquêteurs du SRPJ de Dijon, chargés de l'enquête, n'avaient pas retrouvé l'enfant lundi 7 juillet dans la matinée et ignoraient si elle était encore en vie. Le suspect, dont l'identité n'a pas été communiquée, est un homme d'une quarantaine d'années, considéré comme un proche de la famille de la fillette.

■ **ÉDUCATION** : Ségolène Royal, ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire, a annoncé, vendredi 4 juillet, devant le Conseil supérieur de l'éducation, la création de « centres de ressources » dans chaque académie, composés de magistrats et de personnels sociaux et médicaux, afin d'aider les enseignants confrontés à un problème de pédophilie. Selon M^{me} Royal, cette initiative est un préalable à un renforcement de la législation sur la défense des mineurs, qui permettrait aux fédérations de parents d'élèves et aux syndicats d'enseignants de se constituer partie civile dans les affaires de pédophilie.

■ **FAIT DIVERS** : une femme de quarante-quatre ans a été mise en examen pour « tentative d'empoisonnement » et écrouée à Lyon pour avoir essayé de tuer son époux en l'empoisonnant avec de la mort-aux-rats. Elle avait fait avaler à son mari le poison pendant un mois à faibles doses parce qu'elle ne supportait plus la maladie de Parkinson dont il souffrait.

Le rapport annuel de la Commission dénonce les dangers d'Internet

LE DIX-SEPTIÈME RAPPORT annuel de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), qui a été remis, vendredi 4 juillet, à Jacques Chirac, met fortement l'accent sur les dangers qui guettent les internautes naviguant sur les sites de la toile et participant aux forums de discussion. « Les multiples procédures de collecte d'informations sur les personnes qui se développent sur Internet sont déjà inquiétantes pour la vie privée », note la Commission. Deux acteurs du réseau peuvent suivre les internautes à la trace : les responsables des serveurs, qui peuvent enregistrer les échanges de données et les interrogations associées à l'adresse Internet de leurs visiteurs, et les fournisseurs d'accès au réseau, par lesquels transite le flux d'informations émis ou reçu par leurs abonnés. Ces derniers hébergent également les forums de discussion et le courrier électronique.

Face à cette situation, la CNIL souhaite développer « l'information de tout internaute sur les règles de protection des données personnelles » et « interdire la capture d'informations nominatives à des fins d'enrichissement des bases de données commerciales ou publicitaires ». Selon elle, les internautes doivent disposer d'un droit d'opposition – préalable et postérieur – à la diffusion de leurs données sur le réseau. Cette recommandation concerne également les annuaires universels actuellement préparés par La Poste (Le Monde du 17 mai). La CNIL souhaite que « les abonnés puissent s'opposer gratuitement à la mention d'informations les concernant » aussi bien sur Internet que sur des CD-Rom.

■ **BARRIÈRES LOGICIELLES** : En matière de données médicales, la CNIL met l'accent sur les « risques d'intrusion dans des réseaux internes aux centres de recherche ou d'établissements de santé » qui pourraient remettre en cause la confidentialité des informations médicales contenues dans ces systèmes informatiques. Afin d'isoler les serveurs privés du réseau Internet, elle préconise le recours aux « barrières logicielles ». Enfin, saisie d'un projet de diffusion de curriculum vitae concernant des demandeurs d'emploi, la CNIL a noté avec satisfaction que les informations personnelles peuvent être occultées lors de la publication sur Internet.

En matière de développement du commerce électronique, la commission craint que « la montée en puissance du commerce sur le réseau stimule abondamment les pratiques d'identification des internautes dans le but de mieux connaître et de fidéliser une clien-

tèle ». Le projet de la Caisse nationale de prévoyance (CNP) de créer un forum sur Internet a ainsi été critiqué, car l'accès imposait une identification (nom, prénom, adresse électronique) : la CNIL estime que « la possibilité de participer à un débat sans avoir à s'identifier aurait pu être aménagée » afin de limiter les risques de réutilisation des données.

A la suite de la présentation à la Commission d'un système de paiement sécurisé sur Internet par une société française, la CNIL note avec satisfaction le fait que le numéro de carte bancaire ne transite pas sur le réseau. En revanche, la CNIL s'inquiète des utilisations possibles du fichier conservant la trace de toutes les transactions. D'une façon plus large, elle « souhaite mener une réflexion sur les conditions d'exploitation [de ces données] à des fins statistiques et pour établir des profils ».

La CNIL étend cette analyse au-delà d'Internet, soulignant que les « traces informatiques » engendrées par les nouvelles technologies se multiplient. Le déplacement des personnes donne lieu, par exemple, à la création de systèmes « maillards », comme les télépéages implantés par la plupart des sociétés concessionnaires d'autoroutes. En 1996, la CNIL a ainsi émis un avis défavorable au sujet d'un projet de la société Paris-Rhin-Rhône (SAPRR), qui voulait installer un système de lecture automatique des plaques d'immatriculation permettant de calculer les temps de transit des véhicules et les fréquences de déplacement. De même, les télébadges, qui permettent de franchir les péages sans s'arrêter, conduisent à la détection de « trajets anormaux » grâce au calcul de la vitesse. La CNIL a saisi le ministre de l'équipement afin de prendre connaissance de l'ensemble des projets de ce type.

Le transport aérien pose les mêmes problèmes. Selon la Commission, les systèmes informatisés de réservation aérienne gèrent deux milliards de passagers en l'an 2000 : à Denver, aux États-Unis, le système peut traiter deux mille transactions par seconde. Des profils de clients sont établis à partir des informations qu'ils livrent pour réserver leur place d'avion et leur hôtel. La surveillance des salariés à l'intérieur des entreprises et l'identification des appelants sur les installations d'accueil téléphonique conduisent à des constats similaires. La CNIL souhaite trouver les moyens d'éviter que la combinaison des traces informatiques participe « à l'édification d'une société de surveillance ».

Michel Alberganti

LES OFFRES HP, CE SERAIT HORRIBLE DE LES LAISSER ECHAPPER.



HP Vectra VE
• Processeur Intel Pentium® 133 MHz
• RAM 16 Mo • Disque dur 1,6 Go
• Moniteur 14"
• Garantie 3 ans dont 1 sur site

6 990 FHT**



HP Vectra VL
• Processeur Intel Pentium® 166 MHz
• RAM 16 Mo • Disque dur 1,6 Go
• Lecteur CD-ROM 8x • Moniteur 14"
• Garantie 3 ans dont 1 sur site

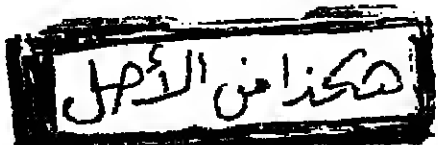
7 990 FHT**

Pour profiter de ces offres exceptionnelles et connaître le revendeur le plus proche de votre entreprise, appelez dès maintenant le :

0800 120 120



Les prix 6 990 FHT** et 7 990 FHT** sont globalement constatés chez les revendeurs participant à l'opération. Offre valable jusqu'au 31 juillet, dans la limite des stocks disponibles.



RÉGIONS

LE MONDE / MARDI 8 JUILLET 1997

AMÉNAGEMENT Le conseil municipal de Lyon devait examiner, lundi 7 juillet, un dossier présenté par l'adjoint à la culture Denis Trouze (RPR), avec le soutien du

maire UDF Raymond Barre, visant à transformer en lieu culturel ouvert une importante friche militaire, les Subsistances, de 20 000 mètres carrés, sur les bords de la Saône. ● PHILIPPE FOULQUIÉ, l'âme du Système

Friche Théâtre de la Belle-de-Mai, à Marseille, a conduit l'étude sur les Subsistances pour la municipalité lyonnaise et répondra, au nom de la

Friche, à l'appel d'offres lancé par la municipalité. ● AVEC 80 000 SPECTATEURS et 800 artistes chaque année, 150 emplois permanents, une troupe de théâtre, un producteur de

musique, un journal, deux radios, un restaurant, une maison d'édition... la Friche est devenue une réussite incontestée d'insertion des artistes dans leur ville.

Lyon va transformer une friche militaire en lieu culturel « alternatif »

La synergie naissante entre la capitale de Rhône-Alpes et Marseille s'étend à l'art et à l'animation urbaine. Pour aménager les Subsistances, les élus ont fait appel à Philippe Foulquié, créateur dans la cité phocéenne de la Belle-de-Mai, lieu hétéroclite hissé au rang de modèle

LYON

de notre correspondant régional

En lourdes pierres noircies par le temps, les façades imposent une rigueur toute militaire. Rien de plus normal : l'armée a occupé ces bâtiments, construits au milieu du XIX^e siècle, pour y stocker des vivres, faire vieillir du vin ou fabriquer du pain. D'où son nom : les Subsistances. Auparavant, dès le XVII^e siècle, les sœurs de Sainte-Marie des Chânes priaient en ces lieux, au pied de la colline de la Croix-Rousse. Ne reste de cette période pleine qu'un édifice avec de magnifiques voûtes. L'ensemble borde la Saône, dans le 1^{er} arrondissement de Lyon. C'est cet espace, qui a toujours connu des usages clos, que la ville veut ouvrir à la création culturelle pluridisciplinaire. La municipalité ambitionne d'y « aider à la revitalisation du terrain créatif lyonnais » et de « promouvoir de nouvelles formes de production culturelle, moins coûteuses, mais néanmoins très professionnelles ».

Pour Denis Trouze, adjoint (RPR) à la culture, Lyon a su, ces dernières années, donner du souffle à ses grandes institutions culturelles (Opéra, maison de la danse...), mais les jeunes créateurs n'ont guère été soutenus. « Or la demande est énorme », constate-t-il, en citant le cas d'une compagnie théâtrale qui consacre près de la moitié de sa subvention municipale à la location d'un lieu de répétition et de stockage des décors.

Propriété de la ville depuis 1996,

les Subsistances lui ont semblé l'espace idéal pour des « pratiques artistiques diversifiées », tout en assurant « la sauvegarde d'un patrimoine architectural ». Sur les vingt mille mètres carrés de l'ensemble, six mille seront aménagés en salle de répétitions ou d'expositions pour le théâtre, la musique ou les arts plastiques. Des studios seront aussi proposés pour des créateurs en résidence. Des incantations commerciales sont prévues. L'investissement se monte à 45 millions de francs, pris dans le budget « grands travaux » de la ville. L'aménagement sera réalisé par étapes. Denis Trouze souhaite que les Subsistances commencent à fonctionner

partiellement dès l'automne.

Le dossier, qui devait être présenté, lundi 7 juillet, au conseil municipal, esquisse aussi les objectifs artistiques : pour Denis Trouze, les Subsistances seront d'abord un lieu d'accueil et de diffusion de « projets » pour une durée limitée. Pas question, donc, de production, sauf cas exceptionnel.

MANQUE DE CONCERTATION

Une petite équipe de permanents sera recrutée, ainsi que son responsable. Denis Trouze s'est beaucoup inspiré de l'expérience de la Belle-de-Mai, à Marseille, et a confié une

mission d'études à son animateur, Philippe Foulquié (lire ci-dessous).

Ces derniers mois, l'adjoint RPR a rencontré quelques difficultés, parmi ses amis politiques de la droite lyonnaise. Certains élus ont même cherché à torpiller son projet. Il doit maintenant convaincre les milieux culturels intéressés : de nombreux créateurs se sentent exclus de la réflexion et la centaine d'entretiens individuels menés par Philippe Foulquié ne remplacent pas, à leurs yeux, un « véritable débat » : « Nous avons suivi ce dossier d'assez loin », constate avec regret le metteur en scène Sylvie Mongin-Algan, qui dirige la compagnie des

Trois-Huit. Depuis de nombreuses années, elle cherche à ouvrir « un lieu de travail, un lieu de vie », qu'elle souhaite « vraiment implanté dans un quartier ». La localisation des Subsistances, à deux pas d'institutions culturelles (la direction régionale des affaires culturelles et le conservatoire national de musique), mais à l'écart d'habitations, ne répond pas à cette logique. Si Sylvie Mongin-Algan se félicite de l'ouverture des Subsistances, elle « attend pour voir ».

La chorégraphe Maguy Marin n'a pas attendu. En quête, elle aussi, d'un espace pour une pratique pluridisciplinaire, au fonctionnement

plus souple, elle a repris une ancienne menuiserie dans la banlieue, à Saint-Foy-les-Lyon. « Les idées institutionnelles demandent beaucoup trop de temps et d'argent », dit-elle. « Très peu au courant » du projet des Subsistances, elle « laisse faire » et « tant mieux si cela marche ».

Antoine-Laurent Figuière, chef de file des intermittents du spectacle, comédien, metteur en scène et par ailleurs élu (divers gauche) au conseil du 1^{er} arrondissement, regrette lui aussi qu'un débat public n'ait pas eu lieu. Il craint que les Subsistances ne deviennent, très vite, une nouvelle institution qui tournera en « circuit fermé » : ce sont, estime-t-il, les créateurs déjà reconnus et subventionnés qui « seront privilégiés », puisque le budget de fonctionnement (5 millions de francs quand le lieu sera entièrement équipé) offrira peu de marge d'initiative. Antoine-Laurent Figuière soutient qu'avec les Subsistances « la municipalité n'écoute pas les problématiques artistiques parce qu'elles dérangent ».

Denis Trouze considère que ces arguments relèvent du « procès d'intention » et se dit convaincu que les Subsistances deviendront « un site alternatif » : « Je ne crois pas que nous serons à côté de la plaque, il y a tellement de besoins culturels. » Il admet aussi, en confiance, que, plus tard, il sera heureux d'avoir ainsi marqué son passage à la tête de la culture à Lyon.

Michel Samson

Bruno Caussé

Du groupe IAM au cirque Plume, en passant par les bières irlandaises

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Si Philippe Foulquié a bien un titre à faire valoir, c'est d'être l'âme, autant que le directeur officiel, du Système Friche Théâtre de la Belle-de-Mai de Marseille, implanté sur une partie des 40 000 m² des anciens locaux de la Seita depuis 1992 et incontestable réussite d'insertion des artistes dans leur ville. Jean-Claude Gaudin avait intégré le soutien à la Friche dans son programme électoral de 1995. Il vient d'en faire acquiescer les locaux par son conseil municipal.

C'est à l'initiative de Christian Poitevin, adjoint du maire Robert Vigouroux (divers gauche), que furent installées en 1990 le Massilia, théâtre de marionnettes que dirigeait Philippe Foulquié, et les Bernardines, dans une première friche industrielle. En 1992, avec l'appui de la ville et de la direction régionale de l'action culturelle, les deux troupes démenagèrent vers ces

immenses salles à colonnes sombres, hangars et ateliers sur plusieurs plans reliés par des passerelles, le long de la voie ferrée qui mène à la gare Saint-Charles à travers le quartier populaire de la Belle-de-Mai.

En quelques années viennent s'y enraciner, en résidence créative, artistes confirmés ou débutants, formateurs, entités diverses à qui il est seulement demandé de se poser la question de leur rapport aux autres présents. En 1993, Armand Gatti s'y installe pendant un an avec une centaine de jeunes gens en difficulté pour y créer « Marseille Adam Quoi ». En 1995, Jean Nouvel prend la présidence officielle et aide à la formulation du « Projet culturel pour un projet urbain » qui structure depuis son développement.

Le public des quartiers nord s'y presse, attiré, par exemple, par le groupe IAM, qui a donné ici son premier concert devant quelques dizaines de personnes. Mais on y rencontre aussi des en-

fants fascinés par le cirque Plume, des amateurs de l'avant-garde en arts plastiques ou des curieux venus goûter bières et ballades irlandaises. Quant aux créateurs, ils n'ont jamais fini de découvrir les ressources d'un lieu dont les responsables consacrent l'essentiel de leur énergie à ne pas le laisser devenir une institution figée.

Le miracle est qu'ils y sont parvenus, alors même que toutes les institutions les soutiennent : les collectivités locales, le ministère de la culture, sans oublier l'Union européenne ni quelques acteurs économiques, comme la Caisse des dépôts ou le Mécénat Seita. La force de la Friche s'est imposée au point qu'elle a été choisie comme le pôle culturel et de développement d'Euroméditerranée, l'établissement public chargé de redessiner le cœur de Marseille.

INDUSTRIES AEROSPATIALE ET AUTOMOBILE

Préserveons notre avance technologique

défendons l'emploi, sauvons la recherche

L'ILE-DE-FRANCE SE MOBILISE

Le Conseil Régional d'Ile-de-France réuni le vendredi 27 juin 1997 a adopté à l'unanimité une série d'initiatives visant à sauvegarder les industries aéronautique et automobile dans la région. Ces deux industries qui représentent 100 000 emplois soit 15% des salariés de l'industrie en Ile-de-France ont vu leurs effectifs diminuer de moitié depuis 20 ans. Il faut réagir sans plus tarder.

Le Conseil Régional demande au gouvernement :

- **DE RELANCER LA POLITIQUE INDUSTRIELLE**, en protégeant les intérêts des industries automobile et aéronautique franciliennes grâce à des aides communautaires, en développant de nouveaux programmes dans les domaines aéronautiques et spatiaux, en favorisant l'implantation des équipementiers et en privilégiant le développement des techniques nouvelles tout en veillant au respect de l'environnement,
- **D'ARRÊTER LES POLITIQUES DE DELOCALISATION** des laboratoires de recherche et des établissements industriels,
- **D'ENGAGER DES ACTIONS SOCIALES ET DE FORMATION** en accompagnement des restructurations industrielles.



CONSEIL REGIONAL
ILE-DE-FRANCE

SEMAIR SERVICE DES FRANCIENS

هكذا من الدنيا

HORIZONS

PORTRAIT

Felipe Gonzalez en réserve du socialisme

I La suffi d'une phrase de Felipe Gonzalez (« Vous direz savoir que le ne suis pas candidat au poste de secrétaire général ») pour que la boucle soit bouclée. Une petite phrase, suivie d'un silence stupéfiant, vendredi 20 juin, à l'ouverture du XXXIV^e congrès du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), et une page de l'histoire de l'Espagne a été tournée : une des plus denses, l'entrée dans la modernité et la démocratie d'un pays mis à l'index pour la dictature ; une des plus schizo-phréniques aussi, entre l'Espagne et celui qui l'a stimulée pendant vingt-trois ans à la tête du PSOE, et gouvernée pendant quatorze autres.

Dix ans d'air frais, d'idylle et d'amour fou avec « Felipe », le jeune et charismatique rénovateur andalou qui promettait « cent ans d'honnêteté », et quatre ans de doutes, de déception et d'incompréhension envers « Gonzalez », l'homme d'Etat hermétique, aux tempes blanchies et au regard parfois si lourd, qui quittera le pouvoir, au milieu des scandales et de la corruption, au printemps 1996, battu pourtant avec seulement 300 000 voix d'écart.

Ce matin-là, à quelques jours à peine du congrès historique, Madrid s'offrait une fragile fraîcheur printanière, baignée d'une de ces lumières si pures, qu'elles finissent par rendre plus légers les problèmes les plus lourds. Dans son fauteuil, reposé, un sourire juvénile aux lèvres et un cigare à la main, même Felipe semblait réconcilié avec Gonzalez. Peut-être était-ce le moment d'esquisser un bilan. A commencer, en hors-d'œuvre, par le plus facile, celui de son successeur, le conservateur José Maria Aznar. A l'évidence, l'exercice ne le passionnait pas, le personnage n'en plus, semble-t-il, émergé à la force du poignet, du lourd torse d'une droite, dont il dit représenter en Europe « le dernier bastion ».

« Aznar ? J'aimerais croire qu'il est de centre-droit, mais il a des comportements contradictoires... », avait-il enfin lâché, liquidant l'argument dans une plaisanterie : « C'est la septième fois que la droite espagnole dit s'être mise en marche vers le centre, et elle continue à cheminer. Imaginez d'au elle pouvait bien venir, pour ne pas être encore arrivée ! » Redevenu plus grave, il évoquera pourtant les « pulsions autoritaires » de ses adversaires qui leur avaient fait dire, au moment de la dernière élection : « Pour que Gonzalez quitte le pouvoir, il faudra le chasser à la lance-flamme. » « Pourquoi ces propos, s'interroge-t-il ? J'ai perdu par 300 000 voix sur 20 millions et je suis parti, soulagé même, ce qui est une attitude typique de la gauche, mais je suis parti normalement. » Et d'insister : « Je ne vais pas comment on pourrait ne pas dire [qu'il y a un] net recul des libertés. »

Un exemple ? Il prendra celui de la guerre pour la télévision digitale, menée avec acharnement contre le groupe Prisa, éditeur d'El País, mais surtout pilier de Canal Satellite Digital, par le gouvernement, qui, juge et partie, soutient un bouquet digital concurrent au nom de la lutte contre les monopoles. « Le gouvernement présente ce groupe comme son grand adversaire. Mais ce n'est pas un groupe

de « gauche ». D'ailleurs, il n'y en a pas, en raison du passé, tout ou plus un groupe du « centre », le 39^e ou 40^e, par ordre d'importance, dans les groupes de communication européens. Alors comment ce gouvernement peut-il dire que l'Espagne doit se situer dans les quatre ou cinq grands pays européens et prétendre, en même temps, que le 40^e groupe européen représente un monopole dangereux pour le pays ? »

Pourtant, à écouter Felipe Gonzalez, un rien paternaliste, dénoncer la « dérive actuelle contre l'enseignement public » ou, même, donner un satisfecit « aux résultats macroéconomiques actuels du pays », on sent très vite que quelque chose d'indicible le mortifie personnellement. Lui, le « fondateur » par excellence, celui du PSOE d'abord, le vieux parti centenaire dont il prit les rênes, en exil à Suresnes (Hauts-de-Seine), en 1974, à trente-deux ans à peine, avant de se lancer huit ans plus tard dans la construction de la jeune Espagne démocratique, dont il hérita, chrysalide encore mal dégrossie au sortir des années Suarez et Sotelo. Ce qui le mortifie, c'est d'avoir été remplacé par un gestionnaire, efficace, mais étié. Presque un comptable qui, la calculatrice en main, va strictement mener le pays au rendez-vous de la monnaie unique.

« Le manque de vision », surtout ceux de la France, par exemple, où il arriva, jeune avocat idéaliste et chevelu, « parce que l'aggrégé qui nous manquait, nous le trouvions chez vous ». Entre deux bouffées de cigare, il racontera, le regard soudain rajeuni, le siège du Parti socialiste à Paris où, militant clandestin, il était connu sous le nom de code « Isidoro » (« J'ai encore la clé du local, rue du Général-Berret »). Ou encore les doutes de François Mitterrand au sujet de cet Andalou trop pressé, ce fils d'éleveur pragmatique qui débarrassera le parti de son idéologie marxiste, et qu'il appellait « le jeune incanmu sans cravate ».

Un Mitterrand qui devra bien par cœur des passages entiers du Quijote et adore le flamenco reçoit ses invités. C'est le temps de la « solidarité », des idées généreuses et des grands projets : le pays s'affirme et sort de l'isolement. Routes, hôpitaux, chantiers, le projetent résolument vers l'avenir. L'apothéose personnelle de « Felipe », qui se dit avec fierté « responsable, et non coupable, d'avoir signé le traité de Maastricht », aura lieu au printemps 1985, lorsque l'Espagne reçoit, en signant son adhésion à la CEE, son brevet de démocratie et de modernité.

Une lune de miel peu à peu ternie. En fait de changement, c'est « Felipe » qui a changé, disent les critiques, déplorant son peu de patience face aux remarques, la kyrielle d'amis sacrifiés sur sa route et son goût du pouvoir, qui le fait, disent-ils, s'entourer d'une cour à la Moncloa. Quand le roi n'en a pas, à la Zarzuela. Pis, en 1988, se déclenche une grève générale : un tournant. « Felipe », un peu épaissi, un peu meurtri, s'efface, semble-t-il, derrière « Gonzalez », s'enferme dans son jardin secret de bonsais et ne voit pas, ou ne veut pas voir, les dérapages. Et il y en aura, du scandale « Fille-sa » sur le financement illégal du parti, à la corruption, pour ne citer que le cas Roldán, l'ex-directeur de la Guardia civil qui s'est enrichi en dessous-de-table et fonds réservés.

Un style « Felipe » s'est créé, fait de pudeur contrôlée, de charme consciemment déployé, mais aussi de discussions tardives à la « bodega », la petite salle de réception informelle où celui qui cite Groucho Marx, connaît

para-policiers qui, à la fin des années 80, menèrent une « sole guerre » contre l'ETA dans le sud-ouest de la France, faisant une vingtaine de morts ? Alors, justement, cette affaire des GAL, dont certains l'accusent même d'être le commanditaire, n'aurait-il pas envie de s'en expliquer, y compris devant la justice ? « Je ne suis en rien, je dis bien en rien, impliqué dans cette affaire. Alors pourquoi devrais-je me faire inculper pour quelque chose dont je ne suis pas responsable ? En revanche, ces phénomènes que l'on appelle la « sale guerre » ou l'« invasion », c'est-à-dire la tentative de revenir en arrière vers la dictature, se sont tous achevés durant mon gouvernement, et cela je l'assume pleinement. » Alors, aucune responsabilité ? « Aucune. » Soit, mais comment en finir avec les GAL ? Il réfléchit.

A quoi pense-t-il en buvant son café à petites gorgées ? Aux procès à venir pour certains de ses anciens collaborateurs ? Aux erreurs qu'il aurait pu éviter ? Rien ne transparaît. Quand, enfin, il répond, son regard va droit dans le vôtre, comme celui d'un « charmeur de serpents » (un de ses surnoms), pour mieux vous convaincre. C'est l'ex-président du gouvernement (et peut-être le futur) qui parle : « Il y aurait bien un moyen d'en sortir, qui consiste à tenter de comprendre ce qui s'est passé entre 1975 et 1985, disons les dix ans qui ont suivi la mort de Franco. Mais, pour cela, il faut être honnête avec la période de la transition, qui a été extraordinairement positive. Il faut comprendre comment, de la dictature, on est passé à la démocratie : sans révolution ni rupture, mais à travers une réforme. Et, dans une réforme, il y a, c'est normal, des mouvements de retour en arrière, comme ce fut le cas le 23 février 1981 avec

Après avoir abandonné la direction du Parti socialiste ouvrier espagnol, l'ancien président du gouvernement esquisse le bilan de son action politique et diplomatique, mais laisse planer le doute sur son avenir



la tentative de coup d'Etat. Il faut se souvenir de ce qu'ont été, à la fois, la pression terroriste et la pression antiterroriste de cette époque. Imaginez ce qui se serait passé en France si, en dix ou quinze ans, on avait assassiné six cents policiers ! Imaginez la réaction ! C'est d'ailleurs l'argument que j'ai développé avec succès, en décembre 1983, auprès de François Mitterrand pour obtenir sa collaboration contre l'ETA. » Et il ajoute pour conclure : « Dans vingt ans, si on repense au comportement des forces de sécurité en Espagne, on leur rendra hommage pour leur retenue et leur capacité à se contrôler face à une agression difficilement supportable. J'en resterai là, en vous citant un homme honorable, officier de Franco durant la guerre, le général Gutierrez Mellado, qui m'a beaucoup impressionné en disant : "Vous devez comprendre qu'on ne peut parler du passé tant que nous ne serons pas tous morts." »

En d'autres termes, Felipe Gonzalez ni ne justifie ni ne condamne. Il préfère laisser à l'Histoire le soin de juger. Privilège que s'arrogent les puissants. Porte-t-il au moins un jugement sur son propre gouvernement ? Et qu'est-ce qui lui a le plus pesé ? Il répond sans hésiter : « Le plus douloureux a été la corruption qui, lorsqu'elle concerne la gauche, frappe encore plus les consciences ; le plus préoccupant, le chômage et le terrorisme. » Et de la corruption, il en vient à réfléchir sur le pouvoir politique, « dont l'autonomie, très affaiblie devant les groupes de pression », l'inquiète. De même s'interroge-t-il sur cette possible « distorsion de l'équilibre démocratique qu'est le déplacement constant du pouvoir vers les juges ». Pourtant, ce pouvoir parviendra-t-il vraiment à le quitter, lui qui eut cette phrase désabusée : « La vérité, c'est qu'en politique on n'occupe jamais rien » ? Ce sera la grande inconnue. Et, à quelques jours d'annoncer son départ de la direction socialiste, il avait préféré flirter avec l'idée du futur : « Vous me demandez si cela me plairait de revenir au pouvoir ? Oui, mais je ne le veux pas. » A nouveau l'ambiguïté contrôlée. Quelles erreurs éviterait-il cette fois ? « Oh beaucoup ! s'amuse-t-il, et je ferais peu de réformes. Comme disoit Don Quichotte à Sancho Pança quand il lui confio le gouvernement de l'« insula Barataria » : "Faites des lois pragmatiques, peu, mais qui soient effectives." »

Marie-Claude Decamps
Dessin : Pancha

qui a inventé

Philippine des méditerranéennes

Qui a inventé la gauche ? par René Lourau

Après avoir abandonné la direction du Parti socialiste ouvrier espagnol, l'ancien président du gouvernement esquisse le bilan de son action politique et diplomatique mais laisse planer le doute sur son avenir.

EMMANUEL LE ROY LADURIE dans l'entretien publié par *Le Monde* du 1^{er} juillet : « Le coup de génie de Calvin, c'est qu'il a inventé la gauche et le monde moderne [...]. Au niveau français, il n'y a pas une gauche et une droite que depuis Calvin », etc. Qu'il y ait un rapport entre les avatars, au cours des siècles, de la politique française et le développement du protestantisme, personne ne songerait à le nier. Le quatrième centenaire de la proclamation de l'édit de Nantes (accordant une certaine liberté de culte aux protestants) mérite bien d'être fêté. En revanche, attribuer à Calvin, outre l'invention du monde moderne (ce qui fait un peu histoire marshallienne), celle, plus modeste, du clivage droite-gauche dans notre vie nationale, est une thèse qui exigerait de la part d'un historien des arguments autrement persuasifs que ceux qui nous sont ici présentés.

« Contestation de l'ordre catholique établi » : certes, le mouvement très hétérogène de la Réforme a opéré pour la première fois à grande échelle, en Europe, une mise en crise et en analyse de l'institution monarchique et de l'institution monarchique de droit divin. Pourtant, n'est-ce pas faire fi de la temporalité que de projeter dans cette gigantesque contestation entre conservatisme et opposition au conservatisme ? Le confusionnisme dont fait preuve Emmanuel Le Roy Ladurie est violent. Sa dérive du Parti communiste au *Figaro littéraire* ne suffit pas à l'expliquer. Ce type de dérive est plus banalement fréquent de la gauche vers la droite (comme cela est arrivé à Calvin !) qu'en sens inverse. Il y a là de quoi faire réfléchir les politologues, s'il leur venait à l'esprit de s'attaquer au problème de l'institutionnalisation au sens de Max Weber ainsi qu'aux implications de l'institutionnalisation dans des itinéraires individuels ou collectifs. Il faut seulement relever ici le poids du devenir contradictoire, de la temporalité, non seulement à l'intérieur de deux champs hermétiquement clos qui seraient la droite éternelle et la gauche éternelle, mais dans la relation très instable entre ces deux champs, comme en témoigne l'histoire de bien des intellectuels qui ont effectué en bon ordre leur retraite de Russie.

La « décentralisation » à la suisse est un autre argument avancé en faveur de l'invention de la gauche par Calvin. Peut-on imaginer concept plus nomade entre droite et gauche ? Pendant la Révolution française, les girondins fédéralistes étaient-ils de gauche et les jacobins centralistes de droite ? Durant la guerre de Sécession aux États-Unis, le Sud esclavagiste mais confédéraliste, ultra-décentralisateur, aurait été de gauche ? L'Allemagne fédérale, conservant de la féodalité ses précieux Länder et la pseudo-délegation de souveraineté au nom du principe de subsidiarité reproduit ensuite en tête du traité de Maastricht, aurait une constitution plus « de gauche » que la Constitution française ?

Ce n'est pas telle forme sociale, mais le degré de contrôle des forces sociales sur ces formes qui permet d'évaluer un régime en fonction des critères de droite ou de gauche. Si la logique de la vie (y compris politique) était celle qu'on nous enseigne, on ne comprendrait rien aux prétendues « ruses » de l'histoire : par exemple à la montée et au triomphe du nazisme dans le pays le plus « éclairé » d'Europe, phénomènes « incompréhensibles » dont Jean-Pierre Faye a magnifiquement montré qu'ils s'étaient construits à force d'enchaînements d'énoncés contradictoires issus de l'extrême droite et de l'extrême gauche.

Les clivages actuels, eux aussi soumis à fluctuation, à propos des traités de Maastricht et d'Amsterdam prouvent très clairement que les interférences sont nombreuses et actives entre droite et gauche, même si des situations de crise chrétienne, transcrit le devenir de l'expérience calvinienne sous forme d'ajouts dans ses éditions successives. C'est un peu le journal officiel de l'expérience. Calvin y apparaît plus proche de Lénine que de Rousseau. Comme tout homme politique dont la seule stratégie est peu à peu de se maintenir au pouvoir, il passe une grande partie de son temps à combattre les groupes et les individus qui revendiquent, contre ses propres renoncements, l'application de son projet.

Calvin est en effet un « extraordinaire » de sa propre théorie « de gauche ». Il veut instituer une nouvelle forme théocratique qui embrutit beaucoup de celles qu'il combat dans l'Eglise romaine. Ses « gauchistes » veulent, eux, restituer le caractère révolutionnaire du projet initial. Quand l'un de ses disciples devenu trop critique, Michel Servet, oppose à son désir d'institution chrétienne le thème de la restitution chrétienne (retour à la prophétie initiale), Calvin le livre au bras répressif de l'Eglise romaine et à la mort.

Attribuer à Calvin, outre l'invention du monde moderne, celle, plus modeste, du clivage droite-gauche dans notre vie nationale est une thèse qui exigerait des arguments autrement persuasifs que ceux d'Emmanuel Le Roy Ladurie

restent les analyseurs d'une opposition fondamentale en obligeant chacun à prendre parti d'urgence pour des options radicalement opposées.

Outre la dérive de Le Roy Ladurie nous expliquant les origines du clivage droite-gauche, il faut signaler

une lacune peu justifiable, même dans le cadre d'un entretien à bâtons rompus. L'histoire française de l'invention du dualisme droite-gauche comprend, outre l'apport indéniable du protestantisme, l'apport beaucoup moins connu ou reconnu du jansénisme, ou plutôt des jansénismes. Comme avec le protestantisme, l'opposition politique interfère avec une opposition théologique. Une certaine conception, augustiniennne, de la grâce divine s'oppose à la conception, formalisée par saint Thomas, de la grâce suffisante dont se contentent les formes politiques de domination.

Le devenir contradictoire du mouvement commencé involontairement par l'évêque jansen offre plusieurs phases parfois très imbriquées les unes dans les autres : jansénisme théologique mais très pamphlétaire des Pascal, Arnaud, etc., jusqu'à la bulle *Unigenitus* « commanditée » par Louis XIV ; jansénisme parlementaire de la bourgeoisie de robe, non seulement au Parlement de Paris, mais dans de nombreuses capitales provinciales, et cela jusqu'au milieu du XVIII^e siècle ; jansénisme « populaire » enfin, sous la forme d'une résistance passive ou active du peuple et du bas-clergé à la thèse officielle concernant la grâce divine, avec très souvent (pas seulement en l'Eglise Saint-Médard de Paris) des manifestations de trances collectives, aussi violentes, si ce n'est plus, que celles dont les ethnologues font la description aux Caraïbes ou au Brésil.

Pédophilie : des indignations sélectives par Jean-Pierre Rosenczweig et Pascal Vivet

On ne devrait donc retenir de l'opération lancée contre les acheteurs de cassettes pédophiles que les cinq suicides intervenus parmi les 325 interpellés et les 25 mis en examen. La « rafle », pour reprendre le mot du président de la Ligue des droits de l'homme, serait, selon Alain Finkielkraut (*Le Monde* du 25 juin), « un embolisme de la vertu » contribuant au « hynchose hystérique des violeurs d'anges ».

Ne revenons pas sur le fait que cette opération a mis en évidence - avec preuve sur cassettes - des viols sur mineurs voués à rester impunis. On s'insurge devant l'honneur perdu de personnes interpellées, comme si, dans ce doux pays des droits de l'homme, aujourd'hui comme hier, pour les simples quidams, la police ou la gendarmerie étaient des modèles de discrétion. On a déjà entendu ce discours pour les élus pourvus. On l'aurait apprécié avant et depuis pour les enfants des banlieues.

Comment ne pas s'associer aux justes qui veulent au respect de la présomption d'innocence ? Mais ni le parquet, ni la gendarmerie, ni la justice n'ont l'obligation de livrer publiquement le moindre nom. Où est « la publicité fracassante » de l'investigation de la vie privée ? La médiatisation n'a-t-elle pas été d'abord le fait de médias qui ont identifié publiquement des personnes mises en cause ?

La croisade d'une société sans morale par Thierry Baranger et Denis Salas

La gendarmerie vient de lancer le plus grand coup de filet jamais organisé en France dans le domaine de la lutte contre la délinquance sexuelle. Loin d'être claires dans le champ du droit - on chercherait vainement une incrimination spécifique liée à la détermination individuelle des casernes -, de telles pratiques participent d'une croisade morale. Cette vaste opération a organisé des véritables rafles. Peu de gens se sont indignés devant les atteintes répétées à la présomption d'innocence et les conséquences humaines catastrophiques : cinq suicides en quelques jours ! Il ne s'agit pas ici, bien sûr, de dénoncer les enquêtes policières indispensables à la protection de l'enfance, mais seulement de restaurer un espace critique au moment où toute réserve dans la lutte unanime contre la pédophilie apparaît comme une complicité.

Il faut rappeler d'abord que, face aux formes multiples de la délinquance sexuelle, la répression n'a jamais été aussi forte, les textes aussi sévères, les projets de loi aussi nombreux. Le nouveau code pénal a augmenté les peines pour certains crimes, notamment le viol, qui passe de dix à quinze ans de réclusion criminelle. Après la peine de sûreté de trente ans qui existe depuis 1978, une période incompressible pour les assassins violents d'enfants a été votée en 1994. Un projet de loi qui accroît la pénalisation de la délinquance sexuelle, notamment par un suivi médico-social, est en discussion. Mais, surtout, en dix ans le nombre des condamnations pour viol a augmenté de 80 %. La France prononce les peines de pri-

son parmi les plus élevées d'Europe pour violences sexuelles (81 % des peines sont de plus de cinq ans).

Après un long silence sur les violences intra-familiales vient le temps de la pénalisation des abus sexuels. La poursuite contre les agresseurs sexuels s'affiche volontiers comme la mission rédemptrice d'une politique de protection de l'enfance qui se veut crédible et dissuasive. Les victimes qui prennent le risque de parler demandent une réparation que la justice est bien en peine de leur offrir, elle qui ne sait que réparer le mal réparé. On a vu dans l'affaire Dutroux, à travers l'invention d'un rituel de purification - la « marche blanche » - que les familles veulent obtenir la réparation dans un ordre symbolique bien éloigné de la peine classique.

Jean-Pierre Rosenczweig est président du tribunal pour enfants de Bobigny ; Pascal Vivet est chargé de mission pour la protection de l'enfance de Seine-et-Marne.

DÉPÔT DES GRANDES MARQUES
MODE MASCULINE

AZZARO - BALMAIN - BONGARDI - BOTTO
CARVEN - CLOTH BY CERRUTI - CELLINI - COL
ET POIGNET - COMBRET - DOR - DUA PONT
GIANFRANCO ZEGNA - JETH - JEROME
KNOX - LAMBERT - LANGE - LEBLANC
MONTAGNA - MONTAGNA - MONTAGNA
PACCO RABANNE - PALLAZZINI - RENONIA - RIZZI
SMALTO - SEAFIELD - SAINT ALBAN - TORRENTE
UNGARO - VALENTINO - WESLEY - ZEGNA

15, rue de la Banque 75002 Paris du lundi au samedi 10h-19h
Tél. 01.42.96.99.04 - Métro Bourse

Thierry Baranger et Denis Salas sont magistrats.

Pierre Vidal-Naquet, spécialiste de l'Antiquité grecque

« Nous autres, historiens, sommes mortels et serons jugés »

Homme de gauche, cet intellectuel engagé s'explique sur ses interventions dans les grands débats contemporains

« Vous vous êtes défini une fois comme un "historien militant". Encore tout récemment, vous avez signé la pétition intitulée "Nous sommes la gauche". Est-ce de la méfiance à l'égard de la gauche institutionnelle ?

— Je suis toujours de gauche, mais j'entends rappeler que le soutien à la gauche dépend de ce qu'elle fera. Cette pétition, c'est un moyen de dire : "Vous êtes sous surveillance. Nous vous soutiendrons si vous tenez vos engagements." C'est un texte grave. J'ai parfaitement conscience que si la gauche ne réussissait pas, ce qui viendrait ensuite ne serait pas la droite, mais Le Pen.

« J'ai toujours été en marge des institutions. Ce texte signifie que nous sommes de gauche, mais pas forcément des inconditionnels. Il y a d'anciens expériences qui montrent qu'un gouvernement de gauche peut dévier très vite. Le pire a été celui de Guy Mollet en 1956. Il y a peu de gens que j'ai autant haïs ! Il a représenté pour moi la trahison de l'idée même de gauche, notamment en ordonnant la torture en Algérie. Quant à François Mitterrand, il y aurait beaucoup à dire. Prenez un exemple symbolique : le fait d'avoir donné, en 1985, La Cinq à Silvio Berlusconi était évidemment un exercice solitaire du pouvoir qui ne pouvait que choquer.

« N'êtes-vous pas surtout un militant anti-autoritaire, opposé à la raison d'Etat ?

— Certainement. Je suis anarchiste, si vous voulez. Le mot ne me fait pas peur, même si je n'ai aucun rapport avec les organisations anarchistes. Je me méfie de l'extrême de l'Etat. Je sais bien qu'on en a besoin. La notion de service public, par exemple, n'est tout à fait chère. A titre personnel, j'ai été professeur. Mais je me méfie de l'Etat en tant que pouvoir.

« Il vous est arrivé de dire qu'il existait trois familles de pensée parmi la gauche durant la guerre d'Algérie : les dreyfusards, les bolcheviques et les tiers-mondistes. A quelle tradition peut-on vous rattacher ?

— A la tradition dreyfusarde. Mais en chacun de nous, il y a un peu des trois avec une dominante.

« En pleine période de l'Occupation, en 1941-1942, mon père, qui était avocat, m'a raconté l'affaire Dreyfus. J'avais onze-douze ans. Cela m'a marqué pour la vie. C'était un peu paradoxal parce que c'était l'époque où il n'y avait pas un Dreyfus mais des centaines de milliers, pour ne pas dire des millions de Dreyfus. Il m'a aussi lu le célèbre texte de Chateaubriand : "Lorsque, dans le silence de l'objection, l'on n'entend plus retentir que la chaîne de l'esclave et la voix du délateur ; lorsque tout tremble devant le tyran, et qu'il est aussi digne d'encourir sa faveur que de mériter sa disgrâce, l'historien parait, chargé de la vengeance des peuples."

« C'était son testament intellectuel...

— Pour moi, oui. C'est pour cela que je suis devenu historien, bien que je ne croie plus beaucoup que l'historien soit chargé de la "vengeance des peuples".

« Lorsque vous avez constitué



avec des amis le Comité Audin pour alerter l'opinion publique sur la torture durant la guerre d'Algérie, agissiez-vous en fonction de l'affaire Dreyfus ?

— Nous n'avons pas cessé de nous répéter pendant la guerre d'Algérie : "Il nous faudrait un j'accuse !" Dès le premier texte, nous y faisons référence. Maurice Audin, assistant à la faculté des sciences d'Alger, arrêté le 21 juin 1957 et disparu le 21 juin, nous paraissait un symbole de la torture d'Etat. Nous étions comme lui des assistants de faculté. Tout de suite, nous avons pris conscience que ce qui s'était passé pour lui se produisait surtout pour les musulmans. Mais son nom sonnait différemment aux oreilles des Français.

« Dans cette affaire, c'est le sentiment de justice qui nous a fait agir. Il y avait, comme toujours, un risque. C'était l'époque où Michel Debré, premier ministre, lançait en privé : "Tout le monde sait que Audin est chez les fellaghas !" J'avais un sentiment aigu de ma responsabilité en écrivant qu'Audin était mort entre les mains des parachutistes. Je l'ai écrit avec l'angoisse de me tromper et de ne cessant de me faire des objections.

« Comment définiriez-vous la nature de votre engagement ?

— Ne rien écrire qu'on ne puisse prendre en charge, même des déclarations plus tard. Le fait d'être historien, c'est cela : savoir que quoi qu'on dise, il faudra être jugé selon des critères d'objectivité. Nous sommes mortels, et nous serons jugés.

« D'où le fait que, lorsque je me trompe, je tiens à le reconnaître. Ce fut le cas dans l'affaire Tangorre, du nom d'un jeune homme accusé d'une série de viols. Je m'étais laissé persuader qu'il était innocent. J'ai donc mené en sa faveur une campagne acharnée dans les médias et fini par arracher une grâce partielle. Et puis, quelque temps après, il a été accusé d'avoir recommencé avec, cette fois, des preuves assez convaincantes. Je m'étais trompé, et je l'ai reconnu dans un article publié par Le Monde.

« Vous avez choisi comme spécialité l'histoire de la Grèce antique pour ne pas céder aux "embellissements politiques" et pour ne pas tomber dans le piège de "la tyrannie de l'immédiat", comme vous l'avez écrit dans vos Mémoires. Ne vivez-vous pas une contradiction permanente ?

— Oui, bien sûr. Mais le travail sur l'Antiquité donne une vision détachée et une rigueur qui me sert lorsque je traite de sujets contemporains. Quand j'ai publié *Les Assassins de la mémoire* pour réviser les thèses négationnistes, l'historien Pierre Chanu m'a dit : "Ce livre ne pouvait être écrit que par un historien de l'Antiquité." Une manière de dire que, grâce à cette formation, on peut réussir à parler de choses proches avec détachement.

« Il y a une autre contradiction : je suis ce qu'on appelle un historien de l'imaginaire. Comme toute ma génération, j'ai été marqué par l'école des Annales. Je ne cherche pas à déterminer à quelle date Antiochos III est monté sur le trône ; je m'intéresse aux représentations et à l'histoire de l'histoire. Aujourd'hui, c'est commun. Il y a trente ans, ce n'était pas le cas. D'où ce paradoxe : j'étudie le domaine des représentations dans l'Antiquité, et je passe à l'histoire la plus positiviste lorsque j'étudie le monde contemporain.

« A l'occasion de l'affaire Audin, votre première cause, comme pour les époux Aubrac, dont vous venez de prendre la défense, on s'aperçoit que les historiens français n'ont pas produit d'ouvrages magistraux mais des ouvrages sectoriels de qualité sur la guerre d'Algérie et la Résistance. Comment analyser ce phénomène ?

— Il existe une panique française devant le contemporain. Selon la tradition orale, l'un de mes maîtres de la Sorbonne, Aimé Perpillou, disait : "Jusqu'en 1914-1918, c'est de l'histoire, entre 1918 et 1939 c'est de la géographie, après c'est de la politique." Cette panique est traditionnelle. Quand Jules Isaac, auteur de manuels scolaires, a voulu faire une thèse sur le gouvernement Poincaré en 1933, on lui a refusé d'inscrire le nom de Poincaré dans son sujet

parce que cela risquait de poser la question de sa responsabilité dans la guerre de 1914-1918... Il a renoncé. Heureusement, depuis, il y a l'Institut d'histoire du temps présent. En second lieu, il faut mentionner le sentiment de culpabilité qui vante en France pour l'Occupation comme pour l'Algérie et l'Indochine. Le reflux.

« Vous avez inventé un style, celui de l'historien saisi par l'événement. Quels ont été les grands moments de cette passion ?

— Je me suis senti saisi de rage historique à trois reprises. La première fois, à l'occasion de la guerre d'Algérie. La deuxième, en 1968, j'ai écrit avec Alain Schnapp *Le Journal de la commune étudiante*. La troisième fois, lorsque l'éditeur Jérôme Lindon m'a demandé une préface à *La Guerre des Juifs* de Flavius Josèphe (Jérusalem, vers 37-70, vers 100). J'ai remis deux cents feuillets manuscrits écrits effectivement dans la passion la plus totale.

« Est-ce parce que l'étude de Flavius Josèphe vous donnait

l'occasion de circuler de l'Antiquité au monde contemporain ?

— Certainement. Flavius Josèphe pose trois questions absolument capitales : celle de la trahison, celle de l'Etat et celle de la continuité de l'histoire juive.

« Flavius Josèphe était un général des armées juives qui, au lieu de se suicider comme ses pairs, est passé dans le camp romain en disant à Vespasien : "Tu es devenu empereur." Il est allé faire des discours aux assiégés en leur demandant de se rendre. C'est un personnage à bien des égards peu sympathique. Il décrit sans beaucoup d'émotion la crucifixion de milliers de juifs pris à Jérusalem. Il est devenu l'historien officiel de la guerre juive pour le compte de la dynastie des Flaviens, occupant une belle maison à Rome. Voilà pour la trahison.

« Sur l'Etat, il explique que, Dieu étant passé du côté des Romains, la continuité de l'histoire juive n'a plus besoin de l'Etat pour exister. C'est le cœur de son propos. Il s'agit d'une question centrale pour les juifs d'aujourd'hui. N'ont-ils pas eu l'expérience, pendant deux millénaires, d'une vie qui s'est continuée sans Etat ? Et c'est à partir de l'époque décrite par Flavius Josèphe.

« Par chance, ces textes nous ont été transmis par les chrétiens. Les juifs ont commencé à les adapter en hébreu dès le X^e siècle et à les commenter à partir du XIV^e. Flavius Josèphe, bien que tenu en suspicion, a restitué au monde juif une partie de son histoire. Il a montré un tel sens de la continuité historique, du judaïsme que je ne puis, pour cela, que l'admirer. Le personnage est déplaçant, mais la trace laissée est capitale. C'est une figure emblématique de l'ambiguïté, de la nécessité d'être à la fois dedans et dehors. Raymond Aron disait : "Seul un juif peut être sociologue parce qu'il est à la fois dedans et dehors." J'ai tendance à penser la même chose, à titre purement symbolique, bien entendu.

« Comment la France peut-elle réagir ?

— Nous n'avons pas d'Al Gore en France. L'élite française vit dans son monde. Elle a le pouvoir et aucun intérêt à ce qu'Internet vienne tout chambouler. Quelle que soit la façon dont on analyse le problème, le résultat est le même : dans un siècle, on parlera l'anglais, et le français sera devenu un aimable patois.

Propos recueillis par Laurent Greilsamer

Un contestataire résolu de la raison d'Etat

AGÉ de soixante-six ans, Pierre Vidal-Naquet a été marqué dès son adolescence par ce qu'il a appelé « la brisure et l'attente » : l'arrestation par le Geste de ses parents, en mai 1944, et leur disparition. Devenu agrégé d'histoire en 1955, il s'engagea résolument dans la lutte contre la raison d'Etat et la tyrannie. C'est ainsi que ce spécialiste de l'Antiquité grecque se fera davantage connaître sur le terrain de l'histoire immédiate par son combat contre la torture durant la guerre en Algérie, sa dénonciation du pouvoir des colonels en Grèce et ses multiples interventions dans des dossiers judiciaires et politiques.

Ses moyens d'action et de réaction privilégiés sont tour à tour la création de comités, la signature de pétitions, l'envoi de lettres et de points de vue aux journaux et la publication de livres. Chions, parmi d'autres, *L'affaire Audin* (1958), *Les Crimes de l'armée française* (1975), *Les Assassins de la mémoire* (1987), *Le Traité empoisonné. Réflexions sur l'affaire Jean Moulin* (1993).



PIERRE VIDAL-NAQUET

Cet historien militant, nourri de littérature, se rattache volontiers à l'école de la micro-histoire fondée en Italie par Carlo Ginzburg et Giovanni Levi. Il revendique pour maîtres les historiens Henri-Irénée Marrou, Marc Bloch - dont le testament, *L'étrange Défilé*, l'a profondément marqué - et les spécialistes de l'Antiquité grecque que sont Jean-Pierre Vernant, Moses Finley et Arnaldo Momigliano.

Professeur à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, il a notamment publié, en collaboration avec Jean-Pierre Vernant, *Mythe et tragédie en Grèce ancienne* (deux volumes, 1972, 1985). Son œuvre essentielle est regroupée dans *Le Chasseur noir* (1981). Il a aussi réuni de nombreuses études sur le judaïsme et la Shoah dans *Les Juifs, la mémoire et le présent* (1991). Le premier volume de ses *Mémoires, 1930-1955* (Seuil/La Découverte) sera prochainement complété par un second.

L. G.

Jean-Michel Billaut, responsable de la « veille technologique » à la Compagnie bancaire

« La France est extrêmement en retard, car son élite ne comprend pas Internet »

« Comment réagissez-vous aux déclarations de Bill Clinton sur le développement d'un commerce électronique mondial ?

— Si les taxes sont supprimées, comme le réclame le président américain, cela favorisera le développement des entreprises américaines, qui vont organiser nos marchés directement, sans même avoir besoin d'implantations physiques chez nous. Les Etats-Unis disposent de 22 millions de foyers connectés et la plupart de leurs entreprises sont présentes sur Internet. La France est extrêmement en retard, car son élite ne comprend pas ce qui se passe. Elle n'est pas moins intelligente que l'élite américaine, mais, à l'Université, elle n'a pas appris à utiliser le clavier et le courrier électronique. Aux Etats-Unis, le vice-président Al Gore a mis le feu aux poudres, et tout le monde s'est lancé. En France, lors

des dernières élections législatives, personne n'a parlé d'Internet.

« Cela va-t-il freiner le développement du commerce électronique en France ?

— Face à la déferlante du commerce électronique, la France a deux solutions : fermer ses frontières ou s'y mettre aussi vite que les Américains. Nous avons hésité et tardé. Nous avons le Minitel. Les Français ont vanté le chiffre d'affaires de la télématique française devant les Américains. Ils n'ont pas compris qu'Internet est totalement différent. Les Américains passent de quarante-cinq minutes à une heure par jour sur Internet lorsque le Minitel est utilisé seize minutes par mois. C'est autre chose : un média mondial. Et si on ne connaît pas, il faut apprendre. Mais on n'apprend pas, car les prestataires de services sur le Minitel gagnent beaucoup d'argent. Pourquoi se lanceraient-ils sur In-

ternet, que quasiment personne n'utilise en France et où ils vont gagner beaucoup moins ? Dans ces conditions, nous ne créons pas de nouveaux services sur Internet.

« Pensez-vous que les Etats-Unis peuvent devenir la plaque tournante du commerce mondial ? Pour la France, il est déjà trop tard. Il y a une prime au premier arrivant. Ainsi, le site Amazon.com, une librairie américaine qui ne vend qu'en ligne, est devenu indélébile en dix-huit mois. Lorsqu'un Américain achète un livre aux Etats-Unis, il le fait sur Amazon.com. L'avance est considérable. Pour la mesurer, il suffit de télécharger la première page du site de la Fnac. Lorsque le réseau n'est pas trop chargé, il faut quarante secondes. Sur Amazon.com, quatre secondes suffisent. La Fnac a recréé sur Internet une devanture de magasin de centre-ville. Sur Amazon.com, il y a moins de cou-

leurs, plus de textes, et deux pavés : les promotions (jusqu'à 40 % du prix sur certains ouvrages) et un petit graphique : Amazon : 2,5 millions de livres ; Barnes & Nobles : 170 000 titres, et 25 000 pour le petit magasin classique. Un Français est incapable d'inventer de nouvelles chaînes de valeur ajoutée, car il ne connaît pas la technologie. Il en est encore au marketing direct et aux publicités.

« Comment définissez-vous ces nouvelles chaînes de valeur ajoutée ?

— Prenons l'exemple d'Auto-By-Tel, un intermédiaire de vente d'automobiles sur Internet. Le client remplit une fiche avec son nom, son adresse électronique et, par exemple, il recherche une Nissan rouge à 5 portes avec des consignes gonflables... Sur Internet, Auto-By-Tel enregistre la demande et l'achemine vers le concessionnaire

Nissan abonné au système qui se trouve à proximité du domicile du client. Un salarié de la concession renvoie alors la proposition de son meilleur prix, généralement plus faible que celui qui est affiché sur la voiture dans la concession. Ensuite, par échange de courrier électronique, une discussion sur le prix s'engage. Après l'accord, la concession prépare les papiers du véhicule, et le client n'a plus qu'à passer pour régler et partir avec sa nouvelle voiture.

« Pour la vente d'objets de petite taille, comment résoudre le problème de la livraison ?

— Quand on demande aux fabricants d'électroménager, par exemple, s'ils projettent de vendre en ligne, ils répondent : « On ne pense qu'à cela. » Ils ont une revanche à prendre sur les distributeurs traditionnels, qu'ils accusent d'avoir laminé leurs marges. Mais ils considèrent qu'ils ne peuvent

pas pratiquer seuls la vente directe. Ils attendent d'être fédérés. Justement, l'entreprise de livraison Federal Express y pense sérieusement. Elle vient d'acquiescer un logiciel pour accueillir 3 000 magasins vendant des biens matériels sur son site Internet. Elle loue un hébergement et récupère le flux de livraison. A terme, c'est la logistique qui va tenir tout le monde.

« Comment la France peut-elle réagir ?

— Nous n'avons pas d'Al Gore en France. L'élite française vit dans son monde. Elle a le pouvoir et aucun intérêt à ce qu'Internet vienne tout chambouler. Quelle que soit la façon dont on analyse le problème, le résultat est le même : dans un siècle, on parlera l'anglais, et le français sera devenu un aimable patois.

Propos recueillis par Michel Alberganti

« or bleu »
première indu
mondiale

Le Monde

ECONOMIE

ENJEUX ET STRATÉGIES

MARDI 8 JUILLET 1997

CONJONCTURE

Les contradictions du discours américain sur le rôle du dollar page IV

IDÉES

La social-démocratie européenne peut-elle encore créer de l'emploi ? page V

ENQUÊTE

Jacques de Larosière, grand commis français happé par l'international, tire sa révérence page VII

ANNONCES CLASSÉES



page VI et de la page VIII à la page XIV

L'« or bleu » première industrie mondiale

D O S S I E R

Toute la planète a la bouillotte. C'est aussi cela, la mondialisation : des centaines de millions d'hommes et de femmes voyagent, pour leurs loisirs ou pour leur travail, et donnent naissance à la plus méconnue, mais aussi à l'une des plus puissantes des activités économiques, le tourisme. De nombreux pays pauvres ont franchi grâce à lui la première étape du développement, de nombreuses régions de pays riches lui doivent soit leur prospérité, soit leur survie économique.

« Nous pensons que la forte croissance de l'industrie du tourisme va se poursuivre au rythme d'environ 4 % par an au cours des deux prochaines décennies », déclare au mois de mars, Francesco Frangialli, secrétaire général de l'OMT (Organisation mondiale du tourisme) à l'occasion du Salon du tourisme de Berlin (ITB).

Les perspectives restent donc bonnes : le nombre des touristes devrait presque tripler d'ici à 2020. Des chiffres à donner le tourment à ceux qui n'étaient « que » 592 millions à voyager en 1996, l'OMT prévoit 702 millions de déplacements internationaux en l'an 2000, 1 milliard en 2010 et 1,6 milliard en 2020. Cette explosion va, selon M. Frangialli, profiter à toutes les régions du monde. Même dans les pays en voie de développement, les classes moyennes grandissantes vont multiplier leurs séjours de vacances. Les vacances et le tourisme en général, sont souvent « et tout à fait normalement » synonymes de prospérité. C'est pourquoi, ce

▼ Tourisme
Le secteur emploie 255 millions de personnes. Et continue à progresser fortement

secteur est réputé peu sensible, ou peu vertueux. Bien à tort. A l'horizon 2006, c'est-à-dire au cours des dix prochaines années, l'industrie du tourisme et du voyage devrait créer quelque 130 millions d'emplois nouveaux de par le monde, alors qu'elle compte déjà aujourd'hui 255 millions de salariés, soit à peu près l'équivalent de toute la population des États-Unis.

« Quand on regarde de près le tourisme, on s'aperçoit que c'est le secteur qui crée le plus d'emplois », dit Geoffrey Lipman, président du World Travel and Tourism Council (WTTC) qui regroupe 80 dirigeants du secteur.

Selon les prévisions du WTTC, toutes les régions de la planète ne vont pas connaître la même croissance ces dix prochaines années. La progression attendue au niveau mondial devrait être de l'ordre de 60 %, mais certaines régions du globe en profiteront plus que d'autres. Ainsi, la région Asie-Pac-

ifique devrait avoir le taux de croissance le plus soutenu, avec quelque 111 millions d'emplois nouveaux et une croissance de près de 80 %. L'Europe, le continent africain, le Moyen-Orient et les Amériques devraient tous avoir des progressions inférieures à la moyenne mondiale.

La région Asie-Pacifique est déjà celle où les emplois en rapport avec l'industrie touristique sont les plus nombreux. Plus de la moitié des emplois mondiaux du secteur sont concentrés sur cette région. Pierre Py, dans son dernier ouvrage sur le tourisme, relève que le pourcentage de main-d'œuvre peu qualifiée employée par le tourisme peut constituer une chance pour les pays en développement, qui en sont largement pourvus. Dans des situations extrêmes comme les Bahamas, les Maldives ou les îles Vierges américaines, le pourcentage des personnes employées dans le tourisme atteint 50 % à 75 % de la population active, mais il oscille entre 3 % et 8 % seulement dans les pays dont l'économie est plus diversifiée, comme le Mexique, Singapour ou l'Afrique du Nord. Le nombre d'emplois créés risque d'être d'autant moins important que le tourisme s'est développé en utilisant des techniques faiblement consommatrices de main-d'œuvre.

François Bostnavarion

Lire la suite page II

CHRONIQUE

par Eric Le Boucher

Rendormez Keynes !

Le Smic augmenté, les allocations de rentière sociale portées à 1 600 francs, une grande conférence sur les salaires et l'emploi convoquée pour l'automne : le gouvernement mise sur un redémarrage de l'économie française par une relance salariale. Il s'apprête à taxer les entreprises, estimant cette mesure sans grand dommage, leurs bénéfices étant considérables et inemployés puisque l'investissement stagne. La nouvelle équipe veut engager le pays sur « un nouveau chemin de croissance », moins orienté vers l'offre et plus vers la demande.

Sa conviction est que, depuis le choc pétrolier de 1986, la part des profits a été exagérément trop belle en France avec, comme conséquence visible, des spéculations ruineuses (l'immobilier, le Crédit lyonnais...) et comme conséquence profonde une croissance bridée. Le partage de la valeur ajoutée serait devenu trop défavorable aux salariés, à l'inverse des années 70, entraînant une consommation chétive, qui à son tour prive les chefs d'entreprise de débouchés intérieurs et les décourage à investir. En termes économiques, la France souffrirait d'une crise keynésienne, caractérisée par un déficit de demande.

Les économistes de tous bords sont d'accord sur le diagnostic : la France souffrirait d'une croissance inférieure à son « potentiel ». Le déficit accumulé ces dernières années (le gap) est estimé entre 2 points et 4 points de PIB, un gâchis considérable. Le rythme d'expansion pourrait être augmenté d'un bon point pendant trois ans, créant des centaines de milliers d'emplois. Pour 1997, par exemple, la croissance n'est pas mauvaise puisqu'elle devrait atteindre en moyenne 2,5 %. Mais pour combler le gap, elle aurait dû être de 3,5 %.

Comment y parvenir ? Le gouvernement peut agir sur les structures avec le temps : améliorer la spécialisation industrielle, réformer la fiscalité pour l'orienter vers l'emploi... Mais, dans l'immédiat, il ne lui reste que deux manettes à sa disposition : inciter à une hausse des salaires comme on l'a vu et creuser le déficit budgétaire (en fait le réduire moins vite) pour relancer la

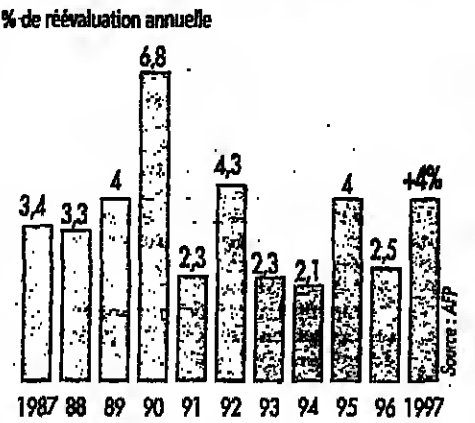
demande publique. Le ministre des finances, en indiquant que la France ne respecterait pas au pied de la lettre le traité de Maastricht, a laissé entendre que le déficit ne sera pas ramené à 3 % du PIB à la fin de cette année.

Cette politique peut-elle réussir ? Si le diagnostic keynésien est le bon, les solutions keynésiennes sont-elles adaptées ? La hausse des bas salaires et l'introduction des 35 heures payées 39 ont un effet négatif connu : une hausse des coûts du travail, en particulier du travail non qualifié. Fallait-il passer outre ? On peut en douter en observant que la consommation est repartie depuis 1994. En 1996, elle a progressé de 2,1 %, plus vite que le 1,2 % pour la croissance du PIB. Le déficit de demande provient surtout de l'atonie de l'investissement, en panne depuis cinq ans. C'est là qu'il faudrait agir prioritairement.

Le pari est tout autant périlleux pour la politique budgétaire. Relâcher l'effort fait prendre un risque à

le euro (voir l'analyse de Pierre-Antoine Delhommais dans le Monde du 3 juillet) pour une efficacité hypothétique. En effet, les ménages ont récemment modifié leur comportement : une aggravation des comptes publics leur fait peur ; ils augmentent leur épargne de précaution et réduisent d'autant leur consommation. Dans l'autre sens, un apurement budgétaire entraîne une baisse des taux d'intérêt qui vide les bas de laine : en 1996, la consommation a été tirée non par les revenus qui ont stagné, mais par la forte baisse du taux d'épargne.

Appuyer (un peu) sur les salaires pour débloquer l'investissement des chefs d'entreprise ? Ce n'est pas complètement impossible, mais le « nouveau chemin » paraît bien escarpé. Le keynésisme plaide à gauche (et au RPR) car il légitime un retour de l'État face aux « excès » du marché. Il surgit d'une réflexion plus politique qu'économique. Las, les mécanismes économiques n'ont pas changé : les citoyens doutent de l'État plus qu'ils ont confiance dans sa régulation. Les recettes keynésiennes ont ainsi des effets inversés sur la croissance. Rendormez Lord Keynes !



SMIC : le coup de pouce de Jospin

- Entretien avec Ralf Corsten, de TUI (principal voyageur européen) p. II
- La France, un géant paresseux p. III
- Au Portugal, l'Expo 98 sera le tremplin de la rénovation urbaine p. III
- Questions-réponses p. III

INGENIEURS GSM

Projet de loi...

Internet

Projet de loi...

Avec ou sans vous ?

Jeunes ingénieurs grande école à vous de décider.

It's Time for the CAP GEMINI Way.

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA

Membre et/ou accrédité de ACBSP - ECBE - IFBE - WAUC

AVEC UNIVERSITÉS US

MBA Master of Business Administration in International Management

- Programme intensif de 12 mois.
- Pour diplômés de l'enseignement supérieur, avec expérience professionnelle ou stages validés.

ieMBA International Executive Master of Business Administration

- Compatible avec vos activités professionnelles de salarié
- 520 heures de formation intensive :
 - 10 séminaires à PARIS : 240 heures
 - 280 heures en juillet/août aux USA

IUA, School of Management
148, rue de Grenelle 75007 Paris
Tél. : 01-45-51-08-08 - Fax : 01-45-51-08-08
International School of Management USA
E-Mail : IUA@IUA.EDU

Ralf Corsten, président du directoire de TUI, le plus important voyagiste européen

« Un actif sur dix dans le monde travaille pour le tourisme »

COLOGNE
correspondance

Touristik Union International GmbH and co. (TUI), basé à Hanovre, est le numéro un des voyagistes européens. Il est présent dans l'hôtellerie, les agences de voyage et les Tour Operators. Le groupe a réalisé en 1995-96 un chiffre d'affaires de 7,7 milliards de marks (26 milliards de francs) avec un bénéfice net de 151 millions (513,4 millions de francs).

« Peut-on compter sur le secteur du tourisme pour ranimer la croissance économique ?

Il est certain que le tourisme est parmi les activités qui peuvent le mieux tirer la croissance économique dans le monde. En Europe, on parle d'une croissance annuelle de 3 % à 5 % du secteur pour les prochaines années : quelle autre branche pourrait en dire autant ? Un actif sur neuf travaille dans le tourisme en Allemagne, et un sur dix dans le monde. Il y a des pays comme l'Espagne où la proportion est encore plus forte.

La progression enregistrée ces dernières années semble pourtant se ralentir...

Même par temps calme, il y a toujours un peu de vent. La croissance moyenne des cinq dernières années était d'environ 5 %. Nous faisons moins aujourd'hui, mais la progression se poursuit. En Allemagne, nous comptons sur une augmentation de 2 % à 3 % par an pour les trois ou cinq ans à venir. Ça pourrait être un peu plus dans les pays voisins.

Selon l'Organisation mondiale du tourisme, le tourisme devrait plus que doubler d'ici vingt ans. Quels sont les pays qui devraient en profiter ?

Ces prévisions seront certainement tenues sur le plan mondial, mais pas forcément en Europe. Au moins 50 % du potentiel de croissance concerne l'Asie. Même si peu de gens voyagent, la masse est importante. Il y a certes des différences entre le Japon, où le tourisme est déjà très développé, et la Chine où tout commence.

Et concernant l'Europe ?

En Europe, les marges de progression sont importantes dans le trafic avec l'Amérique et d'autres destinations long courrier. À l'intérieur du continent, l'évolution sera plus lente. Le tourisme au départ de l'Allemagne, de la Hollande, de la Belgique, de la Grande-Bretagne ou de la France, se développera plus lentement que dans d'autres pays européens. L'euro pourrait se révéler un inconvénient pour les pays de destination qui passeront à la monnaie unique, parce que les augmentations de prix s'y répercuteront telles qu'elles sur les forfaits. Les destinations hors Union monétaire seront avantagées car leurs baisses de prix seront amorties ou partie par l'évolution des changes.

Quel sera le rôle des pays d'Europe de l'Est ?

Comme pays « récepteurs », ils devraient renforcer petit à petit leur position en améliorant la qualité des prestations. Tout dépendra des tarifs et des coûts. Ces régions sont encore, sur le plan de la qualité, en dessous des pays très touristiques comme la Grèce, l'Italie, la Turquie, l'Espagne et le Portugal. La taille de ces marchés restera toutefois modeste. En République tchèque, par exemple, 1 million de touristes procurent l'avion chaque année, vingt fois moins qu'en Allemagne. Le groupe TUI transporte 2,4 millions de vacanciers allemands vers l'Espagne avec une croissance de 5 % par an environ. Ce qui représente 120 000 nouveaux clients : il nous faudra des années pour avoir 120 000 clients pour un seul pays de l'Est !

Comment évoluent les produits ?

Les voyages deviennent de moins en moins chers depuis dix ans, grâce à des volumes plus importants et à une meilleure organisation. Le marché est devenu plus flexible. Il y a vingt ans, on achetait sept jours avec l'hôtel, la pension complète et le vol. À côté de ce type de forfaits, on peut maintenant, chez les bons voyagistes, combiner un grand nombre de possibilités. On propose des vols presque quotidiens grâce aux charters. Le voyage s'est plus organisé, mais il est construit à la carte à l'aide des catalogues. Ces derniers temps, le fossé se creuse entre les produits de luxe et les offres bon marché, deux catégories très demandées.

Les difficultés économiques se répercutent-elles sur l'appétit de voyage ?

Cela dépend. En Allemagne, 40 % des gens passent par des voyagistes. Statistiquement, nos clients voyagent avec nous une fois tous les deux ans. Quand on doit économiser, on commence par les extras (hôtels, excursions). Vu la situation économique, on part toujours, mais en dépensant moins sur place.

La tendance est toujours à la mer et au soleil ?

Les voyages sur mer sont toujours les plus demandés, surtout si on peut proposer un complément. Avant, il était pas rare de partir deux fois par an en avion pour un séjour long. Maintenant, on rogne sur les deuxièmes vacances. D'où l'émergence des visites de villes (capitales européennes, New York ou Hongkong cette année).

Les Allemands sont des champions des voyages, mais votre pays n'attire guère de touristes étrangers...

Longtemps, le tourisme vers l'Allemagne est resté très artisanal. O'autres pays ont compris plus vite l'importance économique de cette activité. Pour améliorer les choses, l'année dernière, nous avons créé la Fédération nationale des professionnels du tourisme, le BTW. Toutes les associations professionnelles et les institutions de la branche y sont représentées. Cette fédération a réussi à démontrer aux responsables politiques que le tourisme en Allemagne est plus important que l'industrie chimique ou le bâtiment.

« L'industrie du tourisme allemande connaît une phase de concentration très prononcée en ce moment ?

Il va y avoir une concentration chez les voyagistes, dans les agences de voyages et parmi les compagnies aériennes. Nous avons observé cela en Grande-Bretagne. En Allemagne, on le vit depuis le début des années 90 : les quatre plus grands groupes transportent 61 % de la clientèle. La plupart des voyagistes sont nés dans les années 60 et sont restés longtemps des PME. Aujourd'hui, les grands groupes comme le ont passé à une nouvelle dimension et la concurrence sera rude pour les plus petits, qui seront repris ou disparaîtront, à moins d'être des spécialistes bien installés sur un pays ou un segment de clientèle.

Certains craignent que cette concentration ne se fasse au

détriment de la clientèle, parce que les prix vont cesser de baisser.

Les tarifs dépendent des prix des différents services. Avec la concurrence aérienne, les billets d'avion ne devraient pas augmenter. Les prix des hôtels sont fonction de l'évolution monétaire, qui dépeindra de l'euro, mais je n'attends pas de fortes hausses. Et donc pas de grandes augmentations des prix globaux.

Les préoccupations d'environnement et de protection de la nature ont-elles modifié le comportement de l'industrie du tourisme ?

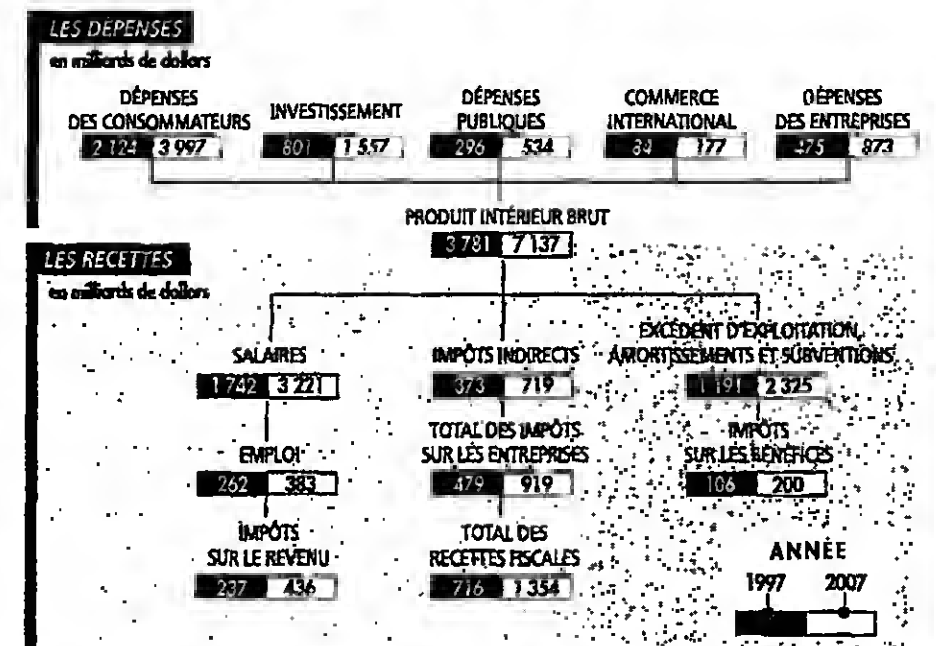
Nous avons créé, il y a six ans, un service spécial pour suivre ces

dossiers. Nous sommes d'avis que le voyage organisé est moins dommageable pour l'environnement que le tourisme individuel : un avion bien rempli par un voyageur est moins mauvais que des milliers d'autos. Nous avons arrêté certains programmes parce que les conséquences négatives nous semblaient l'emporter sur les avantages. Le plus bel exemple a été la suspension de visites de certaines îles, car nous voulions protéger les tortues. Le problème, dans ce cas, c'est que la concurrence peut prendre la place laissée vacante.

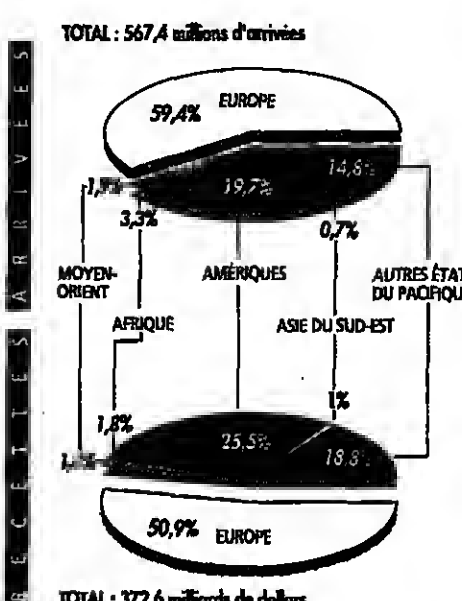
Propos recueillis par
Philippe Ricard

L'Europe prédomine mais l'Asie-Pacifique accélère sa progression

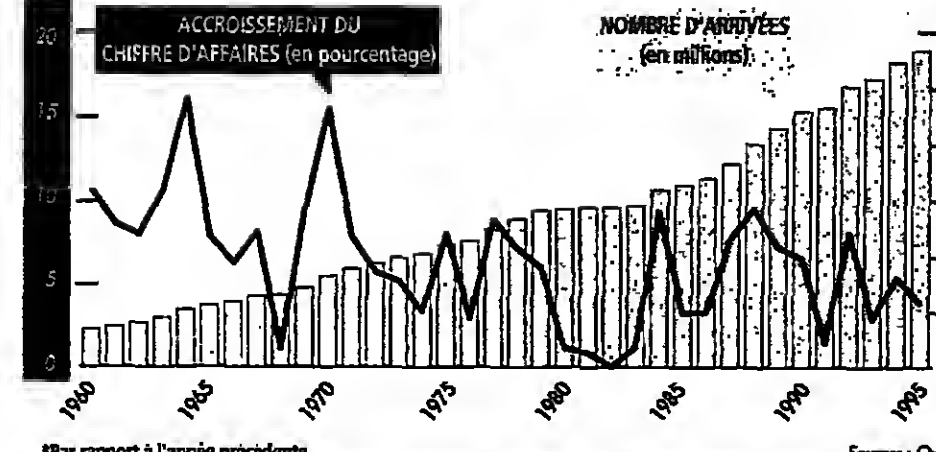
L'impact économique mondial du tourisme et des voyages



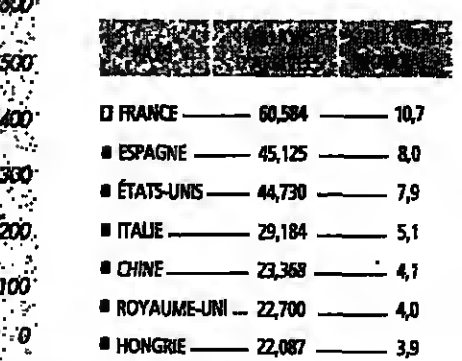
Tourisme international dans les régions du monde en 1995



Arrivées et chiffre d'affaires



Les principaux pays d'accueil en 1995



L'« or bleu », première industrie mondiale

Suite de la page 1

En Europe et dans les pays de l'OCDE, les perspectives de créations d'emplois sont très contrastées : la Turquie, par exemple, avec un peu plus de 10 % de sa population active employée par le secteur (soit environ deux millions de personnes) devrait connaître une progression de plus de 30 % de ce chiffre. Dans les pays développés, les grandes puissances touristiques que sont la France et la Grèce, dont le pourcentage de population active vivant du tourisme est déjà haut (13,3 %), créeront, en pourcentage, le moins d'emplois (respectivement une progression de 2,7 % et 2,6 %).

A plus court terme, c'est-à-dire à l'horizon 2000, les créations d'emploi dans le secteur touristique pourraient être de l'ordre de 100 000 postes en France. Aujourd'hui, le tourisme représente plus de 1 million d'emplois directs (salariés, non salariés et saisonniers) et apporte à la France un montant de devises équivalent à celui des produits agroalimentaires, avec un solde de la balance des paiements de 61,5 milliards de francs.

Le verre est-il à moitié plein ou à moitié vide ? Selon la dernière étude de l'OCDE, le tourisme international n'a enregistré qu'une

croissance modérée en 1996 dans les pays industrialisés, avec une hausse de 4 % des nuitées (nuitées dans les hôtels et autres hébergements) contre 7 % en 1995. Mais une hausse de 4 %, c'est plus que la croissance de la production mondiale... Les recettes du secteur, hors fluctuation des monnaies et inflation, ont encore plus ralenti, avec une hausse de 1 %, alors qu'elles avaient progressé de 5 % l'année précédente. Elles ont atteint 276 milliards de dollars (1 628 milliards de francs). Quant aux arrivées aux frontières dans les 29 pays industrialisés membres de l'OCDE, elles ont augmenté de 3,4 %, contre 4,6 % dans l'ensemble du monde. En d'autres termes, le tourisme international a augmenté plus vite dans les pays en développement.

L'Asie-Pacifique a profité à plein de cet engouement avec une croissance moyenne de 15 %. L'Australie, qui bénéficie aussi du dynamisme économique de la région, attire de nombreux touristes (+13 %). Au Japon, la dépréciation du yen, qui fait du pays une destination moins chère qu'auparavant, et la progression du tourisme d'affaires ont entraîné une hausse des arrivées de quelque 25 %.

Pour créer des emplois et accroître le nombre des touristes, il faut des infrastructures et une organisation. Dans le magazine Time du 16 juin, Geoffrey Lipman mettait en garde : « Si vous avez trop de touristes, vous finirez par avoir un problème de touristes à la place d'un bénéfice ! » De fait, si les in-

frastructures sont en nombre insuffisant ou inadéquates, le développement du loisir peut rapidement devenir un cauchemar. Y remédier, c'est construire : des hôtels, des restaurants, des résidences, des campings... Mais tout le monde a en mémoire l'exemple de l'Espagne. Dans les années 60, le pays découvre l'« or bleu »... et commence à bétonner ses plages. On se souvient de la passivité des autorités espagnoles, et notamment des conseils régionaux, qui ont peu fait pour protéger le littoral contre tous les risques écologiques, sociologiques et esthétiques engendrés par l'appétit des bâtisseurs, plus friands de devises que d'environnement. Les Espagnols se sont réveillés tard et il a fallu attendre la fin des années 80 pour qu'à coups de décrets l'on renforce les normes d'aménagement du territoire et d'occupation des sols pour contraindre les promoteurs à restaurer l'environnement.

EFFETS NÉGATIFS

La leçon a servi, au moins à certains pays. On cite fréquemment l'exemple des îles Maldives qui ont à la fois encouragé la construction des hôtels en bon ordre, de façon à ne pas dénaturer le paysage, et imposé une réglementation pour faire respecter et préserver les fragiles récifs de corail qui sont leur principal atout.

Car le développement du tourisme de masse engendre des maux dont les professionnels du secteur ont fini par s'inquiéter.

Réunis en congrès, il y a un mois à Manille, à l'initiative de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) et du ministère du tourisme des Philippines, les chefs de file du tourisme de 64 pays ont réfléchi sur les problèmes posés par la dégradation de l'environnement, la toxicomanie, le tourisme sexuel, l'exploitation des enfants et la délinquance. Maximiser les effets positifs du tourisme — comme la création d'emplois et l'apport de devises — tout en supprimant ses effets négatifs, tel est désormais le mot d'ordre. Les professionnels, lors de ce congrès, sont convenus qu'il fallait travailler à l'élaboration et à l'adoption d'une déontologie mondiale du tourisme.

Pour Corazon Aquino, ex-présidente des Philippines, le défi que doit relever l'industrie touristique est de trouver le bon équilibre entre les avantages économiques du tourisme pour les prestataires de services et les communautés qui accueillent les touristes, et les conséquences néfastes que doivent supporter les gens ordinaires.

De tous les maux engendrés, le tourisme sexuel est actuellement celui qui préoccupe le plus les professionnels. A l'occasion du Saloo mondial du tourisme qui s'est tenu au mois de mars à Paris, les professionnels ont présenté un logo qui identifie désormais hôtels, agences, catalogues de voyages et compagnies aériennes décidées à lutter contre l'exploitation sexuelle des enfants. La campagne est menée par l'association ECPAT (End Child Prostitution and Trafficking)

et d'autres organisations de défense des enfants, et les principaux partenaires du monde du tourisme, comme l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), la Fédération universelle des associations d'agences de voyages (FUAAP), l'IATA (compagnies aériennes), ou l'Association internationale de l'hôtellerie et de la restauration (AIHA).

TOURISME SEXUEL

Mais les professionnels avouent qu'il n'est « pas aisé de s'engager dans ce combat ». « Nous sommes vigilants sur les destinations programmées, mais nous ne sommes pas responsables des actes des clients », reconnaissent alors César Balderacchi, président du Syndicat national des agents de voyage (SNAV) français.

Francesco Frangialli, secrétaire général de l'OMT notait, lui, que les pays visés avaient du mal à mettre en place une politique efficace dans la mesure où ils ne connaissent difficilement l'existence d'une telle calamité chez eux. Plusieurs pays, toutefois, commencent à engager des campagnes de dissuasion comme le Brésil, le Ghana, le Sri-Lanka et Cuba.

On le voit, les acteurs du tourisme sont loin d'avoir des préoccupations futiles. Pierre Py déplore d'ailleurs l'emploi du terme « tourisme » pour qualifier « un amateur non éclairé ». Car si la recherche du soleil et de la mer reste la motivation principale pour des millions de vacanciers, d'autres, de plus en

plus nombreux, privilégient la découverte de la nature, des richesses culturelles, religieuses et artistiques de l'« ailleurs » plus ou moins lointain. Ce qui n'est pas sans poser des problèmes pour des sites aussi irremplaçables que fragiles, comme le Parthénon ou le Sphinx, Venise ou Florence, pris d'assaut par des flots toujours croissants de visiteurs qu'il faut bien transporter, accueillir, loger, nourrir.

Par nécessité, les voyages et les loisirs, autrefois individuels et réservés à une minuscule élite, ont dû s'organiser, souvent en faisant face à l'incompréhension ou à l'indifférence des autorités. En Europe, patrie du tourisme, inventé par les Anglais vœux deux siècles, celui-ci d'est une industrie que depuis peu de temps. Le traité de Rome ne faisait aucune allusion au tourisme et le traité de Maastricht, dans sa version initiale, se contentait d'une brève allusion dans son article 3 : « ... des mesures dans les domaines de l'énergie, de la protection civile et du tourisme... ». Pourtant, si l'on additionne les différentes activités qui touchent de près ou de loin au secteur : le transport aérien (55 % des passagers transportés le sont pour des voyages d'agrément), l'hôtellerie, la location de voitures, etc., l'industrie du tourisme et du voyage a un poids économique et social supérieur à la plupart des autres activités industrielles. Le plus beau secteur du monde.

François Bostravaron

La France, un géant paresseux

La France n'est pas à un paradoxe près. D'un côté, son tourisme se porte bien. Selon les dernières statistiques communiquées par la direction du tourisme, 68,4% de Français ont pris des vacances en 1995 et 61,5 millions d'étrangers sont venus en France en 1996 - ils n'étaient que 44,7 millions aux États-Unis et 41,4 millions en Espagne. Selon les statistiques nationales et internationales, la France est le premier pays récepteur du tourisme. L'excédent de la balance touristique s'est élevé, en 1996, à 54,6 milliards de francs, soit trois fois les soldes de l'automobile, de l'aéronautique, ou de l'industrie spatiale, ou six fois celui du commerce du luxe. Enfin, 30 000 emplois nets sont créés par le secteur chaque année.

L'autre visage est moins souriant. Toujours selon la direction du tourisme, le nombre des vacanciers français a tendance à stagner, la consommation touristique des Français en France progresse faiblement, la croissance du tourisme international en France est deux fois moins importante que celle du tourisme international dans le monde. Le tourisme en France représente 10,7% du marché mondial, mais seulement 7,5% des recettes. Enfin, les Français et les Européens, qui sont les principaux touristes de la France, quittent de plus en plus l'Europe.

Dans la dernière *Lettre de l'Observatoire*, publiée par l'Observatoire national du tourisme, Hugues Parant, directeur du tourisme, reconnaît que ces constatations incitent à engager une réflexion sur l'avenir. Le nombre des Français qui prennent des vacances peut-il s'accroître ou au contraire diminuer ? Dans quelles proportions ? L'actuelle baisse des parts de la France sur le marché international est-elle le signe d'un début de décalage entre une demande en recomposition et une offre dont les composantes manifestent un inégal dynamisme ? La direction du tourisme a mis en place un groupe de prospective

Principale destination mondiale, l'Hexagone voit ses parts de marché s'effriter

pour répondre à la demande touristique à l'horizon 2005-2010. Prenant conscience que demain se prépare aujourd'hui, on s'est attaché à élaborer des scénarios, puis des indicateurs de veille sur l'évolution du tourisme. Une démarche radicale, nouvelle.

Bernard Pons, ministre du tourisme de la précédente majorité, avait déjà admis, il y a juste un an, que « l'heure était grave » : en 1995, l'excédent de la balance touristique avait diminué de 5 milliards de francs. Le taux d'occupation des hôtels avait baissé et la

créer 100 000 emplois d'ici à l'an 2000 et déplorait surtout que ce secteur n'ait pas « bénéficié dans notre pays d'une attention soutenue, d'un effort parce que beaucoup de responsables ont cru que le tourisme était une matière peu noble ou qui n'avait pas besoin d'une politique ».

Et ce n'est pas parce que la première destination touristique mondiale regroupe 180 000 entreprises, qui dégagent un chiffre d'affaires estimé à 340 milliards de francs et qui créent toujours des emplois qu'il faut se reposer sur ses lauriers.

Le tourisme créateur d'emplois et facteur de développement ne se limite pas à la métropole. Au mois d'avril, Miguel Laventure, conseiller général de Fort-de-France et membre de la section cadre de vie du Conseil économique et social, présentait un rapport sur « Le tourisme, facteur de développement de l'outre-mer français ». Le

sonnés en 1995. Les trois zones où sont situées les « entrées ultramarines » françaises (Caraïbes, Pacifique et océan indien) ont accueilli 217,3 millions de touristes internationaux (38,4% des flux). Le total des arrivées qui nous concernent représente moins de 1% du total des trois zones.

Dans une optique de développement durable, le rapport Laventure préconise de valoriser et protéger les atouts touristiques des DOM-TOM, de diversifier les produits, d'améliorer la qualité des services et les dessertes aériennes et d'accroître la promotion sur la « France des tropiques ».

Tous ces dossiers sont aujourd'hui sur le bureau de Michelle Demessine, nouvelle secrétaire d'État au tourisme, dont les décisions sont très attendues. Son premier chantier sera d'obtenir des crédits, le nerf de la guerre. En cinq ans, le ministère du tourisme a perdu 100 millions de francs. Maison de la France, l'outil de la promotion du tourisme français à l'étranger, a vu son budget de fonctionnement amputé de 15%.

Ces moyens sont insuffisants par rapport à nos concurrents comme l'Espagne ou la Grande-Bretagne, souligne Jean-Marc Jannalac, ex-directeur général de Maison de la France et aujourd'hui directeur général d'AOM. La dotation de l'État est deux fois et demie inférieure à celle de la Grande-Bretagne et trois fois inférieure à celle de l'Espagne.

La concurrence est de plus en plus offensive et l'impact promotionnel qu'il y a un déficit de promotion de notre part. Il n'est pas possible de diminuer encore les moyens de Maison de la France sans mettre en danger des agences à l'étranger, déclarait-il, il y a quelques jours, Michelle Demessine, devant l'ensemble de la presse professionnelle. De fait, il faut se donner les moyens de ses ambitions ; avec moins de promotion à l'étranger, comment espérer accueillir 90 millions de touristes en 2010 ?

F. Br.

VOYAGES

Questions-réponses

1 Quelle est l'origine du tourisme ?

Le concept moderne de tourisme a été inventé par les Anglais au XVIII^e siècle. Ils ont forgé le mot « *touriste* » au début du XIX^e, à partir du mot français « *tour* » : il désignait les jeunes gens fortunés qui effectuaient le « grand tour » - de la France d'abord, étendu ensuite à la Suisse, l'Italie, la Grèce.

Longtemps, les loisirs sont restés l'appanage des classes aisées, jusqu'à l'invention des congés payés (en France, c'est le Front populaire qui leur donne force de loi en 1936). L'élévation du niveau de vie, le développement de l'automobile et de l'aviation, ainsi que la baisse des prix des transports ont contribué à l'explosion de cette activité.

2 Quelles sont les principales destinations ?

L'Europe continue à se tailler la part du lion en enregistrant près de 59% des arrivées internationales en 1996. Si l'on considère les recettes libellées en dollars, la part de l'Europe est légèrement moindre, de l'ordre de 50%. Les destinations en forte croissance se situent en Asie (la Chine a vu son nombre de visiteurs augmenter de 88% ces cinq dernières années), au Moyen-Orient (+72%), en Afrique (la seule Afrique du Sud a connu une progression de 174% depuis 1991), en Europe de l'Est (République tchèque : + 119%, Pologne : + 68%).

3 Quels sont les sites les plus visités, et par qui ?

L'Amérique fait recette en Europe : selon un classement établi par Euromonitor, Disneyland Paris est devenu, avec 12 millions

de visiteurs en 1996, l'attraction touristique la plus fréquentée du Vieux Continent, suivi de Notre-Dame de Paris (10 millions) et du Centre Georges-Pompidou (8 millions). Neuf des quinze principaux sites touristiques européens sont français (Mont-Saint-Michel, tour Eiffel, Cité des sciences et de l'industrie, Musée du Louvre, château de Versailles et Futurscape...). Curieusement, deux parcs d'attractions anglais figurent dans la liste, mais aucun des grands sites italiens ou espagnols.

L'écrasante majorité des touristes venant en France sont des Européens - Britanniques et Allemands en tête ; Belges, Italiens, Néerlandais et Espagnols arrivent ensuite, nettement plus nombreux qu'Américains ou Japonais.

4 Quels sont les principaux acteurs du tourisme « industriel » ?

Parmi les dix plus grands groupes hôteliers mondiaux, le français Accor figure en bonne place, au côté d'Hospitality Franchise System, Best Western International, Choice Hotels International, Marriott International, ITT Sheraton Corp., Hilton Hotels Corp., Promis Cos. (Etats-Unis), Holiday Inn Worldwide et Forte (Royaume-Uni).

Les huit principales compagnies aériennes régulières ou nombre de passagers sont américaines (Delta Airlines étant la plus importante), British Airways et la japonaise All Nippon Airways étant reléguées loin derrière.

Les plus grands voyageurs ou Tour Operators sont allemands (TUI est le plus important, suivi de NUR, LTU, DER, ITS), britanniques (Thomson et Owners Abroad), suisse (Kuoni), français (Club Méditerranée).

ère sa progression

ystème international dans les pays du monde en 1995

ORIG. : 567,4 millions d'arrivées

ORIG. : 567,4 millions d'arrivées

Les principaux pays d'accueil en 1995

Origine	Millions d'arrivées	% du total mondial
France	60,584	10,7
Allemagne	41,1	7,3
États-Unis	31,7	5,6
Grande-Bretagne	24,54	4,3
Italie	19,14	3,4
Autres	11,115	2,0
Canada	11,087	2,0

Source : Direction du tourisme, Paris

Au Portugal, l'Expo 98 sera le tremplin de la rénovation urbaine

LISBONNE
de notre envoyé spécial.
En 1998 aura lieu à Lisbonne la dernière Exposition mondiale du siècle. Elle s'ouvrira le 22 mai 1998, cinq cents ans, jour pour jour, après l'arrivée de Vasco de Gama à Calicut, sur la côte occidentale de l'Inde, et sera consacrée à un thème : « Les océans, un patrimoine pour le futur », ce qui en fait une exposition spécialisée, et non universelle. Par une action diplomatique menée très en amont, le gouvernement portugais a réussi à faire adopter, en 1994, par les Nations unies, le principe d'une « Année internationale des océans » pour l'an prochain : ce couplage du thème

entre deux « événements » institutionnels est une première. À l'évidence, le Portugal a cherché à mettre toutes les chances de son côté.

C'est que l'enjeu dépasse de loin le « coup » touristique. Les « expos », conçues pour durer quelques mois (jusqu'au 30 septembre, en l'occurrence), engagent des sommes considérables pour des réalisations en fait permanentes : 10 milliards de francs, dans le cas portugais. L'aspect touristique de l'exposition de Lisbonne n'est cependant pas négligeable : cent trente-six pays ont annoncé leur participation, et l'on attend 15 millions de visiteurs, pour un pays qui accueille annuellement 12 millions de touristes.

Mais les recettes touristiques programées, dites de l'expo ne couvriront que le quart des coûts. L'Expo 98 sert de prétexte à une vaste opération pour rénover une partie abandonnée de Lisbonne. Sur 340 hectares et 5 kilomètres en front de Tage, à l'est de la capitale, là où l'estuaire est le plus majestueux, finissent de rouiller une vieille raffinerie de pétrole, un abattoir désaffecté, un ancien dépôt de matériel militaire. Des fonds européens ont servi à décontaminer le terrain, aujourd'hui un immense chantier. Parmi les pavillons, certains resteront, comme l'aquarium géant qui sera « le plus beau d'Europe », selon le commissaire général de l'Ex-

po 98, M. José Torres Campos, ou le « pavillon de l'utopie », ample coquille Saint-Jacques futuriste renfermant une salle de 10 000 places pour des spectacles sportifs ou culturels.

CENTRE D'AFFAIRES

Expo Urbe, la société à fonds publics qui commercialise les terrains, a déjà vu du 750 000 mètres carrés constructibles ; à l'horizon 2010, la surface bâtie devrait atteindre 1 858 000 mètres carrés. Près de 10 000 logements de moyen et haut standing, 450 000 mètres carrés de bureaux et 150 000 de commerces devraient surgir de terre, non loin du nouveau port de plaisance. Des hôtels, un hôpital, des écoles et implantations universitaires, des résidences pour étudiants complèteront ce quartier qui ambitionne de devenir le centre d'affaires moderne de Lisbonne, relié au centre par une nouvelle ligne de métro et aux autoroutes du nord et du sud du pays par le nouveau pont sur le Tage, ouvrage de près de 18 kilomètres de long construit par un consortium privé (Trafalgar House et Campeoon-Bernard, notamment).

« Les comptes de l'exposition seront déficitaires, à hauteur d'environ 20% du budget total, essentiellement à cause des frais financiers, parce que les coûts sont concentrés sur 1996-97-98, tandis que les recettes s'étaleront sur dix ans à partir de 1998 », analyse M. Torres Campos. Pour lui, la réhabilitation de toute une partie de Lisbonne vaut l'investissement. Sans parler de l'important coup de pouce à l'activité économique et à l'emploi : cette année, le taux de croissance du Portugal pourrait dépasser les 3,5%, malgré une baisse attendue des exportations. L'Expo 98 aura ainsi dignement participé à la mission nationale que s'est donnée le Portugal : remplir les critères de Maastricht, calculés en fonction du PIB de 1997.

Sophie Gherardi

Un bon conseil : la région Limousin

Les Van der Gilm ont en commun la passion du vélo. A la belle saison, pour changer du plat pays, ils s'échappent sur les routes buissonnières autour du lac de Vassivière. Et grâce aux gîtes d'enfants, l'heureux événement attendu pour l'été prochain ne changera pas leurs habitudes de vacances.

C'est pour son tourisme vert, mais aussi pour bien d'autres raisons, qu'on aime la région Limousin.



TROIS SÉRIES TRIMESTRIELLES
• GÉRER • COMPRENDRE • RÉALISER INDUSTRIELLES •
• RESPONSABILITÉ • ENVIRONNEMENT •

Abonnement aux trois séries : 960 FF TTC (12 numéros)
5, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS - Tél. 01 42 86 55 98 - Fax 01 42 86 45 35

سكزا من الالسا

LES INDICATEURS DE L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE (données nationales, OCDE, cvs)									
	États-Unis	Japan	Allemagne	France	Italie	Royaume-Uni	Canada		
Production industrielle (en %)									
Dernier mois connu	mai	mai	mai	mai	avr.	avr.	avr.		
Cumul sur 12 mois	+0,5	+3,6	+0,5	+1,1	-0,1	+0,6	-0,9		
Taux de chômage (en %)									
Dernier mois connu	4,8	3,5	11,1	12,5	12,5	5,8	9,5		
Un an en avant	5,5	3,5	10,2	12,3	12,3	7,7	9,4		
Indice des prix (en %)									
Dernier mois connu	0	+0,2	+0,4	+0,2	+0,1	+0,3	+0,1		
Sur 12 mois	+2,1	+1,9	+1,6	+0,9	+1,5	+2,5	+1,5		
Solde commercial (en milliards)									
Dernier mois connu	avr.	mai	mars	avr.	mars	avr.	avr.		
(monnaies nationales)	-13,4	+1 110,5	+13	+16	+4 432,2	-1	+1,7		
Cumul sur 12 mois	-177	+7 562,1	+105,9	+116,3	+68 404,9	-10,3	+37,3		
(monnaies nationales)	-177	+65,7	+68,1	+21,6	+4,4	-16,4	+27,3		
Croissance du PIB (en %)									
Dernier trimestre connu (rythme annuel)	1-10-97	1-10-97	1-10-97	1-10-97	1-10-97	1-10-97	1-10-97		
Sur 12 mois	+5,9	+6,6	+1,8	+0,8	-0,7	+3,9	+3,4		
Solde des paiements courants en % du PIB									
1996 (estimations OCDE)	-2,3	+1,9	+0,1	+1,7	+4,3	+0,2	-0,2		
Déficit public en % du PIB									
1997 (estimations OCDE)	-1,2	-2,3	-2,7	-3	-3,8	-1,8	+0,5		
1996 (estimations OCDE)	-1,1	-3,1	-3,2	-3,2	-3,2	-2,8	-0,2		
Dettes publiques en % du PIB 1996	63,8	90,8	61,8	57,8	123,3	54,1	77,2		

LA SITUATION FRANÇAISE

Ménages				Entrées		Consommation extérieure (Fob, en mds de F)	
Consommation (en mds de F 1990)		Investissements de l'industrie		1 ^{er} trim. 97		Exportations	
mai 97	57,85	1996 (en volume)	+3 %	avr. 1997		avr. 1997	136,4
mai 96	57,62	prévisions 1997	+2 %	avr. 1996		avr. 1996	119,7
Immatriculations de voitures neuves		Créations d'emplois		1 ^{er} trim. 97		Importations	
juin 1997	93 212 (-30,7 %)	sur un an	+18 000	avr. 1997		avr. 1997	120,4
juin 1996	134 489		+3 100	avr. 1996		avr. 1996	115,9
Mises en chantier de logements		Nb de créat. d'entreprises (mai 1997)					
à la fin mai 97	115 900	total dont reprises	21 750				
à la fin 96	118 000	mai 96	22 817				
Taux de salaire horaire		Nb de défaillances					
1 ^{er} trimestre 1997	+0,7 %	avr. 1997	4 259				
sur un an	+2,7 %	avr. 1996	7 822				
Pouvoir d'achat		Invest. français à l'étranger (en mds de F)					
4 ^e trimestre 1996	+0,1 %	1 ^{er} trimestre 1997	21,4				
sur un an	-0,4 %	1996	155,6				
Taux d'épargne		Invest. étrangers en France (en mds de F)					
4 ^e trimestre 1996	15,1 %	1 ^{er} trimestre 1997	+16,5				
un an en avant	14,7 %	1996	112,3				
		Solde industriel (hors matériel militaire)					
		avr. 1997	+11				
		avr. 1996	+2,3				
		Solde énergétique					
		avr. 1997	-6,8				
		avr. 1996	-7,3				

Les contradictions du discours américain sur le rôle du dollar

Quel doit être le rôle du dollar dans les relations monétaires internationales ? Quelle importance devrait-on lui attribuer parmi l'ensemble des outils de la politique économique américaine ? Faut-il vraiment se préoccuper du dollar et, d'ailleurs, peut-on agir sur le cours d'une monnaie qui ne devrait être que la résultante des mouvements financiers ?

Toutes ces questions reçoivent des réponses différentes selon les époques ou contradictoires à un même moment. En schématisant, trois grands courants de pensée se dessinent : la thèse « impérialiste » favorable à un dollar fort, celle de l'arme utilisée pour l'ouverture des marchés extérieurs qui prône un dollar faible, celle enfin de l'indifférence (« benign neglect ») ou du « laissez-faire les marchés ».

La thèse « impérialiste » ne date pas d'hier. Ainsi la présidence Reagan a été celle de la remontée du dollar. A l'époque, le ministre adjoint des finances chargé des affaires monétaires internationales, Beryl Sprinkel, disait qu'il se contentait d'observer cette appréciation du dollar considérée comme parfaitement normale : le dollar était fort parce que l'Amérique était forte. Avec l'apport de capitaux extérieurs, le dollar à un niveau élevé et le déficit des échanges extérieurs qui en résultait n'étaient que le résultat du climat d'investissement favorable créé par les baisses d'impôts et la déréglementation.

Les partisans du dollar fort invoquent aujourd'hui d'autres arguments. L'American Enterprise Institute, l'un de ces organismes de réflexion et d'étude (« think tanks »), proche des idées républicaines, se réfère à la conjoncture très particulière de l'économie américaine. Dans une situation caractérisée par une croissance forte, une inflation maîtrisée, des déficits publics en forte baisse et un taux de chômage extraordinairement bas, le taux de change du dollar devient une variable importante. Face à un marché du travail où des tensions risquent d'apparaître et d'être de provoquer des hausses de salaires qui, elles-mêmes, pourraient relancer l'inflation, un cours élevé du dollar a bien des avantages.

En favorisant l'importation, il renforce la capacité des producteurs américains d'importer du travail ou transfère une partie de la demande de travail des États-Unis sur l'étranger. Reprochant la thèse antérieure, ces économistes estiment que le déficit commercial qui en résulte – et qui va s'accroître encore – n'est que la symptomatologie d'une réponse saine à la rapide croissance américaine.

La seconde thèse est celle d'un dollar plus faible pour diminuer le déficit des échanges extérieurs ou, lorsqu'elle est formulée de manière plus agressive, pour ouvrir

▼ États-Unis
Trois thèses s'affrontent : celles d'un billet vert fort, d'une monnaie faible, ou du « laissez-faire » libéral

des marchés extérieurs considérés comme trop fermés ou des économies jugées protectionnistes. On l'a vu à l'œuvre dès 1985. La remontée du cours du dollar observée les années précédentes s'accroît : entre mi-1984 et février 1985, il progresse encore de 20 %. Le déficit commercial qui avait déjà atteint 112 milliards de dollars en 1984, s'amplifie encore. Une conjonction de facteurs va provoquer le retournement brutal : au Congrès, les voix de ceux qui demandent l'adoption de mesures protectionnistes se font de plus en plus fortes. D'autre part une nouvelle équipe arrive au Trésor avec Jim Baker et Richard Darman. Celle-ci n'a plus d'a priori théorique et se révèle beaucoup plus pragmatique. Le grand tournant est organisé par ce qui est connu

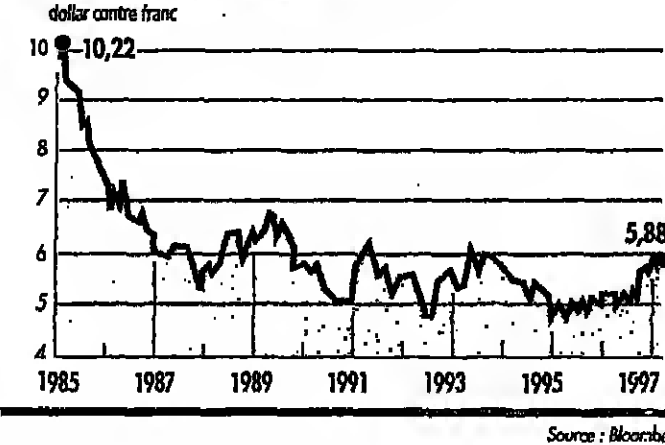
comme l'accord de Plaza, cet hôtel de New York où se sont réunis, le 22 septembre 1985, les ministres des finances et gouverneurs des banques centrales des pays membres du G7.

Ces derniers vont décider qu'une nouvelle appréciation ordonnée des devises autres que le dollar est souhaitable et qu'ils se tiennent prêts à coopérer plus étroitement pour l'encourager lorsque cela paraîtra utile. Ce langage codé annonce la baisse du dollar et, pour être certain de son succès, les gouvernements concernés organisent, par le canal de leurs banques centrales, les interventions nécessaires sur le marché des changes. Avec succès si l'on considère, par exemple, que le taux du dollar en yens qui était de 260 à son sommet est revenu, en septembre 1986 à 154.

DÉPRÉCIATION DU YEN

Les épisodes très récents ne peuvent être assimilés à ce grand virage de la politique des changes aux États-Unis. Il semble bien toutefois que l'actuel secrétaire au Trésor, Robert Rubin, conscient des réactions protectionnistes du Congrès (refus d'accorder au président la procédure rapide pour les négociations d'élargissement de l'Alema, grogne sur l'octroi à la Chine de la clause de la nation la

Un retournement brutal en 1985



Source : Bloomberg

plus favorisée) et inquiet de la progression du déficit bilatéral des échanges avec le Japon, voit d'un bon œil une appréciation du yen.

A ce stade, un rappel s'impose : entre 1985 et 1995, le yen s'était apprécié contre le dollar de 70 % ; mais depuis deux ans, il a reperdu la moitié de sa valeur en dollars. L'appréciation du yen, autre moyen de signifier la dépréciation du dollar envers cette monnaie est encore prudente, encouragée pour enrayer la croissance de l'excédent commercial japonais. Cette perspective, repoussée par les Japonais, a motivé l'intervention en des

termes inhabituels de Ryutaro Hashimoto, le premier ministre japonais, le 23 juin dernier. Il a laissé entendre que, si les États-Unis ne coopéraient pas pour stabiliser le taux de change, le Japon pourrait céder une bonne partie du portefeuille considérable d'obligations du Trésor américain qu'il détient. Cette menace qui avait conduit à entraîner des mouvements de marché a, ensuite, été démentie. Elle n'en est pas moins caractéristique des tensions actuelles entre certains des partenaires du G7, devenu G8 depuis le sommet de Denver.

Philippe Adhémar
Economiste

L'émergence rapide du « black business » en Afrique du Sud

Dans une économie sud-africaine en pleine mutation, les hommes d'affaires noirs apportent de nouvelles sources de financement et deviennent des interlocuteurs majeurs pour les opérations de fusion et de restructuration des grands conglomérats, contraints de s'adapter à un monde plus ouvert, moins dépendant des approvisionnements en produits miniers de base. Cette émergence du « black business », quoique voulue par le pouvoir politique, est beaucoup moins artificielle que certains voudraient le faire croire.

En 1995, cinq consortiums – Anglo-American, Sanlam, Liberty Life, SA Mutual et Rembrandt – contrôlaient encore 71 % de la capitalisation totale du Johannesburg Stock Exchange (JSE), contre 85 % en 1987. Ils seraient tombés à 67 % aujourd'hui. L'une des baisses d'influence les plus spectaculaires est celle d'Anglo-American, qui ne représente plus que 24,4 % du JSE, contre 60 % en 1987 (surtout en raison de la baisse du prix de l'or). Le « black business » (les « black chips ») ne possède en direct que 2,5 % de la capitalisation boursière. Mais son poids effectif serait beaucoup plus lourd : les « black chips » seraient déjà en mesure de contrôler indirectement 8,6 % du JSE.

Deux opérations majeures sont à l'origine de cette montée en puissance. D'abord, la vente, en août 1996, de Johnnic (du groupe Anglo-American) à un consortium d'intérêts syndicaux et privés (le NEC, National Empowerment Consortium) dirigé par Cyril Ramaphosa, fondateur du syndicat des mineurs (le NUM) et ancien secrétaire général de l'ANC (également ex-président de l'Assemblée constituante).

Ensuite, au début de cette année, la cession de 35 % des parts du groupe minier JCI (Johannesburg

▼ Afrique australe
Les hommes d'affaires noirs apportent de nouvelles sources de financement et jouent un rôle majeur dans les restructurations des grands conglomérats

Consolidated Investments, du conglomérat Anglo-American lui aussi), sixième producteur mondial d'or, à la compagnie AMG (African Mining Group), dirigée par un ancien compagnon de prison de Nelson Mandela, Mzi Khumalo, fondateur de la société de services financiers Capital Alliance. Bien qu'ils soient initialement du même « bord » politique, la rivalité entre Cyril Ramaphosa et Mzi Khumalo est apparue au grand jour lors de la prise de contrôle de JCI, l'ex-leader syndical n'ayant pas caché sa déception lorsque son offre a été rejetée.

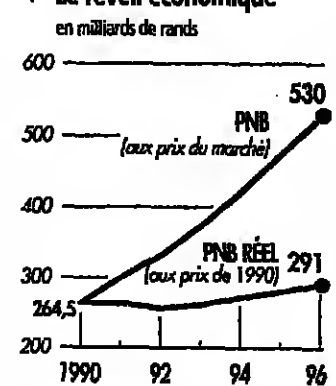
Deux autres transactions d'envergure, impliquant les mêmes hommes, sont en préparation : la fusion entre certains intérêts miniers de Lonrho et ceux de JCI, une opération conduite par Mzi Khumalo qui permettrait la création d'un nouveau groupe de 3,25 milliards de dollars actif dans le domaine de l'or et du charbon (le premier « géant » minier coté à Londres et à Johannesburg et contrôlé par le « black business »). Cette transaction a été accélérée par une décision de la Commission européenne, qui a ordonné, en début d'année, à Anglo-American de baisser sa part dans Lonrho, de façon à prévenir la formation d'un

monopole mondial du platine. Anglo-American a accepté de céder certaines de ses parts dans Lonrho, contre la remise des parts de Lonrho dans Ashanti Goldfield, au Ghana (considérée comme la mine d'or la plus rentable d'Afrique). Cette stratégie mise au point par SBC Warburg a néanmoins rencontré une vive opposition à l'intérieur de Lonrho, obligeant JCI à modérer ses ambitions initiales.

L'achat, par New Africa Investments, dirigé par Cyril Ramaphosa, de 40 % des parts de GFSA Holding qui détient 44 % de Gold Fields, le troisième producteur d'or mondial. Cette opération placerait New Africa et Rembrandt sur un pied d'égalité dans le contrôle de Gold Fields. Dn notera qu'elle est aussi bien vue par Anglo-American, car Cyril Ramaphosa, qui siège à son conseil d'administration, ne cache pas sa volonté de renforcer les liens entre l'Anglo et Gold Fields (dont Anglo détient déjà 27 %). Cette réorganisation pourrait aussi donner à Gold Fields les moyens financiers de développer l'exploitation du gisement aurifère de surface situé dans la région de Tarkwa, au Ghana (13 millions d'onces d'or de réserves).

La fortune des businessmen noirs suscite des critiques dans le monde blanc des affaires et jusqu'au sein de l'ANC, où certains s'étonnent, en privé, que ceux-ci aient pu devenir aussi puissants, de façon presque instantanée, sans avoir forcément une formation de gestionnaires. Membres, tous les deux, du conseil d'administration d'Anglo-American, Mzi Khumalo et Cyril Ramaphosa sont ainsi accusés de n'être que les « pions » d'une savante stratégie du premier conglomérat d'Afrique... C'est en tout cas ce que laisse entendre Tyny Rowland (l'ancien fondateur de Lonrho, âgé de quatre-vingt-un ans), qui est violemment opposé à la fusion JCI-Lonrho, en dépit de

Le réveil économique



Source : SA Reserve Bank, juin 1997

ses liens avec l'ANC. Dn les soupçonne aussi d'avoir obtenu des postes par le fait du prince.

Il est vrai que la soudaine conversion d'un ancien prisonnier politique ou d'un syndicaliste en homme d'affaires peut surprendre. A tort. Car, en Afrique du Sud, la principale source d'épargne des Noirs est aux mains des fonds de pension des mutuelles syndicales (fonds estimés entre 50 et 80 milliards de rands, 1 dollar américain valant 4,5 rands). Il fallait des hommes de confiance pour faire la jonction entre ces financements potentiels et le capitalisme noir embryonnaire, né sous l'apartheid dans des conditions difficiles, souvent illégales (en vertu des lois inégalitaires en vigueur).

Ce secteur privé noir était d'abord concentré dans les activités de services. L'épopée des taxis noirs, dont le boom date des années 89-90, peut être considéré comme son acte de naissance. Dès 1993, plusieurs cotations réussies de sociétés noires sur le JSE étaient venues officialiser ce phénomène : celle de la Citizen Bank, d'abord (groupe Thebe) ; puis, en 1994, celle des holdings Nail et Corpo-

rate Africa (groupe Motlana) et de Kilimanjaro (groupe Mapona).

L'ascension de Nail a été favorisée, notamment par sa prise de contrôle de la compagnie d'assurances Metropolitan Life, cédée par le groupe afrikaaner Sanlam en 1993. Mais Natho Motlana (qui qu'un ancien médecin personnel de Nelson Mandela) n'aurait probablement pas trouvé la « clé » des fonds de pension s'il n'avait pas recruté Cyril Ramaphosa à sa sortie de l'Assemblée constituante, à un moment où celui-ci s'interrogeait sur l'avenir de sa carrière politique, bloqué par le vice-président Thabo Mbeki, successeur présumé de Mandela.

C'est probablement la même démarche qui pousse aujourd'hui Mzi Khumalo à recruter Tokyo Sexwale, l'un des plus grands figures de l'ANC (premier ministre de la province de Gauteng) en tirant parti de sa présente disgrâce. Le groupe d'investissement Thebe (où se trouve déjà le propre frère de Sexwale) tente, lui aussi, d'en faire autant.

Il serait en tout cas erroné de considérer aujourd'hui le black business comme un phénomène artificiel, surtout depuis la vente récente de 9,1 millions d'actions de Johnnic à des petits porteurs noirs, métis ou asiatiques (pour 600 millions de rands). L'offre formulée par Ramaphosa, en vertu de l'accord initial signé avec Anglo-American (53 millions d'actions de Johnnic pour 2,7 milliards de rands), a été souscrite à hauteur de 3,5 fois son montant ! Ce succès est d'autant plus spectaculaire que la population noire sud-africaine est encore peu « bancarisée » et que l'on voit poindre ici l'amorce d'une nouvelle mobilisation de l'épargne intérieure, préalable important à l'accélération de la croissance en Afrique du Sud.

Nicole Chevillard
Nord Sud Export

Immobilier et Gestion de Patrimoine
Ericane Entreprises et le Groupe ESC Bordeaux vous proposent un Maître en alternance à Paris (stage assuré)
Sélection Juillet 97
Tel. 01 40 73 84 32
GROUPE ESC BORDEAUX

la social-démocratie
encore créer de l'emp

Il existe une création
déflationniste

La social-démocratie européenne peut-elle encore créer de l'emploi ?

par Jean-Pierre Durand

La victoire de la gauche française, le 1^{er} juin 1997, peut considérablement transformer l'Europe. Mais il ne s'agit que d'une possibilité. Car la marge de manœuvre est étroite entre le non-faire habillé d'un discours socio-humaniste et le risque d'isolement dans l'espace national d'un parti trop radical. Le changement de politique est possible à condition que les partis de gauche mènent une politique coordonnée, au niveau européen, pour infléchir le cours de l'histoire, aujourd'hui orienté par les décisions ultralibérales prises par les conseils des ministres européens depuis deux décennies. Si les partis sociaux-démocrates au pouvoir n'étaient pas en mesure, seuls, de modifier les faits, les forces sociales et politiques sur leur gauche (dans ou hors les partis) ont le devoir de les y aider, y compris à travers des mouvements sociaux.

Car, pour la première fois, les citoyens des grands pays européens ont désigné des partis de gauche pour les gouverner (neuf partis sociaux-démocrates et quatre coalitions de gauche sur quinze pays !) sauf en Espagne et en Allemagne, laquelle se débat dans des problèmes internes (discordances monétaires sur fond d'élections générales probables). Autrement dit, les partis de gauche ne peuvent plus avancer la contrainte bruxelloise : ils sont, s'ils le souhaitent, cette contrainte. Bien qu'il ne s'agisse pas de revenir à un quelconque isolationisme, l'Europe peut aujourd'hui résister aux injonctions ultralibérales de la déréglementation, qu'elles viennent des États-Unis, du Japon ou d'ailleurs. Et cela pour régler le problème principal qui donnera de futures victoires à la gauche européenne, c'est-à-dire le chômage.

La déréglementation des services publics en Europe ainsi que l'ultralibéralisme régnant sans partage dans le secteur concurrentiel ont détruit plusieurs millions d'emplois en Europe. Pour quoi faire ? Pour que le capital renoue avec l'accumulation (Le Monde du 19 avril publiait les résultats d'une vingtaine de grandes entreprises françaises ; seize accroissent considérablement leurs profits). Mais n'était-ce pas possible autrement, à moindre coût social ?

La déréglementation et l'ultralibéralisme sont sous-tendus par des idéologies, comme l'étaient les nationalisations. A la différence près que les premières ont pour effets directs la destruction massive de valeur pour que seuls quelques détenteurs de capitaux plus babilles en tirent bénéfice. La déréglementation conduit à d'importants désinvestissements matériels à travers, en particulier, la fermeture d'usines ou la réduction d'activité. Elle est aussi destructrice de valeur en mettant au chômage des milliers de salariés qualifiés et hautement qualifiés, tandis que ceux qui conservent leur emploi s'usent plus vite, sous la pression des cadences renforcées ou de l'allongement de la durée du travail. Ainsi, cette pression sur le travail est doublement anti-économique à moyen terme, si l'on entend par économique autre chose que la seule accumulation du capital. Au-

jourd'hui, si elle le désire, l'Europe peut parler aussi fort que les autres puissances régionales dans l'arène mondiale en général et sur son territoire en particulier.

La mondialisation est sans doute inéluctable, mais rien n'indique qu'elle doive nécessairement avoir lieu sans règle, de la façon la plus sauvage qui soit. Le Japon résiste dans son espace national : pourquoi pas l'Europe ? La volonté sociale et politique viendrait-elle à manquer parmi les dirigeants sociaux-démocrates ? Leur gauche a pour devoir historique de leur rappeler leurs obligations.

Si la déréglementation tue l'emploi, l'Etat-providence perd autant de recettes qui ne sauraient être compensées par la fiscalité, elle-même déséquilibrée au détriment des salariés. C'est le moment qu'ont choisi les signataires du traité de Maastricht pour imposer des règles drastiques au fonctionnement des États (la fameuse limite de 3 % du déficit du budget public rapporté au PIB) souhaitant participer à l'euro. Ce qui a été qualifié par plus d'un expert comme un intégrisme monétaire signifie une réduction notable de la redistribution sociale qui freine, à son tour, toute chance de reprise économique sérieuse créatrice d'emplois.

La déréglementation met au chômage des milliers de salariés qualifiés, tandis que ceux qui conservent leur emploi s'usent plus vite, sous la pression des cadences renforcées ou de l'allongement de la durée du travail

Que la révision du traité de Maastricht soit devenue une nécessité, nul n'en doute, puisque même le meilleur élève européen - l'Allemagne - devra « tricher » pour remplir les conditions. Mais de quelle révision s'agit-il ? Un adoucissement de quelques décimales ne change pas le fond du problème. La grande nouveauté passe par l'introduction d'une véritable clause sociale et, plus particulièrement, par la fixation d'un taux plafond de chômage, par exemple à 6 %. Est-ce possible et est-ce bien raisonnable ?

Oui, si l'on veut que l'Europe reste l'Europe, c'est-à-dire avec son modèle social, sans fracture, ni développement de l'exclusion avec les conséquences néfastes que l'on connaît. Comment ? En partageant autrement la demande de travail par les employeurs et en utilisant autrement la multiplicité des aides à l'emploi et aux chômeurs qui ne créent ni valeur ni emploi.

Les partis sociaux-démocrates sont revenus aux affaires pour avoir raison du chômage. Dans tous les cas, et pour des raisons complexes (faiblesses des marchés de premier équipement en biens durables et non-découverte de produits miracles comme l'automobile qui a si bien marqué l'expansion fordienne du capitalisme), la croissance économique restera durablement faible dans les pays de l'OCDE. On ne peut donc en attendre la solution au problème du chômage, qui réclame des taux d'expansion économique d'au moins 5 %, pendant cinq ans et plus, pour créer les millions d'emplois nécessaires en France.

Autrement dit, pour ramener le taux de chômage à 6 %, il est nécessaire de partager le travail, sans en accroître le coût ni diminuer les revenus des salariés. Cette quadrature du cercle ne possède qu'une solution à deux entrées :

- réduire le temps de travail de ceux qui travaillent aujourd'hui (sur une base volontaire, dans les emplois difficiles, postés, répétitifs, etc.) pour donner du travail à ceux qui n'en ont pas ; ce pourrait être X millions de salariés à mi-temps, ou Y millions à 80 %, ou un mixage, tandis que les autres salariés, qui le souhaitent ou occupés dans des emplois réputés plus faciles, continueraient à travailler à plein temps ;
- la rémunération des salariés par leur employeur au prorata du temps de travail effectué, avec un complément (pour atteindre le montant d'un salaire équivalent à plein temps) issu des fameux 350 milliards de francs que coûte le sous-emploi à la France (aides à l'emploi, RMI, allocations-chômage, etc.) ; ce « fonds de solidarité » pourrait d'ailleurs être alimenté complémentarément par une politique fiscale empreinte de plus de justice sociale, à l'échelle européenne.

Une telle politique de plein emploi (en partie à temps partiel, mais n'est-ce pas là la contrepartie des énormes gains de productivité effectués en cinquante ans ?) a plus de chances de succès à l'échelle d'un continent : l'Europe n'est-elle pas l'un des premiers marchés mondiaux ?

Cette politique réclame un engagement clair des dirigeants qui en font leur priorité politique. Ce qui reste en adéquation avec ce pour quoi ils ont été élus, avec ce qu'ils ont promis. Voilà de quoi éviter de nouvelles Berezinas.

Plus encore, et malgré les effets limités de la consommation sur la relance, le retour à la confiance, à travers le plein emploi, aura des effets bénéfiques immédiats sur la consommation qui ne peuvent qu'être favorables aux marchés. Enfin, le retour au plein emploi confère la place centrale de la valeur morale du travail dans nos sociétés, faute de valeur alternative : car qui oserait soutenir que statut professionnel et statut social sont devenus étrangers ?

Jean-Pierre Durand est professeur de socio-économie à l'université d'Ery. Dernier ouvrage paru : « Le Syndicalisme au futur » (Syros, 1996).

Il existe une création monétaire déflationniste

par Bernard Trémeau

Dans la pensée économique actuelle, la création monétaire est toujours considérée comme inflationniste. Les politiques économiques de type monétariste ont prouvé que cette vision de l'économie était globalement exacte. Mais il est des circonstances particulières où non seulement la création monétaire n'est pas inflationniste, mais elle est au contraire déflationniste.

Quand l'offre devient supérieure à la demande, le marché est déséquilibré. Il se rééquilibre automatiquement par la baisse des prix. Les prix baissent jusqu'à un nouveau prix assurant l'équilibre du marché. Une fois ce prix d'équilibre atteint, les prix redeviennent stables. Cette baisse des prix est imposée avec une force irrésistible aux entreprises et aux ménages par le marché. Elle est la conséquence du libre comportement économique de tous les acteurs de la vie économique.

Dans ces circonstances, tandis que l'offre reste stable, la demande se hisse au niveau de l'offre grâce à la baisse des prix. L'appareil de production n'est pas modifié et le temps de travail n'est pas réduit.

Mais très souvent la baisse des prix bute sur un obstacle infranchissable : le nouveau prix d'équilibre est inférieur au prix permettant à une entreprise de gagner de l'argent, au prix-seuil. Une entreprise ne peut pas vendre à perte, sinon elle serait rapidement éliminée du marché.

Les prix ne peuvent plus baisser. Le processus déflationniste est stoppé au niveau du prix-seuil, imposé par la non-rentabilité de l'entreprise. Les prix sont donc stabilisés, alors que le marché n'est toujours pas rééquilibré.

La demande ne pouvant plus se hisser jusqu'au niveau de l'offre, le marché se rééquilibre alors d'une autre façon. Il contraint les entreprises à réduire l'offre restée encore trop forte et à l'adapter à la demande. Pour obtenir cette réduction de l'offre, les entreprises diminuent la

durée du travail et parfois disparaissent. Cette situation débouche sur la récession et le chômage. Le marché impose aux entreprises la réduction de la durée du travail et le chômage, avec autant de vigueur qu'il imposait la déflation, ou qu'il impose dans d'autres circonstances l'inflation.

La monnaie nouvelle, mise en quantité suffisante à la disposition des entreprises, leur permet d'abaisser leurs prix jusqu'au seuil imposé par la non-rentabilité, tout en continuant à gagner de l'argent

Les prix ne pouvant plus baisser, la demande reste stable, et c'est l'offre qui s'abaisse au niveau de la demande. Il y a nécessairement réduction du temps de travail. Comme le niveau du prix d'équilibre, le niveau du prix-seuil varie sans arrêt. Une baisse des salaires ou des matières premières, un progrès de productivité modifient en permanence la valeur du prix-seuil. De son côté, l'Etat peut modifier le prix-seuil par ses interventions. Il peut l'élever en augmentant, par exemple, la valeur du Smic, le coût des charges sociales, ou en contraignant les entreprises à mieux respecter l'environnement. Mais il peut aussi l'abaisser en réduisant les charges sociales des entreprises ou en leur donnant des subventions. L'entreprise dispose alors des liquidités dont elle a besoin pour

abaisser le prix-seuil jusqu'au prix d'équilibre, tout en conservant son équilibre financier.

Quand le chômage apparaît, c'est-à-dire en pratique quand la déflation bute sur le prix-seuil et qu'elle ne peut parvenir jusqu'au prix d'équilibre, l'Etat peut intervenir en donnant à l'entreprise les moyens financiers dont elle a besoin pour abaisser le prix-seuil jusqu'au niveau du prix d'équilibre. Dans de telles conditions, la déflation imposée par le marché, jusque-là stoppée au niveau du prix-seuil, peut reprendre son cours normal jusqu'à son terme, le prix d'équilibre. Le marché n'aura plus besoin d'utiliser la réduction du temps de travail pour se rééquilibrer.

Pour obtenir un tel résultat, l'Etat ne peut pas recourir à la solution fiscale. En effet, le prélèvement qu'il effectuerait pour obtenir les liquidités dont il a besoin réduirait la demande. Le prix-seuil serait abaissé, mais le prix d'équilibre serait abaissé de la même valeur. Le marché aurait toujours besoin de la réduction du temps de travail pour se rééquilibrer. Par contre l'Etat peut utiliser la création monétaire. Contrairement à la solution fiscale, la création monétaire ne réduit pas la demande. Le prix d'équilibre imposé par le marché reste donc constant.

La monnaie nouvelle, mise en quantité suffisante à la disposition des entreprises, leur permet d'abaisser leurs prix jusqu'au prix-seuil, tout en continuant à gagner de l'argent.

Le marché pourra alors se rééquilibrer uniquement par la baisse des prix. La demande se hissera jusqu'au niveau de l'offre.

Il semble ainsi exister une création monétaire uniquement déflationniste. Cette création permet à la baisse des prix de ne pas s'arrêter au prix-seuil, imposé par la non-rentabilité de l'entreprise, mais d'atteindre le prix d'équilibre imposé, lui, par le marché.

Bernard Trémeau est médecin.

LIVRES

Les principes moraux de Wall Street

par Jean-Gustave Padioleau

MAKING MARKETS. OPPORTUNISM AND RESTRAINT ON WALL STREET de Mitchel Y. Abolafia Harvard University Press, Cambridge, 216 p., 20 dollars.

M ax Weber, dans *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, a regardé de près la Bourse. Dans un recueil d'essais pratiquement inconnu en France, *Die Bärse (La Bourse)*, publié par la Bibliothèque des Travaillistes (1894-1896), il soulignait au fil d'une comparaison entre les places allemandes et étrangères (Londres, New York, Paris) l'importance des Bourses de valeurs et de marchandises dans la « puissance nationale ». Les importations contre la Bourse, les investissements adressés aux spéculateurs lui semblaient « irrationnels » au regard des « intérêts de la nation allemande », engagée dans « la lutte économique entre les peuples ». Pour lui, la City londonienne était l'exemple à suivre.

Mitchel Y. Abolafia s'inscrit dans la tradition weberienne. Mais, à la différence du maître, les opinions tranchées n'affleurent guère dans sa remarquable étude de Wall Street, *Making Markets*. Sociologue à l'Université de l'Etat de New York (Albany), Abolafia observe et compare, de 1979 à 1992, trois marchés de Wall Street (actions, obligations, produits dérivés). L'enquêteur a interrogé nombre de teneurs de marchés (« market-makers », de représentants des autorités de régulation et de « spécialistes », comme on les appelle à Wall Street).

Making Markets ne se borne pas à montrer Wall Street en action. Quelques concepts pivots permettent d'en interpréter les pratiques. Par exemple, l'opportunisme qui, selon Abolafia, est une production sociale : il résulte des règles des jeux boursiers, des systèmes de récompenses, sans oublier les exigences sociales de réputation chères aux « traders » et aux « dealers ». A la fiction de la main invisible des économistes, Abolafia oppose la réalité de la main visible de la régulation, et par-dessus tout, de l'autorégulation. Wall Street est une communauté civilisée, pour parler comme Abolafia.

Dans les années 80, Michael Milken l'apprendra à ses dépens. Milken était un extraordinaire innovateur financier, jonglant avec les « junk bonds » pour réaliser les plus audacieuses OPA, selon la technique du « leverage buy-out ». Ce héros inspira des films à succès (*Wall Street*) et des romans populaires (*Le Bûcher des vanités*, de Tom Wolfe). Suite à des procès à sensation, Michael Milken devint l'incarnation du méchant et fut condamné à des peines d'emprisonnement. Aujourd'hui, ses innovations sont devenues des pratiques courantes, sinon tout à fait légitimes, à Wall Street ! Le général Milken a bousculé le conservatisme des marchés et heurté de plein fouet l'establishment des grandes entreprises. Mais, grisé par le succès, limité par des cohortes de MBA, Milken eut le tort de violer avec ostentation un principe essentiel du bon fonctionnement de Wall Street, celui du « restraint ». C'est-à-dire la mesure et la réserve. D'un côté la place new-yorkaise chérit le « self-interest » et les stratégies opportunistes, mais, de l'autre, elle exige le respect de principes collectifs de rectitude et de prudence, nécessaires à sa survie.

A sa manière, Wall Street est ainsi une « communauté morale » condamnée à réussir un tour de force qui ne va pas de soi : harmoniser les intérêts individuels avec le bien collectif du bon fonctionnement des marchés. Cet équilibre, sans cesse remis sur le tapis, est loin de pouvoir être tenu pour durable, avertit Abolafia. L'envol des nouvelles technologies, la mondialisation des marchés corrodent, si l'on n'y prend garde, les bonnes mœurs de la communauté. *Making Markets* est aussi un livre de sagesse.

PARUTIONS

● LES CHRONIQUES DE L'INGÉNIEUR NORTON, CONFIDENCES D'UN AMÉRICAIN À PARIS, de Christine Kerdellant. A Denver, lors du sommet des Huit, le président américain, Bill Clinton, s'appuyant sur une économie en pleine santé, pérorait. Jacques Chirac se faisait, lui, le défenseur, d'une « troisième voie ». Le face-à-face franco-américain est une vieille querelle. La confrontation n'est pas que théologique : elle s'exprime dans tous les petits faits de la vie quotidienne. A travers le regard d'un hypothétique « ingénieur Norton », un Américain débarqué à Paris, Christine Kerdellant, le directeur de la rédaction de *L'Entreprise*, raconte, avec beaucoup de pertinence et d'humour, toutes les habitudes des uns et des autres. Une explication des incompréhensions réciproques, mais aussi, en toile de fond, une critique des travers des uns et des autres. (Belfond, 177 p., 98 F.)

MBA Eurobis
ROTTERDAM-PARIS-SAARBRÜCKEN

La dimension européenne : une étape incontournable pour une carrière internationale.

Diplômés d'écoles de commerce, titulaires d'une maîtrise de gestion, LEA, ingénieurs ou scientifiques diplômés, donnez-vous un atout supplémentaire pour votre carrière en faisant le MBA Eurobis agréé par les autorités allemandes.

- 4 mois à HES/Rotterdam, cours en anglais
- 4 mois à IGS/Paris, cours en français
- 4 mois à HTW/Saarbrücken, cours en allemand
- 6 mois de stage à l'étranger

Début de session : 8 septembre 1997

Frais de scolarité : 40 000 F

Prêt étudiant à taux préférentiel possible.

Appelez Mr. Jarlath Dillon
Tél. : 33 (0)1 40 03 15 04
Fax : 33 (0)1 40 03 15 05
E-mail : jdillon@groupe-igs.org

GROUPE IGS
UNIVERSITÉ PROFESSIONNELLE INTERNATIONALE

Informatique - Réseaux Télécommunications



Cambridge Technology Partners

Votre vie professionnelle est en train de stagner ? Pourquoi ne pas nous rejoindre dans les rapides !

Cambridge Technology Partners est une jeune société de conseil aux idées neuves. Notre spécialité est de fournir aux plus grandes compagnies internationales des solutions de gestion à fort impact. Toute l'infrastructure de notre organisation tourne autour de la livraison de systèmes d'information rapidement rentables. Notre réussite s'explique par le fait que nous travaillons en équipe et en étroite partenariat avec nos clients. Nous valorisons et encourageons la créativité et l'autonomie individuelle.

Notre croissance en Europe est fulgurante et nous amène naturellement à créer un bureau à Paris. Il sera ouvert aux individus exceptionnellement motivés et talentueux, qui peuvent s'épanouir dans un environnement palpitant et animé.

Rejoignez-nous sur le <http://www.ctp.com>

Client-Serveur, CTI, Workflow et expertise multimédia.
Les candidats retenus seront basés à Paris mais devront être prêts à intervenir à travers toute l'Europe.

Nous fabriquons des applications adaptées à nos clients de tout premier plan dans des délais très réduits. Chaque projet utilise une technique avancée reposant sur Internet et les environnements client-serveur et est livré à un prix et une échéance fixes. Nous avons récemment été reconnus comme la société de services informatiques à la plus forte croissance aux Etats-Unis.

Votre employeur actuel peut-il se targuer de pareilles qualités ?

DÉVELOPPEURS ≤ 300 000 FF + avantages

(SLX17259)
En collaboration avec de petites équipes de projet, vous participez au cycle de vie entier du projet, tout en travaillant avec les utilisateurs. L'environnement technique, vaste et stimulant, impliquera tous les aspects des solutions de développement client-serveur. Vous possédez une certaine expertise sur tout ou partie des outils suivants : C, C++, Java, Unix, NT, PC, VB, Powerbuilder et SQL.

Nous sommes particulièrement intéressés par des candidats possédant des connaissances dans les domaines du CTI, du Workflow et du multimédia.

DÉVELOPPEURS BASE DE DONNÉES ≤ 360 000 FF + avantages

(SLX17259)
En tant que membre de l'équipe technique, vous apportez un fort soutien aux développeurs de CTP et aux utilisateurs, sur toutes les questions relatives aux technologies de bases de données (RDBMS) et aux architectures client-serveur. Vos talents inclueront une solide expérience de la conception physique et logique de bases de données à haute performance, idéalement Oracle Sybase et Ingres. Une connaissance de la conception et des méthodologies OC serait un atout supplémentaire.

RESPONSABLES ÉQUIPE TECHNIQUE ≤ 300 000 FF + avantages

(SLX17259)
Responsable de petites équipes de projets, vous restez très impliqué dans tous les aspects du cycle de vie des logiciels et de leur mise en œuvre. Vous possédez un bon relationnel, utile lors de vos contacts avec les clients, ainsi que des talents de leader et des capacités techniques développées en analyse, conception, coding et test logiciel. Une expérience en conception et méthodologie OO serait un plus, de même qu'est requis un solide passé de programmeur et de concepteur technique.

MANAGERS DE PROJET ≤ 400 000 FF + avantages

(SLX17259)
CTP fonde sa réussite sur la livraison des projets dans les temps et selon le budget initialement alloué. Le rôle du manager est capital pour la pérennité du succès commercial. Vous possédez une expérience du management de projets clients-serveurs complexes et savez gérer les relations avec des clients de haut niveau. Vos compétences techniques inclueront une grande compréhension des architectures client-serveur ou de la conception d'applications, ainsi que la capacité à diriger une équipe par l'exemple.

Si vous êtes exceptionnellement dynamique, créatif et ambitieux, et désirez rejoindre l'un des principaux experts des systèmes client-serveur, alors il s'agit sans doute là de l'opportunité de carrière la plus stimulante que vous aurez jamais.

Pour ces postes basés à Paris, merci d'adresser votre dossier de candidature à Stéphane Lehideux, Michael Page Informatique, 3 boulevard Bineau 92594 Levallois Perret cedex, ou de taper votre CV sur le 3617 MPage ou de vous connecter au <http://www.mpage.com>

Quelles qualités recherchons-nous ?



capacité à gérer de nouveaux challenges...



Indépendant, sachant nager à contre-courant...



disposition naturelle à travailler en équipe...



...et surtout à prendre du plaisir!

CTP

Jacques de Larosiere, grand...
par l'international, tire sa...

Après de nombreux...
LA CRANTE D'UNE EUROPE...
...et surtout à prendre du plaisir!

Jacques de Larosière, grand commis français happé par l'international, tire sa révérence

Il veut mieux choisir de partir alors qu'on vous demande encore de rester », répliqua en souriant Jacques de Larosière. Depuis qu'il a rendu publique, fin juin, à l'âge de soixante-sept ans, sa décision d'abandonner la présidence de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), Jacques de Larosière arbore la mine confiante d'un haut fonctionnaire qui quitte ses fonctions à la fin d'une longue et utile carrière. A l'écouter expliquer la mission de la BERD devant un auditoire d'industriels français, il y a quelques semaines encore, M. de Larosière ne donnait pas l'impression d'être sur le point de raccrocher son chapeau : il détaillait avec passion le processus de transition, le rôle innovant joué par l'institution multilatérale, ses projets pour l'avenir de la région. Cette transition, expliquait-il, ne saurait se limiter à la recherche d'équilibres macro-économiques. « Sans la création de conditions de vie plus décentes », elle ne saurait être perçue positivement par les populations de l'ancien empire communiste.

Celui qui est, encore, pour plusieurs mois, le patron de la BERD, parle d'expérience. Si, au cours de ses quatre années passées à la tête de l'institution, Jacques de Larosière a accompagné une transformation prodigieuse de l'Europe de l'Est, il a aussi assisté à des dérapages effrayants. Il avait pourtant dénoncé à plusieurs reprises la montée en puissance de groupes répressifs et peu fiables en Russie, « pays d'immense avenir ». Et l'Afrique, malgré la supervision de la communauté internationale, s'est retrouvée au bord de la guerre civile, après s'être adonnée au jeu malsain des « pyramides » financières.

« Maintenant que la contrainte du modèle communiste disparaît, on assiste souvent à un désordre, à des comportements hyperindividuels, peu soucieux de la légalité, qui règne du profit sans scrupules », déclarait-il en 1995 devant les membres de la faculté de théologie de Lugano.

Pur produit de la haute administration française rompu aux arcanes de la finance internationale, M. de Larosière est aussi un catholique actif, certainement aussi fier d'être enterré, au printemps 1993, à l'Institut, au siège du cardinal de Lubac, grand théologien et résistant, que d'avoir inscrit, en août de la même année, la présidence d'une nouvelle institution internationale au bas d'un curriculum vitae déjà étonnamment fourni. Ses réflexions métaphysiques ne l'empêchent pas de s'atteler aux tâches les plus matérielles du développement économique de la planète. En cette période où le sec-

▼ Portrait
L'ancien banquier central quittera, en janvier 1998, la présidence de la BERD, fondée pour aider les pays de l'Est à passer au capitalisme

teur public est partout décrié, où les institutions financières internationales sont vilipendées par des États actionnaires soucieux de limiter leurs dépenses, il se plaît à inventer des montages astucieux, permettant, par exemple, aux entités publiques et privées de se partager les risques politiques et commerciaux. A la BERD, qu'il quittera en janvier 1998, Jacques de Larosière laisse l'image d'un dirigeant austère, très préoccupé du rétablissement des comptes de l'institution. Il faut dire que la crise qui avait valu le départ précipité de son prédécesseur, Jacques Attali, avait profondément assombri la réputation de l'organisme londonien. Au point que celui-ci, en référence à son siège flamboyant, avait été surnommé la « Banque européenne pour la rénovation et la décoration ». Dès son arrivée, M. de Larosière s'est attaché à compulser tous les frais administratifs, à jouer une partie de la surface de bonnet. Il est surtout parvenu à obtenir un doublement du capital de l'institution, nécessaire à la poursuite de ses activités de prêts et de prises de participation.

CRISE MÉCANIQUE
M. de Larosière avait-il déjà une telle réputation de « Père la rigueur » lorsqu'il avait exercé les fonctions de directeur général du Fonds monétaire international (FMI), de 1978 à 1987 ? « C'était une petite institution, ça marchait bien », note-t-il avec une pointe d'humour. Procéder à un relèvement général des quotes-parts, c'est-à-dire à une augmentation du capital des quelque 150 pays membres (à l'époque), ne paraissait pas soulever alors de difficultés majeure. Mais Jacques de Larosière se souvient-il aussi des révoltes déclenchées dans plusieurs pays par la « dictature » du Fonds, lorsque, ébranlés par la crise de la dette, les États subissaient de plein fouet – et imposaient à leur population – des plans d'austérité jugés insupportables ? Le FMI, heureusement pour lui, était surtout un

épouvantail anonyme, et sa personne même ne fut pas directement attaquée. « Ces quelques instants où tout aurait pu vaciller, où il n'y avait personne pour vous conseiller », déclare-t-il à propos de la cessation de paiement du Mexique, en août 1982, et des bouleversements du système financier international qui en découlèrent, sont en tout cas ceux qui auront le plus marqué sa carrière.

Les années suivantes ne furent pourtant pas avaries en grandes émotions. Depuis son poste à la Banque de France, qu'il gouverna entre 1987 et 1993, il travailla à la politique de désinflation de la France, à rendre l'institut d'émission indépendant du pouvoir politique. Depuis Paris, il avait en l'occasion de s'intéresser activement à l'Europe centrale et orientale, alors que la région s'extrayait douloureusement du communisme. L'un de ses souvenirs dans ce cadre d'un séminaire organisé pour les gouverneurs des banques centrales des quinze Républiques de l'ex-URSS, qui n'avaient jusqu'à été que de simples délégués de la Gosbank, la banque d'État soviétique. Pour eux, imaginer un système monétaire nouveau associant peut-être autant de monnaies distinctes relevait de la magie.

Par la suite, la BERD lui a permis de revivre sa carrière en accéléré. Plusieurs des 26 « pays d'opérations » auxquels l'institution apporte ses concours ont mis quelques années à peine à réaliser des restructurations massives de leur dette extérieure, à expulser sur les marchés internationaux des capitaux à privatiser de larges pans de leurs industries. Les négociations en vue de l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la Hongrie et de la Pologne doivent d'ailleurs être entamées officiellement dès 1998.

« Si l'on a une chose qu'il faut éviter, ce sont les nouveaux éléphants blancs », déclarait-il récemment au sujet des services municipaux en Europe centrale. Ces « éléphants blancs », il en avait connu de multiples sortes : en France, dans les années 70, lorsqu'il supervisait, depuis la direction du Trésor, la restructuration de la sidérurgie et lorsqu'il contrôla les grands groupes industriels publics dont il fut administrateur ; en Amérique latine et en Afrique, dans les années 80, dont il gisa, depuis le FMI à Washington, la crise de la dette ; en Europe centrale, dans les années 90, où il s'attacha aux vestiges de l'économie centralisée. Son manque d'expérience du secteur privé avait fait peur, à son arrivée à Londres, alors que la BERD avait justement été conçue pour promouvoir la transition vers l'économie de marché, donc la prééminence du secteur privé. Dès 1994,

il conçut pourtant des partenariats inédits entre entités locales, banques et industriels occidentaux. Aujourd'hui, il admet lui-même malicieusement l'idée très britannique d'une privatisation, à terme, de la BERD elle-même.

En étant nommé à la tête du FMI après le Néerlandais Johannes Witteveen, il avait réussi à redonner à la France la direction d'une institution multilatérale perdue depuis le départ de Pierre-Paul Schweitzer, en 1973. En prenant la tête de la BERD, il avait évité que la Banque européenne, née d'une initiative française mais implantée à Londres, soit dirigée par un représentant d'un autre pays de l'Union européenne.

« ÉLITE GALLIQUE »

A l'époque – il y a quatre ans seulement –, la présence française au club de l'« élite galloise », selon l'expression du *Wall Street Journal*, était à son apogée : Jacques Delors à la tête de la Commission européenne, Michel Camdessus au FMI, Jean-Claude Paye à l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), sans parler d'un cercle d'influence élargi, notamment, à Boutros Boutros-Ghali, le secrétaire général des Nations unies jusqu'en décembre 1996.

Paris a aujourd'hui perdu la plupart de ces postes. Aucun candidat français n'est pour l'instant proposé pour le remplacement de Jacques de Larosière. Et lorsque qu'il sera question de trouver un successeur à Michel Camdessus, au FMI, la France aura sans doute du mal à imposer l'un de ses compatriotes.

S'il n'avait accepté, à l'été 1993, de prendre la direction de la BERD, Jacques de Larosière aurait de toute façon été contraint de quitter la Banque de France en novembre 1994, date de ses soixante-cinq ans. On pensait à l'époque qu'il n'exercerait à Londres qu'un demi-mandat, mais le conseil d'administration lui a demandé, cette année, de continuer à servir l'institution. Une proposition qu'il avait sans doute acceptée avec enthousiasme si l'état de santé de sa femme, accidentée il y a plus d'un an, ne l'avait incité à déclinier l'offre. L'heure est-elle donc venue de se retirer dans ses terres de Picardie ? C'est peu probable puisque, après quelques mois consacrés enfin pleinement à sa vie personnelle, M. de Larosière n'exclut pas d'accepter des missions diverses. Préparation de l'Union économique et monétaire ? De l'élargissement de l'Europe communautaire à l'Europe centrale et orientale ? De la supervision renforcée du système financier mondial ? Les pistes de réflexion ne manquent pas.

Françoise Lazare

LA MÉCANIQUE DE L'ÉCONOMIE

Combien vaut le franc

Depuis un an, le dollar a augmenté de 14,1 %, le yen de 9,5 % et le mark a baissé de 0,3 %. Comment ces mouvements se sont-ils traduits pour le franc ? Lorsque les taux de change du franc varient, quelle en est la résultante pour le franc ?

C'est à cette question de la « valeur » du franc, sa valeur dite « externe », que répond le calcul du taux de change effectif.

Il n'existe pas de marché où le franc serait coté par rapport à l'ensemble des autres monnaies. Le franc, sur les marchés des changes, ne s'échange qu'avec une seule autre monnaie. Les prix d'échange fournissent ainsi les différents parités : franc-dollar, franc-yen, franc-mark.

Le taux de change effectif du franc, qui ne peut être directement mesuré, doit donc être calculé à partir des parités qui se cotent sur les marchés. Le principe consiste à en faire une moyenne, chaque parité étant pondérée par l'importance que revêt la devise pour la France. Il s'agit ainsi, en donnant un poids au dollar, au yen, au mark, etc., de prendre simultanément en compte tous les mouvements de change. Par exemple, avec un poids du dollar de 8 %, du yen de 2 %, et du mark de 20 %, les mouvements récents de change se traduiraient par une variation du taux de change effectif du franc de : 8 % (multiplié par -14,1 %) + 2 % (multiplié par -9,5 %) + 20 % (multiplié par 0,3 %).

QUELLES PONDERATIONS ?

La méthode la plus commune considère les échanges commerciaux. S'agissant du dollar, les États-Unis peuvent être appréciés :

– par leur importance en termes de débouchés : ce sera alors la part des exportations vers les États-Unis dans l'ensemble des exportations françaises (environ 8 %) ;

– ou par leur importance comme compétiteurs sur le marché français : c'est alors la part des importations venant des États-Unis dans l'ensemble des importations françaises (environ 6 %).

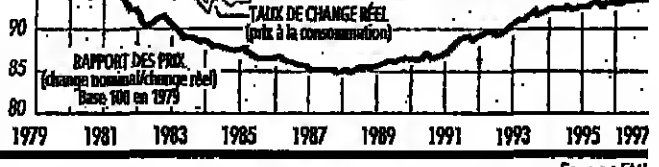
On peut aussi, de façon plus sophistiquée, estimer l'importance des compétiteurs américains sur tous les marchés tiers. Les grands instituts comme le FMI, faute de recette universelle, combinent ces méthodes, et y ajoutent même des ingrédients comme la part dans l'économie française des secteurs exportateurs.

Les Anglo-Saxons désignent d'ailleurs le taux de change effectif par une expression explicite : *trade weighted exchange rate*, ce qui peut se traduire par taux de change « pondéré par le commerce ».

LA VALEUR D'UNE MONNAIE RÉFLÈTE CELLE DES PRIX

A quoi répond un tel calcul ? La valeur du franc vis-à-vis de l'ensemble des autres monnaies, sa valeur « externe », reflète en fait le niveau des prix français au regard de l'ensemble des prix étrangers. Si le taux de change effectif diminue d'un seul coup de 5 %, les produits français se retrouvent immédiatement moins chers de 5 % sur les marchés extérieurs (mais les produits importés sont chers de 5 %).

▼ Taux de change effectifs du franc



Le taux de change effectif est un indicateur de la compétitivité-prix. Il fournit une estimation du gain global en cas de dévaluation, ou symétriquement de la perte en cas de réévaluation.

Mais, sur une période un peu longue, la seule prise en compte du jeu des taux de change est insuffisante. Il faut aussi considérer l'évolution des prix eux-mêmes, à la fois en France et à l'étranger. A taux de change identique, la France peut aussi gagner en compétitivité, en ayant simplement moins d'inflation que ses partenaires.

LE TAUX DE CHANGE EFFECTIF RÉEL

Le plus souvent, on tient compte des prix en considérant des parités déflatées des indices de prix respectifs. La parité franc-dollar sera corrigée de l'évolution relative des prix américains et français. Puisque l'objectif est de mesurer l'évolution de la compétitivité, il faut retenir le prix des produits exposés à la concurrence internationale. Mais on peut aussi prendre en compte leurs coûts de production, par l'intermédiaire du prix du PIB (qui intègre le prix des inputs) ou même les coûts salariaux unitaires. Dans la pratique, pour des raisons de disponibilité, l'indice des prix à la consommation est le plus utilisé (l'effet bénéfique sur la compétitivité est alors un peu sous-estimé puisque ces produits, qui incluent alimentation et services, sont plus inflationnistes que les produits d'exportation).

C'est ce taux de change corrigé des prix, appelé taux de change effectif « réel » et non plus « nominal », qui fournit alors un indicateur de compétitivité sur longue période.

TAUX DE CHANGE ET PERFORMANCES

Une dépréciation du taux de change effectif réel se traduira-t-elle par de meilleures performances à l'exportation ? Ce n'est pas mécanique, car il faut considérer aussi le comportement de marge des exportateurs : ils peuvent bénéficier d'une dépréciation de la parité pour accroître ensuite leur prix, donc leur marge, sans vendre davantage. Ce fut largement le cas des exportateurs anglais lors de la dépréciation de la livre sterling. Ils peuvent aussi profiter de la dépréciation pour accroître leurs parts de marché, comme certains exportateurs italiens après la chute de la lire.

Sur longue période néanmoins, le taux de change effectif fournit un bon résumé de l'histoire économique. A la fin des années 70, la dépréciation nominale du franc fut plus forte que sa dépréciation réelle : des dévaluations corrigées les pertes de compétitivité dues à une inflation plus forte en France que chez ses partenaires. Cette dérive justifia la politique dite de désinflation compétitive qui visait à gagner en compétitivité par les prix, et non plus par les changes.

De fait, au début des années 90, le mouvement s'inversa, et c'est ce qu'il illustre le rapport des prix (rapport du taux effectif nominal au taux réel). Le franc s'apprécie nominale, mais la relative stabilité du taux réel indique que la compétitivité se maintient à la faveur de prix remarquablement stables.

En fin de période, la sous-évaluation du dollar occasionne une légère baisse de la compétitivité, mais celle-ci retrouve ses niveaux antérieurs avec la reprise récente de la monnaie américaine.

Au total, sur toute la période, l'effet combiné de la politique du change (préparation à l'euro) et de la désinflation a soutenu la compétitivité réelle, en termes de prix relatifs, du franc. Ceci s'est particulièrement avéré depuis 1995.

Direction des études économiques et financières
du Crédit lyonnais

Jean Clavel
34670 Saint-Bres

A propos de la chronique : « Les deux rigoureux » publiée le 17 juin.

LA CRAINTE D'UNE EUROPE FÉDÉRALE

Vous êtes vraiment généreux en limitant à deux personnes le nombre de « rigoureux » qui sont censés conduire l'Europe sur les chemins de sa véritable unification. C'est la grande majorité des personnes politiques actuelles qu'il conviendrait de qualifier de « rigoureux ». Car la monnaie unique ne sera pleinement efficace qu'à partir du moment où l'Europe se sera dotée d'un gouvernement unique, les nations les composant devenant par là même des provinces (ou des États fédérés). Or nos gouvernements ont tellement peur d'annoncer à leurs électeurs que « l'Europe des nations » a fait son temps et que seule une Europe fédérale sera en mesure de concurrencer l'Amérique du Nord et les puissances asiatiques, qu'ils avancent à reculons vers cette Fédération européenne.

Puis-je faire remarquer que la Savoie avait – en 1860 – lorsqu'elle devint (à la suite d'un prétendu « référendum ») une province française, mille ans d'histoire derrière elle. Les Savoyards ont-ils perdu leur « spécificité » du fait de cette annexion ? Leur culture en a-t-elle souffert ? Pas à ma connaissance.

Pascal Nambiride
75013 Paris

UNE MAUVAISE COMPRÉHENSION DES TRAVAUX DE KEYNES

Je suis un lecteur assidu de votre journal dont j'apprécie en principe la neutralité. Je m'inquiète toutefois d'une certaine dérive qui a été la votre

pendant la campagne électorale. Depuis les élections, vous publiez régulièrement des commentaires où je crois déceler une certaine satisfaction concernant les difficultés actuelles de l'Allemagne. N'oublions pas que si l'Allemagne est en difficulté, la France le sera par ricochet ! En plus, vous semblez accorder l'idée que l'effort de l'Allemagne dans le cadre de la création de l'euro est infime. L'article de M. Jean Houng-Ngoc et l'édition de M. Sophie Givérand vont dans ce sens.

Le facteur commun entre ces deux articles est une mauvaise compréhension des travaux de Keynes et surtout du fait que les théories de Keynes ont été développées dans des systèmes économiques encore largement fermés. Aujourd'hui nous sommes en économie ouverte, et les concepts de base de Keynes ne fonctionnent plus parce que les conditions de fonctionnement de l'économie ont changé. Le fameux « deficit spending » de Keynes était prévu comme un outil anticyclique et pas comme un état permanent. La limite du système se trouve quand les déficits se sont accumulés depuis des années, et nous sommes dans cette situation.

La Belgique paie aujourd'hui le prix fort pour avoir oublié qu'il y a un moment où il faut payer ses dettes. Son excédent de 4 % du PNB est actuellement consacré par la charge de la dette, mais suite à une vraie austérité, elle satisfera à la norme minimale de « bon gestionnaire ». Peut-on imaginer ce que serait la situation en Belgique si l'État diminuait ses prélèvements de l'équivalent de 7 % du PIB ? Un pays « social » comme les Pays-Bas a

compris depuis longtemps que les déficits accumulés sont le pire ennemi de l'emploi. Il est regrettable que la France n'ait pas compris qu'une saine gestion des finances de l'État est une condition de réussite pour toute politique de l'emploi à plus long terme.

Jacques Andriessens
91370 Verrières-le-Buisson

JE NE CROIS PLUS À L'EURO !

J'ai lu avec grand plaisir votre chronique sur « Les deux rigoureux ». Assumer ces propos iconoclastes sur l'Europe de 1997 n'est pas tâche aisée. Aussi, j'estime de mon devoir de soutenir l'orientation de cette chronique et de montrer que cette remise en cause de la politique communautaire a des échos positifs dans l'opinion. Je suis un européen convaincu et j'ai milité dans mes engagements et dans ma vie professionnelle pour que l'idée européenne progresse et qu'elle se manifeste dans le concret quotidien des Européens. Mais l'Europe est mise en danger par ce qui devait la consolider, la monnaie unique. Je regrette d'avoir voté oui à Maastricht. Le mieux est parfois l'ennemi du bien.

Il me semble qu'en ayant abandonné le nom de l'écu, on a abandonné à l'Allemagne et à la banque centrale tous les pouvoirs économiques, et qu'on se contente en France d'un surréalisme sans réaction. Je ne crois plus à l'euro ! Le prix imposé par la Buba est tel que l'explosion sociale se produira en France avant sa mise en place. Est-on en 1993 ou en mai 68 ? La clarification viendra d'une crise majeure, j'en suis sûr. L'idée européenne n'en mourra pas. N'oublions pas qu'elle a

Lilly
Lilly & Co.

Secteurs de Pointe

**CADRES
ON LINE**

RETROUVEZ TOUTES LES ANNONCES DU MONDE SUR :

INTERNET : <http://www.cadresonline.com> (3615 cadresonline 2.25 F/mn) (3615 LEMONDE 2.25 F/mn) <http://www.lemonde.fr/emploi>

IBM Global Services



De grands PROJETS une petite planète

Faire partie d'IBM Global Services, qui représente aujourd'hui la première offre mondiale de services informatiques. Intervenir au cœur des entreprises, imaginer leur avenir et assumer des responsabilités concrètes dans la mise en œuvre des solutions préconisées. Évoluer en progressant et en développant sans cesse vos compétences, vos missions et vos équipes...

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

UNIVERSITAIRES SCIENTIFIQUES

Notre croissance nous amène à créer au sein d'IBM Global Services, en 1997, mille postes supplémentaires, en particulier pour de jeunes diplômés comme vous. Comme vous, c'est à dire rigoureux et responsables, mais aussi imaginatifs et curieux, ouverts à la diversité des milieux et des situations, capables de communiquer et de travailler en équipe. Comme vous, c'est à dire pas forcément formés à l'informatique ni à ses applications, mais prêts à acquiescer rapidement les connaissances qui vous permettront d'accéder à nos différents métiers.

Merci de nous adresser votre candidature (lettre manuscrite et C.V.) sous la référence IC797.

IBM Global Services
CGI Informatique - Direction du Recrutement
30, rue du Château-des-Relais - 75040 Paris Cedex 13

Ingénieurs Informaticiens grandes écoles débutants ou confirmés



Au sein du Groupe Océ (17 000 personnes), Océ-Industries crée et développe les fonctions informatiques du Groupe comme les traceurs, les copieurs, les digitaliseurs, les scanners et les imprimantes. Dans ses trois centres de recherche (France, Allemagne, Pays-Bas), 1 500 personnes bénéficient des moyens les plus pointus pour développer de nouvelles technologies. Pour cela, 7 % du CA du Groupe est consacré chaque année à la Recherche et Développement.

Rejoignez notre centre de développement français pour y faire valoir vos compétences et votre talent. Vous pourrez vous passionner pour des projets complexes et ambitieux. Au sein de petites structures de travail réactives, en contact avec le marketing et le commercial, vous pourrez devenir l'un de nos sbas car nous avons imaginé notre organisation autour du principe de coaching : renforcer la performance individuelle de chacun par la formation, l'animation et surtout le partage des ambitions. Avec Océ-Industries, vos idées iront plus loin, c'est pour cela que c'est bien !

Océ-Industries S.A.
Direction des ressources humaines
1, rue Jean Lemoine - 94003 Créteil Cedex.
Pour connaître nos opportunités, tournez vite la page. Pour en savoir plus sur Océ, surfez sur nos sites <http://www.oci.fr> et <http://www.oci.com>.



LES MEILLEURES SOLUTIONS POUR COPIER,
IMPRIMER, VISUALISER



Ingénieurs chef de projet en méthodologie IAO

TEUCHOS

25 % de croissance, 450 collaborateurs, le Groupe TEUCHOS met sa passion de l'excellence et son sens aigu d'une forte éthologie au service de ses clients et partenaires dans tous les domaines des hautes technologies : aéronautique, espace, télécoms et réseaux, défense, automobile, ferroviaire, naval, énergie, pétrole, banque, assurance...

Nous recherchons des ingénieurs confirmés, dotés de réelles capacités relationnelles et techniques, mobiles, autonomes, sachant s'impliquer et prendre des responsabilités dans le secteur automobile.

Après une expérience de 5 à 7 ans en Bureau d'Études mécanique, vous serez chargé de diffuser une méthodologie basée sur l'utilisation intensive des outils d'Ingénierie Assistée par Ordinateur et servir de support technique auprès des différents acteurs d'une équipe projet.

Pour cela, vous maîtrisez le logiciel CATIA V4 et bénéficiez d'une expérience des Systèmes d'Informations Techniques.

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV photo) sous référence LM-17 à Teuchos, 6 Avenue du Général de Gaulle, 78000 Versailles, par fax : 01 39 24 47 45.

le Shuttle

A L'AUBE
DU XXI^È
SIÈCLE
VENEZ
VIVRE
L'UN DES
PLUS
AMBITIEUX
DEFIS
EUROPÉEN.

La société d'exploitation du tunnel sous la manche recherche pour la Division Achats :



UN ACHETEUR SENIOR

En liaison avec le Responsable des Achats, vous définissez la stratégie et la mise en œuvre de la politique achat des investissements : matériels roulants, équipements fixes ferroviaires. Pour cette famille de produits, vous assurez l'intégralité de la démarche achat. Vous êtes aussi force de proposition auprès de vos clients internes.

De formation ingénieur, complétée idéalement par un MBA achats, vous disposez d'une expérience d'au moins 5 à 7 ans dans cette fonction, de préférence dans l'achat de produits techniques.

Vous parlez couramment l'anglais.

Le poste est basé à COQUELLES (Calais 62).

Merci d'adresser sous réf. ACH lettre, CV, photo à EUROTUNNEL, Direction des Ressources Humaines à l'attention d'Isabelle RAYNAL - BP 69 - 62331 COQUELLES.

Reproduction interdite

Reproduction interdite

Reproduction interdite

Reproduction interdite

Reproduction interdite

Reproduction interdite

Reproduction interdite

Reproduction interdite

Reproduction interdite

Reproduction interdite

Reproduction interdite

Reproduction interdite

Reproduction interdite

Reproduction interdite

Reproduction interdite

Reproduction interdite

مكتبة الأهل

X / LE MONDE / MARDI 8 JUILLET 1997

REPRODUCTION INTERDITE

Secteurs de Pointe



Leader en CAO Electronique
nous créons deux postes clés dans notre Division
Analog / Mixed-Signal
Grenoble

Directeur Financier et R.H.

Reportant au Directeur Général de la Division, au Directeur Financier Europe et au DRH Europe, vous :

- suivrez et contrôlerez l'ensemble des flux financiers
- gèrerez les budgets d'importants projets européens
- assurerez la gestion de nos ressources humaines, essentiellement composées d'ingénieurs

Basé à Grenoble, vous intervenez en Europe, aux USA et en Egypte où nous avons implanté un centre de développement.

Ingénieur et MBA, vous avez une expérience professionnelle de 5 à 10 ans.

Réf. M10

Directeur Technique

Reportant au Directeur d'Ingénierie, vous :

- dirigez nos équipes de simulation analogique et de langages de description de matériels mixtes
- gèrerez les projets européens et les orientations techniques
- piloterez la certification ISO 9000
- assurerez les relations directes et l'interface marketing/clientèle

Basé à Grenoble, vous intervenez en Europe, aux USA et en Asie.

Ingénieur Grandes Ecoles et Doctorat, vous avez une expérience professionnelle de 10 ans au moins.

Réf. M11

Ces deux postes, qui requièrent une parfaite maîtrise de l'anglais, représentent des opportunités exceptionnelles par l'exercice de fortes responsabilités, dans un secteur de pointe et avec une ouverture internationale.

Adresser lettre, CV et prétentions, sous réf. choisie à ANACAD/MGC, Véronique Coradin, 11 A Chemin de la Dhuy, 38240 MEYLAN.

Jeune Diplômé Grande École

(Ceramale - Arts et Métiers - Supélec - Telecom - X - HEC) débutant ou première expérience.

Devenez CHEF DE PROJET

dans un important établissement du secteur médico-social de la Mutualité Fonction Publique

Notre mission : l'insertion des enfants et adultes handicapés mentaux.

Votre mission : l'information du projet individuel (prise en charge globale de l'enfant tant sur le plan thérapeutique, éducatif que pédagogique).

Un travail d'animation, de concertation et de négociation avec l'ensemble des professionnels du secteur social vous attend pour la mise en place de ce système d'information.

Vous dépendez de la direction de l'établissement et travaillez en direct avec le service informatique du groupe.

Vous possédez de bonnes qualités relationnelles et de communication orale et écrite. Un esprit de synthèse, une réelle autonomie et de la rigueur seront autant d'atouts pour réussir votre mission.

Transmettez-nous votre C.V. à : Bernadette GROSSEYUX
CENTRE DE LA GABRIELLE - 6, rue de la Gabrielle BP 15 - 77411 CLAYE SOUILLY Cedex

Alcatel Cable et Composants, réalisant un chiffre d'affaires de 45 Milliards de Francs et employant 38 500 personnes recherche pour le service R&D de notre Centre de Compétences Fibres Optiques :

Ingénieur Expert Fibrage/Résistance Mécanique

Vous serez chargé :

- du développement d'une expertise sur la résistance mécanique et la durée de vie des fibres optiques (modèles, méthodes, mesures),
- de la mise en forme et de l'interprétation des résultats et plans d'expérience dans le cadre de sa participation à l'élaboration de programmes.

- de la gestion des spécifications, de l'analyse des brevets, de la participation aux colloques internationaux...

De formation ingénieur (X, Sup. Optique, Ecole Normale Supérieure, ESPCI, ENSCM...), vous avez développé une expérience spécifique en céramique, résistance des matériaux... (réf. AS/FRM)

Ingénieur R&D Mécanismes de Pertes

Vous serez chargé :

- de développer de nouvelles méthodes analytiques d'observation des défauts et de contribuer aux activités de modélisation liées à la propagation guidée.

De formation ingénieur (X, Sup. Optique, Ecole Normale Supérieure, ESPCI...), vous disposez d'une bonne connaissance des matériaux (plus particulièrement des verres). Une solide expérience en mesures optiques et propagation optique serait un plus. (réf. AS/MP)

Ingénieur Matériaux

Au sein du Groupe Modélisation, vous serez chargé de :

- développer la compréhension des matériaux utilisés dans le domaine de la fibre optique,
- prendre en charge la relation avec les sous-traitants,
- développer une base de données sur les propriétés des matériaux.

De formation ingénieur (X, Sup. Optique, Ecole Normale Supérieure, ESPCI... avec une spécialisation en science des polymères, physique des solides...). Doté d'une expérience préalable, vous avez développé une bonne connaissance des techniques de modélisation et faites preuve d'une bonne aptitude à la gestion de programmes. (réf. AS/IN)



Pour ces postes basés à Conflans (78) la pratique courante de l'anglais est indispensable.
Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre de motivation, photo) en précisant la référence choisie à ALCATEL CABLE
DRH - 30, rue Pierre Bérégovoy - BP 309 - 92111 Clichy Cedex.



9 000 personnes, 8 milliards de Francs de CA dont près de 60 % à l'exportation, notre récent accord avec l'allemand MANNESMANN nous place parmi les leaders mondiaux.
Nous recherchons pour l'une de nos usines situées dans le Nord de la France, un

Responsable Achats

Après du Directeur de l'usine et avec l'appui de votre équipe, vous gèrerez l'ensemble des achats : investissements, consommables, services... en partenariat et dans un esprit de progrès avec les responsables de production et services connexes. Les matières premières stratégiques sont, elles, traitées au niveau du Groupe.

Vous négociez vous-même avec les fournisseurs les plus importants tant en France qu'à l'étranger. Vous participez à des groupes de travail avec vos homologues des autres sociétés du Groupe.

Nous sommes certifiés ISO 9001 : votre action et vos démarches s'inscrivent naturellement dans cet esprit et vous veillez au respect des procédures.

Parce que votre professionnalisme fait de vous un spécialiste reconnu et un animateur apprécié, vous mobiliserez rapidement votre équipe et convaincrez vos partenaires : des qualités indispensables à ce poste clé sur un site stratégique.

Ingénieur, vous bénéficiez d'une expérience de cinq ans minimum dans la fonction achats et parlez anglais (l'allemand serait un plus). La connaissance de SAP, ACCESS et EXCEL est souhaitée.



SEFOP, notre Conseil, vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence BAC 656 M.
11, rue des Pyramides, 75001 Paris.



RECRUTEMENTS PAR VOIE DE CONCOURS

Établissement public scientifique et technologique, l'INSERM développe la recherche dans les domaines de la médecine et de la santé. Son objectif : contribuer à mieux connaître et à améliorer la santé de l'homme ; diffuser les connaissances nouvellement acquises vers la société.
Par le réseau de ses recherches et la diversité de ses réalisations, l'INSERM est un acteur essentiel de la vie scientifique française, européenne et internationale.

1 INGÉNIEUR DE RECHERCHE

(Doctorat, ingénieur Grande École ou équivalent)

Spécialités : biologie moléculaire, microbiologie. Affectation prévue à Paris.

6 INGÉNIEURS D'ÉTUDES (Licence, Master, DEA, DES ou équivalent)
Spécialités : biologie cellulaire, moléculaire, biochimie - informatique - sciences sociales et humaines appliquées à la santé - gestion scientifique et technique de la recherche (administration). Affectations prévues à Paris, Lille.

6 ASSISTANTS-INGÉNIEURS (BTS, DUT)

Spécialités : biologie moléculaire et cellulaire, microbiologie - imagerie médicale - informatique - gestion scientifique et technique de la recherche (administration). Affectations prévues à Strasbourg, Lille, Nice, Grenoble, Paris.

Vous pouvez également vous adresser aux délégations régionales de l'INSERM concernées.

Lyon-Grenoble : ADR 5 - Rhône-Alpes : 142, avenue Lavoisier - BP 2006 - 69394 LYON
Marseille-Nice : ADR 2 - Provence, Alpes, Côte d'Azur : 163, av. de Luminy - BP 172-13276
MARSEILLE CEDEX 09

Strasbourg : ADR 16 - Alsace - Toulon-Méditerranée : 11, rue Bismarck - 63085 STRAS-BOURG CEDEX

- Retrait des dossiers : 15 juillet au 14 août 1997 - 17 h 30
- Limite de dépôt des dossiers : 18 août 1997 - 17 h 30
- Epreuves : Novembre 1997 - février 1998
- Recrutement : Janvier - Mars 1998

Renseignements (conditions pour candidats, profils des postes...)

Demander des dossiers de candidature

A PARTIR DU 15 JUILLET

Service téléphonique :



0,37 F. min.
au 01 42 76 10 10
Bureau des Concours de l'INSERM
101, rue de Tolbiac
75013 PARIS

Membre associé sous réserve de l'adhésion des associations administratives régionales



Au sein du groupe FT et de la Branche Réseaux, la Direction de la Qualité Fournisseurs, entité certifiée ISO 9002, à compétence nationale et internationale, garantit la qualité des produits et prestations des fournisseurs ; évalue la qualité des entreprises.

La DQF recherche UN INGÉNIEUR QUALITÉ

Rattaché au responsable de la division «Energie», vous apporterez un soutien efficace dans le domaine électrotechnique. Titulaire d'un bac+5 et fort d'une expérience dans les domaines des systèmes d'énergie (groupes électrogènes, batteries, ASI, climatisation, CEM...), vous réaliserez des évaluations de fournisseurs, des audits... et vous conduirez des projets. Vos capacités relationnelles et rédactionnelles seront mises en œuvre dans ce contexte de milieu industriel. Un bon niveau en anglais est également requis.

Si ce contenu vous séduit, merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre de motivation, copie du dernier diplôme) à l'ANPE de Grenoble
89, rue du Général Mangin - 38100 GRENOBLE, sous la référence 535 799 C/FT/Energie.

RESPONSABLE DE SITE

Région Rhône-Alpes

Société (95 personnes), filiale d'un groupe américain (4500 pers.), nous sommes spécialisés dans la vente et la maintenance d'équipements servant à la production de circuits intégrés. Nous recherchons pour notre site de Mamey (51) un :

Vous serez chargé d'encadrer et d'animer l'équipe de 15 ingénieurs de maintenance présents sur le site client et d'assurer l'ensemble du suivi administratif et technique de ce site. Vous serez l'interface entre le client, la maison mère et les différents services de la société.

Fort d'une expérience de responsable de service maintenance, vous avez une expérience d'encadrement d'au moins 5 ans. Vous faites preuve de réelles qualités de management et d'un excellent sens de communication (tant interne qu'externe).

Vous parlez couramment anglais et avez une bonne connaissance de la culture américaine. La connaissance du secteur du semi-conducteur ou de la micro-électronique serait un plus.

Le poste est à pourvoir rapidement, merci d'indiquer votre disponibilité.

Le salaire sera fonction de l'expérience, plus un véhicule de fonction.

Merci d'envoyer lettre manuscrite et CV en indiquant vos prétentions à Lam Research Europe - 4, place R. Schuman - BP 1622 - 38025 GRENOBLE Cedex 1. Il ne sera répondu qu'aux candidats correspondant au profil.



Secteurs de Pointe

Diplôme Grande Ecole
 de l'École Supérieure de l'Électronique - X - HEC
 première expérience.

CHEF DE PROJET

à l'établissement du secteur
 de la Mutualité Fonction Publique

pour l'insertion des enfants et adultes
 handicapés.

pour l'informatisation du projet individuel
 large globale de l'enfant tant sur le plan
 que éducatif que pédagogique.

d'animation, de concertation et de
 avec l'ensemble des professionnels du
 et vous attend pour la mise en place de ce
 d'information.

de la direction de l'établissement et
 en direct avec le service informatique du

de bonne qualités relationnelles et de
 et écrite. Un esprit de synthèse,
 et de la rigueur seront autant
 et réaliser votre mission.

et votre C.V. à: Bernadette GROSVELX
 DE LA GABRIELLE - 6, rue de la
 75115 - 75115 CLAYE-SOUILLY Cedex

Personnes à milliards de Francs de CA dont
 de 1996 à 1997, notre récent accord
 MANNESMANN nous place parmi
 les leaders.

la recherche pour l'une de nos unités
 de la France, un

Responsable Achats

des Directeurs de l'usine et avec l'appui de
 d'équipe, vous gèrerez l'ensemble des achats

des fournisseurs, des consommateurs, des
 et dans un esprit de progrès avec les
 de production et services clients.

des stratégies stratégiques, vous élè-
 rez le niveau de la production.

de la production avec les fournisseurs
 de la France qu'à l'étranger.

des groupes de travail avec les
 des autres sociétés du Groupe.

certifiées ISO 9001 : votre action et
 de la production s'inscrivent naturellement dans un
 et vous respectez au respect des produits.

de la production, vous serez responsable d'un
 de la production, vous serez responsable d'un
 de la production, vous serez responsable d'un

de la production, vous serez responsable d'un
 de la production, vous serez responsable d'un
 de la production, vous serez responsable d'un

de la production, vous serez responsable d'un
 de la production, vous serez responsable d'un
 de la production, vous serez responsable d'un

de la production, vous serez responsable d'un
 de la production, vous serez responsable d'un
 de la production, vous serez responsable d'un

de la production, vous serez responsable d'un
 de la production, vous serez responsable d'un
 de la production, vous serez responsable d'un

de la production, vous serez responsable d'un
 de la production, vous serez responsable d'un
 de la production, vous serez responsable d'un

de la production, vous serez responsable d'un
 de la production, vous serez responsable d'un
 de la production, vous serez responsable d'un

de la production, vous serez responsable d'un
 de la production, vous serez responsable d'un
 de la production, vous serez responsable d'un

de la production, vous serez responsable d'un
 de la production, vous serez responsable d'un
 de la production, vous serez responsable d'un

de la production, vous serez responsable d'un
 de la production, vous serez responsable d'un
 de la production, vous serez responsable d'un

de la production, vous serez responsable d'un
 de la production, vous serez responsable d'un
 de la production, vous serez responsable d'un

de la production, vous serez responsable d'un
 de la production, vous serez responsable d'un
 de la production, vous serez responsable d'un

de la production, vous serez responsable d'un
 de la production, vous serez responsable d'un
 de la production, vous serez responsable d'un

de la production, vous serez responsable d'un
 de la production, vous serez responsable d'un
 de la production, vous serez responsable d'un

de la production, vous serez responsable d'un
 de la production, vous serez responsable d'un
 de la production, vous serez responsable d'un

de la production, vous serez responsable d'un
 de la production, vous serez responsable d'un
 de la production, vous serez responsable d'un

NORTEL MATRA CELLULAR

LOUIS VUITTON
 MAISON FONDÉE EN 1854

Coté en 1854 et fondé sur la consécration de qualité et d'innovation d'une gamme de bagages et de maroquinerie de luxe, Louis Vuitton s'illustre par un CA de plus de 7 milliards de francs en 1996. Ce chiffre est réalisé pour 92% à l'export avec 4 400 collaborateurs. Nous comptons huit sites de fabrication en France, un en Espagne et un aux États-Unis, maîtrisant ainsi notre outil de production. Filiale en très forte croissance de LVMH, premier groupe mondial de produits de prestige, nous recrutons pour notre site de production basé dans le Sud-Est de la France.

RESPONSABLE DE FABRICATION

Dépendant du directeur du site industriel, vous animez une unité de fabrication d'environ 230 personnes. Vous avez sous votre responsabilité une équipe d'agents de maîtrise et travaillez en étroite collaboration avec l'ensemble des services de l'entité de production. Un excellent leadership, une attention pour la technique allée à un sens de la qualité et de l'esthétique ainsi qu'une rigueur pédagogique sont des atouts nécessaires pour réussir dans cette fonction. Grâce à votre sens aigu de l'équipe et de l'animation des hommes, vous responsabilisez les agents de maîtrise et les accompagnez dans leur mission. Nous recherchons pour ce poste un ingénieur de 30 ans environ ayant un fort potentiel, une expérience de 4 ans minimum dans une fonction impliquant la gestion d'importantes équipes. Une bonne connaissance de l'anglais serait un plus. Notre très forte croissance permettra à une personne qui en démontrera les capacités d'accéder à des postes de responsabilités plus larges.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la réf. PTO7 à Louis Vuitton Maillerie - DRH
 La Grande Arche - Cedex 41 - 92044 Paris La Défense. Fax : 01 40 90 32 75

Océ pour exprimer vos idées

Ingénieurs informatiques grandes écoles débutants ou confirmés

Océ Industries

Ingénieurs diplômés grandes écoles (Cochran, Supélec, ENSI, ENSCM, ENSIET, etc.) débrouillés, ayant acquis 2 à 5 années d'expérience, rejoignez les équipes Océ Industries. Dans un contexte où la priorité est donnée à la créativité, vous rencontrerez des équipes très dynamiques en matière de valeurs humaines et professionnelles et en termes d'investissement. Mais surtout, vous allez découvrir, vivre des projets concrets et contribuer vous aussi à l'amélioration permanente des fonctions infographes des produits du Groupe : traceurs, copieurs, digitaliseurs, scanners, imprimantes.

Ingénieurs logiciels, vous interviendrez sur des projets de très grande envergure destinés à introduire des références nouvelles dans le domaine de l'information industrielle Temps Réel, les réseaux locaux, les télécom, les traitements graphiques, les développements d'applications ou de drivers Unix/Windows ou la qualité du logiciel et support méthodologique. (Réf. ILM)

Ingénieurs réseaux et systèmes, vous prendrez en charge des architectures complexes dans un environnement UNIX/WINDOWS NT (réseaux de WS et PC). Vous interviendrez aussi bien dans la définition, la mise en place de liaisons internationales (liaison LAN-LAN) que dans la sécurisation des accès et des données ou l'intranet et la visioconférence. (Réf. IRSM)

Coaches, une expérience en développement vous a permis d'acquies une parfaite maîtrise technique, vous souhaitez aujourd'hui participer à la stratégie de développement et ses composantes. Vous encadrez votre équipe de façon autonome. (Réf. COM)

Vous êtes de ceux qui savent faire passer leurs idées et qui sont convaincus que les responsabilités sont liées à la compétence ? Au sein de petites équipes de travail pointues, jeunes et réactives, vous exprimerez votre envie de construire et votre enthousiasme à vivre des projets complexes et ambitieux. Avec Océ-Industries, vos idées iront plus loin, c'est pour cela que c'est bien ! Une parfaite maîtrise de la langue anglaise et une réelle mobilité sont indispensables.

Pour nous rejoindre, déposez votre candidature sur e-mail: annick.dunn@oce.fr, ou bien écrivez sous référence choisie à Annick Dunn - Océ-Industries S.A. - Direction des ressources humaines - 1, rue Jean Lemoine - 94003 Créteil Cedex (à 10 minutes de la gare de Lyon). Découvrez Océ-Industries vous intéresse ? Reportez-vous à la page précédente.

LES MEILLEURES SOLUTIONS POUR COPIER, IMPRIMER, VISUALISER

N°1 GMAO - GED SYSTEMES D'INFORMATION

Nous sommes un Groupe anglo-saxon spécialisé dans la conception, la vente, l'installation et le suivi de logiciels. Notre taille fait de nous le n°1 dans notre domaine. Nous sommes basés en Région Parisienne Ouest et devons assurer notre développement rapide, dû à l'arrivée d'un nouveau logiciel dans les mois qui viennent.

Nos produits très pointus et complexes s'adressent à des sociétés importantes et débouchent sur des budgets de plusieurs millions de francs. Notre terrain de chasse : la France, le Bénélux, l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, la Suisse et l'Afrique.

1 Ingénieur Commercial

Ecole Supérieure de Commerce ou Ingénieur, excellente culture générale, bilingue Français/Anglais et, si possible trilingue, vous avez l'expérience de la vente aux grands comptes de systèmes complexes. Vendeur pugnace, vous êtes très mobile et disponible, à l'écoute du client et très à l'aise quel que soit le niveau de votre interlocuteur.

1 Ingénieur Avant-Ventes

Jeune Ingénieur ou autodidacte très expérimenté, vous serez responsable des présentations des produits et de la mise en place des pilotes. Vous êtes autonome, très mobile et disponible, vous connaissez le milieu industriel et les gros systèmes informatiques. Très relationnel, vous savez communiquer avec enthousiasme.

Merci de nous faire parvenir votre candidature (joindre curriculum CV et photo) en précisant le poste choisi à notre Conseil qui vous garantira une stricte confidentialité.

2 rue Capré - 75015 Paris

Top Cadres

Au cœur des projets stratégiques de l'industrie

Dans le cadre de la maîtrise d'œuvre de grands projets pour l'industrie, Sema Group recherche des consultants et des ingénieurs expérimentés, capables d'accompagner nos clients grands comptes à tous les stades d'un projet.

- ◆ **CONSULTANTS EN GESTION INDUSTRIELLE (Réf. : CGI)**
 Vous serez chargés de l'analyse, de l'optimisation des processus et de l'organisation (conception des produits, manufacturing, commerce et logistique, achat, après-vente...).
- ◆ **CONSULTANTS EN CONDUITE DU CHANGEMENT (Réf. : CCC)**
 Vous contribuerez à la conception et à la mise en œuvre opérationnelle de solutions (organisation, communication, formation, migration de données) permettant à nos clients d'atteindre leurs objectifs de performances.
- ◆ **INGÉNIEURS EXPERIMENTES EN SYSTEMES INTEGRES (Réf. : IE)**
 Vous participerez à la mise en œuvre de systèmes intégrés ERP (Baan, SAP...) et PDM (Sherpa, PM, Metaphase...).
- ◆ **INGÉNIEURS EN ASSURANCE QUALITE (Réf. : IAQ)**
 Vous développerez des processus d'intégration et de qualification des systèmes, dans une approche d'assurance qualité.

Pour ces différents postes, vous êtes diplômés de l'enseignement supérieur et avez une réelle expertise. Vos capacités d'analyse et de conseil, alliées à vos qualités relationnelles et à votre connaissance de l'industrie, sont vos principaux atouts.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence choisie à :
 Sema Group-Service recrutement,
 56 rue Roger Salengro, 94126 Fontenay-sous-Bois Cedex.
 http://www.semagroup.com

SEMA GROUP

هكنا من الأهل

XII / LE MONDE / MARDI 8 JUILLET 1997

REPRODUCTION INTERDITE

**CADRES
ON LINE**

Informatique Réseaux Télécommunications

RETROUVEZ TOUTES LES ANNONCES DU MONDE SUR :

INTERNET : <http://www.cadresonline.com> (MINTEL 3615 cadresonline (2,23 Fmin)) (MINTEL 3615 LE MONDE (2,23 Fmin)) INTERNET : <http://www.lemonde.fr/emploi>

Lilly

Nous sommes un des leaders mondiaux de l'industrie pharmaceutique (7 milliards US\$ de CA, 30 000 collaborateurs dans 150 pays) et nous avons élevé notre système d'information au rang de "ressource stratégique majeure". Pour le Service Informatique de la filiale française, sur le site de Saint Cloud (92), nous recherchons 2 ingénieurs Grandes Ecoles (X, Mines, Centrale, Telecom...)

Chef de Projet

FLF17158

Vous avez acquis une expérience d'au moins 5 ans qui vous permet de maîtriser la complexité de l'évolution vers les techniques et les architectures nouvelles des systèmes d'information.

Vous saurez enrichir le cadre méthodologique et le professionnalisme de notre environnement d'étude et de développement.

Vous êtes familier des systèmes informatiques de pilotage des forces de vente, des ciblage de clientèles et d'analyses statistiques. Vous maîtrisez le dialogue avec des utilisateurs multiples du monde des ventes et du marketing et vous êtes une force de proposition auprès de ces derniers. Nous vous proposons de rejoindre une fonction informatique offrant la possibilité de piloter de grands projets dans un contexte international.

Pour ces deux postes la maîtrise de l'anglais est indispensable.

De très importantes évolutions au sein du groupe sont possibles dans les années à venir, tant au sein de la filière informatique que dans d'autres domaines en fonction des résultats concrets que vous démontrerez.

Si vous êtes intéressé(e), merci d'adresser votre dossier de candidature à Frédéric de Laugsdorff, Michael Page Informatique, 3 bd bureau 92594 Levallois-Perret cedex ou de taper votre CV sur 3617 MPage <http://www.mpage.com> ou contactez-vous au <http://www.mpage.com> sous réf. du poste choisi

MP

Michael Page Informatique
Le spécialiste du recrutement Informatique

Chef de Projet Junior

FLF17157

Sortant de l'école avec une spécialisation en informatique en dernière année ou après quelques années d'expérience professionnelle dans ce secteur, vous savez apporter l'expertise des techniques récentes en approche objet et en architecture de logiciel.

Vous aimez les développements concrets d'applications et la programmation avec des outils modernes. Vous êtes intéressé par le contenu fonctionnel des systèmes informatiques au service des ventes et du marketing et vous souhaitez aussi contribuer à celui-ci.

Nous vous offrons un environnement de large autonomie et de responsabilité au sein d'une équipe de haut niveau qui contribuera à votre développement technique et personnel.

Notre société assure la maîtrise d'œuvre des systèmes d'information et de communication d'un grand organisme tertiaire national.

Afin d'améliorer la qualité de notre service et de la relation avec nos clients, nous renforçons la fonction interface utilisateurs.

Direction

pôle interface utilisateurs

Représentant de la société vis-à-vis des clients, vous êtes garant du service rendu. Vous dirigez votre département (118 personnes) afin d'assurer le service aux utilisateurs : conseil et assistance, traitement et gestion des demandes d'évolution, rédaction des cahiers des charges, organisation des recettes et des déploiements. Vous impulsez une culture de service auprès de votre équipe et l'organisez pour offrir une prestation de bout en bout.

Excellent manager et bon négociateur, de formation Bac + 5, à 35/40 ans environ, vous avez piloté des grands projets de systèmes d'information, si possible en environnement grand système IBM. Vous avez une expérience confirmée de la gestion d'équipes. Votre sens du client vous incite à vous rapprocher des problématiques des utilisateurs.

Au cœur du fonctionnement de notre organisation, vos qualités de manager et vos talents relationnels vous permettront d'occuper un poste stratégique et d'évoluer à moyen terme au sein de notre structure.

Pour ce poste situé en proche banlieue Nord Est de Paris, nous vous remercions d'adresser votre lettre manuscrite + CV, sous référence LUSLM, à notre Conseil SPH, 9 rue Royale, Galerie Royale 2, 75008 Paris, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

SPH

SYSTÈMES ET POTENTIELS HUMAINS

**Coopers
& Lybrand
Consultants**
RECRUTEMENT

Cabinet international, membre de l'un des tout premiers réseaux nationaux d'audit et de conseil, recherche pour son département audit et conseil en systèmes d'information

Consultants H/F

Au sein d'un département en forte progression, vous interviendrez sur des missions de systèmes d'information, soit en collaboration avec nos équipes d'audit, soit dans le cadre de missions «spéciales». Auprès de nos clients, grands groupes internationaux ou filiales de sociétés étrangères, vos interventions couvriront l'évolution des systèmes d'information, l'organisation, l'assistance dans le choix de solutions et l'accompagnement de leur mise en place.

De formation Ingénieur (X, Centrale, Mines...) complétée éventuellement par un troisième cycle de gestion, vous avez participé pendant 4 à 5 ans à la mise en place de systèmes d'information en entreprise ou en cabinet. Vous souhaitez aujourd'hui évoluer vers les métiers du conseil et apporter votre savoir-faire dans des environnements UNIX, Windows NT, clients/serveur, Internet, Intranet. Votre sens relationnel, votre investissement, vos capacités d'analyse et de synthèse seront vos atouts pour ce poste qui nécessite une pratique professionnelle de l'anglais.

Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre, prétentions) sous la référence M/TOW à notre conseil COOPERS & LYBRAND Consultants Recrutement,

32 rue Guersant
75017 Paris

Carrières Internationales

Vous attendez de votre entreprise
qu'elle vous donne des défis.
Normal !



MOTOROLA - 140 000 personnes qui donnent le meilleur d'elles-mêmes dans toutes les activités de pointe de l'électronique professionnelle. Pour renforcer l'équipe de notre distributeur algérien, nous vous proposons de participer au développement du marché local des systèmes de radiocommunications.

Ingénieur Terrain (réf. KCC)

Grâce à votre connaissance des clients algériens, vous participez à la mise en place technique des réseaux et assurez le meilleur service client. De formation supérieure, bac + 5, vous possédez une expérience significative dans ce domaine. Autonome, vous avez le sens de l'organisation et d'excellentes capacités de communication interne et externe.

Technicien Supérieur de Service (réf. TSS)

Pour les réseaux de radiocommunication, vous assurez la mise en œuvre et l'installation des réseaux. Dans un souci constant d'apporter le meilleur service à vos clients, vous suivez la réparation et la maintenance. Technicien supérieur en radiocommunications (VHF, UHF, BLU, « trunking » et technologies numériques), vous possédez une expérience de terrain de 5 à 10 années, grâce à laquelle vous avez effectué des missions similaires. Organisé, rigoureux et autonome, votre bon relationnel et votre capacité d'écoute seront des atouts supplémentaires pour réussir votre mission.

Ces postes sont basés à Paris avec des missions fréquentes en Algérie. Ainsi, vous êtes bilingue arabe-français et parlez couramment l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sous référence choisie, à Motorola S.A., Direction des Ressources Humaines, 3 avenue du Canada - BP 304, 91958 Les Ulis Courtabeuf Cedex.



MOTOROLA

Tout ce que nous n'avons jamais touché

Un Monde de carrières à portée de clavier

Consultez toutes les offres d'emploi parues dans LE MONDE et dans 18 autres titres de presse.

Recherche multi-critères : fonction, secteur, lieu, mot-clé. Mise à jour hebdomadaire le jeudi

Sur Minitel
3615 LE MONDE (2,23 Fmin)
Sur Internet
<http://www.lemonde.fr/emploi>

Une façon

SIMPLE

FIABLE

EFFICACE

- de rechercher un emploi
- de retrouver une annonce déjà parue

matique - R

Product
Marketing Manager

ALCANTARA

vous à dire
votre métier

ingénieurs
commerciaux

affaires

le Monde

Informatique - Réseaux Télécommunications

Alcatel Business Systems
propose une gamme étendue de solutions de
télécommunications (voix, données)
répondant à tous les besoins des entreprises.

Product Marketing Manager*

Au sein du département chargé du marketing des produits "Voice Communications Systems", vous prenez la responsabilité de la ligne de produits "Small Systems" destinée à une clientèle de PME-PMI d'une centaine de pays dans le monde. Vous recueillez et analysez les besoins des pays pour définir et positionner une offre homogène ou niveau mondial : structure hard et soft des produits, politique de prix, packaging. Vous vous attachez particulièrement à garantir la cohérence de tous les composants de l'offre pour en faciliter la commercialisation par un réseau de revendeurs. Véritable chef d'orchestre entre la R&D, le réseau commercial et les équipes de support, vous êtes un homme de communication à l'aise dans un contexte international.

Ingénieur, 30/35 ans, vous êtes doté d'une solide expérience marketing de produits logiciels dans un contexte de ventes indirectes B to B. Vous parlez couramment anglais.

ALCATEL

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions sous réf. 668/IM à notre conseil : ALPHA CDI - 20 avenue André Malraux 92300 Levallois-Perret, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

*Chef de Produit

Mobile ? ...Mobiles !

Nous sommes l'un des groupes leaders sur le marché en plein essor de la téléphonie cellulaire. Les attentes toujours croissantes du marché et les très fortes perspectives de notre activité au niveau mondial nous conduisent à renforcer notre Service Client. Nous recherchons un

INGENIEUR SUPPORT CLIENTS INTERNATIONAUX

TERMINAUX GSM

Poste basé à Paris Ouest (92), fréquents déplacements à l'étranger

Missions et Responsabilités

Rattaché à notre Direction Commerciale, vous êtes chargé, au sein d'une petite équipe, d'assurer le suivi de nos clients internationaux (opérateurs et grands distributeurs). Vous évaluez sur place les problèmes techniques rencontrés et proposez des solutions opérationnelles. Vous assurez l'analyse et le suivi des réclamations et des informations provenant des hot-lines. Vous participez au développement de notre politique Service Client. Vous prenez une part active à l'analyse de la concurrence en relation avec le Marketing. Vous jouez un rôle-clé dans l'amélioration de la conception de nos futurs produits.

Profil et Offre

A 26/32 ans environ, vous êtes diplômé d'une école d'ingénieurs électronique, télécoms... et disposez d'une première expérience de support-client dans un contexte high-tech. Vous avez un excellent niveau d'anglais et, éventuellement, une bonne maîtrise d'autres langues. Vous êtes autonome et disponible pour de courts et fréquents déplacements à l'étranger. Votre objectivité technique alliée à la formation spécifique que vous recevrez, votre sens commercial et votre esprit d'initiative vous permettront d'être un interlocuteur reconnu et apprécié de nos clients. La polyvalence de ce poste (expérience technique, commerciale et internationale) doit vous assurer, à terme, de larges perspectives d'évolution au sein de notre structure.

Les entretiens avec la société auront lieu le 28 juillet.

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous réf. 7215 à notre conseil PREMIERE LIGNE - 54 avenue du Général Leclerc - 92513 Boulogne Cedex Fax : 01 46 05 00 34, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

PREMIERE
LIGNE

Ingénieurs, Commerciaux, Consultants
passionnés de High-Tech, de réseaux d'information.

De formation supérieure Bac + 4/5, débutants ou 1^{re} expérience en SSII,
constructeur informatique ou cabinet conseil ;

qu'avez-vous à dire sur votre métier ?

Participez à une table ronde animée par des spécialistes de la
communication pour l'emploi en téléphonant au : **01 41 38 14 67**
Jusqu'au 09/07/97 (12 h). Participation rémunérée.

Ingénieurs Commerciaux

Société d'ingénierie installée à Paris, filiale d'un important groupe industriel de dimension internationale,
recherche un :

Ingénieur d'Affaires « Proposal Manager »

- ◆ A 35/40 ans, de formation ingénieur Génie Chimique, vous avez une expérience en ingénierie pétrolière, paraplombière et chimique dont 5 ans dans la fonction proposée. Assisté des services techniques, juridique et financier, vous coordonnez la préparation des réponses aux appels d'offres nationaux et internationaux, et assistez aux négociations techniques et commerciales jusqu'à l'obtention du contrat. Votre anglais est courant, une autre langue serait un plus. Le poste, basé à Paris, nécessite de fréquents déplacements et est à pourvoir rapidement.
- ◆ Merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV et prétentions, sous la référence 976MO à : Austin Knight - 28, avenue de l'Opéra 75001 PARIS.

Le Monde

INITIATIVES LOCALES

LES OFFRES D'EMPLOIS CADRES
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

LE MONITEUR

Avec 600 collaborateurs, le groupe Moniteur est le numéro 1 français de la presse
professionnelle spécialisée dans le domaine de la construction.
Pour accompagner notre développement dans le monde du numérique, nous recherchons un

Directeur de Projet

Poste basé à Paris

Rémunération attractive

Dans le cadre d'un projet stratégique de développement d'une base de données destinée à alimenter un service d'information sur les marchés de la construction, vous serez le coordinateur des différents intervenants du projet et une force de proposition auprès de votre direction.

Au sein du Département Marchés, et directement rattaché à son directeur, vous agirez comme un élément moteur du projet et serez l'interlocuteur privilégié de la Direction Informatique. Une importante culture du Multimédia est nécessaire à ce poste, ainsi qu'une bonne connaissance des SGBDR et d'Oracle V7 en particulier.

De formation supérieure, avec au moins 3 ans d'expérience dans la gestion de projet, votre hauteur de vue et votre goût du terrain vous permettront d'insuffler votre vision à vos collaborateurs.

Si vous êtes intéressé(e), merci d'adresser votre dossier de candidature à Dimitri Tsamados, Michael Page Informatique, 3 bd binea 92594 Levallois-Perret cedex ou de taper votre CV sur 3617 MPage (couché 3x10x10cm) ou de vous connecter au <http://www.mpage.com> sous la réf. DT17276.

MP

Michael Page Informatique

Le spécialiste du recrutement informatique

Evoluons ensemble vers les Technologies Nouvelles

Importante Société de notoriété internationale, opérant dans
le secteur des télécommunications, nous recherchons pour
notre Direction Exploitation :

Chef de projet

« Evolution d'un réseau
de télécommunication »

Après avoir acquis la maîtrise des spécifications d'interface du réseau et des spécifications techniques des sous-ensembles, vous définissez les étapes d'évolutions progressives dudit réseau, supervisez le développement et la validation de ces évolutions, pilotez les projets liés aux marchés de fourniture de produits nouveaux.

A 30 ans environ, ingénieur télécom (ENST, INT, ISEP...), vous justifiez d'une expérience de développement de trois années dans le domaine des terminaux en télécom.

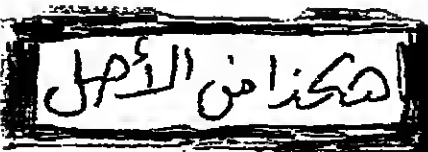
Le poste est basé à Paris.

Des perspectives d'évolution intéressantes sont ouvertes à un candidat à fort potentiel.

Merci d'adresser, sous référence ERT, en précisant votre rémunération actuelle, lettre manuscrite et CV à notre conseil, qui traitera votre candidature en toute confidentialité.

SM Conseil

3, RUE TREILHARD, 75008 PARIS



Secteurs de Pointe

Jeunes Ingénieurs grande école



Avec ou sans vous ?

Pas de temps à perdre à l'aube du troisième millénaire. Les grands enjeux se gagnent maintenant. Dans tous les secteurs. Avec des idées fortes et des compétences de pointe. Grâce à ses 25 000 collaborateurs actifs dans 13 pays européens, en Amérique et en Asie, le Groupe CAP GEMINI compte parmi les leaders mondiaux du conseil en management et services informatiques.

Pour accompagner les grands changements des entreprises en Ile-de-France et en Province, CAP GEMINI développe son expertise dans les domaines suivants :

Prêt à relever les défis du troisième millénaire ! Maintenant, c'est à vous de décider.

ISM

Notre activité d'infogérance connaît une très forte progression (+30% en 96). Sur une durée de 3 à 10 ans, nous accompagnons au quotidien des grands comptes nationaux et internationaux dans leur stratégie et le développement de leurs systèmes d'informations. Pour vous, ingénieurs et techniciens, nous rejoindre c'est participer à la conquête de l'un de ces métiers passionnants : la gestion des parcs matériels, la gestion des patrimoines applicatifs, le traitement de l'information. Contact : Claire-Marie Basquin - Tour Anjou - 33 quai de Dion Bouton - 92814 Puteaux cedex.

TELECOM

Nous intervenons auprès de clients, opérateurs de télécommunications (fixe ou mobile), en France et à l'étranger dans le cadre de réalisations de systèmes d'information et de missions de conseil. Nous mettons en œuvre toutes les techniques de l'informatique pour les besoins de nos clients : Billing and Customer Care - Call Centers - Intelligent Networks - Telecom Network Management... Contact : Xavier Champion - 30 quai de Dion Bouton - 92806 Puteaux cedex.

SERVICES PUBLICS ET TERTIAIRE

Nos divisions interviennent sur les grands comptes des secteurs de l'administration, de l'énergie, des transports, des services, des communications, de la distribution, du tourisme, des médias. Accompagner nos clients dans l'évolution de leurs systèmes d'information, telle est notre vocation. Architectures distribuées, Java, intranet, groupware, SGBDR, mainframe, progiciels intégrés, SAP... sont autant de technologies ou de progiciels que nous utilisons pour préparer le futur. Contact : Chantal Barbier - Immeuble Elysées Défense - 7 place du Dôme - 92056 Paris la défense.

Pour l'ensemble de ces domaines, nous offrons de nombreux postes en Ile-de-France comme en Régions : NORD-EST, OUEST, RHÔNE-ALPES ou SUD. Selon vos goûts et vos compétences, adressez-vous directement à l'un de nos contacts mentionnés ci-dessus en indiquant la région de votre choix.

Avec vous, CAP GEMINI ira encore plus loin.

FINANCE

L'EURO dans les secteurs banques et assurances, constitue un enjeu majeur pour l'activité de nos clients, et pour nous, des opportunités de développement importantes. Dans des environnements techniques complexes et diversifiés, nous savons intégrer l'impact de l'évolution des systèmes d'information de nos grands comptes, dans les différents aspects de leur métier : salle de marché, pilotage bancaire, call center, monétique, sécurité des réseaux interbancaires, etc. Contact : Chantal Barbier - 76 avenue Kléber - 75784 Paris cedex 16.

EXPLOITATION

Notre division est chargée des services ayant trait aux infrastructures technologiques supportant le système d'information. L'offre de la division prend en compte la place qu'occupent désormais les technologies du système d'information au cœur de la stratégie des entreprises. Elle comprend l'intégration du système et du réseau ainsi que la fourniture d'un service continu chez le client. Bâtir les architectures techniques, implanter et déployer les solutions, administrer le système d'information, tel est notre métier. Contact : Elsa Trincherio - 5/7 avenue des Bourvines - 75544 Paris cedex 11.

INDUSTRIE

Nous intervenons auprès des grands comptes du secteur industriel. Notre métier : transformer les systèmes d'information des entreprises, assurer la maîtrise d'œuvre et la réalisation de grands projets. Nous accompagnons ainsi les grandes mutations actuelles du secteur industriel, au travers des nouvelles technologies et des progiciels intégrés de gestion commerciale, de gestion de production et logistique, de gestion financière. Contact : Françoise Halasz - Immeuble Elysées Défense - 7 place du Dôme - 92056 Paris la défense.

It's Time for the



CAP GEMINI

Way.

BOURSES L'association Paris Europlace, dont la vocation est de promouvoir la place financière de Paris, rendra public, à l'occasion de ses Rencontres financières internationales, mardi 8 et

mercredi 9 juillet à Paris, un rapport qui met en avant les atouts de la Bourse française dans la perspective de la monnaie unique. ● LE LANCEMENT de l'euro changera totalement

l'environnement des places financières en Europe et accroîtra la concurrence entre Londres, Francfort et Paris pour capter les transactions. ● L'EMEU en matière d'emplois et d'indépendance

économique nationale est considérable. ● PARIS, qui n'a pas le poids de la City et ne bénéficiera pas, comme Francfort, de la présence de la banque centrale européenne, va tenter de

prendre ses concurrents de vitesse. ● « AU PLUS TARD » le 4 janvier 1999, l'ensemble des marchés financiers français (actions et obligations) seront passés à la cotation en euro.

Paris tente de prendre de vitesse Londres et Francfort dans la perspective de l'euro

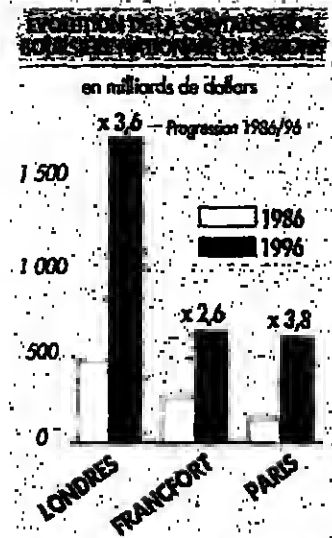
L'association Paris Europlace rend public un rapport sur les atouts de la place financière française dans la compétition avec ses concurrentes britannique et allemande. L'enjeu de cette bataille commerciale est considérable en termes d'emplois et d'indépendance économique

LA PLACE financière de Paris va-t-elle survivre au choc de la création de l'euro et peut-elle tenter de profiter de l'Union monétaire pour conforter un développement, rapide depuis une décennie, mais fragile ? L'enjeu n'est pas mince. Il s'agit à la fois de sauver les milliers d'emplois de l'industrie financière et de permettre aux grandes entreprises françaises de conserver leur autonomie de décision en leur permettant de trouver des actionnaires stables et nationaux.

Trois places financières européennes, Londres, Francfort et Paris, qui se livrent d'ores et déjà une bataille commerciale acharnée, ont pour ambition de conserver et de renforcer leur dimension internationale après la création de la monnaie unique européenne. L'euro créera en Europe des marchés de taux, d'actions et de devises d'une taille équivalente à leurs homologues américains et japonais. Mais dans une zone monétaire unifiée, il n'y a pas de place pour plusieurs places financières concurrentes. Aux Etats-Unis et au Japon, New York et Tokyo pour les marchés « physiques » et Chicago et Osaka pour les marchés à terme concourent l'essentiel des transactions.

En dépit de l'absence du Royaume-Uni dans les premiers pays participant à l'Union monétaire, Londres fait figure de favori compte tenu de son rôle déjà prééminent sur nombre de marchés. Pour faire face à la City, les

Londres largement en tête



Source : Fédération internationale des bourses de valeurs

Bourses de Paris et Francfort ont d'ailleurs tenté de s'allier. Mais les négociations ont échoué une première fois, il y a un peu moins d'un an, en août 1996. Elles ont repris il y a quelques semaines.

Francfort, dont le marché à terme (DTB) vient de rattraper pour les volumes de transactions 500 concurrent français (Matif), est tentée de faire cavalier seul avec de vrais arguments : le poids de l'économie allemande et plus encore la présence de la future

banque centrale européenne. Un avantage certain mais qui n'est pas forcément décisif comme le montre l'exemple américain : la Réserve fédérale est à Washington et les marchés sont à New York.

L'association Paris Europlace, qui vise à promouvoir la Bourse parisienne, organise à partir du mardi 8 juillet ses Rencontres financières internationales dans la capitale. Elle vient de rendre public un rapport qui résume les atouts de la place de Paris. A commencer par la certitude de prendre ses concurrents de vitesse en misant tout sur l'euro la première. « Au plus tard » le 4 janvier 1999, l'ensemble des marchés financiers français (actions et obligations) seront passés à la cotation en euro.

Le Trésor français apporte un coup de pouce majeur en décidant de convertir en euro la totalité de l'encours de sa dette dès le 1^{er} janvier 1999. Le Matif (Marché à terme international de France) a également pour stratégie de mener une guerre éclair et de lancer sept nouveaux contrats à terme et d'options concernant l'euro. Enfin, l'ensemble des Sicav et fonds de placement français seront cotés dans la monnaie unique dès le 4 janvier 1999.

Ni Londres, qui n'adopte pas l'euro dès 1999, ni Francfort, pour des raisons essentiellement techniques, ne pourront aller aussi vite. En étant la seule grande place financière d'Europe à disposer d'une gestion dématérialisée

de l'ensemble des titres, Paris « dispose d'un avantage décisif dans la course à la monnaie unique », souligne le rapport. « Les coûts de transactions ont été divisés par deux en cinq ans et leur baisse a été accélérée », ajoute-t-il.

Le secret espoir des responsables de la Société des Bourses françaises et du Matif est d'offrir suffisamment de liquidités pour attirer au moins le marché des obligations en euro à Paris. L'importance de la dette de l'Etat français peut le permettre. Le marché obligataire constitue le vrai point fort de la place de Paris. Le volume des transactions en obligations françaises représentait à la fin de l'année 1996 environ 40 % des transactions européennes. « Le marché des OAT (les obligations d'Etat françaises) est devenu le plus liquide du monde derrière celui des bons du Trésor américain... Les titres d'Etat français ont toutes les qualités requises pour de-

venir la référence du marché de taux en euro », souligne Paris Europlace. « Il n'est pas inconcevable, en dépit du poids supérieur du marché des obligations d'Etat allemandes, que les titres français deviennent la référence », reconnaît Julian Jessop, économiste de Niko securities.

PARI DIFFICILE

La partie s'annonce pourtant difficile. Francfort a également l'ambition de devenir le centre de cotation des obligations en euros et sur les changes et les actions, les possibilités françaises sont limitées, même si le discours se veut ambitieux. En matière de devises, la suprématie de Londres qui détient 30 % des transactions de change mondiales semble presque impossible à remettre en cause. Les marchés de devises de Paris et Francfort sont d'ores et déjà réduits à un rôle secondaire.

Du côté des actions, les diffé-

rences de capitalisation en faveur de Londres et Francfort constituent un handicap pour Paris qui, au contraire des marchés de taux, n'a jamais eu de tradition de gestion dans ce domaine.

Paris souffre enfin d'autres handicaps, sans doute encore plus pénalisants pour l'avenir : la fragilité de ses établissements bancaires qui ont du mal à participer à la compétition internationale sur les activités de marché et une fiscalité défavorable, notamment face à Londres. Compte tenu des salaires élevés des gestionnaires, « traders » et autres analystes, de nombreuses banques, même françaises, ont tendance, pour avoir des charges fiscales et sociales moins lourdes, à les déplacer à Londres. Le transfert en cours des salles de marché de Paris vers Londres constitue une menace mortelle pour la place française.

Eric Leser

Les scandales Nomura et Dai Ichi Kangyo révèlent la gangrène de la culture d'entreprise japonaise

TOKYO

de notre correspondant
Le big bang nippon, qui - à l'instar de la réforme de la City de Londres dans les années 80 - est destiné à dynamiser la place de Tokyo en la débarrassant, sonnerait-il le glas de pratiques douteuses dans les entreprises de la deuxième puissance économique mondiale, ou particulièrement dans la finance ? L'écroulement parmi les plus hauts dirigeants de la deuxième banque du Japon, Dai Ichi Kangyo (DKB), après ceux de la première maison de titres, Nomura, n'est que la partie émergée de l'iceberg : ces deux institutions de la finance internationale, clouées au pilori parce qu'elles traitaient avec des racketteurs, sont loin d'être les seules brisées galeuses.

Ces affaires, qui se sont traduites jusqu'à présent par l'arrestation de onze dirigeants de la DKB (et le suicide de l'un d'entre eux) et de quatre (dont le président) chez Nomura Securities, ne sont pas de simples abus de biens sociaux. Paradoxalement, les personnes arrêtées ont servi leur entreprise avec loyauté, mais cette loyauté ne pouvait que les conduire à enfreindre la loi. Ils sont individuellement responsables des liens entretenus avec la mafia, mais c'est le système de gestion plus qu'eux-mêmes qui est corrompu.

Les dirigeants de la DKB et de Nomura sont accusés d'avoir versé des milliards de yens à des maîtres chanteurs afin d'éviter les questions gênantes pour la direction lors des assemblées d'actionnaires. Les *sokaiya* (littéralement « professionnels d'assemblée d'actionnaires ») sont une institution japonaise : ils sont apparus peu après la création de la Bourse, à la fin du siècle dernier. L'actionnaire majoritaire paie les *sokaiya* pour occuper le temps de parole des assemblées, dont la durée est limitée. C'est ainsi qu'ont été jugulées les demandes d'explication des actionnaires lors des mouvements de lutte contre la pollution des années 70. D'abord chiens de garde des puissants, les *sokaiya* se sont ensuite retournés contre leurs maîtres et les ont fait chanter.

La réforme du code du commerce de 1982 destinée à éliminer les *sokaiya* n'a pas éradiqué leur parasitisme. Ils ont diminué en nombre (de 8 000 à un millier) mais ils ont accru leur capacité de chantage en se liant avec la pègre. A la faveur de l'« économie de casino » de la fin des années 80, marquée par une pénétration plus systématique de la vie des affaires par les truands, les *sokaiya* sont devenus un rouage des réseaux interlopes où se côtoient voyous et pseudo extrême-droite gangstérisée (dont

une forme de chantage consiste à vociférer des slogans nationalistes devant le siège des entreprises) et que régissent des personnages de l'ombre faisant office de médiateurs entre politiciens, milieux d'affaires et pègre.

Notoire, les menées des *sokaiya* sont un grand thème de « romans d'entreprise », genre littéraire à succès depuis les années 50, qui, mêlant fiction et investigation, décrit les dessous du monde des affaires. Paru en mai, *L'Archipel de la corruption financière*, de Ryo Takasugi, qui traite des liens entre une banque et un *sokaiya*, est frappant par son actualité. « Les *sokaiya* sont salariés des banques, touchent un bonus des maisons de titres et leur argent de poche des autres entreprises », dit-on. Les maîtres chanteurs sont actifs dans le secteur des services, de la distribution ou des produits de grande consommation : le grand magasin Takashimaya, la chaîne de grandes surfaces Ito Yokado, les brasseries Kirin ou le géant de l'alimentation Ajinomoto ont récemment défrayé la chronique pour leurs liens avec des *sokaiya*.

Petit racketteur au début des années 80, Ryuichi Koike, est devenu dix ans plus tard un amasseur de haute volée capable d'obtenir en cinq ans 26 milliards de yens en « prêts » de la deuxième banque du Japon

La faiblesse des droits des actionnaires, jugulés par les prises de participations croisées entre groupes, et la frilosité des dirigeants soucieux d'éviter les remous sont à l'origine de l'influence prise par les *sokaiya*. Les dirigeants sont des salariés arrivés au sommet de la hiérarchie en vertu du principe de promotion à l'ancienneté. En fin de carrière, ils visent leur prime de départ. Des assemblées houleuses et des quins emportés de justesse donneraient une mauvaise image de l'entreprise et risqueraient d'entraîner la chute du cours des actions. Pour éviter de tels désordres,

il faut acheter le silence des assemblées d'actionnaires. Aucun dirigeant n'approuve le recours aux racketteurs professionnels, mais aucun n'a le courage de rompre avec une règle tacite de la gestion « maison ».

Cette gestion, est courante dans les banques. Longtemps tenues en mal, mais aussi protégées de la faillite, par le ministère des finances, elles ont cultivé les méthodes pour étouffer dans l'œuf les affaires qui pourraient susciter la désapprobation de l'administration. A la faveur de la « bulle spéculative », la zone grise de l'économie où se chevauchent légalité et illégalité s'est étendue et le rapport de forces entre financiers et truands a évolué au bénéfice des seconds : partie prenante dans les affaires et mieux informés de leurs dessous, les voyous sont devenus plus exigeants. Petit racketteur au début des années 80, Ryuichi Koike, au centre du scandale DKB-Nomura, est devenu dix ans plus tard un amasseur de haute volée capable d'obtenir en cinq ans 26 milliards de yens en « prêts » de la deuxième banque du Japon, et des traitements de faveur de la première maison de titres. Une bonne partie (un tiers, dit-on) des créances douteuses des banques sont le fruit amer de leurs opérations avec la nébuleuse du crime économique.

Après d'autres, le scandale DKB-Nomura porte atteinte trop profondément à la réputation de la finance japonaise pour qu'il soit étouffé. Les sociétés coupables ne peuvent se contenter de « couper la queue du léopard » en trouvant un bouc émissaire. Une dilution de la responsabilité que le premier ministre Hashimoto a qualifiée de « courtoisie qui ne résout rien ». Au-delà de la rancune que le premier ministre nourrit à l'égard de Nomura (un autre scandale de la maison de titres le contraindrait en 1991 à renouer avec ses fonctions de ministre des finances), semble se dessiner une volonté politique d'entraîner la chute du cours des actions. Pour éviter de tels désordres,

Philippe Pons

LES PME ONT LEURS BESOINS,
LES BANQUIERS LEURS IMPÉRATIFS.
LE CONSTATER, C'EST BIEN.
LES CONNAÎTRE, C'EST MIEUX.

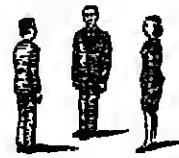
Essentiel.

Les petites et moyennes entreprises sont un atout majeur de l'économie française. Elles ont démontré, depuis 15 ans, leur capacité à créer des emplois. Elles sont aussi le tremplin des emplois de demain. Leur développement est un enjeu déterminant.

Le rôle de la Banque du Développement des PME est de :

- Faciliter le financement des projets des PME en partage de risques avec leurs partenaires financiers grâce à l'appui des pouvoirs publics
- Favoriser le développement, donc la pérennité des PME en les accompagnant dans chacune des étapes de leur vie.
- Rapprocher les intérêts des PME et les impératifs des banques dans un partenariat efficace.

La Banque du Développement des PME agit avec les banques pour mieux répondre aux besoins des PME.



BANQUE DU DEVELOPPEMENT DES PME
SOFARIS

**UN NOUVEAU PARTENARIAT
POUR MIEUX FINANCER L'ESPRIT D'ENTREPRISE.**

27/31, avenue du Général Leclerc - 94710 Maisons Alfort Cedex - Tél. : 01 41 74 94 94

EDF diversifie ses technologies pour capter de nouveaux marchés

La limitation des perspectives de l'énergie nucléaire à l'étranger oblige l'électricien à développer des centrales utilisant le charbon, le gaz ou une combinaison des deux

Sur les marchés internationaux, les perspectives de l'énergie nucléaire sont désormais limitées. Pour s'y développer, EDF a résolu de rompre avec sa culture traditionnelle. L'entreprise publique développe depuis trois ans des centrales

utilisant le charbon, le gaz ou une combinaison des deux. Ainsi EDF, en association avec le groupe privé italien Edison, a inauguré, mardi 1^{er} juillet, à Tarente, une centrale alimentée par les gaz des hauts-fourneaux. Simultanément,

une autre expérience est menée en Espagne à Puertollano, où EDF a installé une centrale thermique à gazification du charbon intégrée à un cycle combiné à gaz. Enfin la firme française a conçu une centrale à lit fluidisé circulant à Gar-

danne, dans les Bouches-du-Rhône. Ce prototype, en brûlant particules de charbons et cendres dans sa chaudière, permet de supprimer la quasi-totalité des émissions de soufre et la moitié des émissions d'oxyde d'azote.

Christian Pierret
veut mettre fin
au centre
de tri « privé »
de La Poste

MOINS de quinze jours après avoir déploré le « mauvais climat social » qui règne à La Poste, Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'Industrie, lance une nouvelle pierre dans le jardin de Claude Bourmaud, qui préside cette entreprise.

Selon des informations révélées par les syndicats SUD et CGT et confirmées par son entourage, Christian Pierret devait écrire lundi 7 juillet à Claude Bourmaud pour lui demander de modifier le statut du centre de tri parallèle d'Ozoir-la-Ferrière (Seine-et-Marne).

Ouvert en octobre 1996, ce centre était devenu un symbole. Celui d'une direction d'entreprise qui estimait nécessaire de tant mettre en œuvre pour réduire l'impact des grèves sur son activité. Le conflit de l'automne 1995 avait en effet montré qu'il suffisait d'une grève dans les centres de tri pour bloquer l'activité de La Poste et détourner les grandes entreprises vers des opérateurs privés.

Dominique Gallois

Renonçant à réformer les centres de tri, la direction avait cru contourner la difficulté en créant des centres dits « de régulation », très automatisés et où les agents, souvent contractuels, sont supposés moins revendicatifs. L'un de ces centres, celui d'Ozoir-la-Ferrière (Seine-et-Marne), est même une société de droit privé, filiale de Sofiposte, la holding qui chapeaute les filiales de La Poste. Son nom officiel est la Société de traitement automatique et d'acheminement (STAA), dont La Poste possède 51 % du capital, le reste étant réparti entre Alcatel (15 %) et le routier Eurotci (34 %).

Actuellement, la STAA emploie environ cent personnes et traite 1,5 million de plus par jour. A de multiples reprises, les syndicats ont dénoncé son existence. Ils viennent en grande partie d'obtenir satisfaction. Dans sa lettre, Christian Pierret estime que « le dialogue social, l'exercice des droits syndicaux doivent trouver leur place naturelle dans tous les services en conformité avec non seulement la loi, mais l'esprit, des textes statutaires. L'organisation et le mode de gestion actuels du centre de tri d'Ozoir-la-Ferrière ne permettent pas de répondre à ces exigences. Il convient de réformer le statut juridique de cet établissement. L'exploitant doit en devenir le seul propriétaire. Les matériels, ainsi que l'activité du centre, doivent être transférés à la Poste. Je vous demande également de veiller à ce que la situation des personnes soit conforme aux textes qui s'appliquent aux agents de La Poste, notamment en matière de conditions de travail et de relations sociales ».

Présentant une telle demande, Claude Bourmaud avait annoncé une réforme du statut du centre lors du dernier conseil d'administration, fin juin. Mais l'existence de cette lettre et le ton éloquent montrent clairement que Christian Pierret entend pas relâcher la pression sur les dirigeants de cette entreprise publique.

Philippe Lemaître

Frédéric Lemaître

DÉPÊCHES

■ **BRITISH AIRWAYS** : la compagnie aérienne britannique a annoncé qu'à partir de mercredi 9 juillet la moitié des vols long courrier depuis Londres-Heathrow et les deux tiers depuis Londres-Gatwick seront annulés, les vols européens depuis Heathrow devant aussi être affectés. Hôtesse et stewards seront en grève pour 72 heures.

■ **ERAMET** : l'Union Calédonienne (indépendantiste) a indiqué le 7 juillet attendre « d'ici demain ou après demain » le remplacement d'Yves Rambaud, PDG du groupe métallurgique et minier, « promis par l'ancien gouvernement ».

■ **METRO** : le groupe allemand de distribution a annoncé, lundi 7 juillet, négocier le rachat de la totalité des activités européennes de vente au comptant et à emporter du néerlandais SHV Holdings.

■ **PINAULT-PRINTemps-REDOUTE** : le groupe français a signé samedi 5 juillet un accord de coopération avec le groupe taïwanais President Enterprises (agroalimentaire, distribution). A l'étude, l'implantation à Taïwan de Conforama, la Fnac et La Redoute.

■ **JET SERVICES** : le groupe a annoncé, vendredi 4 juillet, un chiffre d'affaires de 1,69 milliard de francs en 1996 (+6 %) et un résultat net de 45 millions (-36,6 %).

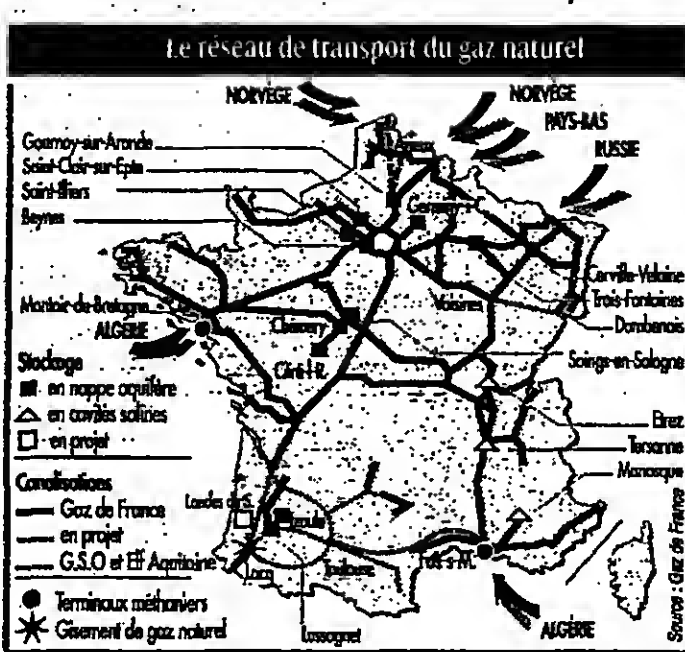
■ **BOURSE** : le milliardaire américain George Soros a exprimé, dans un entretien à l'hebdomadaire allemand *Focus* du 6 juillet, sa crainte que l'embellie des Bourses dans le monde soit suivie d'un krach. Il redoute qu'en donnant la priorité à la défense de l'emploi sur la consolidation budgétaire, la France s'oppose à l'Allemagne et retarde l'euro.

Le gaz norvégien arrivera directement en France, via Dunkerque en 1998

« A l'HORIZON 2005, le port du gaz norvégien représentera 33 % de nos approvisionnements », a indiqué Jean-François Larvor, directeur de l'unité transports et production de Gaz de France (GDF) lors d'une visite, le 26 juin, d'un gazoduc réalisé par la compagnie nationale dans le Nord. Avec 110 mètres de diamètre, 185 kilomètres de long, son coût global est estimé à 1,1 milliard de francs.

Le gazoduc des Hauts-de-France, en cours de construction, permettra au gaz norvégien de parvenir dès 1998 directement en France, en contournant le Nord, le gazoduc de la mer du Nord (840 kilomètres), à Gournay-sur-Aronde (Oise), via un atterrage près de Dunkerque. Cette réalisation renforce la logique de diversification de ses fournisseurs adoptée par GDF : en misant sur la Norvège, la France, qui consomme chaque année 35 milliards de mètres cubes de gaz, pourra compter sur d'autres producteurs que la Russie et l'Algérie, qui représentent respectivement 33 % et 24 % de l'approvisionnement national aujourd'hui.

Jusqu'à présent, la Norvège



acheminer sa production en direction de la France via les Pays-Bas et l'Allemagne, qui aboutit à la station de compression de Taisnières, près de la frontière belge. L'arrivée des Hauts-de-France permettra au

Nord de disposer d'un point d'atterrissage en France et complètera le réseau français de transport gazier (28 000 kilomètres au total), pour acheminer à terme 15 milliards de mètres cubes supplémentaires.

La Commission européenne est divisée sur la politique d'aide à la recherche

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

Bruxelles est le théâtre d'une bataille entre commissaires. Edith Cresson, responsable de la recherche, est parvenue à bloquer, jusqu'à mercredi 2 juillet, une procédure d'indication que Karol Van Miert, son collègue chargé de la politique de concurrence, se proposait d'engager contre l'Italie pour aides d'Etat illégales, d'un montant de 18 millions d'euros (117 millions de francs environ), accordées au fabricant de semi-conducteurs franco-italien SGS-Thomson. Le litige se déroule dans une ambiance exécrable : M. Van Miert est présenté comme un bureaucrate ennemi des services foot le jeu des Américains, M. Cresson est accusée d'être très peu présente à Bruxelles et de ne pas connaître ses dossiers.

L'affaire reviendra à l'ordre du jour à l'automne et pourrait déboucher, comme le souhaite

M. Cresson, sur un débat plus vaste concernant la politique des aides dans l'Union. L'ancien premier ministre français trouve que la Commission donne trop généralement son feu vert à des subventions destinées à l'installation de nouvelles usines, alors qu'elle se montre très chiche lorsqu'il s'agit de la recherche ou de la formation.

La police des aides, menée par les services de M. Van Miert, a pour objet de préserver le libre jeu de la concurrence au sein du marché unique. La toute-puissante « DG IV » (direction générale de la concurrence) déclenche normalement son action sur plainte d'un ou plusieurs concurrents : l'enquête sur Air France avait été engagée à la suite de plaintes de British Airways, celle sur le Crédit lyonnais après des protestations de la Société générale.

Dans l'affaire SGS-Thomson, une plainte a bien été adressée à Bruxelles, mais elle émane de Motorola, le géant américain qui offre

en France 2 500 emplois de haut niveau, notamment à Toulouse. Aucun des deux concurrents européens de SGS-Thomson, Philips et Siemens, n'avait trouvé à redire lorsque le projet d'aides italiennes a été publié au *Journal officiel* des Communautés.

Dans le débat juridique, qui porte sur l'interprétation du règlement communautaire concernant l'encadrement des aides à la recherche, M. Cresson a trouvé l'appui de Martin Bangemann, le commissaire (allemand) chargé de l'industrie, un de ses rares collègues connaissant la substance du dossier. M. Bangemann s'en est pris en termes vifs à l'action de « Karol », mais aussi et surtout de Jean-Louis Devost, le chef du service juridique de l'institution bruxelloise.

FAIBLESSES ÉVIDENTES

M. Van Miert estime que les projets pour lesquels une aide a été demandée ont été menés à leur terme avant même que la subvention soit versée, que celle-ci n'était donc pas nécessaire et qu'il s'agissait en fait, plus que d'une recherche comptant un fort élément de risque, d'une activité tout à fait ordinaire pour un fabricant de « puces ». Ses contradicteurs estiment en revanche que le caractère incitatif de l'aide (qui est, au terme du règlement, un élément déterminant dans son évaluation) est bien prouvé : l'augmentation de 100 % en trois ans du volume de l'aide et de 50 % du personnel affecté à la recherche chez SGS-Thomson sont liés à la mise en œuvre du pro-

gramme de recherche contesté. Mais l'argumentation de M. Cresson va au-delà de cette controverse juridique. Elle dénonce la faiblesse des dépenses de recherche et développement (R&D) de l'Europe, qui, en 1995, représentaient 1,8 % de son PIB, contre 2,6 % aux États-Unis et 2,8 % au Japon. Désormais, les « dragons » d'Asie ont dépassé l'Europe avec des taux de R&D atteignant 2,5 % à Taïwan et 2,1 % en Corée du Sud.

Les conséquences, en termes de compétitivité, sont spectaculaires : il existe en Europe deux chercheurs d'entreprise par millier d'actifs, contre six aux États-Unis et au Japon. Et l'Union est la seule puissance économique qui enregistre un déficit permanent dans les échanges mondiaux de produits de haute technologie, d'environ 10 à 15 milliards d'euros par an.

Ces faiblesses sont particulièrement criantes dans le secteur des semi-conducteurs, où pourtant on s'attend à un doublement des emplois de l'industrie mondiale dans les dix ans à venir, passant de 650 000 en 1995 à plus de 1 200 000. L'Europe représente environ 20 % du marché mondial, mais les entreprises américaines fournissent 44 % de la production mondiale en 1995, les firmes japonaises 37 % et les européennes 9,6 % seulement, à peine plus que leurs concurrents des nouveaux pays industrialisés (9,4 %).

Le groupe néerlandais Philips, la plus grande entreprise européenne de semi-conducteurs, ne contrôle que 3 % du marché mondial, suivi de SGS-Thomson (2,9 %) et de Pal-

RÉSULTATS GRANDES ÉCOLES

Concours Profil ESC ST-ETIENNE

IESEG
ESSCA

Admission : 8 juillet

3615 LEMONDE

AUJOURD'HUI

LE MONDE / MARDI 8 JUILLET 1997

TOUR DE FRANCE 1997

Après que le Britannique Chris Boardman (GAN) a gagné le prologue couru dans les rues de Rouen (Seine-Maritime), samedi 5 juillet,

c'est l'Italien Mario Cipollini (Saeco) qui a emporté, au sprint, la première étape (192 kilomètres entre Rouen et Forges-les-Eaux), s'emparant également du maillot jaune, grâce aux

bonifications. La course de dimanche a été marquée par de nombreuses chutes. Quelques favoris, dont le vainqueur de l'édition 1996, Bjarne Riis (Telekom), Alex Zülle

(ONCE) et Luc Leblanc (Polti), ont perdu de précieuses secondes. Le Français Gilles Talmant (Big Mat-Auber 93) a dû abandonner, victime d'une fracture du bras gauche.

Rebondissements en série dans le bocage

Rouen-Forge-les-Eaux. Mario Cipollini (Saeco) s'est emparé du maillot jaune, dimanche 6 juillet, grâce au jeu des bonifications. Victimes d'une chute collective, Bjarne Riis (Telekom), Luc Leblanc (Polti) et Alex Zülle (Once) ont perdu quelques dizaines de secondes

FORGES-LES-EAUX

de notre envoyé spécial
«Allez, les petits, et rendez-vous à Paris !» : l'encouragement de ce cycliste amateur au peloton qui s'élançait de Rouen (Seine-Maritime), dimanche 6 juillet, pour la première étape du Tour de France, n'aurait pas suffi à écarter le mauvais sort. La malchance a frappé à l'aveugle à quelques kilomètres du casino de Forges-les-Eaux.

Souffrant d'une fracture ouverte de l'avant-bras, Gilles Talmant (Big Mat-Auber 93) a ainsi été le premier coureur à abandonner et ne sera pas au rendez-vous des Champs-Élysées. Damien Nazon (Française des jeux), blessé au bras lui aussi, devra puiser dans toutes ses réserves pour poursuivre la course. Imaginait-il, ce grand gosse

Marc Madiot en colère

La chute collective peu avant l'arrivée à Forges-les-Eaux, dimanche 6 juillet, a provoqué la colère de Marc Madiot. Le patron de La Française des jeux, dont quatre coureurs - Frédéric Guesdon, Damien Nazon, André Perrot et Christophe Mengin - ont été plus ou moins sévèrement touchés, fulminait : «Les types ont fait le trac dans leur petite voiture avec un crayon et une carte. Comme s'ils ne savaient pas que dans les premières étapes les coureurs sont nerveux et que "ça frotte" dans le peloton à l'approche de l'arrivée. Alors pour quoi avoir lancé les coureurs sur une petite... départementale, étroite, avec des virages et des bosses, à ce stade de la course ? C'est irresponsable.»

tout timide, qui confiait (Le Monde du 4 juillet) son immense bonheur de participer à son premier Tour de France, que la douleur pointerait si vite son sale visage ?

Piètre consolation : la fatalité, dans son nivellement absurde, aura frappé indifféremment maîtres et serviteurs, sans grade et vedettes, puisque plus de cent coureurs tomberont ainsi ensemble à treize kilomètres de l'arrivée à la suite d'un «frottement» en tête de la course.

Le sort s'acharna sur ses victimes favorites, des héros qu'il ne semble pas vouloir lâcher depuis le début de la saison. Au premier rang de ces «poissards» : le Suisse Alex Zülle (Once), si merveilleux de talent et de courage, samedi 5 juillet, au cours du prologue que l'on en oubliait les vis plantés dans sa clavicule brisée il y a moins d'un mois. Quant à Luc Leblanc (Polti), qui se blessa, dimanche, à la même époque qu'au cours de sa chute du dernier Tour d'Italie, il ne pouvait que répéter : «Je ne mérite pas cela.»

Si Bjarne Riis, le vainqueur de l'an dernier, victime de la même chute collective, n'a rien de cassé, c'est peut-être son vélo qui aura besoin d'une attention particulière des mécaniciens. Dès la ligne d'arrivée franchie, le Danois, blanc de colère, le jeta avec toute sa hargne contre la portière du car de son équipe, Telekom, s'estimant trahi par son directeur sportif, Walter Godefroot, et ses équipiers, qui, non seulement ne l'avaient pas attendu après sa chute, mais faisaient la course en tête.

Et qui caracolait ainsi aux avant-postes ? Jan Ullrich, lui-même, son coéquipier, son dauphin du Tour 1996, qui ne semble pas avoir de problèmes de conscience à l'idée de tuer le père, même si près de la ville de Pierre Cornille. «Ce n'est pas la fin du monde», commentait philosophiquement Walter Godefroot, dimanche, en faisant ses comptes. Bjarne Riis a perdu cinquante-huit secondes au cours de cette étape, de même que Laurent Dufaux (Festina), Evgeni Berzine (Batik-Del Monte) et Ivan Gotti (Saeco). Alex Zülle et Luc Leblanc, eux, sont arrivés à Forges-les-Eaux avec 1 mn 35 s de retard.

LA PREMIÈRE ÉCHAPÉE

Jusqu'à cette chute collective, cette première étape confinait au classicisme le plus absolu : un public nombreux et enthousiaste - on vit même des Normands crier comme des gens du Sud -, la domination écrasante de Richard Virenque (Festina) en termes de popularité, si l'on en croit le nombre de pancartes à son honneur. Trois

impérants - le Néerlandais Servais Knave (TVM), l'Italien Luca Colombo (Batik-Del Monte) et le Lituanien Arturas Rastinis (Castro) - eurent l'honneur de mettre les premiers le feu aux poudres : ils prirent plus de cinq minutes d'avance jusqu'à ce que le peloton fonde sur eux avec la voracité d'un requin avalant une sardine.

Presque simultanément, la troupe était disloquée par la chute. «Je peux prédire qu'il y aura des chutes dans la première étape du Tour 1997 ou 1999, se défendait Jean-Marie Leblanc, le directeur du Tour, car, chaque année, les coureurs sont particulièrement nerveux à ce niveau de la course. Pour notre part, nous avons fait tous les efforts nécessaires pour que le parcours soit le plus sûr possible.»

Si, derrière, la suite fut noire, colérique, injuste, devant, elle fut «cipollinienne», c'est-à-dire triomphante.

Parfaitement emmené par ses équipiers, le beau Mario profita du tremplin naturel offert par la route pour jaillir à 100 mètres de la ligne

et ne laisser aucune chance à Tom Steels (Mapei-GB), le champion de Belgique, Frédéric Moncassin (GAN), Erik Zabel (Telekom), le maillot vert de 1996. Et l'Italien, compte tenu des bonifications, enfila le maillot jaune, qui s'allie si bien avec ses boucles blondes. De quoi faire se pâmer les ragassez du monde entier.

Les fans de Chris Boardman (GAN), une des personnalités les plus attachantes du peloton, ont sans doute écaré une lame en le voyant transmettre la tunique au beau sprinter. En triomphant, samedi, lors du prologue de Rouen, le recordman du monde de l'heure avait pris une éclatante revanche sur le sort.

En 1995, à Saint-Brieuc (Côte-d'Armor), lors d'un prologue couru sous une pluie diluvienne, il avait pris tous les risques et s'était brisé les chevilles en tombant. Sa saison avait été gâchée, comme son Tour 1996 où il avait été handicapé par une mauvaise maladie intestinale due à des «mycoses des levures», un handicap dont souffrait un

bon quart de la population. Mais, comme le disait le médecin du champion, «pour un sportif de haut niveau, cette petite bête bouffe un peu trop d'énergie».

Samedi, tout avait été minuté au trebuchet par ce manique de la précision. Pendant la demi-heure précédant la course, Boardman s'était entraîné, sur son home-trainer, faisant monter ses pulsations cardiaques au nombre de 170 par minute. Puis, le baladeur sur les oreilles, il s'était rendu au départ, la volonté tendue vers un but ultime : parcourir le plus vite les 7,3 km du parcours. L'effort fut inouï d'intensité contenue, les pulsations montèrent jusqu'à 200. Ne donnant aucun coup de frein, collant à la route comme une formule 1, Boardman l'emporta de deux secondes sur Jan Ullrich, déjà là, et de cinq secondes sur le revenant, Evgeni Berzine. Samedi, la malchance et la petite bête avaient épargné le Britannique. Dimanche, le ciel était avec Mario Cipollini.

José-Alain Fralon

Mario Cipollini, la vie en tête

Machine en maln, il a alors fendu la foule et s'est éloigné, ne se départant à aucun moment de ce sourire qui lui mange le visage. Ce dimanche 6 juillet, Mario Cipollini s'en allait conquérir le maillot jaune. Il le voulait, cet ornement supplémentaire si voyant : il avait déjà emporté dans ses bagages un vélo jaune et un cuisard jaune, à toutes fins utiles. La veille, après s'être illustré dans le prologue, il avait annoncé à ses coéquipiers son désir de l'avoir lors d'une soirée où il s'était montré plus nerveux qu'à l'accoutumée. Ce fut chose faite à Forges-les-Eaux.

NON-UNIFORMITÉ

La route faisait à l'approche de l'arrivée un toboggan qu'il a avalé à raison de dix mètres par tour de pédale (son vélo possédait un développement de 53 x 11). Insolent d'aisance, «Il Magnifico» s'est arraché au magma qui entendaient le retenir. Il est sorti de la roue du fidèle Gian Matteo Fagnini, l'homme qui lui sert de poisson-pilote dans les 600 derniers mètres, et ciao ! Le maillot jaune était à lui, par le jeu des bonifications, et son sourire est devenu plus large encore. Cette journée lui a également valu

une amende de 200 francs suisses pour «infraction aux articles 1.3.035 et 1.3.037 portant sur la non-uniformité du cuisard».

L'uniformité : tout ce que déteste cet homme. Mario Cipollini déteste dans ce peloton multicolore, mais si fade et conformiste à son goût. Récemment, le coureur avait admis qu'il s'était trompé en choisissant le vélo, à l'âge de treize ans. Son charisme s'engluait dans ce milieu qui n'apprenait guère les écarts et les trajectoires inhabituelles et cultive la modestie. Comment frapper les esprits dans ce sport qui dilue les exploits personnels dans une commune admiration ? Individualiste, l'Italien souhaiterait être reconnu pour lui-même. «Footballeur, j'aurais moins souffert, obtenu une plus grande reconnaissance et un meilleur salaire», affirme-t-il.

Le Toscan de San Giusto di Compito s'est retrouvé sur une bicyclette par atavisme. Son père était un honnête coureur amateur, son frère a participé à Milan-San Remo. Depuis, il ne cesse d'afficher son particularisme. «Mario est différent», explique Claudio Corti, son nouveau directeur sportif. Il faut donc le traiter différemment.

«C'est la star», confirme un mécanicien. Mario Cipollini alterne éclats de rire et coups de colère. «C'est une fabrique d'humour», disait de lui Eros Poli, son ancien équipier, qui lance aujourd'hui les sprints de Frédéric Moncassin (GAN). Les commissaires de course goûtent beaucoup moins ses facettes : ses exclusions, rétrogradations, pénalités et amendes ne se comptent plus.

Mais cet amour immodéré et irraisonné de la vie, Mario Cipollini l'a sans doute acquis dans sa dix-huitième année. Victime d'un dessèchement des poumons, ses jours étaient menacés. Le jeune homme sortit de l'épreuve avec un extraordinaire appétit de jouissance que l'entrée dans la trentaine n'a toujours pas apaisé. Il fut soigné par le docteur Quilici, un vieil homme qui mourut peu après d'un cancer. Lorsqu'il s'empara pour la première fois du maillot jaune, en 1993, le coureur déposa le précieux vêtement sur la tombe de son sauveur. «Tu ne peux pas mourir, tu es un champion», lui aurait dit naguère le médecin. Depuis, Mario Cipollini essaie de lui donner raison.

Benoît Hopquin

DANS LE PELOTON

■ Nicolas Jalabert en est venu aux mains avec Robbie McEwen, le coureur de l'équipe Rabobank, une fois la ligne d'arrivée franchie à Forges-les-Eaux. Le Français de l'équipe Cofidis, arrivé 6^e de l'étape, n'avait pas apprécié le comportement de l'Australien lors du sprint final.

■ Miguel Indurain était présent au départ du Tour à Rouen, où il formait avec Eddy Merckx et Bernard Hinault le club des quintuples vainqueurs de l'épreuve. L'Espagnol s'est recueilli au cimetière de Quincampoix sur la tombe de Jacques Anquetil, également roi de la Grande Boucle à cinq reprises.

■ Les derniers engagés ont été inscrits par leur directeur d'équipe à quelques heures du départ du prologue, samedi 5 juillet. Parmi ces heureux élus se trouvent le Polonais Zenon Jaskula (qui remplace Zanini chez Mapei), les Italiens Gilberto Simoni et Matteo Tosatto (qui remplacent Nicoletti et Pistore chez MG Technogym), le Suisse Philipp Buschor (à la place de Martinello chez Saeco), l'Allemand Luca Colombo (à la place de Tofflori chez Batik), les Italiens Giusvan Piovarcati et Marcello Siboni (qui remplacent Della Santa et Checchin chez Mercatone Uno), les Français Jean-François Antti (à la place de Gabriel à la Mutuelle) et Anthony Moxin (remplaçant Lisniewski chez Big Mat Auber).

■ Grâce au contrôle médical effectué la veille du prologue, on connaît enfin la taille et le poids des coureurs. Le membre le plus lourd du peloton est l'Italien Eros Poli, qui

flirte avec les 90 kilos. A l'opposé, son compatriote Oscar Pellicioni se contente de 55 kilos. L'homme le plus grand... est également Eros Poli, 1,94 mètre. Le plus petit est le Français Dominique Rault, qui plafonne à 1,61 mètre.

■ Les salariés de la concession Fiat de Rouen ont couvert de graffiti les voitures de la Société du Tour (des Fiat), alors qu'avait lieu un dîner officiel. Ils voulaient ainsi attirer l'attention sur le conflit qui les oppose à la direction régionale de l'entreprise.

■ David Douillet a passé son week-end sur le Tour de France. Le champion olympique de judo a ainsi profité du passage de l'épreuve dans sa région, puisqu'il est originaire de Neuchâtel-en-Bray. David Douillet a remporté il y a quelques semaines le titre des poids lourds aux Jeux méditerranéens, et il prépare les championnats du monde qui auront lieu en octobre à Paris.

■ Emile Besson, ancien spécialiste du cyclisme à l'Humanité, s'est présenté à l'entrée du centre de presse de Rouen muni d'une carte d'accréditation pour le Tour de France 1947. Il a quand même pu entrer grâce au badge d'invité qui lui avait été remis à l'occasion du cinquantenaire de cette épreuve.

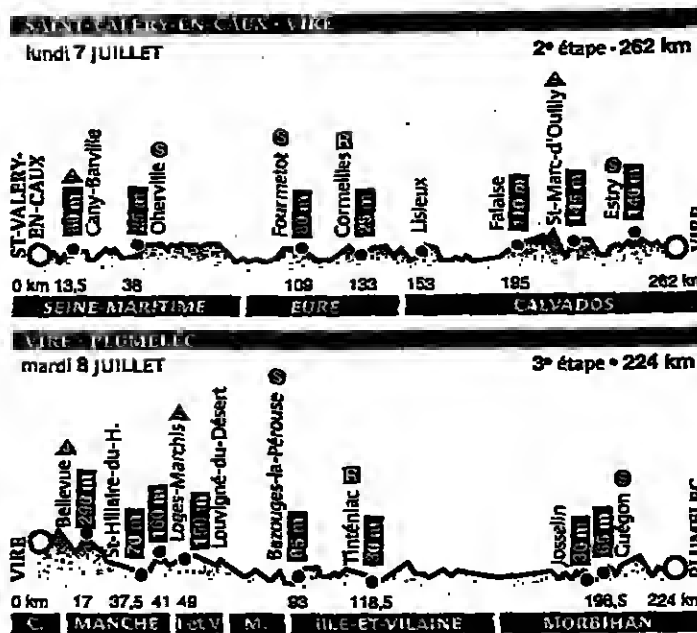
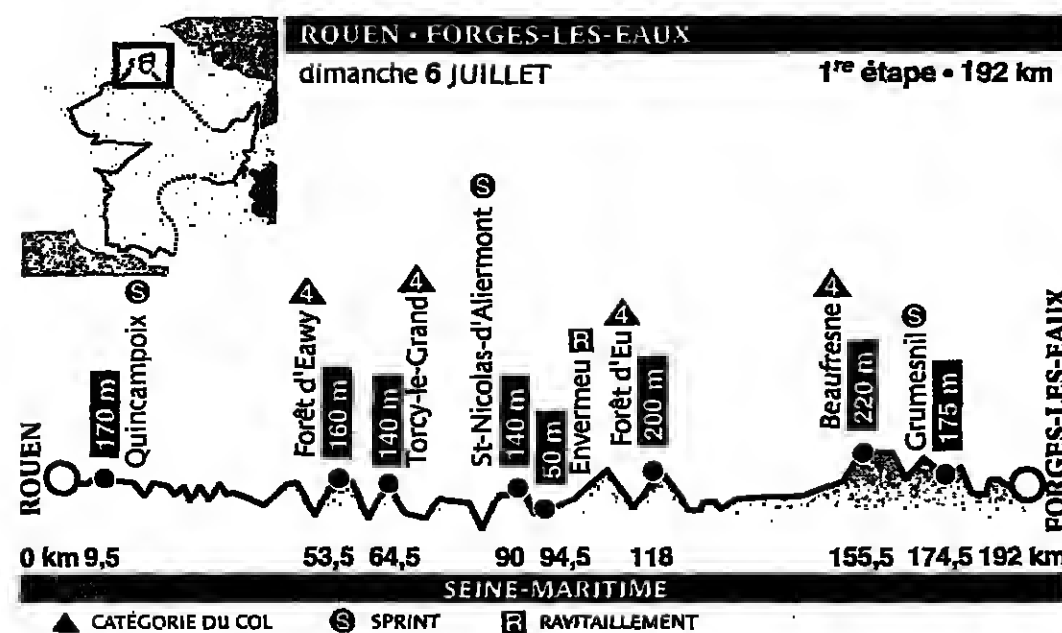
■ Un prix Robert-Chapatte a été créé par la Société du Tour de France et France Télévision, à la mémoire de l'ancien coureur et journaliste décédé en janvier 1997. Ce prix d'une valeur de 20 000 francs récompensera l'auteur de la plus longue échappée en solitaire.



Km 9,5 : le premier sprint

Taxé de 200 francs suisses (environ 800 francs) sur la ligne de départ pour port d'un cuisard «américain» non réglementaire, l'Italien Mario Cipollini gagne 6 précieuses secondes de bonification dès le premier

sprint, disputé à Quincampoix (Seine-Maritime), là même où repose Jacques Anquetil. Il ajoutera vingt secondes de mieux en réglant le sprint de l'arrivée à Forges-les-Eaux, et prendra ainsi le maillot jaune. Le voilà maître du peloton dès la première étape, exactement comme lors du Giro 1997, finalement gagné par son coéquipier Ivan Gotti.



TÉLÉVISION

L'art de la chute

NOUS ÉTIOMS en plein cœur de la Normandie, au 147^e kilomètre de l'étape Rouen-Forges-les-Eaux, c'est-à-dire à l'entrée d'Aumale, quand Jean-Paul Ollivier, de France 2, sur sa moto perchée, tint à peu près ce langage : « La ville d'Aumale a appartenu à la famille d'Orléans. Le titre de duc d'Aumale a été porté par Henri d'Orléans, un des fils de Louis-Philippe, et c'est lui qui a enlevé la smala d'Abdel Kader, en 1843. »

Jean-Paul Ollivier, habitué à la retransmission des vies pédales de Fausto Coppi, Hugo Koblet et autres René Vietto, venait de nous en boucher un coin. Devant notre télévision, nous étions assis. Ce n'était pas fini. « Il ne faut pas confondre avec Charles de Lorraine, qui a été duc d'Aumale aussi. Il a vécu dans les années 1500 », ajoutait l'érudit avant de remettre l'histoire au profit de l'actualité. « Oh, une chute ! », criait-il, en direct.

De fait, la caméra qui suivait jusqu'alors les trois échappés du jour - Arturas Kaspitis (Casino), Luca Colombo (Bati-Del Monte), Servais Knave (TVM) - nous montrait un méli-mélo de vélos et d'athlètes. « Une trentaine de coureurs à terre », lançait aussitôt le Pic de la Mirandole de la petite reine. « Tout le monde se relève. Personne ne reste là, rassurant-il. Voilà, j'en ai fini avec la localité d'Aumale. »

Un plan élargi nous permit de vérifier que les coureurs, eux aussi, en avaient fini avec la cité du preneur de smala après l'avoir momentanément transformée en souk. Tandis que Bernard Thévenet, consultant, rendait hommage aux mécaniciens du Tour, Patrick Chêne, commentateur, profitait du ralenti de la chute, pour gronder : « On vous le disait tout à l'heure, quand on roule doucement comme ça... Le peloton était trop compact. »

Pourtant prévus, les géants de la route remontaient ça un peu plus loin. Par excès de vitesse cette fois. Badaboum ! Patras ! Voilà ce qui arrive quand on n'a pas la télé. Les champions se réamalgamaient en masse. L'hélicoptère nous le montrait. Gilles Talmant (Casino) restait au sol. Il y avait de la fracture ouverte dans l'air. Mais la course imposait qu'on allait filmer cette arrivée victorieuse de Mario Cipollini (Saco). « C'était un beau sprint, mais on ne l'apprécie pas comme on l'aurait voulu. C'est un coup de froid, hein Bernard ? », interrogeait Patrick Chêne, secoué par les chutes. Pour le rassurer, il fallait tout le cynisme de Bernard Hinault. Sur le plateau du Vélodrome de Gérard Holtz, le « Blaireau » expliquait : « Quand vous roulez à 60 km/h, même si vous freinez, vous ne pouvez pas vous arrêter. Vous êtes obligé d'aller dans le tas. C'est vrai que ça fait des très gros tas. »

Michel Dalloni

Le rêve éveillé de la Mutuelle de Seine-et-Marne

Le bon début de saison de cette modeste équipe lui a valu une invitation pour la Grande Boucle

FORGES-LES-EAUX
de notre envoyé spécial
« J'ai appris plus en un jour qu'en trois ans. » Trop d'un coup peut-être... Gilles Maignan a eu du mal à trouver le sommeil, samedi 5 juillet, au soir. Certains contes de fées empêchaient plutôt les adultes de dormir. Il était une fois la Mutuelle de Seine-et-Marne, une petite équipe qui n'avait pas le sou : 6,5 millions de francs de budget annuel en raclant les fonds de tiroir quand les budgets de la Mairie, de la Once et de la Banette dépassent les 40 millions. Un beau matin, le

sept autres privilégiés, ce serait le bal des débutants. De sa première valse, dans les rues de Rouen, Gilles Maignan se souviendra toujours : « Je n'avais jamais fait de vélo dans de telles conditions. Tous ces gens qui criaient... Je n'entendais même pas les consignes de mon directeur sportif. J'étais parcouru de frissons. Aujourd'hui, je sais que le Tour de France, c'est quelque chose de vivre absolument dans une carrière. »

« Les gars ne se rendent pas compte de ce qui les attend », confiait Jean-Philippe Dojwa, au départ de la première étape, dimanche 6 juillet.

quelques temps, roulait « de travers ». « Si l'aventure devait s'arrêter là, la Mutuelle de Seine-et-Marne aurait au moins rempli une part de sa mission, à savoir former et révéler », estimait Yvon Sanquer, au début de l'hiver. Pour cette saison, le direc-

teur sportif espérait que son équipe « trouverait sa place, éviterait la marginalisation ». Lundi 7 juillet, à l'heure du repas, ladite équipe oscillait entre euphorie et pression, loin, très loin du néant.

Nicolas Guillon

TECHNIQUE



Une pédale automatique

LA RÉVOLUTION a eu lieu en 1984. Après les tentatives timides de la firme italienne Cinelli, Look et Bernard Hinault imposèrent la pédale automatique. Adieu cale-pieds, adieu courroies... Le système imaginé par les ingénieurs français s'inspire de la technologie développée pour les fixations de ski (de fond en l'occurrence), dont Look est le grand spécialiste : la pointe de la chaussure est immobilisée sur la pédale grâce à une cale. Au début, le peloton a hésité. Aujourd'hui, tous les professionnels et la majorité des amateurs (route et VTT) utilisent ces systèmes mécaniques à force réglable qui libèrent le pied en cas de chute. Et les fabricants - on en compte au moins dix, dont un autre géant français, Time - se disputent le marché à coups d'innovations. La cale fixe des premiers temps qui bloquait totalement le pied à vécus. Par souci anatomique (problèmes tendineux), les techniciens ont mis au point la rotation angulaire, qui permet au pied de bouger pendant le pédalage, sans jeu latéral générateur de perte d'énergie, selon un angle variant jusqu'à 12 degrés.

Le modèle présenté ici est le Look PP 286, notamment utilisé par les équipes ONCE et Lotto. Son prix public est de 799 francs.

Une entreprise qui voulait se faire un nom

La Mutuelle de Seine-et-Marne est une société d'assurances qui emploie 200 personnes pour un chiffre d'affaires de 350 millions de francs. Quelque 135 000 cotisants sont couverts par ses garanties. Son rayon d'action se limitant pour l'essentiel à un département, l'entreprise souffrait d'un manque de notoriété. Le cyclisme lui a permis de faire connaître son nom bien au-delà de son aire « naturelle » d'activité.

Ses moyens modestes l'ont incitée à se tourner vers la détection de jeunes talents. Alors qu'elle en est à sa troisième année d'existence, l'équipe dirigée par Yvon Sanquer a largement contribué à populariser le nom de son commanditaire. Selon un sondage, 51 % des habitants de Seine-et-Marne et 12 % de la population française connaissent désormais l'existence de la société, surtout grâce au cyclisme. Ces chiffres risquent d'exploser après le Tour de France.

17 juin dernier, elle reçut une invitation pour le plus connu des pince-fesses : le Tour. Quelle robe allait-elle bien pouvoir mettre ? Elle n'avait pas vraiment le choix, en fait.

Seuls deux de ses quatorze coureurs connaissaient les us de la garden-party de juillet : Laurent Pilon, trente-trois ans et cinq participations, et Jean-Philippe Dojwa, quinzème et premier Français de la Grande Boucle en 1993. Pour les

POG ANCIEN COUREUR

Il fallait pourtant croire au Père Noël, en l'occurrence Daniel Gourd, PDG de la Mutuelle de Seine-et-Marne, partenaire de l'US Créteil. Daniel Gourd, ancien coureur régional, sensible aux difficultés rencontrées par les jeunes pour trouver des débouchés, était persuadé que son engagement bénéficierait à la Mutuelle. Résultat : 1 000 adhérents supplémentaires hors Seine-et-Marne pour la seule année 1995, et surtout 800 millions de contacts publicitaires (nombre de fois où le nom de la société a été cité, multiplié par le nombre de lecteurs, d'auditeurs ou de téléspectateurs).

Sur le terrain, les « smicards » de la Mutuelle (les salaires varient de 12 000 à 20 000 francs par mois) ont, depuis leur entrée en jeu, glané seize succès. La Mutuelle peut également s'enorgueillir de quelques jolis transferts, ceux de Nicolas Jalabert - le frère de Laurent - et Christophe Riberio, aujourd'hui chez Casino. Et encore de la relance de Gordon Fraser, un sardon de la dernière ligne droite qui, depuis

« Une brosse à dents et une bombe de mousse à raser »

Les 198 coureurs du peloton voyagent plutôt léger

FORGES-LES-EAUX
de notre envoyé spécial
Après une petite boucle dans les rues de Rouen, et une autre, beaucoup plus longue, dans la Seine-Maritime, 197 coureurs du Tour de France (sans le malheureux Gilles Talmant, blessé dans une chute) ont fini par se lancer plein ouest, pour accomplir leur grand dessein de l'année, la Grande Boucle.

Combien de kilomètres les attendent avant l'arc de triomphe ? Personne ne sait vraiment. Le cyclisme en général et le Tour de France en particulier ne sont pas sciences exactes, pas davantage que l'information : samedi 5 juillet, Le Monde a annoncé 3 870 kilomètres au programme des coureurs, Libération en a retranché une poignée (3 842,3 km) et L'Équipe en a au contraire rajouté quelques dizaines (3 942 km) ; enfin, le lendemain, c'était au tour du journal du dimanche d'apporter une légère nuance au débat : 3 941,8 km.

Dans ce jeu du hasard, le dernier mot est logiquement revenu à Jean-Marie Leblanc, directeur du Tour de France : « La bonne distance est celle qui figure dans le livre de bord. Les autres chiffres correspondent à des estimations qui avaient été effectuées avant la reconnaissance du parcours. » Verdict de la « bible » des sursuiveurs : 3 950 kilomètres, « environ ».

Les coureurs eux-mêmes se satis-

font de plus amples approximations.

« A peu près 3 900 bornes », croit savoir Pascal Chanteur, de l'équipe Casino. « Quatre mille et même plus », corrige Miguel Arroyo. D'expérience, le Mécanicien de Big Mat-Auber 93 se souvient que « certains trajets sont augmentés de quelques kilomètres à cause des départs différents ». Si le Tour est à périmètre variable, sa durée est incompressible : il durera vingt-deux jours. Soit trois semaines sur la route durant lesquelles les passagers du Tour de France voyagent légers, « avec le minimum vital », précisent quelques-uns.

« J'écoute toujours les deux mêmes disques, inutile d'en prendre plus ! »

Dans la valise du coureur, on dénombre généralement : treize maillots à manches courtes, deux à manches longues, vingt et un culsards (un par étape) et autant de paires de chaussettes, deux paires de chaussures de vélo, deux casques, un « normal » pour la route, un profilé pour le contre-la-montre, quinze paires de gants, deux paires de manchettes et deux paires de jambières,

trois paires de lunettes, des polos, une paire de tenues.

Tout est prévu pour le confort sur le vélo. Mais, pour les haltes, la plupart des concurrents se contentent d'un rien : « Une brosse à dents et une bombe de mousse à raser, résume Mauro Gianetti, le leader suisse de La Française des Jeux. Maintenant, nous avons la chance d'avoir des machines à laver dans les camions des équipes, alors nous n'avons plus besoin d'emporter autant de vêtements qu'avant. »

« Pas un disque, pas un livre » ne figure dans le paquetage de Laurent Aug, le sprinter estonien de Casino : « Autrefois, je prenais des journaux de chez moi, mais je ne lis pas beaucoup », confesse-t-il. « Le soir, je regarde la télé », se justifie François Simon (GAN), qui n'a ajouté qu'un cliché de sa femme et de sa fille à son équipement du parfait coureur. Christophe Riberio (Cofidis) a lui aussi pensé à prendre une photo de son amie, ainsi qu'une radio et des revues de vélo. Nicolas Jalabert, son coéquipier, est à peine plus chargé : « Je n'ai pris que deux disques : Andrea Bocelli et Alanis Morissette. J'écoute toujours les deux mêmes, inutile d'en prendre plus ! » Miguel Arroyo a pour sa part opté pour un livre de référence : le livre de route du 84^e Tour de France, qu'il consulte « chaque matin et chaque soir, pour bien connaître le profil des étapes. »

« Exceptionnellement, je n'ai rien

emporté cette année, indique Pascal Lino, capitaine de route des Big Mat-Auber 93. On est tellement à bloc toute la journée qu'on n'a le temps de ne rien faire le soir. L'expérience aide, l'ancien maillot jaune du Tour 1992 a appris à s'alléger pour mieux voyager : « Bien souvent, les premières fois, on emmène plein d'objets superflus, mais cela vous emmène dans la valise pendant trois semaines. Et puis, comme ça, je gagne du temps pour faire mes bagages le matin. »

Parce qu'il n'aime « pas trop avoir (sa) valise en fouillis », Pascal Chanteur a laissé derrière lui « tous les petits trucs qui ne servent à rien » pour son troisième Tour. Son sac ne comprend plus cette année que « quelques T-shirts, des disques compacts et un ordinateur portable pour la régulation cardiaque : c'est mon journal de bord, il m'aide à gérer ma récupération. »

Laurent Geny (Big Mat-Auber 93) est, au contraire, de ceux que la chasse aux kilos superflus indiffère. De son premier Tour de France, coureur l'an dernier sous la bannière de l'Iseran et du Galibier, il se souvient qu'un bonnet et une veste chaude pouvaient apporter quelque réconfort. En revanche, son costume, tout comme celui de ses 196 compagnons, est resté soigneusement plié dans le car de l'équipe. Aucun n'en sortira avant les Champs-Élysées.

Eric Collier

LES RÉSULTATS

Prologue à Rouen (7,30 km)

1. C. Boardman (GB, GAN), 4 min 20 s ; 2. J. Ulrich (AL, TEL), 4 min 21 s ; 3. E. Zanardi (FRA, BAT), 4 min 22 s ; 4. T. Rominger (SLO, COF), 4 min 23 s ; 5. A. Zola (SLO, ONC), 4 min 24 s ; 6. P. Moreau (FRA, FES), 4 min 25 s ; 7. R. Simon (FRA, GAN), 4 min 26 s ; 8. A. Gatto (ESP, SAN), 4 min 27 s ; 9. L. Bouchard (FRA, FES), 4 min 28 s ; 10. C. Moreau (FRA, FES), 4 min 29 s ; 11. A. Pison (ITA, FOU), 4 min 30 s ; 12. A. Garment (ESP, ONC), 4 min 31 s ; 13. R. Bar (ITA, TEL), 4 min 32 s ; 14. M. Bartoli (ITA, MAG), 4 min 33 s ; 15. L. Aus (ESP, CSO), 4 min 34 s ; 16. E. Delor (FRA, BAT), 4 min 35 s ; 17. O. Camerand (SLO, MAP), 4 min 36 s ; 18. A. Gontcharov (RUS, ROS), 4 min 37 s ; 19. E. Brändén (SWE, BAT), 4 min 38 s ; 20. M. Zamboni (ESP, ONC), 4 min 39 s.

1^{re} étape : Rouen-Forges-les-Eaux (192 km)

1. M. Cipollini (ITA, SAE), 4 h 39 min 59 s ; 2. T. Steels (BEL, MAP), 4 h 40 min 01 s ; 3. F. Moncassin (FRA, GAN), 4 h 40 min 02 s ; 4. E. Zanardi (FRA, BAT), 4 h 40 min 03 s ; 5. R. Simon (FRA, GAN), 4 h 40 min 04 s ; 6. N. Jäglebert (FRA, COF), 4 h 40 min 05 s ; 7. G. Frasier (CAN, MUT), 4 h 40 min 06 s ; 8. N. Mäkelä (FIN, BAT), 4 h 40 min 07 s ; 9. L. Simon (FRA, GAN), 4 h 40 min 08 s ; 10. M. Tomenko (ITA, MSP), 4 h 40 min 09 s ; 11. M. Strasser (ITA, ROS), 4 h 40 min 10 s ; 12. J. Billewens (BEL, TVM), 4 h 40 min 11 s ; 13. A. Balli (ITA, USP), 4 h 40 min 12 s ; 14. O. Eshenbrenner (AUT, ROS), 4 h 40 min 13 s ; 15. O. Rodriguez (POR, SAN), 4 h 40 min 14 s ; 16. F. Andueza (ESP, ONC), 4 h 40 min 15 s ; 17. A. Gatto (ESP, SAN), 4 h 40 min 16 s ; 18. G. Hincapié (ITA, BAT), 4 h 40 min 17 s ; 19. F. Bakkato (ITA, MAG), 4 h 40 min 18 s ; 20. C. Riberio (FRA, COF), 4 h 40 min 19 s.

Bonifications : M. Cipollini, 28 s ; T. Steels, 12 s ; J. Billewens, 10 s ; F. Moncassin, 8 s ; M. Tomenko, 10 s ; N. Jäglebert, 6 s ; A. Kaspitis, 4 s ; L. Colombo, 2 s.

Classements

Classement général : 1. M. Cipollini (ITA, SAE), 14 h 48 min 09 s ; 2. C. Boardman (GB, GAN), 14 h 48 min 10 s ; 3. J. Ulrich (AL, TEL), 14 h 48 min 11 s ; 4. T. Rominger (SLO, COF), 14 h 48 min 12 s ; 5. A. Zola (SLO, ONC), 14 h 48 min 13 s ; 6. P. Moreau (FRA, FES), 14 h 48 min 14 s ; 7. R. Simon (FRA, GAN), 14 h 48 min 15 s ; 8. A. Gatto (ESP, SAN), 14 h 48 min 16 s ; 9. L. Bouchard (FRA, FES), 14 h 48 min 17 s ; 10. C. Moreau (FRA, FES), 14 h 48 min 18 s ; 11. A. Pison (ITA, FOU), 14 h 48 min 19 s ; 12. A. Garment (ESP, ONC), 14 h 48 min 20 s ; 13. R. Bar (ITA, TEL), 14 h 48 min 21 s ; 14. M. Bartoli (ITA, MAG), 14 h 48 min 22 s ; 15. L. Aus (ESP, CSO), 14 h 48 min 23 s ; 16. E. Delor (FRA, BAT), 14 h 48 min 24 s ; 17. O. Camerand (SLO, MAP), 14 h 48 min 25 s ; 18. A. Gontcharov (RUS, ROS), 14 h 48 min 26 s ; 19. E. Brändén (SWE, BAT), 14 h 48 min 27 s ; 20. M. Zamboni (ESP, ONC), 14 h 48 min 28 s ; 21. L. Jäglebert (FRA, COF), 14 h 48 min 29 s ; 22. A. Kaspitis (ITA, SAE), 14 h 48 min 30 s ; 23. L. Colombo (ITA, BAT), 14 h 48 min 31 s ; 24. C. Riberio (FRA, COF), 14 h 48 min 32 s ; 25. F. Moncassin (FRA, GAN), 14 h 48 min 33 s ; 26. J. Billewens (BEL, TVM), 14 h 48 min 34 s ; 27. A. Balli (ITA, USP), 14 h 48 min 35 s ; 28. O. Eshenbrenner (AUT, ROS), 14 h 48 min 36 s ; 29. O. Rodriguez (POR, SAN), 14 h 48 min 37 s ; 30. F. Andueza (ESP, ONC), 14 h 48 min 38 s ; 31. A. Gatto (ESP, SAN), 14 h 48 min 39 s ; 32. G. Hincapié (ITA, BAT), 14 h 48 min 40 s ; 33. F. Bakkato (ITA, MAG), 14 h 48 min 41 s ; 34. C. Riberio (FRA, COF), 14 h 48 min 42 s ; 35. G. Frasier (CAN, MUT), 14 h 48 min 43 s ; 36. N. Mäkelä (FIN, BAT), 14 h 48 min 44 s ; 37. M. Zamboni (ESP, ONC), 14 h 48 min 45 s ; 38. D. Eshenbrenner (AUT, ROS), 14 h 48 min 46 s ; 39. O. Rodriguez (POR, SAN), 14 h 48 min 47 s ; 40. W. Posters (BEL, MAP), 14 h 48 min 48 s ; 41. A. Kaspitis (ITA, SAE), 14 h 48 min 49 s ; 42. L. Colombo (ITA, BAT), 14 h 48 min 50 s ; 43. C. Riberio (FRA, COF), 14 h 48 min 51 s ; 44. F. Moncassin (FRA, GAN), 14 h 48 min 52 s ; 45. J. Billewens (BEL, TVM), 14 h 48 min 53 s ; 46. A. Balli (ITA, USP), 14 h 48 min 54 s ; 47. O. Eshenbrenner (AUT, ROS), 14 h 48 min 55 s ; 48. O. Rodriguez (POR, SAN), 14 h 48 min 56 s ; 49. F. Andueza (ESP, ONC), 14 h 48 min 57 s ; 50. A. Gatto (ESP, SAN), 14 h 48 min 58 s ; 51. G. Hincapié (ITA, BAT), 14 h 48 min 59 s ; 52. F. Bakkato (ITA, MAG), 14 h 48 min 60 s ; 53. C. Riberio (FRA, COF), 14 h 48 min 61 s ; 54. G. Frasier (CAN, MUT), 14 h 48 min 62 s ; 55. N. Mäkelä (FIN, BAT), 14 h 48 min 63 s ; 56. L. Simon (FRA, GAN), 14 h 48 min 64 s ; 57. M. Tomenko (ITA, MSP), 14 h 48 min 65 s ; 58. A. Pison (ITA, FOU), 14 h 48 min 66 s ; 59. A. Garment (ESP, ONC), 14 h 48 min 67 s ; 60. R. Bar (ITA, TEL), 14 h 48 min 68 s ; 61. M. Bartoli (ITA, MAG), 14 h 48 min 69 s ; 62. L. Aus (ESP, CSO), 14 h 48 min 70 s ; 63. E. Delor (FRA, BAT), 14 h 48 min 71 s ; 64. O. Camerand (SLO, MAP), 14 h 48 min 72 s ; 65. A. Gontcharov (RUS, ROS), 14 h 48 min 73 s ; 66. E. Brändén (SWE, BAT), 14 h 48 min 74 s ; 67. M. Zamboni (ESP, ONC), 14 h 48 min 75 s ; 68. D. Eshenbrenner (AUT, ROS), 14 h 48 min 76 s ; 69. O. Rodriguez (POR, SAN), 14 h 48 min 77 s ; 70. F. Andueza (ESP, ONC), 14 h 48 min 78 s ; 71. A. Gatto (ESP, SAN), 14 h 48 min 79 s ; 72. G. Hincapié (ITA, BAT), 14 h 48 min 80 s ; 73. F. Bakkato (ITA, MAG), 14 h 48 min 81 s ; 74. C. Riberio (FRA, COF), 14 h 48 min 82 s ; 75. G. Frasier (CAN, MUT), 14 h 48 min 83 s ; 76. N. Mäkelä (FIN, BAT), 14 h 48 min 84 s ; 77. M. Tomenko (ITA, MSP), 14 h 48 min 85 s ; 78. A. Pison (ITA, FOU), 14 h 48 min 86 s ; 79. A. Garment (ESP, ONC), 14 h 48 min 87 s ; 80. R. Bar (ITA, TEL), 14 h 48 min 88 s ; 81. M. Bartoli (ITA, MAG), 14 h 48 min 89 s ; 82. L. Aus (ESP, CSO), 14 h 48 min 90 s ; 83. E. Delor (FRA, BAT), 14 h 48 min 91 s ; 84. O. Camerand (SLO, MAP), 14 h 48 min 92 s ; 85. A. Gontcharov (RUS, ROS), 14 h 48 min 93 s ; 86. E. Brändén (SWE, BAT), 14 h 48 min 94 s ; 87. M. Zamboni (ESP, ONC), 14 h 48 min 95 s ; 88. D. Eshenbrenner (AUT, ROS), 14 h 48 min 96 s ; 89. O. Rodriguez (POR, SAN), 14 h 48 min 97 s ; 90. F. Andueza (ESP, ONC), 14 h 48 min 98 s ; 91. A. Gatto (ESP, SAN), 14 h 48 min 99 s ; 92. G. Hincapié (ITA, BAT), 14 h 48 min 100 s ; 93. F. Bakkato (ITA, MAG), 14 h 48 min 101 s ; 94. C. Riberio (FRA, COF), 14 h 48 min 102 s ; 95. G. Frasier (CAN, MUT), 14 h 48 min 103 s ; 96. N. Mäkelä (FIN, BAT), 14 h 48 min 104 s ; 97. M. Tomenko (ITA, MSP), 14 h 48 min 105 s ; 98. A. Pison (ITA, FOU), 14 h 48 min 106 s ; 99. A. Garment (ESP, ONC), 14 h 48 min 107 s ; 100. R. Bar (ITA, TEL), 14 h 48 min 108 s ; 101. M. Bartoli (ITA, MAG), 14 h 48 min 109 s ; 102. L. Aus (ESP, CSO), 14 h 48 min 110 s ; 103. E. Delor (FRA, BAT), 14 h 48 min 111 s ; 104. O. Camerand (SLO, MAP), 14 h 48 min 112 s ; 105. A. Gontcharov (RUS, ROS), 14 h 48 min 113 s ; 106. E. Brändén (SWE, BAT), 14 h 48 min 114 s ; 107. M. Zamboni (ESP, ONC), 14 h 48 min 115 s ; 108. D. Eshenbrenner (AUT, ROS), 14 h 48 min 116 s ; 109. O. Rodriguez (POR, SAN), 14 h 48 min 117 s ; 110. F. Andueza (ESP, ONC), 14 h 48 min 118 s ; 111. A. Gatto (ESP, SAN), 14 h 48 min 119 s ; 112. G. Hincapié (ITA, BAT), 14 h 48 min 120 s ; 113. F. Bakkato (ITA, MAG), 14 h 48 min 121 s ; 114. C. Riberio (FRA, COF), 14 h 48 min 122 s ; 115. G. Frasier (CAN, MUT), 14 h 48 min 123 s ; 116. N. Mäkelä (FIN, BAT), 14 h 48 min 124 s ; 117. M. Tomenko (ITA, MSP), 14 h 48 min 125 s ; 118. A. Pison (ITA, FOU), 14 h 48 min 126 s ; 119. A. Garment (ESP, ONC), 14 h 48 min 127 s ; 120. R. Bar (ITA, TEL), 14 h 48 min 128 s ; 121. M. Bartoli (ITA, MAG), 14 h 48 min 129 s ; 122. L. Aus (ESP, CSO), 14 h 48 min 130 s ; 123. E. Delor (FRA, BAT), 14 h 48 min 131 s ; 124. O. Camerand (SLO, MAP), 14 h 48 min 132 s ; 125. A. Gontcharov (RUS, ROS), 14 h 48 min 133 s ; 126. E. Brändén (SWE, BAT), 14 h 48 min 134 s ; 127. M. Zamboni (ESP, ONC), 14 h 48 min 135 s ; 128. D. Eshenbrenner (AUT, ROS), 14 h 48 min 136 s ; 129. O. Rodriguez (POR, SAN), 14 h 48 min 137 s ; 130. F. Andueza (ESP, ONC), 14 h 48 min 138 s ; 131. A. Gatto (ESP, SAN), 14 h 48 min 139 s ; 132. G. Hincapié (ITA, BAT), 14 h 48 min 140 s ; 133. F. Bakkato (ITA, MAG), 14 h 48 min 141 s ; 134. C. Riberio (FRA, COF), 14 h 48 min 142 s ; 135. G. Frasier (CAN, MUT), 14 h 48 min 143 s ; 136. N. Mäkelä (FIN, BAT), 14 h 48 min 144 s ; 137. M. Tomenko (ITA, MSP), 14 h 48 min 145 s ; 138. A. Pison (ITA, FOU), 14 h 48 min 146 s ; 139. A. Garment (ESP, ONC), 14 h 48 min 147 s ; 140. R. Bar (ITA, TEL), 14 h 48 min 148 s ; 141. M. Bartoli (ITA, MAG), 14 h 48 min 149 s ; 142. L. Aus (ESP, CSO), 14 h 48 min 150 s ; 143. E. Delor (FRA, BAT), 14 h 48 min 151 s ; 144. O. Camerand (SLO, MAP), 14 h 48 min 152 s ; 145. A. Gontcharov (RUS, ROS), 14 h 48 min 153 s ; 146. E. Brändén (SWE, BAT), 14 h 48 min 154 s ; 147. M. Zamboni (ESP, ONC), 14 h 48 min 155 s ; 148. D. Eshenbrenner (AUT, ROS), 14 h 48 min 156 s ; 149. O. Rodriguez (POR, SAN), 14 h 48 min 157 s ; 150. F. Andueza (ESP, ONC), 14 h 48 min 158 s ; 151. A. Gatto (ESP, SAN), 14 h 48 min 159 s ; 152. G. Hincapié (ITA, BAT), 14 h 48 min 160 s ; 153. F. Bakkato (ITA, MAG), 14 h 48 min 161 s ; 154. C. Riberio (FRA, COF), 14 h 48 min 162 s ; 155. G. Frasier (CAN, MUT), 14 h 48 min 163 s ; 156. N. Mäkelä (FIN, BAT), 14 h 48 min 164 s ; 157. M. Tomenko (ITA, MSP), 14 h 48 min 165 s ; 158. A. Pison (ITA, FOU), 14 h 48 min 166 s ; 159. A. Garment (ESP, ONC), 14 h 48 min 167 s ; 160. R. Bar (ITA, TEL), 14 h 48 min 168 s ; 161. M. Bartoli (ITA, MAG), 14 h 48 min 169 s ; 162. L. Aus (ESP, CSO), 14 h 48 min 170 s ; 163. E. Delor (FRA, BAT), 14 h 48 min 171 s ; 164. O. Camerand (SLO, MAP), 14 h 48 min 172 s ; 165. A. Gontcharov (RUS, ROS), 14 h 48 min 173 s ; 166. E. Brändén (SWE, BAT), 14 h 48 min 174 s ; 167. M. Zamboni (ESP, ONC), 14 h 48 min 175 s ; 168. D. Eshenbrenner (AUT, ROS), 14 h 48 min 176 s ; 169. O. Rodriguez (POR, SAN), 14 h 48 min 177 s ; 170. F. Andueza (ESP, ONC), 14 h 48 min 178 s ; 171. A. Gatto (ESP, SAN), 14 h 48 min 179 s ; 172. G. Hincapié (ITA, BAT), 14 h 48 min 180 s ; 173. F. Bakkato (ITA, MAG), 14 h 48 min 181 s ; 174. C. Riberio (FRA, COF), 14 h 48 min 182 s ; 175. G. Frasier (CAN, MUT), 14 h 48 min 183 s ; 176. N. Mäkelä (FIN, BAT), 14 h 48 min 184 s ; 177. M. Tomenko (ITA, MSP), 14 h 48 min 185 s ; 178. A. Pison (ITA, FOU), 14 h 48 min 186 s ; 179. A. Garment (ESP, ONC), 14 h 48 min 187 s ; 180. R. Bar (ITA, TEL), 14 h 48 min 188 s ; 181. M. Bartoli (ITA, MAG), 14 h 48 min 189 s ; 182. L. Aus (ESP, CSO), 14 h 48 min 190 s ; 183. E. Delor (FRA, BAT), 14 h 48 min 191 s ; 184. O. Camerand (SLO, MAP), 14 h 48 min 192 s ; 185. A. Gontcharov (RUS, ROS), 14 h 48 min 193 s ; 186. E. Brändén (SWE, BAT), 14 h 48 min 194 s ; 187. M. Zamboni (ESP, ONC), 14 h 48 min 195 s ; 188. D. Eshenbrenner (AUT, ROS), 14 h 48 min 196 s ; 189. O. Rodriguez (POR, SAN), 14 h 48 min

TELEVISION
L'art de la chute

Pete Sampras s'approche du record de victoires en Grand Chelem

Vainqueur de Cédric Pioline, le numéro un mondial gagne un quatrième titre à Wimbledon et s'inscrit dans la lignée des « grands » de l'histoire du tennis

Pas plus qu'à Flushing Meadow en 1993, le Français Cédric Pioline n'a pu résister longtemps à l'Américain Pete Sampras dimanche 6 juillet, en finale du simple messieurs des championnats de Wimbledon. Le numéro un

mondial s'est imposé en 94 minutes, trois sets (6-4, 6-2, 6-4), 17 aces et 8 breaks. Cédric Pioline fait un bond d'une trentaine de places au classement mondial et reçoit un chèque de 207 500 livres (environ 1,9 million

de francs). Avec dix titres du Grand Chelem à son palmarès, Sampras n'a plus qu'à s'imposer à Roland-Garros pour devenir un des plus grands joueurs de tennis de tous les temps. Chez les dames, la Suisse Martina Hingis a

pris ce chemin en s'imposant à seize ans face à la Tchèque Jana Novotna (2-5, 6-3, 6-3). Quant à la paire australienne Woodforde-Woodbridge, elle a remporté le tournoi de double pour la cinquième année consécutive.

LONDRES

de notre envoyé spécial
« J'ai joué un grand tennis cette quinzaine, je n'ai perdu mon service que deux fois, j'ai servi le meilleur service-volet de ma carrière, c'était tout simplement magnifique. »

L'auteur de ces propos immo-destes a vingt-cinq ans. Il s'appelle Pete Sampras et vient de gagner les championnats de Wimbledon pour la quatrième fois de sa carrière. Depuis son premier sacre, en 1993, il n'a donc fait qu'un faux pas, en 1996, perdant en quarts de finale contre le futur vainqueur, Richard Krajicek.

Du Français Cédric Pioline, l'invité surprise de la finale, Pete Sampras n'a fait qu'une bouchée, comme en 1993 lors de la finale des Internationaux des Etats-Unis. En un peu plus d'une heure et demie de jeu, il lui a montré la maîtrise d'un numéro un mondial. D'abord, le service. Il est varié, et la puissance de la première balle est redoutable ; la deuxième balle, aux effets alternés, au rebond très haut, est parfois plus dangereuse que la première. La volée est à pleurer de bonheur. Un placement millimétré grâce à un jeu de jambes de tous les instants, un œil pour savoir où la placer, le poignet fin pour la gifier

n'importe où. Les passages-shots sont insolents, ceux du revers surtout, en bout de course : Pete Sampras lève son corps pour donner à son bras le plus de force possible. Cet œil, encore, pour les lancers pleins cadre. Il y a cette résistance à la volée : ses réflexes ont été affûtés au fil des années pour rester le temps qu'il faut au filet.

L'esprit va mieux. Pete Sampras a fait le deuil de Tim Licklickson, son entraîneur mort d'une tumeur au cerveau en mai 1996 : « J'ai arrêté de ne penser qu'au tennis pendant deux mois », dit-il. Pete sait supporter le stress d'une finale d'un tournoi du Grand Chelem. Sur les onze disputées avant dimanche, il en avait gagné neuf. Le voilà à dix sur douze. Il dit : « J'ai eu peur une fois

dans une finale, c'était à Wimbledon, ma première, contre Jim Courier. Parce que je savais que c'était moi d'arriver là et que je n'en aurais peut-être plus la chance. »

Il y a donc un début d'existence consacrée au tennis : « J'ai tout le temps de faire autre chose quand j'aurai fini », dit-il. Aujourd'hui, il s'acharne à être le premier joueur du monde, ce qu'il est depuis quatre ans. « C'est un athlète né », dit Paul Annaccone, l'ancien joueur qui est devenu son entraîneur. Il fait tout pour le rester. C'est un homme et un plaisir de travailler avec lui. Il est sérieux et constant, ne rechigne pas à la tâche : parce qu'il sait ce que gagner représente, il ne renonce pas. »

En gagnant un dixième titre du

Grand Chelem à vingt-cinq ans – deux en Australie, quatre à Wimbledon, quatre à Flushing Meadow – Pete Sampras rentre peu à peu dans l'histoire. Le record, détenu par Roy Emerson, qui gagna douze titres majeurs entre 1961 et 1967, n'est pas si loin, et Sampras le sait : « Je peux améliorer ce record, car je suis encore jeune, lance-t-il. Si je joue encore bien, que je travaille dur et que je reste en bonne santé, pourquoi pas, tant que le plaisir de jouer est là ? »

VIRTOUSE DE L'OFFENSIVE

Et quand s'arrêtera-t-il ? « Le jour où je penserai que je ne pourrai plus gagner de tournoi du Grand Chelem », il se sent encore au milieu du gué. Gourmand du record, il lance toutefois qu'il ne se sent pas comme une légende : « Ette comparé à Rod Laver, avec qui je partage désormais le nombre de victoires à Wimbledon, est plus que flatteur. » Une année où Boris Becker annonce sa retraite des tournois du Grand Chelem et où Michael Stich fait sa tournée d'adieu au circuit, Pete Sampras s'impose, après une éclipse, comme le plus grand joueur de l'époque. Il reste numéro un mondial plus que jamais, creusant l'écart sur Michael Chang, éliminé dès le premier tour. Pour Cédric Pioline, en revanche, le gain de sa quinzaine sur herbe devrait être d'une trentaine de places au classement mondial, cela

le positionnant entre le onzième et le quatorzième rang. Dans la défaite finale, il a aussi fait meilleure figure que lors de la finale de 1993 à Flushing Meadow : « Ici, je n'ai pas eu ce sentiment d'impuissance comme je l'avais eu alors, dit-il. A Flushing Meadow, plus le match avançait, plus j'avais envie d'en finir. Aujourd'hui, j'y ai toujours cru. »

Dimanche, Cédric Pioline a eu une minuscule fois l'occasion de prendre le service de Sampras et s'est effacé devant le virtuose de l'offensive. « Il m'a montré ce que je pouvais faire progresser dans mon jeu », a expliqué le Français. Cédric Pioline a vingt-huit ans et se voit au moins deux belles années devant lui : « Je suis content d'avoir joué à un haut niveau. Je sais que je peux servir un grand tennis. J'ai du travail à faire pour jouer un rôle important dans les tournois. » Et Sampras ? « Il n'est pas dieu, il est le numéro un mondial. »

Bénédicte Mathieu

Martina Hingis surdasse Jana Novotna

Elle avait été une perdante triste en 1993 contre Steffi Graf. Battue par Martina Hingis, samedi 5 juillet, Jana Novotna a été une finaliste éclatante de joie. Elle s'est inclinée devant la Suisse, avec une résignation joyeuse : elle menait un set à zéro, deux jeux à rien, mais n'a pu contenir les coups de la première joueuse mondiale, qui a réglé son jeu au fur et à mesure de la partie. « Au début, je me sentais comme une débutante, a expliqué Martina Hingis. Je jouais contre la meilleure joueuse sur gazon du monde et je ne savais pas comment la prendre. » Et puis Martina a décidé d'en rire. Elle s'en est allée derrière sa ligne de fond de court, là où elle est la meilleure, pour parer les volées de Jana. Et elle a décroché des passages-shots qui ont désespéré les offensives de la Tchèque. « C'est un rêve qui se réalise », a déclaré Martina Hingis. A seize ans, elle établit de nouveaux records, devenant la première Suisse à gagner Wimbledon et la plus jeune gagnante de l'ère open. A vingt-huit ans, Jana Novotna, elle, devient numéro deux mondiale.

Christine Arron, espoir français du 200 mètres

FORT-DE-FRANCE

de notre envoyé spécial
Elle est venue, mais elle n'a pas couru. Malgré la promesse de participer à un 200 m aux horaires spécialement aménagés pour elle, qu'avait cru lui avoir arraché Philippe Lambin, le président de la Fédération française d'athlétisme (FFA), Marie-José Pérec, la double championne olympique d'Atlanta, ne s'est pas présentée au public des championnats de France. « Marie-Jo a annoncé son forfait sans en avoir parlé à personne, a-t-il regretté. Je ne comprends pas ce qu'elle est venue faire ici. » Dès dimanche soir, « Marie-Jo » devait s'envoler vers la Guadeloupe pour un séjour chez sa grand-mère.

En dehors des caprices désormais habituels de la star, il restera de ces premiers championnats nationaux organisés hors de métropole quelques enseignements à méditer. Jamais les concurrents – dont la plupart ne fréquentent pas le circuit des meetings internationaux –

n'avaient rencontré de telles conditions. Le décalage horaire a perturbé les organismes. Richard Descoux, le directeur technique national (DTN), craignait notamment qu'il faille au moins une semaine pour récupérer totalement. Les athlètes qui espèrent encore se qualifier pour les championnats du monde d'Athènes (du 1^{er} au 10 août) risquent d'en pâtir. Le DTN a prévu d'annoncer sa sélection le 16 juillet, à l'issue du meeting de Nice.

La météo n'a pas favorisé les performances. Samedi, des trombes d'eau se sont abattues sur le stade, noyant la piste, les aires de lancer et les sautoirs en quelques minutes. Le concours du saut en hauteur masculin en a, par exemple, fait les frais. Vainqueur avec un bond de 2,19 m, Didier Detchenique évolue régulièrement cette saison à 2,30 m. Le niveau de performance plutôt faible ne peut cependant pas être imputé aux seules intempéries. Les premiers championnats d'Europe des moins de vingt-trois ans organisés par l'Association européenne d'athlétisme (AEA) avaient lieu simultanément à Turku (Finlande) avec 50 athlètes français. Cette programmation maladroite pose le problème de l'harmonisation d'un calendrier de plus en

plus chargé. Richard Descoux admet, d'autre part, de sérieuses carences dans certaines disciplines, qu'il « plonge de plus en plus ». Il cite notamment le javelot, la hauteur et le 800 m féminins.

A Athènes, l'absence de Marie-José Pérec, sur 200 m et sur 400 m, diminuera les chances de médailles françaises. Après ces championnats de France, Patricia Girard (100 m haies), Jean Galfione (saut à la perche) et Stéphane Diagana (400 m haies) représentent les valeurs les plus sûres. Patricia Djaté (1 500 m), de retour à l'entraînement après une blessure, compte sur la réunion de Nice pour faire le point sur sa forme.

L'HÉRITIÈRE DE MARIE-JOSÉ PÉREC

Le rendez-vous martiniquais a surtout confirmé la valeur de Christine Arron (200 m). Star française des Jeux méditerranéens, où elle a remporté le titre et réalisé deux fois la troisième meilleure performance mondiale de la saison, vedette de la Coupe d'Europe des nations (Le Monde du 24 juin), la Guadeloupéenne de vingt-trois ans s'est magistralement imposée à Fort-de-France (22 s 57). Le vent violent qui soufflait à 2,3 mètres/seconde

lors de sa course ne permettra pas l'homologation de sa performance. Mais Christine a laissé suffisamment loin sa première poursuivante, Sylviane Félix (23 s 09), championne du monde juniors 1996 de la spécialité, pour convaincre. « Elle obtient un niveau qui nous laisse espérer une médaille à Athènes », a affirmé Richard Descoux.

La tâche de Christine Arron n'est pas mince. On voit déjà en elle l'héritière de Marie-José Pérec. Posée et vive d'esprit, elle a semblé jusqu'ici suffisamment armée pour supporter cette pression toute neuve. Mais son corps supporte mal les nombreuses courses disputées ces dernières semaines. Victime de blessures à répétition les saisons passées, elle avait perdu l'habitude d'enchaîner autant de compétitions. A l'échauffement de sa demi-finale du 200 m, dimanche, Christine Arron a été prise de vertiges : un mal qui la mine depuis l'hiver dernier, après les séances d'entraînement les plus exigeantes. Le désir d'accéder bientôt au destin de star internationale qui lui est promis devrait l'aider à guérir rapidement.

Patricia Jolly

RÉSULTATS

BASKET-BALL

Euro-97	
Demi-finales	
Yugoslavo-Grece	86-80
Italie-Russie	67-65
Finale	
Yugoslavo-Italie	61-49
Match pour la neuvième place	
France-Israel	84-91

FOOTBALL

Coupe Intertoto	
Troisième journée	
Groupes 2	
Basel (Fra.)-Sliedrecht (Dan.)	1-0
Hvalbyl Dragovojev (Cro.)-Esbjerg Vase (Dn.)	4-0
Elbinger (Lus.)-Lusitane (Su.)	
Classement : 1. Arhus, 6 pts ; 2. Lausanne, 4 ; 3. Auzanne, 4 ; 4. Nies Salamina, 3 ; 5. Arts FC, 0	
Groupes 3	
Zilina (Slo.)-Lyon (Fra.)	0-5
Austria Vienne (Aut.)-Rapid Bucarest (Rou.)	1-1
Elbinger (Lus.)-Lusitane (Su.)	
Classement : 1. Rapid Bucarest, 7 pts ; 2. Lyon, 6 ; 3. Zilina, 3 ; 4. Austria Vienne, 1 ; 5. Odia Wodslaw, 0	
Groupes 10	
Gloria Bistrita (Rou.)-Spartak Varna (Bul.)	2-1
Montpellier (Fra.)-Colonia (Rou.)	3-1
Elbinger (Lus.)-Lusitane (Su.)	
Classement : 1. Montpellier, 6 pts ; 2. Groningen, 0 ; 3. Gloria Bistrita, 3 ; 4. Colonia, 3 ; 5. Spartak Varna, 0	
Mondial des moins de 20 ans	
Finale	
Argentine-Uruguay	2-1

GOLF

Open d'Irlande	
1. C. Montgomerie (GB), 269 ; 2. L. Westwood (GB), 276 ; 3. N. Faldo (GB), 278.	

MOTOCYCLISME

Grand Prix d'Indonésie	
125 cc : 1. V. Rossi (Ita., Aprilia), 41 min 50 s 114 ; 2. T. Monard (Jap., Honda), à 1 s 625 ; 3. K. Sato (Jap., Honda), à 23 s 559.	
Classement du championnat du monde : 1. V. Rossi (Ita.), 170 pts ; 2. N. Udoh (Jap.), 123 ; 3. T. Monard (Jap.), 111.	
250 cc : 1. M. Biaggi (Ita., Honda), 43 min 17 s 419 ; 2. O. Jacque (Fra., Honda), à 6 s 625 ; 3. T. Udoh (Jap., Honda), à 8 s 818.	
Classement du championnat du monde : 1. M. Biaggi (Ita.), 133 pts ; 2. R. Waidmann (Aut.), 131 ; 3. T. Udoh (Jap.), 117 ; 4. O. Jacque (Fra.), 81.	
500 cc : 1. M. Doohan (Aus., Honda), 45 min 58 s 935 ; 2. N. Udoh (Jap., Honda), à 8 s 648 ; 3. T. Udoh (Jap., Honda), à 20 s 015.	
Classement du championnat du monde : 1. M. Doohan (Aus.), 195 pts ; 2. A. Criville (Esp.), 102 ; 3. N. Udoh (Jap.), 100.	

TENNIS

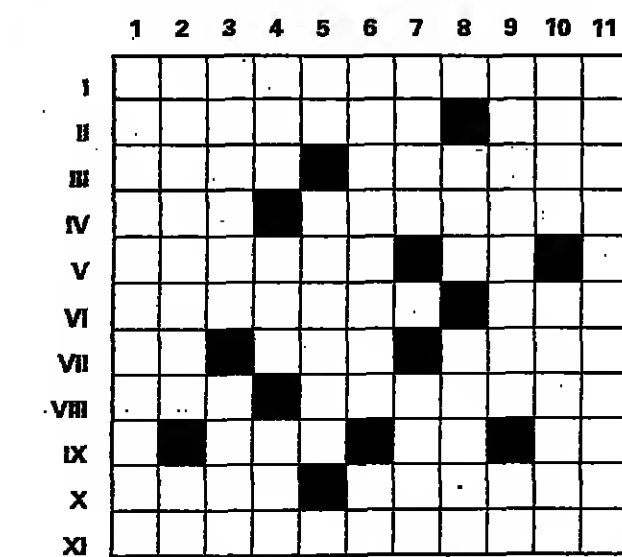
Internationaux de Grande-Bretagne à Wimbledon	
Finale	
Simple dames : M. Hingis (Sui.), n° 1 b. J. Novotna (Tch.), n° 2, 6-4, 6-3, 6-3	
Simple messieurs : P. Sampras (Et.), n° 1 b. C. Pioline (Fra.), n° 2, 6-4, 6-2, 6-4	
Double dames : G. Fernandez (A.)-Zvereva (Eti.), n° 1 b. N. Arank-Ah Bolokog (Eti.), n° 2, 7-6 (7/4), 6-4	
Double messieurs : T. Woodbridge-M. Woodforde (Aus.), n° 1 b. J. Elstner-Hastings (Eti.), n° 2, 7-6 (7/4), 7-6 (7/4), 5-7, 6-3	
Double mixte : C. Sisk-H. Sisk (A.), n° 1 b. A. O'Brien-L. Neale (Jus. L.), n° 2, 4-6, 6-3, 6-4	

■ **LOTTO** Les tirages n° 54 effectués samedi 5 juillet ont donné les résultats suivants :
Premier tirage : 3, 12, 25, 34, 37, 43 ; numéro complémentaire : 10.
Les rapports sont pour 6 numéros : 2 020 215 F ; pour 5 numéros et le complémentaire : 86 015 F ; pour 5 numéros : 4 430 F ; pour 4 numéros : 119 F ; pour 3 numéros : 14 F.
Second tirage : 13, 22, 25, 30, 39, 43 ; numéro complémentaire : 24.
Les rapports sont pour 6 numéros : 5 536 740 F ; pour 5 numéros et le complémentaire : 127 130 F ; pour 5 numéros : 4 175 F ; pour 4 numéros : 115 F ; pour 3 numéros : 14 F.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97142

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTELEMENT

1. Pour ranger les restes du feu. - II. Bête noire de nos allergies. A moitié creusé. - III. Déplacé. Son mur est porteur. - IV. A pris un siège. Qui a refusé de se soumettre. - V. Supprimez de la liste. Démonstratif. - VI. Souvent en dehors du village. Symbole de dureté. - VII. Fin de verbe. Pour faire la peau. Mettre en mouvement. - VIII. Vieux bâtiment. En Thessalie. - IX. Lieu de communication. En mouvement à l'envers.

Agent de liaison. - X. Déchet qu'il faut éliminer. Pratique l'ouverture. - XI. Vue à la sauve.

VERTICALEMENT

1. Fait tourner la maison vaticane. - 2. Son globe permet une vision du monde. En rouge sur la carte. - 3. Trente-cinq ans à l'ombre pour M^{re} de Pompadour. Le prix du transport. - 4. Anarches. Forme les techniciens de demain. Sigle scolaire. - 5. Note. Lieu de perdition. - 6. Un autre lieu de

perdition. Pompes anglaises. - 7. Ceux du Poitou sont sous protection. Descente rapide. - 8. Volle. Regarder dans la même direction. - 9. Iles flottantes. Inscription. - 10. Se range dans le 1 horizontal. Porte-plume. - 11. Le pouvoir le plus partagé au monde.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97141

HORIZONTELEMENT
1. Extrême. - II. Beauté. Dû. - III. Néo. Reine. - IV. Rature. Tom (mot). - V. Noël. Pieuse. - VI. Errements. - VII. Eté. Amer. Ut. - VIII. Nénés. Toisa. - IX. TB. Etrial. - X. Et. Répéta. - XI. Sérénissime.

VERTICALEMENT

1. Eburnéennes. - 2. Xe. Aorte. Tê. - 3. Tanchent. - 4. Ruelle. Ebre. - 5. Rou. Mas. En. - 6. Ne. Rpen (pern). Epi. - 7. Reinettes. - 8. Ede. Etrouits. - 9. Quitus. Irai. - 10. Nos. Usa. - 11. Elémentaire.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
12, rue M. Gensbourg
94285 Ivry cedex
Imprimerie du Monde
14285 Ivry cedex
Le Monde PUBLICITE
21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26
PRINTED IN FRANCE

AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 25

L'armée des uns

VOUS POUVEZ le vérifier, à la main ou sur une calculatrice :
 $6^2 - 5^2 = 11$
 $56^2 - 45^2 = 1111$
 $556^2 - 445^2 = 11111$
Mais si vous leur demandez de calculer
 $5555556^2 - 4444445^2$, la plupart des calculatrices an-

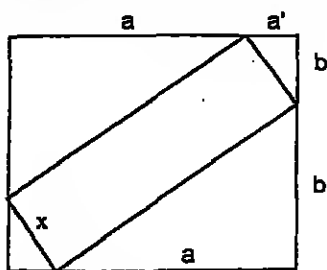
ront du mal à vous répondre, car vous dépassez leur capacité. Prouvez que l'homme est plus fort que la machine et donnez le résultat de cette opération. Il faudra, naturellement, justifier votre affirmation ! Solution dans *Le Monde* du 15 juillet.

Elisabeth Busser et Gilles Cohen

en résulte $x = 68$ ($6^2 - 1$), soit environ 28,17 cm.

Si $h = 47$, on parvient à une équation du quatrième degré en k . Hors la racine 47/68 qui correspond à un cas limite, une racine négative et

une supérieure à 1 qui sont sans intérêt pratique, cette équation admet la racine 1/4. On a donc l'unique solution $x = 17$ cm (et par suite $a = 60$ cm, $b = 32$ cm, $a' = 8$ cm, $b' = 15$ cm).



Les jeux dans « Le Monde »

Dans cinq de ses numéros de la semaine, *Le Monde* publie, en plus des mots croisés, un jeu. Le lundi, dans le journal daté mardi, un problème mathématique. Le mardi, dans le journal daté mercredi, une grille de Scrabble. Le mercredi, dans le journal daté jeudi, une chronique de bridge. Le jeudi, dans le journal daté vendredi, une question sur l'art. Le samedi, dans le journal daté dimanche-lundi, les échecs.

ÉTATS-UNIS. Amer. can. diminue de moitié le prix des lettres d'avion pour les parents des deux armées et en dessous pour ceux avec leurs parents. Quelle est la classe, afin d'encourager les autres à utiliser les services destinés pour héritiers. Pour éviter de payer place, les parents pourraient recevoir leurs enfants sur des avions, ce qui est toujours en cas d'accident ou de turbulence les parents devraient fournir le siège. Les avions sont maintenant utilisés pour les familles d'élite au siège d'un avion. **AFR.**

ITALIE. Le palerme Borghese Rome, vient d'ouvrir à nouvelles portes après avoir subi quatre années de fermeture. Les palais Allemani, qui le siège d'annulation de la réception et la abolition des sculptures de leur ouverture en décembre, après travaux de restauration que le jour treize ans. **AFR.**



L'ÉTÉ FESTIVAL

juillet est factieux. Succédant à un mois de juin qui s'est amusé longuement à repousser les anticyclones, l'entreprend, lui, de détourner le cours du Nil. Oh ! on découvrirait que l'immense prince africain coule au pied de l'Ecole des beaux-arts de Toulouse (à la faveur du Festival Garonne), bistrerique à l'est vers Chalon (Chalon dans la rue) avant de rejoindre le bassin des Tuileries à Paris (Paris, Quartier d'Été)... Ses eaux portent les meilleurs artisans de la musique nubienne, ambassadeurs plénipotentiaires de la très officielle année France-Egypte, qui commencent avec eux. Dans l'année. Saout, village de la Drôme, a reçu Mozart, ses partitions, ses textes, ses idées. Ici Grenoble on a pu voir de curieux Italiens, syndiqués de la Società Raffaello Sanzio de Cesena, qui ont entrepris de visiter « l'Oresteï » d'Eschyle en compagnie du peintre anglais Francis Bacon. Un peu plus au sud, Florence présente le sulfureux Oliviero Toscani et ses clichés de jeunes gens recrutés au hasard.

**LA PHOTOGRAPHIE
DE GÉRARD RONDEAU**
Châteauvallon
*La scène se passe à Châteauvallon,
avec Gérard Paquet au premier
plan. Le festival occuillera,
les 8 et 9 juillet, la troupe japonaise
Sankai Juku, un des plus éminents
représentants du buzo.*



Les Musiciens du Nil, héritiers des Tsiganes échoués aux portes de Louxor

Toulouse/Musique du monde. L'Année France-Egypte s'ouvre au Festival Garonne avec une formation qui mélange des musiques qitane et nubienne

LOUXOR.
de notre envoyée spéciale
Youssef Belakhal habite sur la rive occidentale du Nil, dans une villa où il a reçu récemment des invités prestigieux dont Louxor est frappé : hôtelier en crise, baigneurs à l'anglaise, réservations à touristes, supports à piscines. Du fleuve, il connaît les trois cents espèces de poissons, le manichéisme délicat de la felouque à voile. De l'Égypte haute, il a retenu la sérénité, le vert des palmiers et les montagnes ombrées du désert. Il sait que les vieux bœufs rutilants qui ramènent les taxis de la vallée des Rois ont cessé d'effaroucher les perches, les varans, les sardines ou les silures, ces poissons-chats dont on fait les meilleures côtes de vache. Le bruit des groupes électrogènes du City-of-Luxor, un

réuni en 1976 par un Français d'origine tsigane, Alain Weber, à qui l'on doit, notamment, d'avoir reconstitué la route musicale rom pour le film de Tony Gatlif *Latcho Drom*. Les Musiciens du Nil y apparaissent après ceux du Rajasthan, Part du *robab*; la vièle, après la supplique anti-Ceausescu des Roumains du Taraf de Haïdouks, et de déchirants flamencos sévillans.

Les jeunes filles n'ont plus la douceur du jus de grenade, mais celle de « la limonade gazeuse »

Longtemps, ils rappellèrent son passé esclavagiste au pays des Pharaons, et la pluralité des dialectes à l'égocentrisme arabe. Les câbles de fer au parloir tempèrent les cordes de crip de la rababab, et dans la bouche des improvisateurs de vers, les jeunes filles n'ont plus la douceur du pain de grenade, mais celle de « la limonade gोजुजे ».

Bakâsh le barde n'est pas tsigane. Enfant malheureux de paysans pauvres, effectuant un travail de bête de somme autour de la noria villageoise, il fut sauvé du naufrage anticipé par des Tsiganes, qui lui apprirent à chanter. Depuis, il frôla de la fortune, mais ne fut qu'une réplique des rues de fin de village... où, partout où ils sont devenus sédentaires, les Tsiganes ont été relégués.

les pigeons dans sa manche et à rafistoler des ficelles coupées, ou des joueurs de *mizmor*, le puissant hautbois apporté en Egypte par les Turcs.

Les Musiciens du Nil, célèbres dans le monde entier - ils ont enregistré en France chez Ocora, en Angleterre chez Realworld, le label de Peter Gabriel -, cultivent les restes de la tradition gitanne en petite formation (avec le rababah). En grande formation, plus de dix musiciens, dont des joueurs de hautbois et de tambours, ils font la part belle à la danse et à la négritude de ce Sud profond.

Youssef adore le cinéma, les comédies musicales égyptiennes, et les chansons de Metqâl Qenâwi, l'autre chanteur du groupe, son aîné, qui vit au Caire. Metqâl Qenâwi

fut le premier à sortir de la tradition de l'épopée chantée, flambeaux repartis par les Tsigano-Nubiens, et à composer ses propres chansons, dont certaines sont aujourd'hui admirées partout dans le monde arabe. Tout cela mis ensemble et bout à bout forme une sorte. L'alliance de la vièle rababab, des flûtes, de l'*arghul* (flûte double, dont un boudoun - l'instrument le plus typiquement égyptien, dont joue ici Mustafa Abdel Aziz -, du chant et des percussions est incantatoire. L'effet est somme toute normal dans un pays où la transe passe par l'art des confréries soufies, telle celle de Deir, qu'accueillera le Festival d'automne en septembre.

Près d'Esna, à une cinquantaine de kilomètres au sud de Louxor, le village d'El Deir (« le couvent »)

s'étend au bord de la voie ferrée qui longe le Nil jusqu'à Assouan. Dans le dédale des rues de terre, où passent des femmes vêtues de noir, des adolescents à bicyclette, des tracteurs chargés de foin et beaucoup d'ânes, le boucher promène un chameau à des fins de vente : l'animal sera tué le lendemain et découpé en fonction des commandes de la veille.

ici, ou ne lave pas le visage des enfants, et ne se complimente pas avec les beautés de leur sexe. Cela aurait pour vertu immédiate de leur donner le mauvais œil. Certains, atteints de conjonctivite grave, y perdent la vue. Chelikh Barreïn, l'un des plus grands *muhtasib* (celui qui veille à l'éthique), a cessé de voir à quatre ans. On lui a appris le Coran, il est devenu chelikh et psalmoditeur. Point besoin d'*gloffon*, les boulettes d'opium que l'on mâche, pour se laisser aller aux profondeurs du sacré. Chelikh Barreïn a l'intensité inscrite sur le visage. Comme Ali Hassan Kuban, premier musicien nubiens « électrique », passé à l'Égypte contemporaine après que les eaux du barrage d'Assouan eurent inondé sa terre, au nom de la modernité, et de la survie d'un pays dépendant d'un fleuve-roi, dont le delta avait fourni l'un des plus beaux exemples de force artistique : Oum Kalthoum, la diva absolue du monde arabe.

Véronique Mortaigne

soûlé, trouble davantage les bêtes, les légendes, les sons qui habitent les roseaux le long du lit du fleuve.

Youssef Barkash à la taille fine, il est un peu acrobate, sa féminité passe par des yeux de biche. Hominie il est, homme aux dents en or, à la posture droite, à la voix formée à l'école du rythme de la *sakieh*, la roue à eau. Dans les fêtes, ce chanteur à la voix étouffée danse, car, dit-il, « *j'aime à me laisser aller* ». Entouré de blanc, enveloppé de sa *gallabiah* bleue, Youssef Barkash n'oublie jamais qu'il est un Musicien du Nil, cet ensemble de musique traditionnelle

Les rendez-vous

● **En province:** Houssein Al Bechari, Les Musiciens du Nil, Gossoun Au Festival Garonne, les 10 et 11 juillet, cour de l'Ecole des beaux-arts de Toulouse. Tél.: 05-61-32-77-28 ou 05-61-10-02-22, 75 F. Au Festival Chalon dans la rue, du 17 au 20 juillet, à Chalon-sur-Saône. Tél.: 03-85-48-05-22. 30 F.

● **À Paris:** Hommage à Oum Kalsoum, avec Aïcha Redouane et l'Ensemble Al Adwar, l'Ensemble de musique arabe de l'Opéra du Caire. Des rues du Caire aux rives d'Assoum, avec Hakkim, Ali Hassan Kuban, Sharking Gossoun, Houssein Al Bechari, Cheikh Ahmed Barchi. Au festival Paris, Quartier d'été, Jardin des Tuileries, le 19 juillet, de 21 h 30 à l'amb. Tél.: 01-44-93-64-40. 20 F. 90 F.

● **À écouter:** *Egypt, Music of The Nile* from the Desert to the Sea, 1 coffret de 2 CD Vinyle, édité à cette occasion.

HAKIM, prince charmant de la *jeûne music*, la musique de la jeune génération, proche construite du rap ordinaire, est venu en France, en 1994, au Festival des allumées de Cannes, cette année-là consacré au Caire, était sorti d'Égypte avec le blase des autochtones, dont on constate la conversion à l'occident du chanteur Youssef Chahine, la récente annulation d'un décret gouvernemental interdisant l'excision dans les hôpitaux — qu'elles sont toujours sensibles aux dikrats des pères religieux de l'université d'El Azhar. A Nannes, Hakim fit danser l'ustine LU, dit beaucoup de bien des danseuses du ventre et des femmes en général, et les officiels en concurent une certaine rancœur, tout islamique, évidemment. Depuis, Hakim a vendu près de quatre millions d'albums. Il a propagé à travers le monde arabe ses tubes, *Mohodess Yeloumini* (« Que personne ne me blâme ») ou

La « jeel music » de Hakim fait danser les jeunes

fred (« Suppose », en France chez
me Silver). Dans ce *châab*, la chan-
son traditionnelle urbaine, rénové, il
mélange la derbouka et les synthéti-
sateurs basiques. C'est ce qu'en
gypte, dans la rue ou dans le taxi,
on écoute pour se divertir.

LIPS ENTRAINANTS

Le sourire impeccable, les non-neux acceptables, le cheveux en arrière, Hakim est le fils spirituel d'Ahmed el Adawiya, la grande star du Asabi. Cet ex-mécanicien, chroniqueur efficace de l'effervescence caillote des années 80, a été mis K.O., il a quatre ans, après une incartade avec la maîtresse d'un prince saoudien, qui lui aurait valu d'être brutalement privé de ses attributs virils. Il vient à peine de réapparure, dans une boîte de nuit. Concurrent redoutable, le jeune Amr Diab, pharaon en or et gorilla, déplace les règles. Son tour du moment. *Nour*

El Aïm (« Lumière de mes yeux ») colle au style Gipsy Kings. Les filles adorent, et les Maghrébins de France, qui regardent la télévision égyptienne grâce aux antennes paraboliques, découvrent les clips à l'eau de rose, mais si entraînants, du bonheur des deux exilés.

Hakim est originaire de Moyenne-Egypte. Son père était maître de la petite ville de Maghagna, près de Minieh. «*Maître, ici, signifie plutôt juge qu'administrateur*», explique le chanteur dans un des bars de l'Hôtel Hilton Nile, temple de la vie occidentale au Caire. Ce soir de juin 1997, Hakim doit y célébrer les noces de deux nouveaux frères liés sous les gerbes de fleurs — les mariés sont exposés sur une estrade pendant les aqabas. Hakim est payé, cher, pour, en quatre chansons, faire évoluer la fête du fernel à l'universel (danse à la queue-jeu-lui, refrains chantés en chœur, etc.). Il y a de la moquette

épaisse, des caméras vidéo et des lustres, comme on les aime de Bakou à Calcutta.

COSMOPOLITISME

Halkin, « *ex-eché de classe à l'école franciscaine* », monté au Caire à la fin des années 70, ne déteste pas les montres series de diamants. A trente-six ans, il porte en lui la vieille et la jeune Egypte, la pluralité religieuse, le progrès des mœurs et leur recul imposé. « Au Caire, il y a environ trois millions de Coptes de souche. Les autres, des provinciaux, subissent les problèmes de cette ville géante — où habiter quand tout est plein à craquer ? — ou ceux de l'éducation traditionnelle inadaptée comment une fille peut-elle s'habiller de l'emprise de ses parents ? ». Halkin le chante, et les jeunes l'écouitent », explique son producteur, Hani Sabar, fondateur de la maison de disques Sonar. « *mi nos-*

sède l'essentiel du catalogue de *jeel music*.

Indis. La croisée de l'Occident et du monde arabe, Sonar et ses artistes perpétuent le cosmopolitisme, aujourd'hui tant écorné, de la mégalo-polie. Après avoir conquis le marché panarabe, profitant notamment de la mise sur la touche de Beyrouth en guerre, ils visent les marchés occidentaux, la France en premier lieu. *La jeul music*, musique électrofinie mais authentiquement égyptienne, aime les mélanges à la façon de l'ONB (Orchestre national de Beyrouth) et de l'«Algerienne» Warda, grande voix classique du monde arabe, s'est laissé entraîner, avec autant de facilité que Transglobal Underground, groupe vedette du dub anglo-pakistanaï de Londres, et partenaire pressenti d'Hakim pour un prochain album.

V. Mo.



À L'AFFICHE

L'Égypte romaine

à Marseille
Trois siècles après Alexandre le Grand, la reine Cléopâtre disparaît de la scène égyptienne : Rome supplante définitivement les Ptolémées. À travers trois cents objets, la Vieille Charité raconte l'histoire de cette domination, qui va se prolonger, à travers Byzance, jusqu'au VII^e siècle. Les empereurs sont représentés en pharaon, les dieux du panthéon romain rejoignent Horus, Anubis et Apollon. Les célèbres portraits du Fayoum marquent un renouvellement de l'art funéraire. Bientôt, le culte d'Isis, né sur les bords du Nil, gagne une bonne partie de l'Empire.
Centre de la Vieille Charité, 2, rue de la Charité, 13 Marseille. Tél. : 04-91-14-53-80. Jusqu'au 7 septembre.

Jeanloup Sieff à Bérancourt

Il séduit ou agace, mais il est célèbre et populaire pour ses photographies de mode, publicités, nus, portraits, paysages et témoignage d'un sacré savoir-faire. Le photographe Jeanloup Sieff mérite donc un déplacement au château de Bérancourt, qui accueille plus de cent soixante images, dont une soixantaine n'ont jamais été montrées au public ou reproduites. « J'ai la photographie par essence, et mon seul souci est que ces images jouissent lentement pour ne laisser que le souvenir des moments qui furent », écrit Jeanloup Sieff à propos de son travail.
Musée national de la Coopération franco-américaine, château de Bérancourt, 02 Bérancourt. Tél. : 03-23-39-60-16. Jusqu'au 9 septembre.

Le pied léger de la teigne impériale

Jérôme Nicolin crée à Vienne un spectacle magique

« CENT ANS plus tard, la redécouverte de l'érotisme chinois », titre un journal autrichien, le *Kleine Zeitung*. *Die Presse* évoque, elle, l'art avec lequel il emporte le spectateur « dans le jeu virtuel des rêves ». Quant à la journaliste des *Nouvelles de Salzbourg*, elle titre son article : « Le pied léger de la teigne impériale ». Le Festival de Vienne - les Wiener Festwochen - vient de faire la connaissance du Français Jérôme Nicolin à travers une œuvre que le programme, laissant volontairement le public dans l'ignorance, intitulait simplement d'un titre sibyllin « Jérôme Nicolin ». Un spectacle qu'on retrouvera bientôt en France, notamment au Festival d'automne, mais qui reste volontairement voilé de mystère, à la manière d'un portrait chinois.

Ses amis, qui aiment les surnoms affectueux, l'appellent « la petite bête ». Est-ce une manière de dire « ma puce » ? Ou bien encore « quelle teigne ! » ? Jérôme Nicolin est effectivement assez teigneux avec les gens, les œuvres, les situations qu'il n'aime pas. C'est la condition d'une forme de purisme et d'obstination, qui peut le rendre passablement difficile à vivre, mais aussi, parce qu'il travaille ce rôle avec intelligence et sensibilité, étonnamment attachant. Comme une teigne... À la ville, au restaurant, il ne supporte que les tables rondes. Il abomine le cumin, et parfois, durant quelques semaines, le bourgogne, spécialement algoté. De tout autre, on dirait que c'est un « chieur patenté », qui a bien commencé dans la vie : son père a

failli avoir une attaque lorsqu'il l'a vu, il y a quelque vingt ans, incarner en couverture de *Paris-Match* la Madone Dietrich de *L'Ange bleu*. C'était la magnifique époque de « La Grande Eugène », où, en compagnie de Jean-Claude Dreyfus, il savait être aussi l'humble Marie-Madeleine, Joséphine Baker, le plus viril Charles Trenet ou le mâle Tino Rossi.

Puis il a suivi une carrière d'étoile à l'éclipse, hétérogène, lumineuse

œuvre. Cela s'appelle finalement *Le Cabaret chinois*.

De ce mystère théâtral, il aura écrit le texte, fixé les moindres détails, les lumières, la musique, dessiné enfin un décor dont la seule maquette envahissait peu à peu son appartement sous les toits, et dont le passage dans le monde supposé du réel a tout autant envahi l'atelier du décorateur Michel Heutin, à Montreuil. Pour ce spectacle sans nom, le mécène de La Poste

De ce mystère théâtral, il aura écrit le texte, fixé les moindres détails, les lumières, la musique, dessiné enfin le décor

comme un planétarium. Il accompagne quelque temps le groupe TSE, il joue les purs esprits dans *La Polonoise*, de Daniel Schmidt, survolant aussi les thèmes de Caracalla pour la *Turandot* de Sylvano Bussotti. Il est chien dans les *Peines de cœur d'une chatte anglaise*, interlocuteur polymorphe de la « Femme assise » de Copi en compagnie de Marlui Marini. Et puis c'est la *Fuite en Chine*, à la poursuite de Segalen, peut-être aussi de son grand père, ingénieur des chemins de fer impériaux. Depuis, régulièrement embarqué dans les bagages de Luc Bondy, qu'il place au pinacle de son panthéon amical et sévèrement sélectif, avec Bulle Ogier ou encore Joan Buck (Vogue), il parvient à se préserver des « boulots alimentaires » pour se consacrer à son étrange grand

hû a offert 500 000 francs, permettant de construire la machinerie sophistiquée de son décor.

Dans son *Cabaret chinois*, à l'inverse du sympathique insecte de *La Métamorphose*, le cloporte de Kafka, la petite bête, teigne ou puce, chienne et grenouille, accomplit une impériale mutation. Lorsqu'elle apparaîtra à Paris, à Chalon-sur-Saône, peut-être bien au Brésil, voire à Jérusalem, il faudra saisir l'occasion. Le décor, boîte précieuse comme les coffres éventrés lors du sac du Palais d'été, est fait pour les festivals. Entre deux manifestations, il se repaît, se referme, s'endort. Ce n'est pas tous les jours que la dernière impératrice de Chine bat le rappel pour son petit lever.

Frédéric Edelmann

HORS CHAMP

■ Le violoncelliste russe Mstislav Rostropovitch (notre photographie) rendra hommage au poète Louis Aragon, lors d'une soirée privée le 19 juillet à Avignon, à l'invitation du secrétaire national du PCF, Robert Hue. « Il s'agit d'un geste



amical et artistique de la part de Mstislav Rostropovitch, qui fut un ami personnel d'Aragon.

Rostropovitch avait déjà joué devant le tombeau d'Elso, compagnie du poète, a expliqué Bernard Vasseur, membre du bureau national du PCF, chargé de la politique culturelle. « Pour un musicien qui a été traqué par le régime soviétique, cela contribue à une clarification complète sur le passé ». Mstislav Rostropovitch jouera la 5^e Suite pour violoncelle de Jean-Sébastien Bach après un spectacle-poème célébrant le centenaire de la naissance d'Aragon.

■ Zanzibar, l'île des épiques, accueillera son premier festival international de cinéma en juillet 1998. Cette île de l'océan Indien appartenant à la Tanzanie a servi de cadre à plusieurs contes des *Mille et Une Nuits*, et le festival est placé sous le signe de Shéhérazade. Emerson Skeens, Américain installé à Zanzibar

depuis dix ans, dirigera ce festival. Il a voulu que les films en compétition traitent de l'illusion face à la réalité. L'Afrique, l'Inde et le golfe Arabo-Persique seront représentés avec des films en français et en anglais. Les enfants auront aussi leur rétrospective de films africains et indiens.

■ Le nom de Patrick Dupond (notre photographie) ne figure plus, depuis le mois de juin, parmi les étoiles du Ballet de l'Opéra national de Paris. Le jeudi 3 juillet, le service de presse de l'établissement, interrogé par l'AFP, précisait : « Juridiquement, le contrat de Patrick Dupond, qui fut à l'Opéra de Paris également directeur de la danse, est venu à échéance en juin 1996, et le danseur, qui ne s'est pratiquement pas produit avec la compagnie au cours de la saison 1996-1997, est en train de le renégocier, d'où cette disparition de



son nom des programmes de l'Opéra ». Patrick Dupond pourrait danser la saison prochaine comme étoile invitée, puisqu'il est programmé dans *Petrouchka* de Fokine, dans *Vaslav* de John Neumeier, et dans les *Variations d'Ulysse* de Gallotta.

Une « Orestie » italienne saisie par les arts plastiques

Grenoble/Théâtre. La Societas Raffaello Sanzio de Cesena s'approprie le cycle tragique d'Eschyle, joue avec les mots, avec leur étymologie et avec leur histoire

« L'IMPLORE des dieux la fin de la souffrance... » Une voix, brisée par les parasites et l'émotion, lance son appel au ciel, couverte par le sifflement de chasseurs-bombardiers passant au-dessus d'une scène cubique, noire, qui tient du ring, du cirque, de la chambre de tortures et de la tente camouflée. Des rafales de mitraillettes éclatent. Le bruit sourd d'explosions, régulières comme le battement d'un cœur, scande le premier volet de l'*Orestie* présentée par la Societas Raffaello Sanzio, événement du 13^e Festival de théâtre européen de Grenoble qui s'est terminé samedi 5 juillet, après Strasbourg où la troupe italienne participait au festival Turbulences.

La Societas Raffaello Sanzio a été créée en 1981 à Cesena, commune de cent mille habitants de la plaine du Pô, à 90 kilomètres de Bologne. Romeo Castellucci, metteur en scène de l'*Orestie*, Paolo Galdi et leurs sœurs Claudia et Chiara étaient à peine plus âgés de vingt ans. Ils ont associé le mot latin *societas* qui évoque une société industrielle quelconque et celui du peintre Raphaël pour des raisons assez confuses : « La forme parfaite, le nom du plus grand des peintres italiens et notre hantise aux dénominations américaines à la mode à l'époque ». Ils mènent un travail patient (« pédagogie renversée ») auprès d'enfants et d'adolescents. La clé de leur théâtre est la : « Tout notre travail a une relation avec l'enfant - étymologiquement : celui qui ne parle pas encore, comme dans la deuxième partie de l'*Orestie*. »

Première surprise, premier choc de ce spectacle : le Coryphée, ici, est un homme-lapin-blanc, le lapin d'Alice au pays des merveilles, cagouli. Suivi d'une portée de lapins blancs en plâtre dangereusement explosifs. Pourquoi Alice ? Parce qu'Alice est la sœur en sacrifice d'Iphigénie, nous apprendra-t-on. Egiste (sorti

d'une back-room fesses à l'air) va tenter de faire parler l'homme-lapin. Chocs et électrochocs. Paroles mécaniques. Agamemnon peut entrer en scène, jovial et tourbillonnant. Romeo Castellucci a confié ce rôle à Loris, un ritomique. « Ce n'est pas pour provoquer. C'est le texte qui est provocant. J'ai choisi Loris parce qu'il est un monarque : il est hors de toute discussion. Et parce qu'il est innocent. »

« Il faut creuser le texte pour en faire ressurgir les forces profondes. Il n'est anesthésié, estime le metteur en scène. Il faut retourner au corps et non pas à l'antique, tout en étant rigoureux sur le fond, sur les sources. Redécouvrir une communication élémentaire, non pas intellectuelle, qui a besoin du cerveau, mais qui passe directement par le système nerveux, par les sensations, et redonne au théâtre sa force et sa spécificité. » Le texte, pris à la lettre, est ouvert aux associations d'idées pour « en faire surgir des figures, des visions ». Si Clytemnestre et Cassandre sont obèses, « c'est parce que les femmes pèsent sur le drame ». Cela ressemble à une boutade. Mais lorsque Clytemnestre, en rut, tient délicatement dans ses mains épaisses les petits chaussons de son fils et crie son nom d'une voix aiguë, cela sonne juste, à pleurer.

CITATIONS DU PEINTRE BACON

La Societas joue avec les mots, avec leur étymologie, avec leur histoire, crée des images. Les arts plastiques infiltrent, débordent parfois son *Orestie*. Il s'agit de soumettre la tragédie à la primauté de l'œil. Un œil électrique, contemporain, au risque, parfois, du tableau vivant. Avec un goût de la citation dont l'excès vient à l'encontre des principes proclamés par le metteur en scène. Faire éclater à plusieurs reprises la scène par la

lampe de Guernica de Picasso n'est pas sans cohérence avec le propos, mais cela a un côté *in-as-tu-vu* gênant. Plus discret (parce que *ready-made*) est le recours à une roue de bicyclette de plus en plus petite, inscrite, via Duchamp, le rétrécissement des destins.

Si un nom, un seul, devait apparaître à l'affiche de cette *Orestie*, à l'égale de celui d'Eschyle, ce serait celui de Bacon, dont on se souvient qu'il est l'auteur d'un triptyque inspiré par la tragédie. Nombre de scènes, jusqu'au tremblement généralisé du plateau à la fin des *Chœphores*, lorsque le monde vient à se dérober sous les pieds des acteurs, sont « baconniennes ». A aucun moment, il ne s'agit d'illustrer ses peintures. Plutôt de leur enlever leurs cadres dorés et leurs vitres inviolables. Romeo Castellucci peut alors citer directement le peintre : une chaise de bureau ne cesse de tourner sur elle-même ; quatre singes figurent les Erinyes ; une charogne de chèvre au centre de l'espace redonne souffle à Agamemnon...

Dans la seconde partie, presque muette, blanc sur blanc, qui regroupe les *Chœphores* et les *Euménides*, le metteur en scène peint d'après le nu. Ses corps taillés renvoient à Carravaggio. Le blanc baillie et désamorce toute tentation de voyeurisme. Entre obsésité et anorexie, des silhouettes indéfinissables s'affrontent. De loin, d'intraçables machines les menacent, les soutiennent. Les héros sont sous assistance respiratoire. On pense alors à l'art corporel dans sa version dure, celle des actionnistes viennois, mais dans une forme scénique nimbée, presque apaisée. Répétition de lents simulacres. Pas de sang, du vermillon. En pluie.

Jean-Louis Perrier

Des centaines de regards nous contemplent

Florence/Photographie. Oliviero Toscani expose les portraits de jeunes gens recrutés au hasard

FACCE (Visages), Gare ferroviaire Léopold de Florence, jusqu'au 31 juillet.

Une forêt de visages immenses, avec tous le même regard. Européens et Africains, Américains et Asiatiques, ils constituent une géographie mondiale de la jeunesse contemporaine. Après les malades du sida et le soldat de Sarajevo, ce sont eux, ces jeunes garçons et filles du monde entier, qu'Oliviero Toscani a choisis de montrer dans sa dernière exposition « Visages », réalisée dans les espaces splendides de la gare Léopold de Florence, une vieille station ferroviaire abandonnée. Montées sur de grands piliers triangulaires, ces deux cents pho-

tographies (2 mètres sur 3) de jeunes recrutés dans les rues de Paris montrent la beauté du futur, au-delà des différences ethniques et des considérations politiques.

Signes particuliers ? Pratiquement aucun : une mèche de cheveux bleus sur le front d'un garçon oriental, une feuille dorée sur l'oreille d'un Africain à la peau sombre. Le regard, détendu, est frontal et fixe le spectateur ; la bouche dessine un léger sourire et illumine les traits du visage qui se détache sur un fond blanc, semblable pour tous. Un seul garçon rit : c'est Rocco, le fils âgé de dix-sept ans d'Oliviero Toscani. « J'ai peut-être voulu le photographier en train de s'amuser pour ne pas avoir de sentiment de culpabilité », explique son père. Et il ajoute : « Ces

garçons et ces filles sont les visages de notre temps. Ils racontent la diversité du monde et demandent en silence comment sera le futur de notre planète. »

ÉPILOGUE DU FUTUR

Pour le photographe, qui a saisi les visages de milliers de jeunes pour la prochaine campagne de Benetton à l'automne, la signification de cette exposition est une gigantesque « épilogue du futur », un inquiétant point d'interrogation posé par des dizaines et des dizaines de regards. Ils expriment une attente, presque un reproche à l'égard des générations passées. Comme si ces visages contenaient tous les problèmes non encore réglés de notre société : la discrimination raciale, les différences so-

ciales, l'angoisse d'un lendemain plein d'incertitudes. Nez, bouches, oreilles, peau et cheveux, chacun d'entre eux diffère de l'autre. Sans recourir à un modèle unique de beauté, sans chercher un critère singulier de sélection : ces visages exposés à Florence appartiennent à des personnes qui seront âgées de vingt ans en l'an 2000.

Le vrai défi qu'ils devront affronter à l'aube du XXI^e siècle sera de préserver leur personnalité, résister à la tentation de s'uniformiser pour rechercher la sécurité dans les conventions sociales. Cette exposition est une première étape dans un voyage dans la « planète jeune », un monde qui reste encore à explorer.

Ludovico Pratesi

Mozart, paroles et musique

Saou/Musique. Une manifestation dédiée au compositeur tente l'expérience de la lecture

SAOU CHANTE MOZART DANS LA DRÔME. Le 3 juillet.

Prochains concerts : « Des Mots de Londres à l'ave verum », Nouvel Orchestre de Saint-Étienne, Maître de la Loire, direction Jacques Berthelot. Église de Nyons, le 11 juillet à 21 heures, Église de Saon, le 12 à 19 heures. « Don Giovanni », par le Théâtre national tchèque de Nyons le 13 à 21 heures, Cinéma-Théâtre Eden à Crest, le 14 à 21 heures. Tél. : 04-75-76-02-02. Jusqu'au 20 juillet.

Les nuits de Grignan célèbrent le genre littéraire de la correspondance (*Le Monde* du 3 juillet). Celles de Saou (Drôme) chantent Mozart et sa musique. Les deux festivals voisins ont donc décidé de coproduire un spectacle où les lettres de Mozart dialogueraient avec ses quatuors à cordes.

Le comédien Didier Sandre participe régulièrement à des spectacles qui associent théâtre, danse et musique : *L'histoire du soldat*, de Stravinsky, la *Neuvième symphonie*, de Beethoven, *Le Roi David*, d'Arnold Schönberg, *Le Martyr de saint Sébastien*, de Debussy. Sur des propositions du musicologue Jacques Henry, il a réalisé un montage de courriers écrits par un Mozart âgé de quatorze à dix-neuf ans au cours de ses périodes en Italie, à Mannheim et en France. « Le problème est que Mozart était un génie de la musique, pas de l'écriture », dit-il. Pourtant, dans ses babillages d'adolescent comme dans ses réflexions plus graves de jeune homme, le compositeur joue avec les mots, jongle avec les sonorités, dans une vitalité contagieuse. L'affreux Jojo que Milos Forman a bien représenté dans *Amadeus* gambade à travers ses épitres avec la même fougue qu'il met à explorer l'Europe.

Le temps incertain de ce 3 juillet a obligé les organisateurs à mettre le concert à l'abri, dans une salle des fêtes d'une banalité désolante. Côte à côte, le quatuor et le comédien cohabitaient sur un podium. Didier Sandre a détaillé avec un chic plutôt canaille les plaisanteries scatologiques que Mozart distillait à sa sœur ou à sa cousine, et avec une élégance amusée les réminiscences acérées sur les milieux musicaux et mondains qu'il fréquentait. Mais si l'acteur a tenu l'auditoire sous son charme, la musique était le parent pauvre de la

soirée. Sur leurs chaises, les membres de l'excellent Quatuor Sine Nomine attendaient de trop longues minutes, instruments et bras ballants, avant d'attaquer un extrait.

Bien sûr, il y avait le choc du contraste : le gamin blagueur qui se complait dans la description minutieuse de ses pets est aussi capable d'écrire l'adagio douloureux d'un quatuor « milanais » ou, plus tard, le prodigieux allegro du quatuor « prussien » K590. Mais le mariage ne s'est pas vraiment noué entre la parole et la musique. Et les instrumentistes suisses se sont sûrement sentis moins hédés les jours suivants, où ils donnaient ces mêmes ouvrages en entier dans le cadre du festival de Saou.

« La parole a une objectivité qui sonne dur, alors que, dans la musique, chacun peut se projeter », explique Didier Sandre. Encore faut-il que celle-ci trouve sa juste place face à des textes qui s'imposent. Ce travail exige davantage qu'une juxtaposition de circonstance. Mais cette soirée bancale aura permis de bien situer le thème de la huitième édition de Saou chante Mozart : les voyages. Sur trente-six ans de vie, le compositeur en a passé dix sur les routes ou dans des villes étrangères, ce qui fait de lui, selon la formule de Jacques Henry, une authentique « création européenne ».

Pierre Moulinier

CONCERTS

Académie de musique du XX^e siècle
musique de chambre
du 15 au 18 juillet
concerts dirigés :
George Benjamin, dir.
19 juillet < 20h
David Robertson, dir.
20 juillet < 16h30
1^{er} Porte de Pantin
01 44 84 44 84

depuis dix ans, il a voulu que le film soit un véritable spectacle. Le public a été séduit par la qualité de l'animation et la beauté des décors.



Le public a été séduit par la qualité de l'animation et la beauté des décors.

Le public a été séduit par la qualité de l'animation et la beauté des décors.

Le public a été séduit par la qualité de l'animation et la beauté des décors.

Le public a été séduit par la qualité de l'animation et la beauté des décors.

Le public a été séduit par la qualité de l'animation et la beauté des décors.

Le public a été séduit par la qualité de l'animation et la beauté des décors.

Le public a été séduit par la qualité de l'animation et la beauté des décors.

Le public a été séduit par la qualité de l'animation et la beauté des décors.

Le public a été séduit par la qualité de l'animation et la beauté des décors.

Le public a été séduit par la qualité de l'animation et la beauté des décors.

Le public a été séduit par la qualité de l'animation et la beauté des décors.

Le public a été séduit par la qualité de l'animation et la beauté des décors.

Le public a été séduit par la qualité de l'animation et la beauté des décors.

Le public a été séduit par la qualité de l'animation et la beauté des décors.

Le public a été séduit par la qualité de l'animation et la beauté des décors.

Le public a été séduit par la qualité de l'animation et la beauté des décors.

Le public a été séduit par la qualité de l'animation et la beauté des décors.

Le public a été séduit par la qualité de l'animation et la beauté des décors.

Le public a été séduit par la qualité de l'animation et la beauté des décors.

Le public a été séduit par la qualité de l'animation et la beauté des décors.

Le public a été séduit par la qualité de l'animation et la beauté des décors.

Le public a été séduit par la qualité de l'animation et la beauté des décors.

Le public a été séduit par la qualité de l'animation et la beauté des décors.

Le public a été séduit par la qualité de l'animation et la beauté des décors.

Le public a été séduit par la qualité de l'animation et la beauté des décors.

Le public a été séduit par la qualité de l'animation et la beauté des décors.

Le public a été séduit par la qualité de l'animation et la beauté des décors.

Le public a été séduit par la qualité de l'animation et la beauté des décors.

Le public a été séduit par la qualité de l'animation et la beauté des décors.

Le public a été séduit par la qualité de l'animation et la beauté des décors.

Le public a été séduit par la qualité de l'animation et la beauté des décors.

Le public a été séduit par la qualité de l'animation et la beauté des décors.

UNE SOIRÉE À PARIS

Leslie Howard

Le pianiste britannique s'est lancé dans une entreprise colossale pour la marque de disques anglaise Hyperion. En effet, il est en train d'enregistrer seul l'intégralité de l'œuvre pour piano de Franz Liszt, nous faisant découvrir au passage des œuvres oubliées et jamais jouées en concert. Ce soir, dans la première partie de son récital, il prend un peu d'air en consacrant l'essentiel de son programme à Chopin. Chopin : *Mazurkas* op. 59, *Ballade*, *Polonaises* op. 26, *Liszt : Mazurka brillante, Ballades, Polonaises, Chant polonais*. Orangerie du parc de Bagatelle, domaine de Bagatelle, Paris 16^e. M^e Pont-de-Neuilly, 20 h 45, le 8. Tél. : 01-45-00-22-19, 150 F.

Op. 26, *Berceuse, Tarentelle, Scherzo*. Liszt : *Variations sur un thème polonais*. Tchaïkovski : *Berceuse* op. 72 n° 2. Orangerie du parc de Bagatelle, domaine de Bagatelle, Paris 16^e. M^e Pont-de-Neuilly, 16 h 30, le 12. Tél. : 01-45-00-22-19, 150 F.

Dimanche 13 juillet. François-Frédéric Guy (piano). Chopin : *Fantaisie* op. 48, *Ballade* op. 52, *Prokofiev : Sonate pour piano* op. 54, *Tangy : Récital en hommage à Chopin*, création.

Orangerie du parc de Bagatelle, domaine de Bagatelle, Paris 16^e. M^e Pont-de-Neuilly, 16 h 30, le 13. Tél. : 01-45-00-22-19, 150 F.

Dimanche 13 juillet. François-Frédéric Guy (piano). Chopin : *Fantaisie* op. 48, *Ballade* op. 52, *Prokofiev : Sonate pour piano* op. 54, *Tangy : Récital en hommage à Chopin*, création.

Orangerie du parc de Bagatelle, domaine de Bagatelle, Paris 16^e. M^e Pont-de-Neuilly, 16 h 30, le 13. Tél. : 01-45-00-22-19, 150 F.

Dimanche 13 juillet. François-Frédéric Guy (piano). Chopin : *Fantaisie* op. 48, *Ballade* op. 52, *Prokofiev : Sonate pour piano* op. 54, *Tangy : Récital en hommage à Chopin*, création.

Orangerie du parc de Bagatelle, domaine de Bagatelle, Paris 16^e. M^e Pont-de-Neuilly, 16 h 30, le 13. Tél. : 01-45-00-22-19, 150 F.

Dimanche 13 juillet. François-Frédéric Guy (piano). Chopin : *Fantaisie* op. 48, *Ballade* op. 52, *Prokofiev : Sonate pour piano* op. 54, *Tangy : Récital en hommage à Chopin*, création.

Orangerie du parc de Bagatelle, domaine de Bagatelle, Paris 16^e. M^e Pont-de-Neuilly, 16 h 30, le 13. Tél. : 01-45-00-22-19, 150 F.

Dimanche 13 juillet. François-Frédéric Guy (piano). Chopin : *Fantaisie* op. 48, *Ballade* op. 52, *Prokofiev : Sonate pour piano* op. 54, *Tangy : Récital en hommage à Chopin*, création.

Orangerie du parc de Bagatelle, domaine de Bagatelle, Paris 16^e. M^e Pont-de-Neuilly, 16 h 30, le 13. Tél. : 01-45-00-22-19, 150 F.

Dimanche 13 juillet. François-Frédéric Guy (piano). Chopin : *Fantaisie* op. 48, *Ballade* op. 52, *Prokofiev : Sonate pour piano* op. 54, *Tangy : Récital en hommage à Chopin*, création.

Orangerie du parc de Bagatelle, domaine de Bagatelle, Paris 16^e. M^e Pont-de-Neuilly, 16 h 30, le 13. Tél. : 01-45-00-22-19, 150 F.

Dimanche 13 juillet. François-Frédéric Guy (piano). Chopin : *Fantaisie* op. 48, *Ballade* op. 52, *Prokofiev : Sonate pour piano* op. 54, *Tangy : Récital en hommage à Chopin*, création.

de noblesse au choro, musique instrumentale semi-érudite née à Rio à la toute fin du XIX^e siècle, mais aussi à la samba, poétique, poignante et pleinement mélodique.

Satellit Café, 44, rue de la Folie-Méricourt, Paris 11^e. M^e Oberkampf, 20 heures, le 7. Tél. : 01-47-00-48-87, 50 F.

Bertrand Betsch. Après un premier album, de belle écriture, paru chez Lithium (distribué par Labels/Virgin), Bertrand Betsch doit prouver que la tendance chic et distancée de la nouvelle chanson française peut aussi exister en scène. La soirée (première partie : Da Capo) a été imaginée par Ignatius, ex-Jérôme Rousseau du groupe des Objets.

Péniche « le 6/8 », 6-8, quai Malaquais, Paris 6^e. M^e Saint-Germain-des-Prés, 21 heures, le 7. Tél. : 01-43-80-74-54, 30 F.

op. 42, *Berceuse, Tarentelle, Scherzo*. Liszt : *Variations sur un thème polonais*. Tchaïkovski : *Berceuse* op. 72 n° 2. Orangerie du parc de Bagatelle, domaine de Bagatelle, Paris 16^e. M^e Pont-de-Neuilly, 16 h 30, le 12. Tél. : 01-45-00-22-19, 150 F.

Dimanche 13 juillet. François-Frédéric Guy (piano). Chopin : *Fantaisie* op. 48, *Ballade* op. 52, *Prokofiev : Sonate pour piano* op. 54, *Tangy : Récital en hommage à Chopin*, création.

Orangerie du parc de Bagatelle, domaine de Bagatelle, Paris 16^e. M^e Pont-de-Neuilly, 16 h 30, le 13. Tél. : 01-45-00-22-19, 150 F.

Dimanche 13 juillet. François-Frédéric Guy (piano). Chopin : *Fantaisie* op. 48, *Ballade* op. 52, *Prokofiev : Sonate pour piano* op. 54, *Tangy : Récital en hommage à Chopin*, création.

Orangerie du parc de Bagatelle, domaine de Bagatelle, Paris 16^e. M^e Pont-de-Neuilly, 16 h 30, le 13. Tél. : 01-45-00-22-19, 150 F.

Dimanche 13 juillet. François-Frédéric Guy (piano). Chopin : *Fantaisie* op. 48, *Ballade* op. 52, *Prokofiev : Sonate pour piano* op. 54, *Tangy : Récital en hommage à Chopin*, création.

Orangerie du parc de Bagatelle, domaine de Bagatelle, Paris 16^e. M^e Pont-de-Neuilly, 16 h 30, le 13. Tél. : 01-45-00-22-19, 150 F.

Dimanche 13 juillet. François-Frédéric Guy (piano). Chopin : *Fantaisie* op. 48, *Ballade* op. 52, *Prokofiev : Sonate pour piano* op. 54, *Tangy : Récital en hommage à Chopin*, création.

Orangerie du parc de Bagatelle, domaine de Bagatelle, Paris 16^e. M^e Pont-de-Neuilly, 16 h 30, le 13. Tél. : 01-45-00-22-19, 150 F.

Dimanche 13 juillet. François-Frédéric Guy (piano). Chopin : *Fantaisie* op. 48, *Ballade* op. 52, *Prokofiev : Sonate pour piano* op. 54, *Tangy : Récital en hommage à Chopin*, création.

Orangerie du parc de Bagatelle, domaine de Bagatelle, Paris 16^e. M^e Pont-de-Neuilly, 16 h 30, le 13. Tél. : 01-45-00-22-19, 150 F.

Dimanche 13 juillet. François-Frédéric Guy (piano). Chopin : *Fantaisie* op. 48, *Ballade* op. 52, *Prokofiev : Sonate pour piano* op. 54, *Tangy : Récital en hommage à Chopin*, création.

Orangerie du parc de Bagatelle, domaine de Bagatelle, Paris 16^e. M^e Pont-de-Neuilly, 16 h 30, le 13. Tél. : 01-45-00-22-19, 150 F.

Dimanche 13 juillet. François-Frédéric Guy (piano). Chopin : *Fantaisie* op. 48, *Ballade* op. 52, *Prokofiev : Sonate pour piano* op. 54, *Tangy : Récital en hommage à Chopin*, création.

Paolo Fresu Quintet. Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1^{re}. M^e Châtelet, 22 heures, les 11 et 12. Tél. : 01-40-26-46-60, 80 F.

Marc Fossat Quartet. Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1^{re}. M^e Châtelet, 22 h 30, les 11 et 12. Tél. : 01-42-36-01-36, 80 F.

Paolo Fresu Quintet. Part floral de Paris (bois de Vincennes), Paris 12^e. M^e Châtelet, 22 h 30, le 12. Tél. : 01-42-33-22-88, 80 F.

Spirit of Life Ensemble. Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1^{re}. M^e Châtelet, 22 h 30, le 12. Tél. : 01-42-33-22-88, 80 F.

Chéri. Péniche Six-huit, quai Malaquais, Paris 6^e. M^e Saint-Germain-des-Prés, 20 h 30, le 8. Tél. : 01-43-80-74-54, 40 F.

Me'Shail Ndegeocello. Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18^e. M^e Anvers, 19 h 30, le 9. Tél. : 01-44-52-45-45, 132 F.

Jimme Vaughan. Le Cigale, 120, boulevard Rochechouart, Paris 18^e. M^e Pigalle, 19 h 30, le 9. Tél. : 01-49-25-89-99, 145 F.

Les Wampas. Brétigny-sur-Orge (91). Le Rock'art, 1, rue Louis-Armand, 20 heures, le 10. Tél. : 01-60-64-54-47, 70 F.

CHANSON. L'Ultime Récital. Théâtre Daunou, 9, rue Daunou, Paris 2^e. M^e Châtelet, 22 h 30, le 12. Tél. : 01-42-61-69-14, De 100 F à 180 F.

Marc Perrone, Ferus Mustafav. Parc de la Villette, Paris 19^e. M^e Porte-de-Montmartre, 17 h 30, le 13. Entrée libre.

Louis Chérid. Récital (91). Le Plan, rue Rory-Gallagher, 22 heures, le 9. Tél. : 01-69-43-43, 710 F.

MUSIQUE DU MONDE. Sabor a Son. La Colonne, 102, boulevard du Montparnasse, Paris 14^e. M^e Vavin, 21 h 30, les 8 et 15, jusqu'au 23. Tél. : 01-43-20-14-20, 80 F.

Fela Anikulapo Kuti & Egypt 80. Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18^e. M^e Anvers, 19 h 30, le 10. Tél. : 01-44-52-45-45, 140 F.

Chico César & Cuscus. New Morning, 7-9, rue des Petites-Écuries, Paris 10^e. M^e Châtelet, 20 h 30, le 10. Tél. : 01-45-23-51-41, De 110 F à 130 F.

Willie Colon. Baraban, 50, boulevard Voltaire, Paris 11^e. M^e Châtelet, 22 h 30, le 12. Tél. : 01-47-00-55-22, 150 F.

Mambomama. La Java, 105, rue du Faubourg-du-Temple, Paris 11^e. M^e République, 22 h 30, les 12 et 13, jusqu'au 26. Tél. : 01-42-04-20-22, 100 F.

DANSE. Une sélection à Paris et en Ile-de-France. Sylvie. Étoiles, premiers danseurs et corps de ballet de l'Opéra de Paris. John Neumeier : chorégraphie.

RETENEZ VOS PLACES

PARIS, QUARTIER D'ÉTÉ. Du 14 juillet au 15 août, cette 8^e édition conquiert les jardins, places et squares de la ville avec plus de deux cents représentations données par des artistes du monde entier. Événements inédits : théâtre, musique, danse, cirque.

Renseignements sur l'ensemble des manifestations à Paris, Quartier d'été, 32, rue Chaudron, Paris 9^e. Tél. : 01-44-83-54-40. Réservations FNAC, Tél. : 01-49-87-50-36/35 FNAC.

LES ÉTOILES DU NIL. Avec l'ensemble de musique arabe de l'Opéra du Caïra dirigé par Salah Ghobadi, Hani Shaker, Alcha Redouane, l'Ensemble Al Adwar, Hussein Al Bchari, Shariq-Gourou, Sheikh Ahmad Barry, Ali Hassan Kuban, Hakim...

Samedi 19 juillet, de 21 h 30 à l'aube. Cour Napoléon du Louvre. Entrée libre.

LA PARADE DES QUARTIERS D'ÉTÉ. Sur le thème « 1000 ans de modes de vie », cet événement, orchestré par Jean-Claude Penchenat et le Théâtre du Campagnol, donne la parole aux artistes et associe des compagnies professionnelles (théâtre, théâtre de rue, danse, marionnettes) à des groupes d'amateurs de Paris et de la banlieue.

Samedi 26 juillet à 18 heures. Jardin des Tuileries. Entrée libre.

DANSE AU PALAIS-ROYAL. Tous les spectacles ont lieu à 22 heures. Cour d'Orléans. De 80 F à 100 F.

L'Académie du Ballet royal khmer (Cambodge). Du mardi 15 au vendredi 18 juillet à 22 heures.

Red Notes de Andy Degroot (France), « Tangos I ». Du dimanche 20 au mercredi 23 juillet.

Tweety Sharp Dance Company (États-Unis), « Tharp I ». Du samedi 26 au mardi 29 juillet.

Cloud Gate Dance Theatre (Taiwan). Du dimanche 30 juillet au mardi 31 juillet.

Eric Watson Trio. Mercredi 30 juillet.

Aldo Romano. Jeudi 31 juillet.

Yvonne Romain. Vendredi 1^{er} août.

Jack Delahouette Quartet. Samedi 2 août.

Hommage à François Jeannau. Dimanche 3 août.

Kan'aida, percussions et chants de la Guadeloupe. Derviches tourneurs de Damas, musiques et rituels de Syrie. Kek Lang, une famille tsigane de Hongrie.

Kings Singers, six Anglais au répertoire des plus variés : des madrigaux du XVI^e siècle aux Beach Boys. Justin Vail, la diversité des musiques malgaches.

Occidentale de fanfare, la tradition gasconne et bretonne revu et corrigée. IFMBDT, Danse Hip-Hop (France). Reverend T and US Mass Gospel, Ensemble de gospel américain.

Payou Rabahat, World Music gitane. Piazza Georges-Pompidou, jardins des Tuileries, du Luxembourg, des Plantes, parc de Belleville, arbres de Montmartre, parc de Choisy, Place des Fêtes... Du 15 juillet au 10 août à 22 heures. Entrée libre.

CONCERTS-PROMENADES. Orchestre national de France. Tchaïkovski : Symphonie n° 3, Concerto pour violon, Ouverture 1812, Pascal Vimarot (direction), Olivier Charlier (violin).

Dimanche 27 juillet à 20 heures. Cour André-Croquen. Entrée libre. Sous réserve.

King's Singers. Ensemble vocal, de la Renaissance française aux chansons populaires. Jeudi 17 juillet à 20 heures. Cour d'honneur de la Sorbonne. 50 F.

Orchestre baroque de l'Union européenne. Œuvres de Vivaldi, Telamann, J. S. Bach, Quantz, Heinen et Rambeau. Roy Goodman (direction). Jeudi 31 juillet à 20 heures. Cour d'honneur de la Sorbonne. 50 F.

Concerts d'orgue. Les Romantiques français. Günther Kaunzinger, Jean Guillou, Olivier Lamy, Maurice Clerc (organistes). Lundi 21, samedi 26, lundi 28 juillet et vendredi 1^{er} août à 21 heures. Église Saint-Eustache. 50 F.

JAZZ À L'HÔTEL D'ALBRET. Un programme ouvert à la création. Entrée : 100 F et 120 F.

Dave Holland Quintet. Lundi 28 juillet.

Tous Delors Big Band. Mardi 29 juillet.

Eric Watson Trio. Mercredi 30 juillet.

Aldo Romano. Jeudi 31 juillet.

Yvonne Romain. Vendredi 1^{er} août.

Jack Delahouette Quartet. Samedi 2 août.

Hommage à François Jeannau. Dimanche 3 août.

FOOTSBARN THEATRE. Ne touchez pas à Molière. Troupe de comédiens ambulants, née il y a vingt-cinq ans dans un village de Cornouailles.

Les 23 et 24 juillet, parc de Choisy ; les 25 et 26, parc de Belleville ; les 28 et 29, Collège des Irlandais ; les 30 et 31, square Réjane ; les 2 et 3 août, quai de Seine. Spectacle à 21 h 30. 70 F et 90 F.

ACHILLE TONIC. Du 16 juillet au 14 août à 20 h 30, ré- liche lundi, Chapiteau, 43, quai d'Austerlitz, Paris 13^e. 70 F et 90 F.

HAUTNAH, DE FELIX RUCKERT. Un danseur interprète pour un spectateur unique un solo, dans un espace limité qui lui sert de face. Du 16 au 28 juillet à 22 heures, ré- liche mardi, Centre Georges-Pompidou, grande salle, premier sous-sol. 60 F.

LE CIRQUE GOSH. Mad (e) in Paradise. Ces Berlinois détournent les arché- types du cirque et du music-hall. Leur nouvelle création est l'histoire d'un voyage au Paradis... Du 18 juillet au 10 août à 20 heures, ré- liche lundi et mardi, Le Trianon, Paris 18^e.

COMPAGNIE FORAINE. Revue inaugurale. Acrobates, trapézistes, clowns, dres- seurs ont travaillé avec les plasticiens les plus marquants du moment pour créer de nouvelles formes d'expres- sion. Les 1^{er} et 2^o août à 21 heures, mar- thée le 3 à 18 heures. Chapiteau angle rue Châteaude-Neuilly, rue Marcel-Du- champ, Paris 17^e. 25 F et 50 F.

LES CATHÉDRALES INCONNUES. Exposition de Julian Rosefeldt et Piero Stabile. Deux architectes allemands, passion- nés de grands espaces, proposent une visite des sites urbains et industriels les plus grandioses de Paris et ses alentours. Du 15 juillet au 31 août, de 11 heures à 21 heures. Espace Les Blancs-Man- teaux, Paris 4^e. 25 F et 50 F.

ozart, paroles et musique

Musique. Une manifestation dédiée à l'expérience de la laïcité.

Leslie Howard. Le pianiste britannique s'est lancé dans une entreprise colossale pour la marque de disques anglaise Hyperion. En effet, il est en train d'enregistrer seul l'intégralité de l'œuvre pour piano de Franz Liszt, nous faisant découvrir au passage des œuvres oubliées et jamais jouées en concert.

Chopin : *Mazurkas* op. 59, *Ballade*, *Polonaises* op. 26, *Liszt : Mazurka brillante, Ballades, Polonaises, Chant polonais*. Orangerie du parc de Bagatelle, domaine de Bagatelle, Paris 16^e.

M^e Pont-de-Neuilly, 20 h 45, le 8. Tél. : 01-45-00-22-19, 150 F.

Op. 26, *Berceuse, Tarentelle, Scherzo*. Liszt : *Variations sur un thème polonais*. Tchaïkovski : *Berceuse* op. 72 n° 2. Orangerie du parc de Bagatelle, domaine de Bagatelle, Paris 16^e.

M^e Pont-de-Neuilly, 16 h 30, le 12. Tél. : 01-45-00-22-19, 150 F.

Dimanche 13 juillet. François-Frédéric Guy (piano). Chopin : *Fantaisie* op. 48, *Ballade* op. 52, *Prokofiev : Sonate pour piano* op. 54, *Tangy : Récital en hommage à Chopin*, création.

Orangerie du parc de Bagatelle, domaine de Bagatelle, Paris 16^e. M^e Pont-de-Neuilly, 16 h 30, le 13. Tél. : 01-45-00-22-19, 150 F.

Dimanche 13 juillet. François-Frédéric Guy (piano). Chopin : *Fantaisie* op. 48, *Ballade* op. 52, *Prokofiev : Sonate pour piano* op. 54, *Tangy : Récital en hommage à Chopin*, création.

Orangerie du parc de Bagatelle, domaine de Bagatelle, Paris 16^e. M^e Pont-de-Ne

PUBLICITÉ Martin Sorrell, PDG de WPP, premier groupe mondial de publicité, qui a réalisé une marge brute de 16,5 milliards de francs en 1996, veut poursuivre sa progres-

sion en Asie-Pacifique et en Amérique latine. ● LE GROUPE compte atteindre 33 % de ses revenus d'ici cinq ans dans ces deux régions du monde, mais il entend aussi conti-

nuer à se développer en France et au Japon. ● LE PATRON de WPP, dans un entretien au Monde, juge que la publicité est « l'industrie la plus conservatrice qui soit ». Il es-

time que les publicitaires français restent encore trop européens, ce qui freine leur internationalisation. ● LA RÉCENTE acquisition par WPP du dernier réseau indépendant

d'achat d'espaces, CIA Medianet-work, est le prélude à une collaboration entre deux des agences de WPP, Ogilvy et JWT, en matière d'achat d'espace publicitaire en commun.

Le groupe WPP souhaite renforcer ses positions en France

Martin Sorrell, PDG du premier groupe mondial de publicité, explique, dans un entretien, qu'il entend poursuivre son développement dans le monde entier, notamment en Asie et en Amérique latine, mais aussi au Japon et en France

MARTIN SORRELL est PDG de WPP Group Plc, société qu'il a créée il y a onze ans. Il en a fait le premier groupe mondial de publicité et de services de marketing. WPP, dont le chiffre d'affaires s'est élevé à près de 70 milliards de francs en 1996 (16,5 milliards de francs de marge brute), emploie 22 100 personnes dans 800 agences implantées dans 90 pays. Les réseaux du groupe les plus connus sont J. Walter Thompson et Ogilvy & Mather (publicité), Hill & Knowlton (relations publiques), Research International, Millward Brown International. Diplômé en économie de Cambridge, Martin Sorrell est aussi titulaire d'un MBA de Harvard.

« Vous avez fait part de votre volonté de développer WPP en Amérique latine et en Asie, régions à forte croissance, mais aussi au Japon et en France, où vous jugez votre part de marché insuffisante. Quels sont vos projets ?

— Sur les marchés dynamiques, nous occupons déjà de bonnes positions, mais nous voulons les renforcer. L'Asie-Pacifique et l'Amérique latine sont éminemment stratégiques pour nous. Nous y réalisons 25 % de notre marge brute, et je serais très déçu si nous n'atteignions pas 33 % dans cinq ans. En ce qui concerne le Japon, J. Walter Thompson y est bien re-

présenté, notre activité de recherche est d'un bon niveau et Ogilvy s'y développe. Mais nous aimerions voir leur poids s'accroître. En France, nous voulons augmenter notre part de marché dans le domaine des relations publiques et dans celui du design. Nous voulons également continuer à développer J. Walter Thompson.

— WPP s'est construit à force d'acquisitions, souvent « hostiles ». Envisagez-vous de croître sur le même modèle, quitte à rendre l'identité du groupe plus complexe à construire ?

— Nous allons continuer à nous développer par croissance interne et par acquisitions. Pour ce qui est des acquisitions « hostiles », je ne vois pas ce que vous voulez dire. A mon sens, elles ne peuvent être hostiles qu'au directeur général de l'entreprise, mais elles ne sont pas hostiles aux clients, ni aux salariés, ni aux actionnaires. La cohérence du groupe pourrait se trouver diminuée si l'objectif était de réduire le pouvoir de chaque enseigne. Au contraire, nous voulons renforcer leur nature. C'est le rôle d'une maison-mère de stimuler ses filiales en leur apportant un bénéfice réel, une valeur ajoutée. C'est une différence essentielle entre WPP et ses concurrents comme Interpublic (IPG) et Omnicom, cotés en Bourse, ou Leo Burnett et

Young & Rubicam, qui, eux, ne le sont pas pour l'instant.

— Quel rôle doit avoir une holding pour ses filiales ?

— Le rôle d'IPG se résume à celui de banquier. J'ai récemment eu vent d'un projet qui, s'il est vrai, est révélateur. Comme Cordiant (ex-Saatchi), IPG se scinderait en deux, ses réseaux Lowe et Lintas d'un côté et McCann et les autres sociétés de l'autre. Une telle stratégie montrerait qu'une maison-mère représente peu de valeur pour ses filiales, puisqu'elle valent davantage séparément qu'ensemble.

« La publicité est l'industrie la plus conservatrice qui soit. Sa résistance au changement est phénoménale »

« La vraie question est : quel bénéfice a une entreprise à faire partie d'un groupe comme le nôtre ? Nous sommes persuadés que, outre son rôle financier, une maison-mère peut apporter une contribution dans, au moins, cinq

domaines : les ressources humaines, la gestion immobilière, les achats, les technologies de l'information et le développement des métiers. Sur ce dernier point, des entreprises comme McKinsey ou Goldman Sachs peuvent nous apprendre beaucoup. Nous gérons comme elles du temps et des ressources, mais, nous, nous le faisons de façon trop verticale et par métier, et pas assez en fonction du client.

— Vous avez récemment dit que l'industrie publicitaire était conservatrice. Quelle analyse faites-vous de ce secteur ?

— La publicité est l'industrie la plus conservatrice qui soit. Sa résistance au changement est phénoménale. Nous recommandons des changements stratégiques à nos clients et nous restons figés dans le passé. Nous avons besoin d'un changement « révolutionnaire » et pas d'une simple évolution. L'industrie publicitaire ne bouge que lorsqu'elle est confrontée à une opportunité ou à un désastre, celui qui consiste à gagner ou à perdre un client. C'est un véritable paradoxe : nous sommes une industrie à la pointe du changement, nous anticipons les modes, nous tentons de cerner ce que veulent les jeunes, mais nous sommes incapables de changer nous-mêmes ! Nous ne capitalisons pas les leçons apprises

par nos clients, elle se perdent en nous-mêmes. C'est très étrange.

— Comment percevez-vous les efforts déployés par les groupes publicitaires français pour se hisser sur la scène internationale ?

— Havas Advertising et Publicis restent à mon sens très européens, particulièrement du fait de leur taille en France. Publicis a la chance d'avoir Maurice Lévy. Mais je pense que la séparation de Publicis d'avec True North lui pose un vrai problème : il doit maintenant reconstruire un réseau multinational d'agences en se limitant à de petites acquisitions. Après avoir travaillé tant d'années avec True North, c'est triste de devoir reconstruire ainsi l'entreprise. Je pense, en outre, que les gens de BDDP sont beaucoup plus internationaux. Ils ont ce désir incessant de construire une relation durable avec leur client Procter & Gamble, notamment Jean-Marie Dru, et deviennent multinationaux à force de volonté. Ils sont différents.

— Êtes-vous toujours intéressé par BDDP, pour lequel vous avez fait une offre de reprise l'an dernier ?

— Ils sont très sympathiques. Je suis intéressé, théoriquement. Mais cet intérêt est difficile à mettre en œuvre.

— Vous visez d'acquérir 14,4 % de CIA Medianetwork, l'un des

derniers réseaux-médias indépendants. Dans quelle stratégie s'inscrit cette acquisition ?

— Il y a aujourd'hui de grands conglomérats médias en forte croissance, qui contrôlent l'ensemble des médias (Turner/Time Warner, Disney/ABC, etc.). Le coût de l'achat d'espace augmente plus vite que l'inflation. Aux États-Unis, par exemple, les réseaux télévisés américains ont augmenté leurs tarifs de 6 %. Mais, compte tenu de cette augmentation et du déclin de l'audience, le coût d'achat d'espace a augmenté de 10 % à 12 %. Pour Procter & Gamble, qui investit 2 milliards de dollars par an dans la communication, majoritairement aux États-Unis et en Grande-Bretagne, la perte d'efficacité média est de plus de 140 millions de dollars par an.

— Ce que nous devons faire pour nos clients, c'est augmenter notre pouvoir d'achat pour pouvoir négocier, mais sans antagonisme, et développer les techniques médias comme le sponsoring audiovisuel et la coproduction de programmes. C'est la raison pour laquelle Ogilvy & Mather et J. Walter Thompson devraient acheter l'espace publicitaire ensemble.

Propos recueillis par Florence Amalou

Amorce de dialogue dans le conflit du « Midi libre »

MONTPELLIER

Le week-end a marqué un tournant décisif dans le conflit du Midi libre. Après une rencontre, samedi 5 juillet, au cours de laquelle la direction du quotidien a reçu pour la première fois les représentants de la Filpac-CGT pour leur transmettre un « projet d'accord de reprise », les ouvriers du Livre ont rédigé des contre-propositions qu'ils devaient soumettre lors d'une nouvelle réunion prévue lundi 7 juillet.

Dans un document de onze pages, la direction détaille des conditions conformes à celles qui étaient annoncées (Le Monde du 4 juillet). Elle envisage de ne conserver que 67 postes sur sa nouvelle rotative Wifag, de reprendre le plan FNE abandonné au lendemain du début du conflit, le tout sans augmentation de salaire compte tenu de sa situation fragilisée par treize jours de grève.

De son côté, la Filpac-CGT de Midi libre réclame 92 postes et des salaires correspondant aux nouvelles qualifications des ouvriers du Livre. Un décalage qui

laisse encore présager de difficultés négociations. La semaine dernière, Le Midi libre avait fait paraître une petite annonce dans Le Journal de Genève : « Grand quotidien régional français sud de la France recherche urgent impression 200 000 exemplaires minimum, format berlinois. »

NOUVEAU LANGAGE

Mais, fait nouveau, le long document de la direction ne se contente pas d'évoquer les effectifs et les salaires. Il est assorti de propositions qui concernent aussi les horaires, les conditions de travail, le statut de chacun, l'évolution de carrière, etc. Bref, il dresse les contours de ce qui pourrait constituer un accord global d'entreprise.

Cette ouverture a donné l'occasion aux syndicalistes de tenir un nouveau langage. Pour Charles Robin, délégué Filpac-CGT, « ouvrir des négociations, c'est toujours positif. En direction, au départ, a décidé de se passer de nous. Mais je pense que l'un et l'autre, on est condamnés, du moins on est obligés, de travailler ensemble, au moins dans les vingt ans qui

viennent. Donc on est obligés de faire un accord. Il suffit que les points de vue se rapprochent un jour ou l'autre. »

Ce changement de ton semble témoigner de la volonté de chacun d'utiliser la seule porte de sortie réaliste d'un conflit qui pèse très lourd d'un côté comme de l'autre. Sauf revirement, la direction devrait peu à peu revoir ses propositions à la hausse, sans toutefois dépasser la barre qu'elle s'est toujours interdite de franchir.

Et pour justifier un assouplissement de sa position, la CGT, qui n'obtiendra sans doute pas satisfaction sur l'ensemble de ses revendications, devrait mettre l'accent sur la perspective d'un « accord d'entreprise » qu'elle appelle de ses vœux depuis deux ans. C'est sans doute ce qui explique ce dernier argument qu'elle pourra, aux yeux des grévistes, justifier une reprise du travail qui semble désormais envisageable.

Jacques Monin

Disparition du « Quotidien calédonien »

Le Quotidien calédonien a confirmé, mardi 1^{er} juillet, qu'il cessait de paraître. Avec 5 500 exemplaires tirés et 2 700 diffusés, Le Quotidien n'a pas réussi à s'assurer une vente et des recettes publicitaires suffisantes. Son unique concurrent, Les Nouvelles Calédoniennes (groupe Hersant), dont la pagination est double et le tirage annoncé de 16 000 à 18 000 exemplaires, retrouve donc son monopole. Les pertes du Quotidien seraient de 550 000 francs par mois. Fondé en décembre 1995 par Didier Leroux, homme d'affaires d'origine métropolitaine qui a créé le parti Une nouvelle Calédonie pour tous opposé à l'indépendance et à la toute-puissance du RPCR de Jacques Lafleur, le journal a été vendu en août 1996 avec l'hebdomadaire Tê 7 Jours Nouvelle-Calédonie, à l'homme d'affaires calédonien Philippe Pentecost, dont le groupe emploie 500 personnes, notamment dans la grande distribution. — (Corresp.)

Tensions à la rédaction de « L'Événement du jeudi »

LA RÉDACTION de L'Événement du jeudi devait se réunir en assemblée générale, lundi 7 juillet. Les élus du personnel et de la Société des journalistes devaient y rendre compte d'un déjeuné de la rédaction en chef, samedi 5, au menu duquel figurait l'affaire Globe-Hebdo. Ce déjeuné, qui remplaçait un séminaire prévu par la direction, était en effet dû à la révélation du financement de Globe-Hebdo par Elf-Aquitaine (Le Monde du 5 juillet). Georges-Marc Benamou, nommé directeur de la rédaction par l'actionnaire principal et PDG de L'ÉD, Thierry Verret, dirigeait à l'époque l'hebdomadaire pro-mitterandien. L'assemblée générale a lieu alors que des journalistes de L'Événement se plaignent de dysfonctionnements graves, ainsi que de la cooptation d'anciens de Globe dans l'encadrement de la rédaction, comme Benoît Rayski et Philippe Lecardonnel. Certains s'inquiètent aussi de l'érosion des ventes en kiosques et du déficit (plus de 45 millions de francs, pour un capital de 30 millions).

DÉPÊCHES

■ ALLEMAGNE : le conseil de surveillance du groupe de communication Bertelsmann a nommé, vendredi 4 juillet, Thomas Middelhoff comme successeur de Mark Woessner à la présidence du directoire du groupe. M. Middelhoff, quarante-quatre ans, membre du directoire responsable de la branche multimédia et de la stratégie du groupe, succédera à M. Woessner en octobre 1998. Dans un entretien à l'hebdomadaire Focus, le nouveau patron de Bertelsmann annonce son intention de développer les activités du groupe dans les médias électroniques, notamment dans un réseau de télévision aux États-Unis. — (AFP)

■ GRANDE-BRETAGNE : Mirror Group a acquis, vendredi 4 juillet, le groupe de presse régionale Midland Independent Newspaper, pour 297 millions de livres (environ 2,8 milliards de francs). Midland est le sixième groupe de presse régionale britannique. — (AFP)



Le Monde

BLUEBERRY
FAIT SON
ENTRÉE DANS
LE MONDE
CET ÉTÉ.

CHAQUE JOUR À PARTIR DU 14^{er} JUILLET ET JUSQU'AU 8 AOÛT LE NOUVEAU BLUEBERRY.

Pour France 3, Daniel Rondeau fait revivre un témoin hors du commun qui traversa, les yeux grands ouverts, un demi-siècle de l'histoire de la France et du monde

EN TOUTE LUCIDITÉ, Roger Stéphane s'est suicidé le 2 décembre 1994 après avoir, à soixante-quinze ans, goûté aux charmes de l'avant-guerre, vécu les extrêmes périls de la guerre et participé aux lourdes interrogations de l'après-guerre. De cet amateur — dans le sens non gauloïd du mot —, de cet amateur si remuant, mais sans cesse engagé, Daniel Rondeau, éco ami fidèle, nous propose le « portrait souvenir » : une série de témoignages coupés d'extraits d'entretiens et d'images d'actualité ; sans pesante hagiographie ni fausse pudeur.

Amateurs, et d'abord des livres, de ceux qui les écrivent. Rencontre très tôt de Glide, de Roger Martin du Gard, de Gennet, de Cocteau surtout, « mon professeur en frivole ». Malheureusement viendra plus tard, avec lequel la complicité fervente ne cessera plus. On verra dans ces images comment se noue entre eux le dialogue, au sommet immédiatement ; on retrouvera l'irréprochable définition de l'intelligence donnée par le colonel Berger au capitaine Stéphane, une nuit de 1945, sur le front d'Alsace : « La destruction de la comédie, plus le jugement, plus l'esprit hypothétique. »

L'œil ébanzi, la bouche moqueuse, le débit haché de savantes respirations, Roger Stéphane ne peut cacher, du haut de son nœud papillon légendaire, la fascination qu'exercent sur lui ces acteurs prestigieux de la scène parisienne. Un « snob », oui, dira François Furet, qui ajoute : « Mais aussi un moraliste. » « Un homme d'un

UN JEUNE QUI VOUDRAIT
ENTRER DANS LA RÉSISTANCE,
LIBÉRER PARIS, COTISER GIDE,
MALRAUX, DE GAULLE, GÉRARD
PHILIPPE AURAIT BEAUCOUP
DE MAL AUJOURD'HUI.



BERNARD

grand courage», complétera Gilles Martinet, durant la Résistance à Paris, participe activement des premiers jours à la libération, puis dans tout le combat armé, jusqu'à l'après-guerre. Il n'hésitera pas, en 1958, à rompre avec ses amis de l'Observateur - qu'il a fondé par amour pour un jeune philosophe - à cause de « l'état de paroxysme permanent » qu'ils entretenaient face à de Gaulle de retour au pouvoir. Son engagement, ses précieuses relations, il les mettra spontanément au service de toutes les batailles des futurs « décolonisés » : Tunisiens, Marocains, Algériens, Vietnamiens. Il a joué « un rôle déterminant » dans

les affaires de Tunisie, rappelle Bechir Ben Yamed, et cela avec une « modeste » remarquable.

Nul aveuglement, pourtant, dans ce goût pour les personnages d'exception. Francisuret, après Philippe Labro, insiste sur la volonté de cet amateur engagé : « Sous ses airs de dilettante, c'était un esprit politique d'une grande sûreté de jugement. » Et ce sont ses intuitions et analyses qu'il aura le souci de faire partager dans ses livres, les entretiens « en profondeur » qu'il conduira pour la télévision, ses articles en premier lieu. Pour Bernard Franck, Roger Stéphane n'est-il pas sans avoir tout un *très bon*

journaliste », au sens que l'on aimerait pouvoir toujours donner à ce

ly me ?

Il y a dans ce portrait souvent des roulements de pure délectation. Par exemple, lorsque Roger Stéphane interroge avec une malice diabolique François Mitterrand candidat à la présidence de la République et infiniment gêné pour expliquer comment, au terme d'un long parcours dans des gouvernements de « troisième force », il peut se présenter comme le représentant de la gauche. Les deux hommes se saluèrent pas, c'est le moins que l'on puisse dire, mais peut-on rester insensible devant ce retournement dont témoigne Jean Dauterive, questionné par un président de la République mourant, à la veille de son dernier voyage en Egypte ? « Depuis sa mort, je ne pense plus à Roger Stéphane de la même manière. Son suicide m'a intrigué et j'ai demandé une enquête pour essayer de comprendre les raisons qui l'ont poussé : la maladie, le sentiment que l'on ne pourra plus mener le train de vie qui vous convient, la désertion des amis, la solitude, la peur de la mort qui vous fait désirer la précipiter ? » Dialogue post mortem dont Roger Stéphane donne une conclusion d'une sobriété exemplaire dans le « Je vous embrasse tous » signant les quelques mots qu'il griffonna avant de quitter la scène.

Jacques-François Simon

★ « Passion d'une vie » : Roger Stéphane, un portrait souvenir, France 3, mardi 8 juillet à 0 h 05.

par Alain Rollat

LA VIE, SUR MARS, ne tenait plus qu'un souffle. Un seul : le sien. Il en prenait donc le sien qu'on peut imaginer. Par précaution, il ne regardait plus la télévision en provenance de la Terre. Surtout le dimanche soir à 19 heures. On dit qu'il était amoureux de la star brune aux yeux clairs qui scintillait dans "Thor". Elle était blonde et c'était dans deux films. C'est tout ce qu'il savait. C'est sans doute la seule explication rationnelle retenue par les autorités terrestres depuis l'étrange phénomène astronomique enregistré, lundi matin, par les ordinateurs du Jet Propulsion Laboratory de Pasadena. Il semble bien qu'il existe un lien direct de cause à effet entre l'éclipse d'Amme Sinclair, survenue dimanche soir dans la nébuleuse de TFI, et la brusque interruption des images transmises par "Rocky", le robot à roulettes déposé sur la planète rouge quatre-huit heures auparavant. Mais comment expliquer la suite ?

Certes, la thèse du dépit amoureux tient la route. Au vu de l'univers désertique qui était le sien, on peut concevoir que le dernier des Martiens ait craqué en apprenant que sa bien-aimée ne serait plus au rendez-vous de ses « 7 sur 7 ». Sans doute aurait-il voulu en savoir davantage sur les apartés de son étoile hors écran. Que se passait-il entre elle et ses invités derrière le paravent des pavés publicitaires ? Que lui avait dit le terrible roi du Maroc, Hassan II, après qu'elle eut osé l'interpeller sur les droits de l'homme ? Et le roi de l'Elysée, le malin François

Mitterrand ? S'en était-il rendu à lui reprocher : « Vous avez choisi de nous émanciper... », après qu'il nous a mis à la queue du train des défilés d'indigènes et d'un nouveau cohabitant forcé, Jacques Chirac ? Lui avait-il confié, hors antenne, la même chose que François Mitterrand : « Je ne me démettrai pas, je ne me soumettrai pas... » Et Lionel Jospin, l'astre socialiste ascendant ? Avait-il repris à son compte la formule chiraquienne : « La politique est l'école de la patience et de la knacité... » ? On partage volontiers la frustration de cette créature. A sa place, vous auriez, vous aussi, peut-être opté pour l'indulgence. Mais pourquoi le gentil « Rocky » a-t-il, apparemment, fait les frais de sa mauvaise humeur ?

Il faut peut-être intégrer une dimension émotionnelle à l'explication officielle. Au spectacle des autres entrées à roulettes dont les images étaient diffusées par la télévision, dimanche soir, il est possible que ce Martien des cavernes ait eu un réflexe préventif. Il y avait des tanks un peu partout, surtout au Cambodge. La scène la plus spectaculaire montrait un jeune homme en larmes en train de tirer, torse nu, une carabine sur laquelle gisaient, inanimés, eo charpie, les corps d'une femme et d'un enfant. Cela faisait beaucoup de sang sous les roues de l'actualité. Cela pourrait donc expliquer l'inscription mystérieuse découverte, lundi, à la surface de Mars, par les savants de Pasadena, à l'endroit même où le gentil « Rocky » a disparu : « Terrestrial, go home ! »

Radio

France-C

20.30 L'Histoire en direct.
1947-1951 : Avignon,
une utopie.

21.30 Fiction : Le Théâtre
des poètes.
Jean Laude :
Le Dix de Cassandre.

22.40 Toit ouvrant.
0.05 Du jour au lendemain.
Emmanuelle Luyet *Le Théâtre citoyen*
de Jean Vilar. 0.48 Les Cimetières du

France-Musique
19.36 Concert
Festival Chopin. Concert donné le 22 juin, à l'Orangerie de Bagatelle. Kemal Gekic, piano : Sonate pour piano op. 27 Clair de lune, de Beethoven ; Fantaisie sur deux thèmes du Mariage de Figaro

21.00 Concert.
Festival de Colmar. Festival
d'été Euradio.

0.00 Les Mots et les notes (rediff.).
L'art de la fugue. **1.00 Les Nuits de**
France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées.
Concert enregistré le

Pleyel, par l'Orchestre de Paris, dir. Myung-whun Chung. Les Offrandes oubliées, de Messiaen ; Symphonie n° 5, de Mahler ; Béatrice et Bénédict : je vais le voir, de Berlioz, par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra Bastille, Bartle, soprano ; Chant d'amour, de Bizet ; Havonaïse et les filles de Cadix, de Viardot, Bartoli, mezzo-soprano.

**Chaînes
d'information
CNN**
Information en continu, avec, en

Euronews
Journaux toutes les demi-heures.
L'Europe, en continu : 19.15, 19.45, 20.15,
20.45, 21.45, 22.45 Economix. 19.20,
20.20, 21.20, 22.20 Analysis. 19.39,
20.09, 20.39, 21.09, 21.39, 22.09.

LCI
Journal toutes les demi-heures,
 avec, en soirée: 19.16 et 23.16 Ruth
 Elrief. 20.13 et 20.45 Le 18-21. 20.30
 et 22.30 Le Grand Journal. 21.10 et
 22.12 Le Journal du Monde. 21.17 et
 22.19, 22.44 Journal de l'Economie.
 23.16 Cinéma. 23.42 Talk cultural.

LES CODES DU CSA

☐ Accord parental souhaitable.

☐ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.

☐ Public adulte ou

100

« Nature » contre nature

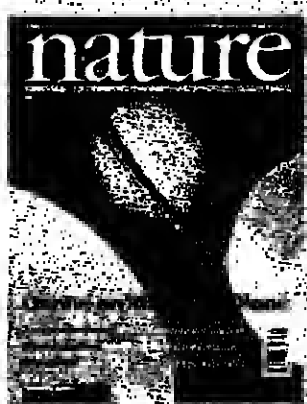
La célèbre revue scientifique britannique renouvelle ses critiques sur les choix éthiques de la France, qui s'oppose au clonage humain

LA CRÉATION, par clonage, de la brebis Dolly sur la lande écossaise n'a pas fini d'agiter les consciences des biologistes et des politiques. Elle permet du même coup de dévoiler les positions des uns et des autres sur quelques-uns des plus grands thèmes de la philosophie. L'hebdomadaire britannique *Nature*, dans les colonnes duquel le monde avait découvert un beau jour de février l'existence et le mode de fabrication de Dolly, consacre depuis une large place à la polémique sur la place qui doit ou non être laissée aux tentatives de clonage dans l'espèce humaine. Et *Nature* ne se gêne guère pour critiquer la position officielle de la France telle qu'elle a été exprimée par le Comité consultatif national d'éthique et par le président de la République.

Fin mai déjà, un éditorial du célèbre hebdomadaire scientifique fustigeait l'initiative de Jacques Chirac, qui, dès l'annonce de la création de

Dolly, avait saisi le Comité consultatif national d'éthique. Pour *Nature*, cette initiative et la rapidité avec laquelle ce comité avait conclu à la nécessité d'interdire toute forme de clonage à des fins de reproduction dans l'espèce humaine étaient regrettables dans la mesure où elles court-circuitaient l'organisation d'un plus large débat public. Une analyse qui autorisait *Nature* à donner une leçon de démocratie au président de la République française, accusé notamment de ne pas avoir saisi qu'un sujet d'une telle ampleur imposait une plus large consultation de l'opinion publique.

A la mi-juin, nouvelle attaque. Sous la signature de John Harris, spécialiste d'éthique à l'université de Manchester, *Nature* publiait un texte s'interrogeant sur le fait de savoir si le clonage était contraire à la dignité humaine. M. Harris prenait ici pour cible le professeur Axel Kahn, adver-



saire farouche et déclaré du recours au clonage à des fins de reproduction dans l'espèce humaine, par ailleurs vice-président du Comité consultatif national d'éthique français. Il soutenait en substance que le professeur

Kahn faisait une mauvaise lecture d'Emmanuel Kant sur la morale des fins et des moyens. Estimant en substance que l'on faisait dire au philosophe allemand ce qu'il n'avait pas écrit, M. Harris abordait la question du statut de l'embryon et s'interrogeait, non sans pertinence, sur les raisons fondamentales qui feraient qu'une société qui autorise l'avortement, la contraception et la recherche sur les embryons humains pourrait interdire la pratique du clonage.

L'affaire ne pouvait donc en rester là. Le professeur Kahn relève aujourd'hui le défi. Dans une correspondance adressée à *Nature*, il accuse ceux qui le critiquent - et qui de facto critiquent le Comité consultatif national d'éthique - de ne pas avoir clairement compris (ou d'avoir déformé) les principaux arguments tirés de Kant, d'où il concluait que l'appli-

cation à l'homme des techniques de reproduction asexuée et de clonage constituerait « une atteinte à la dignité des personnes ». « Emmanuel Kant ne dit évidemment pas que le respect de la dignité exige qu'une personne ne soit jamais utilisée comme un moyen, mais qu'elle ne soit jamais considérée uniquement comme un moyen », écrit le professeur Kahn. Cet adjectif « uniquement » fait la différence entre un propos parfaitement irrationnel et l'un des principes fondateurs de la bioéthique moderne. (...) La création d'embryons humains « uniquement » comme des moyens peut donc sembler en contradiction avec ce principe dont l'universalité est bien supérieure à ce que veut en dire John Harris. » Et le spécialiste français de se demander si *Nature* n'est pas en train de précipiter l'émergence chez ses confrères d'une nouvelle et dangereuse ligne, « révisionniste », de la réflexion bioéthique.

Jean-Yves Nau

DANS LA PRESSE

LE JOURNAL DE GENÈVE

■ Un quotidien français, le *Midi Libre*, ne paraît plus depuis deux semaines, bloqué par une grève de ses rotativistes. Autre anachronisme : une grande banque française, le Crédit lyonnais, jongle depuis quelques années avec les scandales et les chiffres rouges. Deux échecs, deux exemples qui illustrent magnifiquement le ratage d'un système qui fait dépendre le succès économique d'une structure politique archaïque dont la

France s'est fait la championne. Ce pays a cultivé contre vents et marées le culte de l'énarque, la religion de l'étatisme, comme s'il s'agissait de prouver au monde que lui seul détenait la recette miracle pour contrer la pensée unique du libéralisme conquérant. Il ne semble pas exagéré d'évoquer une décadence nationale orchestrée par l'inanité de la classe politique dans son ensemble.

LE FIGARO

Paul Guilbert

■ Ce n'est pas tous les jours que les gaullistes se donnent un chef.

Dans cette sentimentale famille politique, on conjure le drame par l'émotion. On veut Séguin, mais à condition d'honorer Juppé et à condition de servir Chirac. C'est la trinité consubstantielle au mouvement. Ni les conditions politiques ni les circonstances personnelles ne rendent facile la tâche du nouveau président du RPR.

BFM

Philippe Alexandre

■ Hier, aux assises du RPR, le campagnonnage, c'est-à-dire la simple camaraderie, était restée au vestalre. Et probable qu'elle n'en

sortira pas de sitôt. Le principal responsable de ce déclinisme en trois fragments du mouvement néogaulliste, c'est Jacques Chirac lui-même. Au début, il a encouragé Alain Juppé à rester à la tête du RPR au prix d'un rapprochement avec les balladuristes. Après quoi, il a laissé Philippe Séguin supplanter Juppé mais à condition de ne pas laisser les loups balladuriers entrer dans la bergerie.

LIBÉRATION

Gérard Dupuy

■ Ce n'est qu'un gros jouet, mais un joujou pour six milliards de

joueurs potentiels : pas besoin d'être cosmophile impénitent ou américain pour adopter *in petto* ce robot couleur à l'infinie lenteur. Pathfinder vient opportunément rappeler que l'humanité ne vit pas seulement de pain et de grands équilibres (...), mais aussi que l'enfer d'aller de l'avant, la volonté de voir et de savoir ce qui avant n'a été ni vu ni su, cela est aussi une valeur en soi qui n'est pas contradictoire avec des préoccupations plus triviales. C'est sans doute la meilleure leçon du long voyage pacifique vers la planète dédiée au dieu de la guerre.

EN VUE

■ Alain Delon a commencé, jeudi 3 juillet, le tournage, dans le Médan, d'une série télévisée destinée à l'Asie et à l'Amérique du Sud, vantant les valeurs traditionnelles de la France, notamment les vins, le cognac, les grands restaurants, les cabarets parisiens et la Légion étrangère. Toutefois, il s'est montré pessimiste devant la presse. « C'est terrible. Depuis Goulle, on a l'impression que la France n'en finit pas de descendre les marches d'un escalier », a déclaré l'acteur, hébergé au château Pichon-Longueville (grand cru classé).

■ Un ours en peluche ayant conservé ses yeux de verre a été vendu aux enchères, samedi 5 juillet à Giengen, dans le Bade-Wurtemberg, pour l'équivalent de 730 000 francs. Les collectionneurs ne s'intéressent aux peluches de ce prix qu'à condition qu'elles soient garanties « vierges ». C'est à dire qu'aucun enfant n'ait jamais joué ni dormi avec.

■ La Côte d'Ivoire a récemment renforcé sa législation sur le recrutement des travailleurs étrangers, afin de donner la priorité aux Ivoiriens. L'Arabie Saoudite vient d'interdire aux immigrants d'exercer sept professions dans le secteur public, pour ne pas concurrencer les Saoudiens. La police sud-africaine s'en est pris, samedi 5 juillet, aux prostituées non originaires d'Afrique du Sud. « Si quelqu'un doit tirer profit du travail dans nos bordels, ce sont nos filles. Restez chez vous. Si vous essayez de travailler ici, vous serez expulsés ou rapatriés », leur a dit le capitaine Giacomo Bondesio, commandant, à Johannesburg, la division chargée des étrangers.

MARDI 8 JUILLET

TF 1

14.40 Hooker. Série.
15.35 Côte Ouest. Feuilleton.
16.30 21 Jump Street. Série.
17.25 Extrême limite. Série.
18.00 Les Années fac. Série.
18.25 Ali Baba. Jeu.
19.00 Mokshi Patam. Jeu.
19.50 et 20.40 Météo.
20.00 Journal.
L'agenda du jour.
Le résultat des courses.

20.45

LE COUP DU PARAPLUIE
Film de Gérard Jour, avec Pierre Richard, Valérie Mairesse (1996, 120 min).
22.25 Les Films dans les salles.

22.30

LE PION
Film de Christian Gion, avec Henri Guybet, Claude Piéplu (1978, 100 min).
0.10 Grande reportage.
L'histoire de Malin (165 min).
Agée de trois mois, la petite Malin s'est endormie et a failli ne jamais se réveiller.
1.15 et 1.55, 2.35, 3.45, 4.25 TFL 130 Reportages. A la poursuite de Lady Di.
2.35 Car de divorce. Série (rediff.).
2.45 Strabinsky - Petrol. Ravel. Concert, 3.35 et 4.35, 5.15 Histoire naturelle. Documentaire. 6 Line page 13. 5.05 Musique. Concert (10 min).

TV 5

19.30 Journal (TSR).
20.00 Les Cers de Mogador. Téliquin de Robert Mazet (1971, avec Marie-José Nat (1961) (100 min). 13611243
21.40 Téléjournalisme. Magazine.
22.00 Journal (France 7).
22.45 Strip Tease. Magazine.
23.45 Les Grandes Enigmes de la science (France 2 du 18/97).
0.45 Soir 3 (France 3).
1.15 Journal (RTBF, 30 min).

Planète

20.35 Les Altes de légende. Le P-40.
21.24 Les Fils du vent. et le le dis.
22.25 Little Big Woman. (1/2).
0.06 Pourquoi nous combattons. (4/7). La bataille d'Angleterre.
1.00 Le Chertin des Mayas (50 min).

Animaux

20.30 Les Yeux de la découverte. L'oiseau.
21.30 Le Monde sauvage. Ours.
21.30 et 0.30 Le Magazine de Jack Hannah.
22.00 En liberté.
23.00 Fauna.
23.30 Faune ibérique.

France 2

15.00 Le Tour de France. En direct (3^e étape).
Vive - Plumées (195 min). 5283682
17.25 Volo club.
Les moments forts de l'équipe.
18.45 Passe à ton voisin. Jeu.
19.25 Qui est qui ? Jeu.
19.55 Au bout du sport.
20.00 Journal, Météo.

20.55

LES FAUSSESAIRES
Film de Frédéric Blum, avec Gérard Jugnot, Jean-Marc Barr (1994, 95 min). 7361898
Libre adaptation d'un roman de Romain Gary sur le thème de la double identité.

22.40

ADULTÈRE (MODE D'EMPLOI)
Film A de Christine Pascal, avec Richard Berry, Karin Viard (1994, 85 min). 7818330
Un portrait de femme qui « confond le sexe et l'homme ».
0.05 Journal, Météo.
0.20 Les Routiers. Série.
1.15 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Vive-Plumées. 2.15 Les Accidents dangereux et spectaculaires. Documentaire. Filé sur diagonale. 3.05 Entre chien et loup. Documentaire. 3.30 L'Alle et la Bête. Documentaire. 3.45 24 heures d'Info. Magazine. 4.00 Jeux sans frontières (rediff., 95 min).

Paris Première

20.00 et 0.35
20 h Paris Première.
Magazine.
21.00 Rita Hayworth. De Donatella Baglivo.
Film de Richard Pearce (1996, 95 min). 11101088
22.30 La Rupture. Film de Claude Chabrol (1970, 120 min). 6957798

France Supervision

21.00 Les Francofolies. Les meilleurs moments des Francofolies 1996.
22.25 En route pour la gloire. Film de Héli Aubry (1976, 150 min).
0.50 Peléas et Mélisande. Drame lyrique en cinq actes de Claude Debussy. Enregistré au Nouveau Théâtre de Caen (1996) (160 min).

Ciné Cinéma

20.30 Lamerica. Film de Gianni Amelio (1994, 115 min). 3587773
22.25 La Liberté au bout du chemin. Film de Richard Pearce (1996, 95 min). 11101088
Festival
20.30 Le Voyage en Pologne. Téliquin de Stéphane Karc, avec Michaël Mendi (190 min). 91808972
22.00 J'ai un pas qu'on m'aime. Téliquin de Stéphane Karc, avec Caroline Langlois (85 min). 25905408

Série Club

19.50 Les Années coup de cœur. Ce plaisir qu'on dit charnel. Party Bagins at Home.
20.15 Les Argentés verts. Party Bagins at Home.
20.45 L'Age de cristal. Le cygne.
21.35 François Gaillard ou la vie des autres. Feuilleton. Michel.
22.30 Alfred Hitchcock présente. Le pédigree.
23.00 Mandrin. Feuilleton (26).
0.00 Lou Grant. Héroïne (35 min).

Ciné Cinéma

20.30 La Loi du Nord. Film de Jacques Rivette (1959, N., 100 min). 1701822
22.10 Before I Hang. Film de Nick Grinde (1940, N., v.a., 60 min). 2274311
23.10 Patte de velours. Film de Claudio Gora (1953, N., 90 min). 9179933

France 3

18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.50 Météo des plages. (15 min).
18.55 et 19.20 d'information.
19.10 Journal régional.
20.00 Météo.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.
20.58 Le Journal du Tour.

20.55

LA CARTE AUX TRESORS
Documentaire présenté par Sylvain Augier. Aveyron (110 min). 3077243
Après « Filles aux fleurs », retour vers la métropole et les paysages de l'Aveyron.
22.45 Journal, Météo.
L'Exploit du jour.

23.15

LES NOUVEAUX AVENTURIERS
Documentaire.
Une école sur le toit du monde (50 min).
0.05 Passion d'une vie. Roger Stéphane (55 min). 2045002
Journaliste à Match. Combat, fondateur de France-Observateur. Roger Stéphane mettait fin à ses jours en décembre 1994.
● Lire page 27.
1.00 Les Brûlés de l'Histoire. Documentaire. 2.00 La Grande Avenue de James O'Neale. Feuilleton (35 min).

Ciné Cinéma

20.30 Spin City. Enlèvement-moi idiot.
20.25 Chronique. Magazine.
20.30 Friends (3^e saison). The One With the Tiny Tim. The One With the Dolphins (1/2).
21.15 Dancing in the Street. (1970).
22.15 Portrait. Magazine.
22.20 Des agents très spéciaux. Le défilé d'Arabie.
23.15 Star Trek : la nouvelle génération. Double personnalité (v.a.).
0.00 Quatre en un. Magazine.
0.30 L'Homme invisible. Fox de presse (25 min).

Disney Channel

19.35 L'Incorrigible Cory.
20.10 Les Petits Champions 2. Film de Sam Weisman (1994, 110 min). 1448796
22.00 Honey West.
22.30 Richard Diamond.
23.00 Juste pour rire.
0.00 Sylvie et compagnie.
0.25 Thierry la Fronde (25 min).

Téva

20.30 et 22.30 Téva interview.
20.55 C'est enfant est le mien. Téliquin de David Greene (95 min). 50812953
23.00 Clair de lune.

La Cinquième

18.25 Le Monde des animaux : Terres insolites.
Arte
19.00 Collection Hollywood 1950. Série.
La vedette (1955), avec Ida Lupino.
19.30 7 1/2. L'occasion ; La passion vélo.
19.55 Angoisse. Documentaire. Les sentiments sont le moteur de la pensée (30 min). 289971
20.25 La Documenta. Reportage.
20.30 8 1/2 Journal.

20.45

LA VIE EN FACE : TROIS HISTOIRES D'AMOUR DE VANESSA
Documentaire d'Anne Villacque (1996, 45 min). 254088
Filme à l'âge de 13, 15 puis 16 ans, une adolescente parle de ses flirts, ses désirs, ses amours. Portrait d'une jeune fille d'aujourd'hui.
21.35 Entre violence et désir.
L'écriture comme arme.
21.35 Entre violence et désir.
L'écriture comme arme.
21.35 Entre violence et désir.
L'écriture comme arme.

21.30

SOIRÉE THÉMATIQUE : MARIO VARGAS LLOSA ET LE PÉROU
L'ÉCRITURE COMME ARME.
21.35 Entre violence et désir.
L'écriture comme arme.
21.35 Entre violence et désir.
L'écriture comme arme.
21.35 Entre violence et désir.
L'écriture comme arme.
21.35 Entre violence et désir.
L'écriture comme arme.

22.35

LA VILLE ET LES CHIENS
(La Ciudad y los Perros) ■
Film de Francisco Lombardi, avec Pablo Serra (1985, v.a., 140 min). 3618327
0.55 Ladybird. Film de Ken Loach, avec Crissy Rock (1994, v.a., rediff., 100 min). 90994806

22.40

LE VENIN DE LA DISCORDE
Téliquin O de Tim Fywell, avec Sophie Ward, Helen Bonham Carter (130 min). 8278281
Une histoire véritable au dénouement tragique dans l'Angleterre des années 50.
0.50 Capital. Magazine.
Les secrets des vendeurs.
L'indépendance.
Richard Anconina.
Bruno Solo (rediff.).
2.30 Culture pub (rediff.). 2.55 Couloirs. Des Deux Bridgewater. 3.20 Turbo (rediff.). 3.45 Les Péagers (rediff.). 4.10 Master 3D - Best of (rediff.). 4.35 Les Trépas du Lolo (35 min).

22.40

LOIS ET CLARK
LES NOUVELLES AVENTURES DE SUPERMAN.
Série, avec Dean Cain, Tom Hatcher (10 min). 136137
L'ombre d'un doute. Les profondeurs du passé.

22.40

LE VENIN DE LA DISCORDE
Téliquin O de Tim Fywell, avec Sophie Ward, Helen Bonham Carter (130 min). 8278281
Une histoire véritable au dénouement tragique dans l'Angleterre des années 50.
0.50 Capital. Magazine.
Les secrets des vendeurs.
L'indépendance.
Richard Anconina.
Bruno Solo (rediff.).
2.30 Culture pub (rediff.). 2.55 Couloirs. Des Deux Bridgewater. 3.20 Turbo (rediff.). 3.45 Les Péagers (rediff.). 4.10 Master 3D - Best of (rediff.). 4.35 Les Trépas du Lolo (35 min).

M 6

19.50 Tour de France à la voile.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 Mode & Magazine.
Gweny et Ted Capidas.
20.05 Notre belle famille. Série.
20.30 La Météo des plages.
20.40 F = M 6 Junior. Téliquin. Magazine. Les tornades.

20.50

LOIS ET CLARK
LES NOUVELLES AVENTURES DE SUPERMAN.
Série, avec Dean Cain, Tom Hatcher (10 min). 136137
L'ombre d'un doute. Les profondeurs du passé.

22.40

LE VENIN DE LA DISCORDE
Téliquin O de Tim Fywell, avec Sophie Ward, Helen Bonham Carter (130 min). 8278281
Une histoire véritable au dénouement tragique dans l'Angleterre des années 50.
0.50 Capital. Magazine.
Les secrets des vendeurs.
L'indépendance.
Richard Anconina.
Bruno Solo (rediff.).
2.30 Culture pub (rediff.). 2.55 Couloirs. Des Deux Bridgewater. 3.20 Turbo (rediff.). 3.45 Les Péagers (rediff.). 4.10 Master 3D - Best of (rediff.). 4.35 Les Trépas du Lolo (35 min).

22.40

LOIS ET CLARK
LES NOUVELLES AVENTURES DE SUPERMAN.
Série, avec Dean Cain, Tom Hatcher (10 min). 136137
L'ombre d'un doute. Les profondeurs du passé.

22.40

LOIS ET CLARK
LES NOUVELLES AVENTURES DE SUPERMAN.
Série, avec Dean Cain, Tom Hatcher (10 min). 136137
L'ombre d'un doute. Les profondeurs du passé.

Canal +

17.20 Gamba, la plage des éléphants.
17.45 Le Dessin animé. En clair jusqu'à 20.35.
18.40 Les Simpson.
19.05 Les Héros de Cap Canaveral. Série.
19.45 Flash d'information.
19.57 Le Zapping.
20.00 10 années formidables.

20.35

BATMAN FOREVER
Film de Joel Schumacher, avec Val Kilmer, Tommy Lee Jones (1995, 115 min). 120137
22.30 Flash d'information.
22.35 La vie comme elle est... Court métrage (10 min). 6811514

22.45

LOCH NESS
Film de John Henderson, avec Ted Danson, Kristy Graham (1995, v.a., 99 min). 8495088
Confrontation, dans de beaux paysages, de la science et des légendes et secrets du vieux monde écossais.
0.25 Mon petit bikini. Documentaire (35 min). 8008084
1.30 Le Journal du hard.
1.25 Club private au Portugal. Film classé X (1996, 95 min). 70313287

22.45

LOCH NESS
Film de John Henderson, avec Ted Danson, Kristy Graham (1995, v.a., 99 min). 8495088
Confrontation, dans de beaux paysages, de la science et des légendes et secrets du vieux monde écossais.
0.25 Mon petit bikini. Documentaire (35 min). 8008084
1.30 Le Journal du hard.
1.25 Club private au Portugal. Film classé X (1996, 95 min). 70313287

22.45

LOCH NESS
Film de John Henderson, avec Ted Danson, Kristy Graham (1995, v.a., 99 min). 8495088
Confrontation, dans de beaux paysages, de la science et des légendes et secrets du vieux monde écossais.
0.25 Mon petit bikini. Documentaire (35 min). 8008084
1.30 Le Journal du hard.
1.25 Club private au Portugal. Film classé X (1996, 95 min). 70313287

Radio

France-Culture
20.30 Archipel Méditerranée. La nuit.
21.32 Grand Angle. (rediff.). Les Génomiers.
22.40 Nuits magnétiques. Marmade en solo.
0.05 Du jour au lendemain. David Arasse (Le Jour dans le noir). 0.48 Les Chaises du quatuor. 3.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

20.35

France-Musique
19.36 Concert. (rediff.). Concerts du dimanche matin. Donné le 20 avril, au théâtre des Champs-Élysées, à Paris, par le Quatuor Wiener / Chœurs de Beethoven.
21.30 Concert. Festival de Hollande 1997. Donné le 24 juin, au Concertgebouw d'Amsterdam, par l'Orchestre de la Résidence de La Haye, dir. Guennadi Rodionovitch. Symphonie n° 57 de Haydn / Symphonie n° 2 Prélude à la nouvelle journée, de Vermeer / Symphonie n° 2, de Szymanowski.
0.00 Les Mots et les Notes (rediff.). L'art de la figure. La question de l'écriture : une œuvre pour clarifier. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

20.35

Radio-Classique
20.40 Les Solistes. A. Schneider et le Quatuor de Budapest.
22.35 Les Solistes... (suite). 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

20.35

Radio-Classique
20.40 Les Solistes. A. Schneider et le Quatuor de Budapest.
22.35 Les Solistes... (suite). 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

20.35

Radio-Classique
20.40 Les Solistes. A. Schneider et le Quatuor de Budapest.
22.35 Les Solistes... (suite). 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les films sur les chaînes européennes

RTL 9

20.30 Le Serment de Robin des Bois. Film de Terence Fisher (1960, 90 min). Avec Richard Gere. Aventure.
22.00 Le Camp de l'enfer. Film d'Enzo G. Castellari (1986, 100 min). Avec Tom Skerritt. Aventure.
0.40 Le Silence de la mer. Film de Jean Pierre Melville (1947, N., 85 min). Avec Nicole Stéphane. Drame.

TMC

20.35 Tarras Bouba. Film de Jack Lee Thompson (1962, 135 min). Avec Tony Curtis. Aventure.

TSR

20.30 L'Alle ou la Culture. Film de Claude Zidi (1976, 105 min). Avec Louis de Funès, Coluche, Julien Guéhen. Comédie burlesque.


Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble et du satellite sont publiés chaque semaine dans notre supplément d'été dimanche-lundi.

Signification des symboles :

هكذا من الأهل

 **Delta Air Lines**

NOTRE MONDE EST LE VÔTRE™



Il y a quelque chose de magique
à voir une nouvelle
Classe Affaires
déployer ses ailes.



Bienvenue à bord
de la nouvelle Classe Affaires
de Delta Air Lines.
Une nouvelle dimension
s'ouvre à vous.
Plus d'espace pour vos jambes,
un siège plus inclinable,
des repose-pieds surélevés.
Des prises EmPower*
pour économiser les batteries
de votre ordinateur portable,
une vidéo individuelle
et un menu gastronomique
concocté avec le concours
des plus grands chefs.
Tout notre équipage
vous attend à bord de
Delta Air Lines pour vous offrir
la primeur de son service inédit.
Peut-être en serez vous aussi
un peu transformé.

*Système EmPower disponible
à bord des appareils de type B-767 et MD-11.

Pour toute information
ou réservation : 01 47 68 92 92
Internet : <http://www.delta-air.com>
Minitel : 3615 Delta Air Lines
(2,23 FF la minute)

Le

La commission
de couper le lien



Etat d'urgence pour